



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Examen global de l'Aide pour le commerce

Permettre un commerce
connecté et durable



2022

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est l'organisation internationale qui s'occupe des règles mondiales régissant le commerce entre les pays. Sa principale fonction est de faire en sorte que les échanges se déroulent de manière aussi harmonieuse, prévisible et libre que possible et d'assurer des conditions égales entre tous ses Membres.

Remerciements

Cette publication a été établie sous la direction générale de Michael Roberts, Chef de l'Unité de l'Aide pour le commerce de la Division du développement (OMC), et supervisée par le Directeur général adjoint Xiangchen Zhang et le Directeur de la Division du développement, Shishir Priyadarshi ; Stephen Fevrier, du Bureau de la Directrice générale, a aussi fourni des orientations sur le fond. La publication a été éditée et revue par Anthony Martin et Ross McRae, de la Division de l'information et des relations extérieures.

Les auteurs ayant contribué à cette publication étaient : Michael Roberts, Iljir Baftijari, Théo Mbise et Mialy Nomenjanahary (Division du développement) pour le Chapitre 1 ; Visvanathan Subramaniam, Michael Roberts et Priska Naimhwaka (Division du développement et Institut de formation et de coopération technique) pour le Chapitre 2 ; Iljir Baftijari et Michael Roberts (Division du développement) pour le Chapitre 3 ; et Anoush der Boghossian et Lolita Laperle-Forget (Division du développement), Jane Korinek et Cemre Balaban (OCDE) pour le Chapitre 4.

L'exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce a été géré par Théo Mbise, sous la direction de Michael Roberts, et avec le soutien d'Iljir Baftijari, Barbara Marcetich, Staci-Marie Sydney, Rhian Wood, Esli Kim Lafeiullee, Visvanathan Subramaniam et Julia Grübler (Division du développement).

Des avis d'experts ont été fournis par Sandra Carvão (OMT), Mona Haddad (Banque mondiale), Sarah Mohan et Barbara Ramos (ITC), Nilgün Tas (ONUDI), Torbjörn Fredriksson (CNUCED), Javier Lopez Gonzalez et Silvia Sorescu (OCDE) ainsi qu'Annette Ssemuwemba (CIR).

L'OMC tient aussi à remercier Olivier Cattaneo, John Drummond, Coralie Martin et Silvia Sorescu (OCDE) pour leurs observations formulées au cours de la rédaction de cette publication. Elle souhaite aussi exprimer sa gratitude à tous les participants à l'exercice 2022 de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce mené conjointement par l'OCDE et l'OMC.

Avertissement

La présente publication a été établie par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres de l'Organisation ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC. Les désignations qui y sont employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent de la part de l'OMC aucune prise de position quant au statut juridique des pays, zones ou territoires, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières.

Couverture : propriétaire d'un magasin de vêtements devant sa boutique, Mukoko, (Ouganda). Berger, Azraq, Azraq (Jordanie). Un père et sa fille agriculteurs utilisent une pompe à eau solaire, Haryana (Inde).

Examen global de l'Aide pour le commerce

Permettre un commerce
connecté et durable

Exercice conjoint OCDE-OMC 2022 de suivi et
d'évaluation de l'Aide pour le commerce

Ses cultures de maïs et de manioc ont
un rendement annuel de 4 000 USD,
Kampong Cham (Cambodge).



Table des matières

Avant-propos	4
Résumé analytique	5
Introduction	9

1

Priorités en matière d'Aide pour le commerce	14
--	----

2

Environnement, commerce et développement durable	48
--	----

3

Connectivité numérique, commerce électronique et commerce durable	90
---	----

4

Égalité des genres, autonomisation économique des femmes et commerce durable	136
---	-----

Conclusion	172
Abréviations	176
Bibliographie	177

Avant-propos

Directrice générale, Ngozi Okonjo-Iweala

La réussite de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12) est une étape importante vers un système commercial multilatéral plus solide et plus efficace. La CM12 montre que l'OMC parvient à des résultats bénéfiques pour les populations du monde entier. Elle a également mis en avant le rôle important de l'OMC dans la résolution des problèmes qui touchent le patrimoine commun de l'humanité, dans des domaines comme l'environnement et la sécurité alimentaire, et dans l'action dans l'intérêt des Membres à différents niveaux de développement économique.

La présente publication contribue à planter le décor pour mettre en œuvre les décisions prises à la CM12 et faire progresser nos travaux afin de donner de la stabilité à une économie mondiale secouée par la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, le changement climatique et la crise alimentaire qui se profile. Il est peu surprenant que les pays en développement considèrent l'Aide pour le commerce comme étant plus importante que jamais pour les aider à obtenir la croissance économique et la prospérité.

Les priorités en matière d'Aide pour le commerce indiquées par les pays en développement et les donateurs au cours de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2022, conduit conjointement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), reflètent bon nombre des priorités identifiées par les Ministres pendant la CM12. Cette publication reconnaît également que l'Aide pour le commerce est importante pour soutenir le renforcement des capacités dans les pays les moins avancés (PMA) et qu'il est crucial d'aider les pays en développement, en particulier les PMA, à atteindre un développement durable.

Le fait que les pays en développement et les donateurs comptent sur le système commercial multilatéral pour obtenir des résultats en matière



de développement est un message fort, particulièrement encourageant. La pandémie de COVID-19 n'a pas fait reculer le commerce dans la liste des priorités pour les stratégies de développement des pays en développement et des PMA. En effet, la pandémie a mis en évidence le rôle crucial que le commerce joue, s'agissant d'obtenir des résultats en matière de développement dans un domaine comme l'économie numérique, et d'aider les pays à faire face aux défis posés par le changement climatique.

Il est également réconfortant de trouver des éléments probants qui indiquent que les pays en développement et les donateurs considèrent comme prioritaires la durabilité, la connectivité numérique et l'autonomisation économique des femmes dans leurs stratégies de développement.

L'analyse de l'exercice de suivi et d'évaluation présentée ici fournit un argument solide pour faire avancer l'Initiative Aide pour le commerce. Le huitième Examen global de l'Aide pour le commerce est une excellente occasion pour continuer à souligner les avantages du commerce dans la recherche de résultats en matière de développement durable et pour faire progresser ces travaux essentiels.

Dre Ngozi Okonjo-Iweala
Directrice générale

Résumé analytique

Les objectifs commerciaux occupent une place de premier plan dans les stratégies de développement des pays en développement. Malgré la pandémie de COVID-19, le commerce reste une priorité pour le développement. C'est le message fort qui ressort de l'exercice de suivi et d'évaluation 2022 de l'Aide pour le commerce, mené conjointement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les pays en développement et leurs partenaires de financement attendent du système commercial multilatéral qu'il fournisse des résultats en matière de développement. Sur les 53 pays en développement qui ont répondu au questionnaire accompagnant l'exercice de suivi et d'évaluation, 50 (94%) incluent des priorités commerciales dans leurs stratégies de développement, y compris 25 pays les moins avancés (PMA) (93%). Les réponses indiquent également que 31 donateurs (86%) intègrent des priorités commerciales dans leurs stratégies de développement.

Pandémie de COVID-19 et changement climatique

La pandémie de COVID-19 a entraîné un réajustement des priorités concernant l'Aide pour le commerce. De nombreuses réponses au questionnaire des pays en développement et des donateurs font référence aux stratégies élaborées spécifiquement pour soutenir la reprise économique après la pandémie. Un peu plus de deux ans après le début de la pandémie, le commerce et l'économie mondiale continuent d'être affectés par celle-ci et par les mesures prises pour limiter sa propagation.

La plupart des réponses des pays en développement au questionnaire indiquent que l'Aide pour le commerce a pris de l'importance du fait des incidences économiques et

commerciales de la pandémie de COVID-19. Plusieurs donateurs notent que l'Aide pour le commerce peut atténuer ces effets et soutenir la reprise économique après la pandémie.

L'impact persistant de la pandémie sur l'économie mondiale est une inflation élevée, des budgets publics soumis à des contraintes et des préoccupations soulevées concernant l'accès aux approvisionnements essentiels, tels que les produits alimentaires. Ces problèmes ont été aggravés par la crise en Ukraine.

La facilitation des échanges est l'élément le plus souvent cité en tant que priorité dans l'Aide pour le commerce par tous les participants à l'exercice de suivi et d'évaluation 2022. C'était aussi un thème important lors de l'événement de l'Aide pour le commerce organisé en mars 2021 pour l'examen des incidences de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et le développement dans les pays en développement.

L'événement a souligné l'importance de la facilitation des échanges pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), sur laquelle les répondants ont également insisté dans le contexte de la lutte contre la pandémie de COVID-19. Les perspectives hommes-femmes sont aussi de plus en plus intégrées dans les programmes d'Aide pour le commerce. En particulier, les réponses révèlent l'importance de l'Aide pour le commerce pour mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et aider les MPME à se relever de la pandémie.

La promotion de la diversification des exportations, la compétitivité internationale, le renforcement des capacités de production et la connexion aux chaînes de valeur mondiales font également partie des principales priorités commerciales des pays en développement et des donateurs, en particulier pour les pays en développement sans littoral et les PMA.

Une prise de conscience croissante concernant les risques liés au changement climatique

Les émissions de gaz à effet de serre étant à leur niveau le plus haut de l'histoire de l'humanité, la durabilité environnementale est une priorité de l'Aide pour le commerce, en particulier parmi les donateurs. L'action pour atténuer les effets du changement climatique est le principal objectif. L'Aide pour le commerce a pris une plus grande importance dans le contexte de la confrontation aux effets du réchauffement de la planète et du changement climatique, ont souligné certains participants. Plusieurs donateurs soulignent aussi le potentiel que représente l'Aide pour le commerce pour réduire la fragmentation de l'aide.

Des réductions immédiates et importantes des émissions sont nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète et contenir les hausses de température à moins de 2 °C. Cette urgence est reflétée dans les réponses au questionnaire.

Les stratégies de développement et de commerce des pays en développement se réfèrent de plus en plus à l'environnement. Toutefois, la transition vers une croissance écologiquement durable (verte) en est encore à ses débuts. Les objectifs sont souvent présentés de manière générale, avec peu d'objectifs à l'aune desquels mesurer les progrès.

Les difficultés rencontrées dans l'établissement des objectifs de durabilité et le manque de connaissances approfondies quant aux effets attendus du changement climatique sur le commerce font partie des éléments cités comme freinant les progrès. Avec l'accès limité au financement, ces facteurs empêchent une intégration plus poussée des objectifs environnementaux dans les stratégies de commerce et de développement.

Les gouvernements ont pris des engagements de politique générale pendant la période précédant la vingt-sixième Conférence des

Nations Unies sur les changements climatiques (novembre 2021) pour aligner l'aide publique au développement sur l'Accord de Paris sur le changement climatique. Les donateurs et les partenaires Sud-Sud se sont engagés à appuyer la transition vers une économie sobre en carbone en accroissant le financement destiné à l'atténuation des effets du changement climatique – financement qui, actuellement, ne satisfait pas aux niveaux annoncés.

La déclaration de l'OCDE concernant l'alignement de la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris peut contribuer à mobiliser des ressources additionnelles pour aider les pays en développement à effectuer leur transition vers des énergies propres et durables. Étant donné le rôle que le commerce joue dans le transfert de technologie, de compétences et de savoir-faire, l'intégration d'une perspective commerciale dans ces programmes de financement est un domaine dans lequel l'Initiative Aide pour le commerce peut ajouter de la valeur.

Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour aider à financer la transition vers une économie sobre en carbone s'intensifie. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle de catalyseur en aidant à mobiliser des financements pour les infrastructures vertes du côté de l'offre et en aidant le secteur privé à tirer parti des possibilités offertes par l'économie sobre en carbone.

Une tendance est perceptible, allant vers un examen plus approfondi de la « qualité » du développement, qui est favorisée, et de la durabilité des chaînes d'approvisionnement. Des efforts concertés sont également déployés par les pays en développement et leurs partenaires de financement pour intégrer les objectifs relatifs à l'autonomisation économique des femmes dans les programmes de financement liés au climat.

La connectivité numérique est apparue comme un facteur de résilience économique

La connectivité numérique est apparue rapidement comme un facteur important de

résilience économique pendant la pandémie de COVID-19, étant donné que les mesures de confinement limitaient les contacts entre les personnes. La pandémie a accéléré la croissance du commerce électronique dans les pays à tous les stades de développement, produisant une dynamique de connectivité liée à la COVID-19 dans les pays en développement et les PMA. Les réponses des PMA citent l'administration publique en ligne comme un moteur de l'économie numérique.

Toutefois, la croissance rapide de la demande concernant la connectivité et les services numériques a révélé des lacunes, par exemple dans l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC), les cadres réglementaires, le caractère abordable des connexions et les compétences numériques. Ces facteurs signifient que la fracture numérique reste importante, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, les MPME et les femmes étant particulièrement affectés.

L'infrastructure de base reste l'obstacle majeur pour certains PMA. L'investissement continu nécessaire pour moderniser l'infrastructure des TIC impose une charge budgétaire aux pays en développement. Des améliorations sont nécessaires en ce qui concerne la qualité et le champ des cadres réglementaires pour le commerce électronique, et il faut remédier aux lacunes dans les compétences en matière de TIC.

Les TIC jouent un rôle essentiel dans l'accélération de la connectivité numérique et la facilitation du commerce électronique, ce qui peut aider à répondre aux préoccupations mondiales les plus urgentes en ce qui concerne le climat et l'environnement. Par ailleurs, l'amélioration de la connectivité numérique est fondamentale pour concrétiser la promesse des TIC pour le commerce et le développement.

Même si la connectivité numérique est largement reconnue comme étant un moteur pour l'autonomisation économique des femmes, plus de 70% des répondants au questionnaire soulignent que les femmes rencontrent des

difficultés particulières pour accéder aux technologies numériques.

La connectivité numérique et le commerce électronique sont des domaines dans lesquels les partenariats public-privé prospèrent. Il y a encore beaucoup de possibilités d'accroître le financement au titre de l'Aide pour le commerce dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les donateurs bilatéraux et les partenaires Sud-Sud. Le commerce peut contribuer à combler les écarts et à réduire le coût de l'accès aux services et aux biens liés aux TIC.

Des grossistes
d'échalotes sur le
marché de Bandiagara
(Mali).



Intégrer l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce

Les données issues du questionnaire montrent en quoi l'Aide pour le commerce favorise l'autonomisation économique des femmes, à quel point les donateurs et les pays partenaires sont alignés dans leur soutien à la prise en compte des questions de genre dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce, et en quoi l'Aide pour le commerce peut être un moyen important de mobiliser des fonds pour favoriser l'autonomisation économique des femmes.

La grande majorité des pays en développement (92%) et des donateurs (90%) font figurer l'autonomisation économique des femmes parmi leurs priorités dans les stratégies de développement. Les pays intègrent les questions de genre dans un large éventail d'instruments et de politiques, à commencer par leurs stratégies de développement globales. En particulier, ils élaborent des instruments spécialisés qui tiennent compte des perspectives hommes-femmes dans un champ d'action spécifique. Toutefois, intégrer les questions de genre dans la politique commerciale reste un défi d'actualité pour la plupart des pays.

Les programmes d'Aide pour le commerce liés au genre qui sont spécifiques et ciblés mettent le plus souvent l'accent sur les femmes entrepreneurs et les agricultrices. En revanche, l'accent est moins mis sur le secteur des services – alors que c'est le secteur dans lequel la plupart des femmes travaillent. Le secteur du tourisme est une exception et est au centre des programmes d'Aide pour le commerce. L'exercice de suivi et d'évaluation a mis en avant, pour la première fois, que la prévention de la violence à l'égard des femmes était un objectif clé de certains programmes d'Aide pour le commerce.

Les entrepreneurs et propriétaires d'entreprises qui sont des femmes ont tendance à avoir des réseaux professionnels moins étendus que leurs homologues masculins. Les programmes d'Aide pour le commerce qui fournissent des réseaux et des plate-formes numériques et qui offrent également des cours sur les outils numériques peuvent contribuer à réduire l'écart.

Les programmes d'Aide pour le commerce ciblant des femmes portent notamment sur la facilitation des échanges, l'accès au financement du commerce, le travail en réseaux et les plate-formes numériques, l'adaptation au changement climatique, la prévention de la violence fondée sur le genre, la promotion du commerce et la préparation à l'exportation. La facilitation des échanges grâce à une meilleure infrastructure et à des procédures simplifiées peut aider tout le monde à faire du commerce, y compris les femmes chefs d'entreprise et les dirigeantes.

Recueillir des données sur le commerce ventilées par sexe est indispensable pour soutenir l'élaboration de politiques commerciales tenant compte de la problématique hommes-femmes et promouvoir les femmes dans le commerce. Toutefois, cela reste un défi pour la plupart des pays, tout comme la réalisation d'évaluations de l'impact des programmes d'Aide pour le commerce sur l'égalité hommes-femmes. Toutefois, plusieurs pays s'efforcent d'améliorer cela.

Introduction

L'Aide pour le commerce vise à permettre aux pays en développement, et en particulier aux pays les moins avancés (PMA), d'utiliser le commerce comme moyen de promouvoir la croissance économique, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Elle favorise l'intégration des pays en développement, en particulier les PMA, dans le système commercial multilatéral et vise à dynamiser le soutien pour renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure liée au commerce dans ces pays afin d'améliorer les résultats commerciaux.

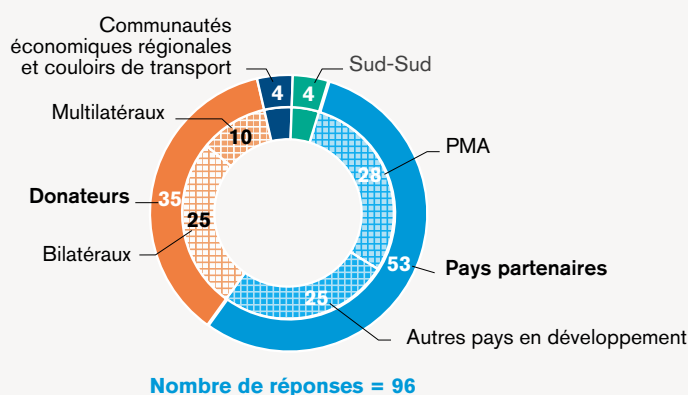
Un élément fondamental de l'Initiative Aide pour le commerce est l'exercice de suivi et d'évaluation, organisé par l'OMC et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui recueille des renseignements sur la base des réponses fournies par les donateurs, les bénéficiaires et d'autres entités dans les questionnaires d'auto-évaluation sur les questions suivantes :

- Comment les priorités en matière d'Aide pour le commerce des pays partenaires et des donateurs évoluent-elles ?
- Comment le commerce est-il intégré dans les stratégies de développement durable ?
- Comment les partenaires de développement mobilisent-ils le financement pour soutenir les objectifs de développement ?
- Comment les résultats commerciaux sont-ils suivis et quels sont les indicateurs de développement utilisés ?

La transparence créée par l'exercice de suivi et d'évaluation incite tant les donateurs que les bénéficiaires à faire avancer le programme de l'Aide pour le commerce.

La présente publication s'appuie sur les réponses des participants au questionnaire de l'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce 2022, qui sert de base à l'Examen global de l'Aide pour le commerce réalisé par l'OMC en 2022 sur le thème : Permettre un commerce connecté et durable¹.

Figure 1 : Réponses au questionnaire, par catégorie de participants (2022)



Source : Secrétariat de l'OMC.

Elle analyse les renseignements recueillis auprès des catégories de participants suivantes (voir Figure 1) :

- pays partenaires, incluant des pays en développement et des PMA ;
- communautés économiques régionales et couloirs de transport ;

- donateurs bilatéraux et multilatéraux ;
- fournisseurs d'une aide liée au commerce Sud-Sud (c'est-à-dire entre pays en développement).

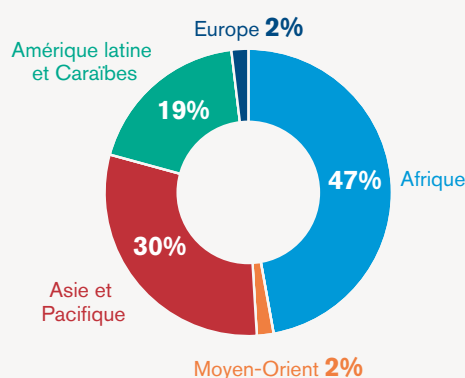
Une liste complète des participants figure dans le tableau 1. La figure 2 présente la répartition des réponses des pays partenaires, par région.

Tableau 1 : Répondants au questionnaire, résumé

Catégorie	Participants
Pays partenaires	
Afrique (25)	<i>Angola, Bénin, Burkina Faso, Comores, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Togo, Zambie</i>
Asie et Pacifique (16)	<i>Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Fidji, Indonésie, Kiribati, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam</i>
Europe (1)	République de Moldova
Amérique latine et Caraïbes (10)	Colombie, El Salvador, Grenade, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie
Moyen-Orient (1)	<i>Yémen</i>
Donateurs	
Bilatéraux (25)	Allemagne, Australie, Autriche, Canada, République de Corée, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lituanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Taipei chinois, Union européenne
Multilatéraux (10)	Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BASD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque interaméricaine de développement (BID), Centre du commerce international (ITC), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC)
Communautés économiques régionales et corridors de transport (4)	Forum des îles du Pacifique (FIP), Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), TradeMark East Africa (TMEA), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)
Partenaires Sud-Sud (4)	Chine, Colombie, Indonésie, Türkiye

Note : Les 28 PMA sont en italique. La Colombie et l'Indonésie ont chacune présenté deux questionnaires distincts pour rendre compte de leur statut en tant que pays en développement bénéficiaires de l'Aide pour le commerce et en tant que fournisseurs d'assistance Sud-Sud. Le nombre total de réponses reçues au 1^{er} mars 2022 était de 96. Les communications reçues après la clôture de l'exercice de suivi et d'évaluation ne sont pas incluses dans l'analyse quantitative, mais les observations formulées en réponse au questionnaire ont été intégrées dans le texte du chapitre et dans les tableaux.

Figure 2 : Réponses des pays partenaires, par région

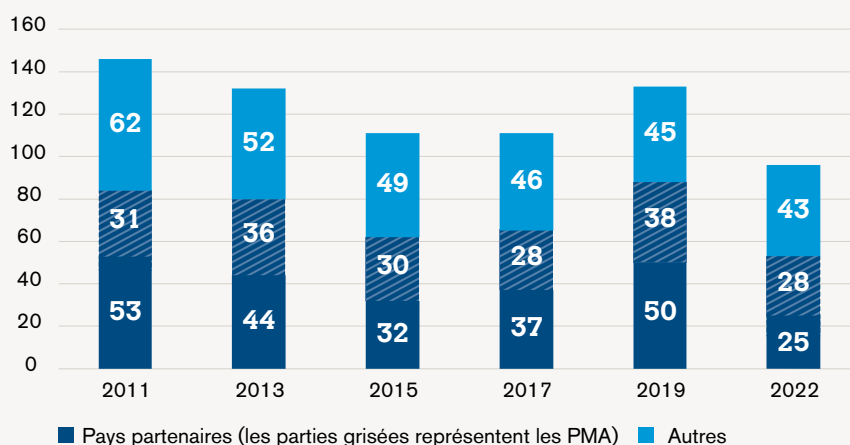


Source : Secrétariat de l'OMC.

Il s'agit du huitième exercice de suivi et d'évaluation depuis le lancement de l'Aide pour le commerce en 2006 (voir la figure 3 pour une ventilation des réponses depuis 2011). En réponse à la pandémie de COVID-19, un exercice de suivi et d'évaluation distinct a été organisé en mars 2021.

Les répercussions continues de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, le développement et le commerce se faisaient encore ressentir lorsque l'exercice 2022 de suivi et d'évaluation a été lancé en novembre 2021. Depuis, le conflit en Ukraine a aggravé les difficultés existantes dans les chaînes d'approvisionnement et a

Figure 3 : Réponses au questionnaire, par catégorie de participants (2011-2022)



Note : Sur les 53 pays partenaires qui ont répondu en 2022, 12 (23%) sont des pays en développement sans littoral et 12 (23%) sont des petits États insulaires en développement.

Source : Secrétariat de l'OMC.

augmenté l'incertitude en matière de sécurité alimentaire, ce qui a eu des répercussions importantes sur le commerce. Cette crise a porté un coup supplémentaire aux économies qui se remettaient de la pandémie. Une reprise inégale risque de devenir encore plus déséquilibrée à mesure que de nouvelles préoccupations en matière de sécurité alimentaire et énergétique apparaissent.

Structure

La présente publication suit la structure du questionnaire de suivi et d'évaluation 2022 et comprend quatre chapitres :

- Chapitre 1 Priorités de l'Aide pour le commerce : Le chapitre examine comment les priorités ont évolué et comment les pays en développement et leurs partenaires financiers ont réagi à la pandémie de COVID-19 et l'impact qui en a résulté sur les stratégies et priorités en matière de développement.
- Chapitre 2 Environnement, commerce et développement durable : Le chapitre analyse comment les pays en développement et leurs partenaires financiers intègrent les préoccupations environnementales et commerciales dans leurs stratégies de développement durable. Il examine également les possibilités et les contraintes qu'ils rencontrent et la manière dont les partenaires de développement mobilisent le financement à l'appui des objectifs de développement durable.
- Chapitre 3 Connectivité numérique, commerce électronique et commerce durable : Le chapitre examine comment la pandémie de COVID-19 a entraîné une plus grande connectivité en ligne et a stimulé l'économie numérique. Il étudie comment les partenaires financiers soutiennent le commerce numérique et comment les besoins des pays en développement évoluent, en particulier dans le contexte de l'application des technologies numériques pour le développement durable.
- Chapitre 4 Égalité des genres, autonomisation économique des femmes et commerce durable : Le chapitre examine comment l'Aide pour le commerce contribue à l'autonomisation des femmes et à l'égalité hommes-femmes.



Étal de fruits à la bourse des marchandises du Bhoutan, permettant une transition vers un système commercial électronique.

Note finale

1. Voir *Examen global 2022, Lancement de l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce : « Permettre un commerce connecté et durable »*, document de l'OMC WT/COMTD/AFT/W/88, 19 octobre 2021. Les questionnaires présentés dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2022, ainsi que des années précédentes, sont disponibles à l'adresse www.aid4trade.org sous « Profils de pays ». Une compilation de toutes les réponses reçues dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2022 figure dans le document de l'OMC *Permettre un commerce connecté et durable*, WT/COMTD/AFT/W/92, 2 mai 2022.

Rizière dans le village
de Nalma (Népal).

A woman wearing a pink turban and a red dress with white floral patterns is smiling while harvesting rice in a lush green field. She is holding a bundle of rice stalks. The background shows a vast green rice paddy field under a clear sky.

Priorités en matière d'Aide pour le commerce



19

Priorités en matière
d'Aide pour le commerce
pour les pays partenaires

26

Priorités en matière
d'Aide pour le commerce
pour les donateurs

34

Effet de la pandémie de
COVID-19 sur les
priorités en matière
d'Aide pour le commerce

44

Importance croissante de
l'Aide pour le commerce

Priorités en matière d'Aide pour le commerce en période de pandémie de COVID-19

Le commerce est une priorité de développement pour

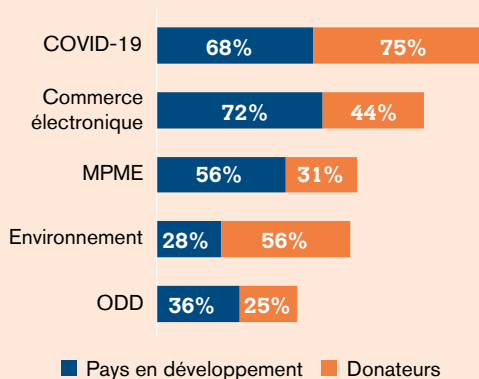


94%

des pays en développement et

86%

des donateurs



Stratégies liées spécifiquement à la pandémie adoptées par



49%

des pays en développement et

44%

des donateurs

D'autres facteurs ont entraîné une évolution des stratégies

Commerce électronique et numérique



72%

des pays en développement et

44%

des donateurs

MPME



56%

des pays en développement et

31%

des donateurs

Durabilité environnementale



28%

des pays en développement et

56%

des donateurs

Priorités en matière d'Aide pour le commerce en 2022

Pays partenaires



57%

Facilitation des échanges

55%

Diversification des exportations

45%

Croissance et développement des MPME

41%

Connexion aux chaînes de valeur

41%

Développement du commerce électronique

Donateurs



50%

Renforcement de la capacité de production

46%

Croissance et développement des MPME

43%

Facilitation des échanges

43%

Autonomisation économique des femmes

36%

Intégration régionale



L'Aide pour le commerce est désormais plus importante pour

72% des pays en développement

L'un des principaux objectifs de l'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce de 2022 est d'interroger les parties prenantes sur leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce. Les résultats de l'exercice suivi et d'évaluation de 2022 montrent que l'Initiative Aide pour le commerce reste nécessaire. Dans l'enquête, plus de 70% des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) ont affirmé que l'Aide pour le commerce avait pris de l'importance depuis 2019, principalement en raison de l'incidence économique et commerciale de la pandémie de COVID-19.

La pandémie a accentué bon nombre des difficultés que rencontrent les pays en développement et les PMA en matière de commerce et de développement. Si l'incidence économique de la pandémie a entraîné de nombreux changements en ce qui concerne les priorités en matière d'Aide pour le commerce, les donateurs et les bénéficiaires reconnaissent aussi l'importance de l'Aide pour le commerce pour résoudre les difficultés découlant de la transformation numérique, répondre aux besoins des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et relever le défi de la transition vers une croissance écologiquement durable.

La facilitation de la circulation transfrontières des marchandises (facilitation des échanges) reste la priorité la plus fréquemment citée en matière d'Aide pour le commerce, et les partenaires et les donateurs s'accordent sur son importance. Conformément au souhait de favoriser la coopération régionale, les parties prenantes sont déterminées à continuer de mener des projets et des programmes communs.

Même si certaines des priorités en matière d'Aide pour le commerce pourraient être exprimées au moyen d'objectifs plus facilement mesurables dans les stratégies de développement, y compris dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes, il apparaît clairement que l'Initiative Aide pour le commerce joue un rôle important dans la réduction de la fragmentation de l'aide et l'amélioration de la cohérence des politiques,



Le projet communautaire mené en Papouasie-Nouvelle-Guinée aide les femmes qui travaillent dans la pêche de subsistance en leur octroyant des prêts, en leur dispensant des formations, en leur offrant des mentorats et en leur donnant accès aux marchés pour les aider à développer des entreprises durables et formelles.

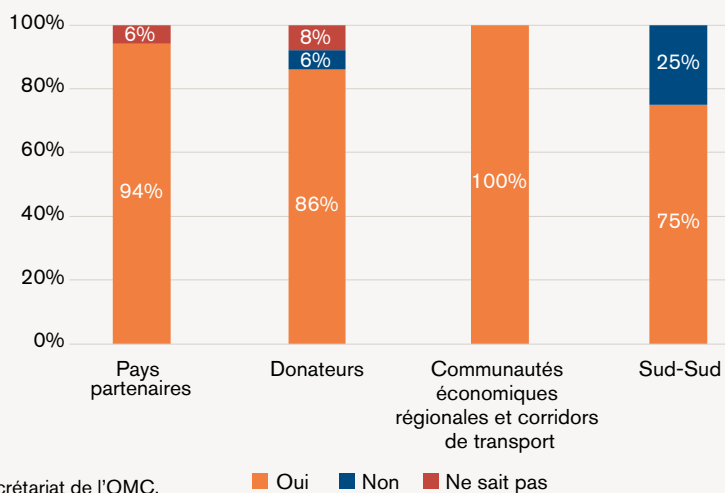
en particulier pour ce qui est de relever les défis urgents que représentent la durabilité environnementale et les changements climatiques.

Malgré la pandémie de COVID-19, les réponses au questionnaire montrent que le commerce reste une priorité pour le développement. Des objectifs commerciaux figuraient dans la quasi-totalité des stratégies de développement mentionnées, 50 des 53 pays en développement (soit 94%) ayant indiqué que leur stratégie de développement incluait des priorités commerciales (voir la figure 1).

Dans leurs réponses, 25 des 27 PMA (soit 93%) ont indiqué que des priorités commerciales figuraient dans leurs stratégies de développement ; c'était le cas de l'intégralité des pays en développement sans littoral (PDSL).

Traiter les questions commerciales est également une priorité dans les stratégies de développement des donateurs et des partenaires Sud-Sud. D'après les réponses au questionnaire, les stratégies de développement de 31 des 36 donateurs (86%) incluaient des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités

Figure 1 : Les stratégies de développement nationales incluent-elles des priorités commerciales ?



concernant l'Aide pour le commerce) ; c'était aussi le cas pour trois des quatre partenaires Sud-Sud (75%).

Dans les réponses au questionnaire, la priorité est donnée au commerce de diverses manières :

- le commerce comme moteur de l'intégration dans l'économie mondiale, avec l'agriculture et la pêche comme secteurs prioritaires (Guinée équatoriale) ;
- la promotion d'une croissance inclusive, durable et à l'épreuve des changements climatiques ainsi que d'un commerce équitable (Union européenne) ;
- le commerce comme moteur essentiel de la croissance durable des exportations et de la création d'emplois (Lesotho) ;
- le développement des industries culturelles et créatives (Union économique et monétaire ouest-africaine) ;
- la promotion d'une croissance de qualité inclusive, durable et résiliente (Japon) ;
- le commerce comme outil pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes (Canada, République démocratique du Congo).

Sur la base des réponses au questionnaire, le présent chapitre présente une analyse des

tendances générales dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce et donne des exemples fondés sur les renseignements fournis par les participants qui ont répondu au questionnaire. Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation ont été divisés en différentes sections, comme suit :

- priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires ;
- priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs ;
- incidence de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce ;
- importance croissante de l'Aide pour le commerce.

Le présent chapitre comprend aussi des études de cas fondées sur des travaux menés par les organisations suivantes :

- TradeMark East Africa (TMEA) : facilitation des échanges en Afrique de l'Est en réponse à la pandémie de COVID-19 ;
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) : facilitation des politiques commerciales aux frontières en tenant compte des questions de genre.

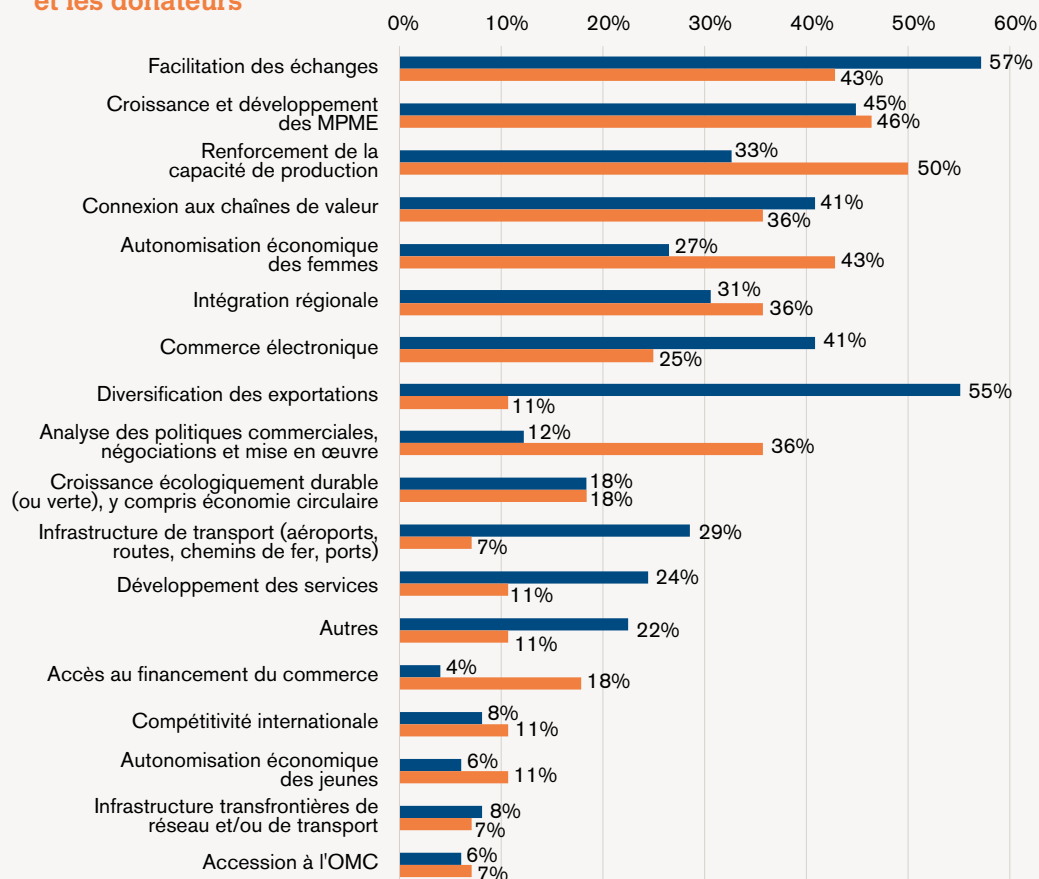
Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires

Il était demandé, dans le questionnaire, de classer par ordre d'importance les cinq principales priorités en matière d'Aide pour le commerce. Les réponses ont été compilées et sont présentées dans la figure 2, qui inclut les priorités les plus fréquemment mentionnées par les pays partenaires, avec les classements correspondants pour les donateurs.

- facilitation des échanges ;
- diversification des exportations ;
- croissance et développement des MPME ;
- connexion aux chaînes de valeur ;
- développement du commerce électronique.

Les sections suivantes examinent chacune des priorités en matière d'Aide pour le commerce,

Figure 2 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce le plus fréquemment mentionnées dans le questionnaire par les pays en développement partenaires et les donateurs



Source : Secrétariat de l'OMC.

■ Priorités des partenaires ■ Priorités des donateurs

les questions relatives aux MPME et au commerce électronique étant étudiées dans la section concernant l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce.

Facilitation des échanges

Dans les réponses au questionnaire fournies par les pays partenaires, la priorité la plus souvent mentionnée est la facilitation des échanges. Cette première place dans le classement reflète très probablement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la circulation transfrontières des marchandises.¹

De nombreux gouvernements dans le monde ont pris des mesures pour limiter la propagation du virus, y compris les suivantes :

- fermeture temporaire de certaines frontières ;
- réacheminement du commerce de transit vers des points de contrôle à la frontière spécifiques ;
- mesures sanitaires pour protéger la santé des agents présents aux frontières ;
- réduction des effectifs et des heures de travail.

La facilitation des échanges a été un thème majeur lors de l'événement concernant l'Aide pour le commerce organisé en mars 2021, dans le cadre duquel les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et le développement dans les pays en développement ont été examinées.² La numérisation des procédures douanières, la coordination de la gestion des frontières et l'amélioration de la transparence ont été citées par les participants comme des aspects essentiels pour atténuer l'incidence de la pandémie sur le commerce et gérer la forte augmentation du nombre de petits colis associée au commerce électronique.

Les participants à l'événement concernant l'Aide pour le commerce ont aussi examiné la vulnérabilité des PDSL aux effets des restrictions transfrontières et des fermetures de frontières mises en œuvre par les pays de transit (voir l'encadré 1). Ces questions sont souvent mentionnées dans les réponses au questionnaire de l'exercice de suivi et d'évaluation 2022 (voir le tableau 1 pour plus de détails).

Tableau 1 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires – Facilitation des échanges

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Renforcement du guichet unique et de son interconnexion avec les autres organismes à la frontière impliqués (douanes, impôts, assurances, banques, départements de l'agriculture et de l'industrie, services vétérinaires, par exemple)
Mozambique	L'Aide pour le commerce est nécessaire pour mettre en œuvre l'AFE
Zambie	Le renforcement de la facilitation des échanges est une priorité dans la politique commerciale nationale
Asie et Pacifique	
Fidji	La politique commerciale nationale aborde la question de la facilitation des échanges
Pakistan	L'Aide pour le commerce est nécessaire pour mettre en œuvre l'AFE
Papouasie-Nouvelle-Guinée	La facilitation des échanges est une priorité dans la stratégie de développement et la politique commerciale
Amérique latine et Caraïbes	
Grenade	L'Aide pour le commerce est plus importante en raison de la nécessité de mettre en œuvre les mesures relatives à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges pour améliorer la transparence et réduire les délais de dédouanement dans les ports
Sainte-Lucie	Création d'un guichet unique visant à réduire les coûts et les inefficacités dans le domaine portuaire

Encadré 1

Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays en développement sans littoral

Pour les PDSL, le commerce doit transiter par d'autres pays, qui sont souvent eux mêmes des pays en développement. Cela implique des coûts plus élevés qui, associés à des procédures aux frontières fréquentes et laborieuses et à une infrastructure de transport inadaptée, ralentissent le développement et accentuent d'autres difficultés. Selon les estimations de l'OMC pour 2017, les coûts du commerce auxquels sont confrontés les PDSL dans le cas des produits manufacturés correspondent en moyenne à un droit de 540% et sont environ 1,4 fois supérieurs aux coûts du commerce des pays en développement côtiers (correspondant en moyenne à un droit de 386%) (OMC, 2021a).

La pandémie de COVID-19 a aggravé les vulnérabilités qui existaient déjà dans les PDSL. Les chocs importants de l'offre et la demande ont créé des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement des porte-conteneurs, ce qui a entraîné une pénurie de conteneurs vides. Étant donné que les PDSL dépendent des ports des pays voisins pour accéder aux marchés mondiaux, ils ont connu des perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement.

Le besoin de réduire les goulets d'étranglement qui entravent le commerce des PDSL met en exergue l'importance de la facilitation des échanges. La facilitation des échanges non seulement réduit les coûts élevés du commerce et du transport auxquels ces pays sont confrontés, mais elle simplifie aussi les procédures et rationalise la circulation des marchandises.

Au total, 12 PDSL ont répondu au questionnaire. Neuf d'entre eux ont désigné la facilitation des échanges comme étant leur priorité absolue en matière de commerce, suivie de la diversification des exportations et du renforcement des capacités de production.

Les PDSL considèrent aussi que l'Aide pour le commerce est devenue plus importante pour eux qu'avant l'arrivée de la pandémie de COVID-19. Environ 75% des pays interrogés considèrent que l'Aide pour le commerce est un mécanisme qui peut aider les gouvernements à mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE), qui est entré en vigueur en février 2017. La mise en œuvre de l'AFE améliorerait par voie de conséquence leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) et accroîtrait les possibilités d'accès aux marchés internationaux.

Diversification des exportations

La diversification des exportations est une priorité essentielle pour de nombreux pays en développement car ils cherchent à élargir la gamme de marchandises et de services qu'ils

produisent et exportent, ainsi que le nombre de marchés qu'ils atteignent. Vingt-sept parties interrogées ont affirmé que la diversification économique était une priorité dans les stratégies de développement nationales ou régionales (voir le tableau 2 pour plus détails).

Tableau 2 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires – Diversification des exportations

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Burkina Faso	Stratégie de promotion des produits locaux (développement durable du secteur du beurre de karité, par exemple)
Guinée équatoriale	Donne la priorité aux secteurs de l'agriculture et de la pêche dans la stratégie de diversification des exportations
Mali	Développement des chaînes de valeur du karité, de la mangue, du sésame, de la noix de cajou, de la pomme de terre, de l'échalote/oignon, des cuirs et des peaux
République démocratique du Congo	Donne la priorité aux secteurs à fort potentiel de croissance (industries extractives, industrie des hydrocarbures et métallurgie) et à ceux à fort potentiel d'emploi (sylviculture, cultures vivrières et de rapport, agro-industrie)
Amérique latine et Caraïbes	
Sainte-Lucie	Objectifs numériques annuels pour les croisières et les arrivées dans les aéroports afin d'augmenter les dépenses touristiques et la qualité des expériences



Inspection des cargaisons au poste frontière de Wagah entre l'Inde et le Pakistan.

Connexion aux chaînes de valeur

La promotion de la compétitivité internationale, le renforcement des capacités de production et la connexion aux chaînes de valeur figurent aussi parmi les principales priorités en matière d'Aide pour le commerce des pays en développement et des donateurs. Cela se reflète particulièrement dans les réponses données par les PMA et les

PDSL. La Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, le Népal, les Philippines et la Zambie mentionnent tous ces priorités en matière d'Aide pour le commerce dans le contexte de la promotion de l'industrialisation ou des stratégies industrielles nationales (voir le tableau 3 pour plus de détails).

Dans sa réponse, le Togo affirme qu'il est convaincu qu'en vue de son développement économique l'agriculture, l'industrie et le commerce doivent devenir de véritables moteurs de la croissance grâce à une meilleure connexion aux chaînes de valeur régionales et mondiales. À cette fin, des industries extractives et de transformation doivent être établies pour obtenir des matières premières locales.

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont un moteur important de la prospérité économique et de la réduction de la pauvreté. Néanmoins, la pandémie de COVID-19 a durement affecté le fonctionnement des CVM (voir l'encadré 2). Les goulets d'étranglement des chaînes d'approvisionnement en mer et sur terre ont eu des effets de ricochet.

Les engorgements concernant le transport dans l'arrière-pays, les ports surchargés et le manque de personnel portuaire, de camions, de châssis

et d'espace d'entreposage ont bloqué une grande partie des capacités d'expédition.

La situation critique des chaînes d'approvisionnement et les réponses qui y ont été apportées ont exacerbé les tensions existantes dans les réseaux de transport et de logistique, et les préoccupations concernant les répercussions sur la concurrence vont croissantes. La structure concentrée des

entreprises dans le secteur du transport maritime mondial, l'expansion des transporteurs maritimes dans des services allant au-delà des activités de port à port et le traitement spécial accordé à certains clients (à travers des contrats à long terme, avec des créneaux horaires garantis et des tarifs fixes, par exemple), figurent parmi les préoccupations soulevées lors du Forum de l'OMC sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, qui s'est tenu le 21 mars 2022.³

Encadré 2

Chaînes de valeur mondiales et répercussions sur le commerce et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement

Un rapport de la Banque mondiale publié en 2022 a analysé les répercussions de l'évolution des CVM sur le commerce et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement (Brenton *et al.*, 2022). Il ressort du rapport que même si la participation aux CVM augmente la vulnérabilité des exportateurs aux chocs externes, elle réduit aussi leur exposition aux chocs intérieurs.

Il en ressort aussi que les pays d'Asie de l'Est qui sont profondément intégrés dans les CVM se sont relevés plus rapidement, notamment ceux dont les partenaires commerciaux se relevaient aussi rapidement et dont les taux d'infection à la COVID-19 étaient plus faibles. Les CVM performantes ont été une source de résilience plus que de vulnérabilité pour les pays en développement. En revanche, les pays et les régions qui sont moins intégrés dans l'économie mondiale sont restés à la traîne, et de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ne devraient pas retrouver leur niveau de PIB par habitant de 2019 avant 2023.

La Banque mondiale fait valoir que l'intégration dans le système commercial mondial aide à renforcer la résilience. La diversification des exportations, l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers au moyen de nouveaux accords commerciaux et la poursuite de l'intégration dans les CVM peuvent renforcer la résilience face aux chocs futurs.

Les mesures visant à réduire les obstacles au commerce, à simplifier les procédures commerciales et à faciliter le commerce aux frontières aident à faire face à une crise en accélérant la circulation, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit, et en permettant l'échange de services, ouvrant ainsi la voie à une plus grande résilience face aux chocs futurs. Ces mesures favorisent l'intégration dans les CVM, augmentent les revenus et pourraient sortir près de 22 millions de personnes supplémentaires de la pauvreté d'ici à 2030. Elles pourraient aussi augmenter les revenus des 40% les plus pauvres de la population.



AVIS D'EXPERT

Tourisme : de la crise à la transformation

Sandra Carvão, Directrice du Département de l'analyse du marché et de la compétitivité, Organisation mondiale du tourisme (OMT)

L'année 2020 entrera dans l'histoire comme l'année où la planète a été paralysée. En tant que secteur reposant sur la mobilité et l'interaction entre les personnes, le tourisme a été l'un des secteurs les plus touchés par la pandémie. En 2020, le nombre de touristes internationaux est retombé aux niveaux enregistrés il y a 30 ans, et les entreprises et les moyens de subsistance ont été gravement affectés dans le monde entier. Cela a été particulièrement difficile pour les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, ainsi que pour les femmes et les jeunes, pour qui le tourisme est une source importante d'emplois et de revenus.

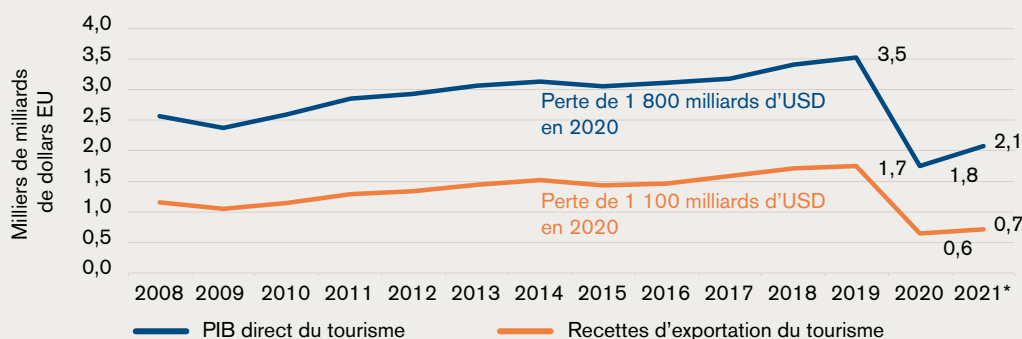
En 2019, 1,5 milliard de personnes ont effectué des voyages internationaux et les recettes d'exportation du tourisme se sont élevées à 1 700 milliards de dollars EU, soit 7% des exportations totales de marchandises et de services. La contribution économique directe du tourisme a atteint 3 500 milliards de dollars EU, soit 4% du PIB mondial (OMT, 2021). Alors que nous achevons deux années marquées par une crise sans précédent, la contribution économique directe du tourisme reste

en recul, s'établissant à 2 100 milliards de dollars EU en 2021, tout comme la valeur totale des exportations de services touristiques (713 milliards de dollars EU).

Néanmoins, bien que l'équité en matière de vaccins reste un défi, les progrès accomplis dans le domaine de la vaccination, associés à une meilleure coordination entre les gouvernements, ont permis d'assouplir considérablement les restrictions relatives aux voyages* et de renforcer la confiance des consommateurs. La dernière édition du *Baromètre du tourisme mondial* montre que le tourisme international reprend à un rythme soutenu (OMT, 2022).

Au premier trimestre de 2022, les arrivées ont augmenté de 182% en glissement annuel pour atteindre 117 millions, selon les estimations. Malgré la forte reprise, le tourisme international est resté à un niveau inférieur de 61% aux niveaux de 2019. La reprise devrait se consolider tout au long de l'année 2022, à mesure que plus de destinations assouplissent les restrictions et que la demande accumulée est libérée. Étant donné que les résultats

Produit intérieur brut direct du tourisme et recettes d'exportation du tourisme dans le monde, 2008-2021

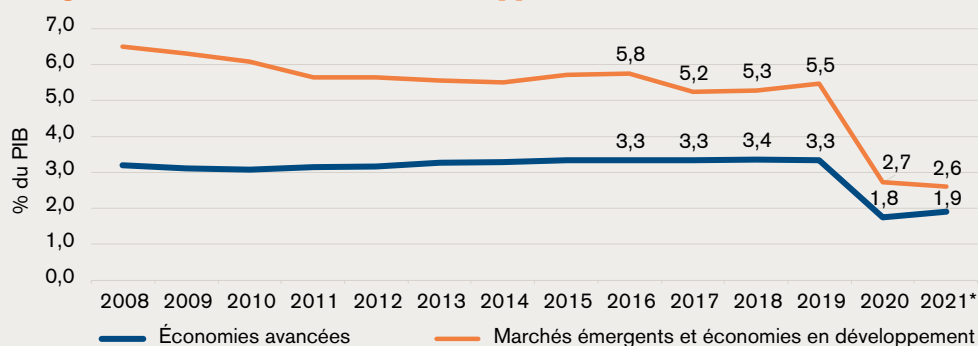


* Données estimées pour 2021.

Source : OMT.

* À la mi-juin, 49 pays dans le monde avaient supprimé toutes les restrictions en matière de voyages liées à la COVID-19 (voir <https://www.unwto.org/tourism-data/unwto-iata-destination-tracker-easy-travel>).

PIB direct du tourisme, économies avancées par rapport aux marchés émergents et aux économies en développement, 2008-2021



* Données estimées pour 2021.

Source : OMT.

et les tendances des réservations sont meilleurs que prévu, l'OMT a revu ses perspectives à la hausse pour 2022 : on s'attend désormais à ce que les arrivées internationales représentent entre 55 et 70% des niveaux de 2019 cette année.

Avant la crise, les pays les moins avancés (PMA) avaient reçu 36 millions de touristes internationaux. En 2021, ce chiffre s'élevait à 5 millions. Bien qu'au niveau mondial le tourisme international se soit redressé à -61% au premier trimestre de 2022, les arrivées dans les PMA s'établissaient encore à -79%, ce qui témoigne de la nécessité d'accélérer l'élimination des restrictions en matière de voyages et d'aider les pays à revenir avec plus de vigueur et de compétitivité. Cela signifie qu'il faut renforcer la réglementation, la gouvernance, les compétences, l'accès aux marchés, la numérisation et l'infrastructure relatifs au tourisme dans les PMA pour garantir que ces pays bénéficient pleinement de la reprise du tourisme et accélèrent la transformation.

Le conflit en Ukraine a jusqu'ici eu des conséquences directes limitées sur les résultats globaux. Néanmoins, il cause un choc économique majeur qui entraîne l'augmentation des prix du pétrole et de l'inflation déjà élevés et perturbe les chaînes d'approvisionnement internationales, avec des coûts de transport et d'hébergement plus élevés. L'inflation et les pénuries de main-d'œuvre sont des problèmes grandissants.

Tandis que la reprise se consolide, il est essentiel que le secteur du tourisme saisisse l'occasion que représente cette crise pour accélérer la transformation en vue d'un avenir fondé sur la compétitivité, l'inclusion, la durabilité et une gouvernance solide intégrant les enseignements tirés de la pandémie :

- **Compétitivité** : investir dans de nouveaux produits et expériences qui répondent à l'évolution des besoins des voyageurs, y compris des expériences en lien avec la nature et l'engagement communautaire, soutenir la numérisation du secteur, notamment pour les petites et moyennes entreprises, promouvoir les politiques du ciel ouvert et de facilitation de l'obtention des visas ainsi que le financement des infrastructures, principalement dans le domaine de la connectivité, y compris la connectivité numérique.
- **Inclusion** : s'efforcer de renforcer l'autonomisation des femmes et l'inclusion des communautés locales dans le développement du tourisme et d'améliorer les conditions de travail, lutter contre le secteur informel et développer l'éducation et les compétences.
- **Durabilité** : accélérer l'action climatique dans le secteur du tourisme grâce à des mesures vigoureuses et par un engagement de réduction de moitié des émissions au cours de la prochaine décennie et d'émissions nettes nulles dès que possible avant 2050. Investir dans les systèmes de mesure, de décarbonation et de régénération.
- **Gouvernance** : promouvoir, à l'échelle de l'ensemble du gouvernement, une approche en matière de développement et de gestion du tourisme fondée sur la coordination nationale et nationale-locale, renforcer les partenariats public-privé et l'autonomisation des communautés pour créer un modèle de partenariat public-privé-communautés, et mettre en place de nouveaux mécanismes de coordination multilatérale pour améliorer la compétitivité et la durabilité du tourisme tout en renforçant la préparation aux crises.

Tableau 3 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les pays partenaires – Connexion aux chaînes de valeur

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Les secteurs agropastoraux, y compris ceux du coton, des cuirs et peaux, de la viande, du lait et de la mangue, ont besoin de soutien pour intégrer les chaînes de valeur mondiales
Ouganda	Les priorités comprennent le développement des chaînes de valeur
Togo	Le développement économique dépend de la libéralisation qui fera de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de véritables moteurs de la croissance grâce à une meilleure connexion aux chaînes de valeur régionales et mondiales; pour ce faire, il faudra établir des industries extractives et de transformation pour les matières premières locales
Asie et Pacifique	
Fidji	Les priorités comprennent la connexion aux chaînes de valeur
Pakistan	Les priorités comprennent l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	Toujours la nécessité de diversifier les exportations, associée à et de nouvelles difficultés dans les chaînes de valeur
Donateurs	
Union économique et monétaire ouest-africaine	L'UEMOA souligne la nécessité d'utiliser l'Aide pour le commerce pour soutenir le développement des chaînes de valeur régionales

Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs

Les résultats présentés dans la figure 1 montrent que, pour les donateurs, les cinq grandes priorités en matière d'Aide pour le commerce sont les suivantes :

- renforcement des capacités de production ;
- croissance et développement des MPME ;
- facilitation des échanges ;
- autonomisation économique des femmes ;
- intégration régionale.

Les sections ci après examinent chacune des priorités en matière d'Aide pour le commerce ; le renforcement des capacités de production et des MPME est examiné dans la section sur la pandémie de COVID-19 en tant que principal moteur du changement.

Facilitation des échanges

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEOMA) a insisté sur l'incidence de la COVID-19 sur les petits commerçants pratiquant le commerce transfrontières.

Parmi les perturbations causées par la COVID-19, on peut mentionner :

- la baisse de la demande ;
- les difficultés d'accès aux points de vente ;
- les difficultés d'approvisionnement ;
- la pénurie d'intrants et de produits.

Les perturbations ont quant à elles réduit la rentabilité des activités commerciales et ont eu

des conséquences directes sur les revenus et les conditions de vie des commerçants. Selon l'étude, en réponse, les commerçants ont dû diversifier leurs sources de revenus et adopter le paiement numérique.

Dans sa réponse au questionnaire, la Banque interaméricaine de développement (BID) souligne que presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont répondu à la pandémie de COVID-19 en mettant en œuvre des mesures de facilitation des échanges qui accélèrent la numérisation en mettant l'accent sur les aspects suivants :

- la simplification des procédures commerciales ;
- l'adaptation des systèmes d'exportation pour recevoir les renseignements et les documents par voie électronique ;
- la mise en place d'inspections des marchandises virtuelles et à distance ;
- le développement d'audits virtuels du commerce extérieur.

De manière générale, la pandémie a donné une impulsion aux initiatives de transformation numérique déjà en cours et a éveillé l'intérêt des pays qui n'avaient pas encore envisagé de les utiliser (voir le tableau 4 pour plus de détails). Parmi les initiatives qui ont pris de l'ampleur, selon la BID, on peut mentionner :

- la traçabilité à distance des marchandises et des véhicules au moyen de la technologie ;
- la stimulation des interactions avec le secteur privé ;
- les initiatives visant à améliorer la gestion des flux de commerce électronique ;
- les nouvelles technologies d'analyse des données (par exemple les analyses avancées, l'apprentissage automatique et les mégadonnées) ;
- l'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs aux fins de la traçabilité.

L'Union européenne indique dans le questionnaire qu'ARISE Plus Indonésie, son mécanisme et programme d'appui au commerce, s'est révélé opportun pendant la pandémie de COVID-19. L'environnement sûr et confidentiel établi dans ce cadre a été utile lorsqu'il est devenu plus difficile, voire impossible, de tenir des réunions ou des consultations en présentiel. Une interface électronique a été établie pour que les conseils d'entreprises, les associations professionnelles et les chambres de commerce de l'ASEAN puissent dialoguer avec les organes et les membres pertinents de l'ASEAN au sujet de la facilitation des échanges, de l'intégration économique régionale et du commerce intra-ASEAN.

Tableau 4 : Priorités en matière d'Aide pour le commerce pour les donateurs – Facilitation des échanges

Donateurs	Réponses au questionnaire
Australie	Le Programme régional de facilitation des échanges en Asie du Sud (SARTFP) soutient le développement des échanges et le commerce inclusif, l'investissement dans l'infrastructure, la connectivité et l'intégration dans la région de l'Asie du Sud
Banque asiatique de développement	Élaboration de notes d'orientation sur la facilitation des échanges, les vaccins et les médicaments essentiels, et les guichets uniques nationaux Les publications comprennent un recueil de notes techniques sur la facilitation des échanges et un ensemble d'outils pour les MPME Un centre de ressources a été créé pour coordonner les connaissances sur la facilitation des échanges
Banque mondiale	La facilitation des échanges est une priorité en matière d'Aide pour le commerce
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	La mise en œuvre de l'AFE considérée comme une priorité importante

Étude de cas

TMEA : La facilitation des échanges en Afrique de l'Est en réponse à la pandémie de COVID-19

Préoccupés par le recul potentiel des échanges en Afrique de l'Est et les pertes en résultant pour les emplois et les exportations en raison de la pandémie de COVID-19, de nombreux gouvernements de la région se sont efforcés d'assurer la sécurité des échanges commerciaux le long des principaux corridors de transport pour faire en sorte :

- que les populations aient accès à des marchandises à un prix abordable ;
- que les marchés soient bien approvisionnés ;
- que les commerçants puissent continuer à exercer leur activité malgré les restrictions de déplacement et les pertes de revenus.

TradeMark East Africa (TMEA) a établi un dispositif d'urgence pour un commerce sûr doté de 32 millions de dollars EU pour faire en sorte que les échanges se poursuivent en toute sécurité tout en protégeant les moyens de subsistance, en apportant un soutien aux gouvernements pour qu'ils puissent prendre les mesures sanitaires essentielles sur les routes de transport et de commerce.

Les mesures relatives à la distanciation physique et aux tests applicables aux travailleurs du secteur des transports transfrontières ont ralenti le dédouanement des marchandises aux frontières. Pour y faire face, TMEA a travaillé sur 3 grandes questions :

- faire en sorte que les ports, les frontières et les chaînes d'approvisionnement essentielles soient sûrs pour le commerce ;
- distribuer des équipements de protection individuelle d'urgence ;
- encourager les interventions technologiques pour le commerce.

Dans le cadre des interventions technologiques pour le commerce, TMEA a aidé 113 000 chauffeurs à s'enregistrer auprès du Système régional de suivi électronique des cargaisons et des conducteurs, lancé par la Communauté d'Afrique de l'Est. Environ 70% des chauffeurs enregistrés disposaient d'au moins un certificat COVID-19 numérique sur une application mobile.

Les certificats numériques ont aidé à fluidifier la circulation aux points de passage des frontières, qui étaient auparavant bloqués par des files d'attente causées par les longs délais d'attente

des résultats des tests de dépistage de la COVID-19. Cette intervention technologique pour le commerce a fait partie d'une série de mesures prises pour faire en sorte que les marchandises continuent de circuler tout en réduisant le risque de transmission transfrontières de la COVID-19.

Source : Voir https://www.trademarkea.com/wp-content/uploads/dlm_uploads/2014/01/Safe-Trade-Report-2020-2021.pdf.



Colonne de camions attendant au poste frontière de Kabanga entre le Burundi et la Tanzanie.

Autonomisation économique des femmes

En ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes, les réponses au questionnaire ont été variées (voir le tableau 5 pour plus de détails) et mentionnaient entre autres les besoins suivants :

- donner la priorité à l'inclusion qui tient compte de toutes les communautés, mais en particulier des segments les plus vulnérables de la population, comme les peuples autochtones et les femmes (Mexique) ;
- intégrer les perspectives de genre dans la facilitation des échanges (Allemagne, Australie, Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) ;
- promouvoir la sensibilisation des agents des douanes aux questions de genre (Allemagne).

Dans leurs réponses au questionnaire, le Canada et le Royaume-Uni mentionnent l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, un partenariat

Vendeurs de fruits sur la route entre Ouagadougou et Manga (Burkina Faso).



Tableau 5 : Priorités en matière d'aide pour le commerce – Autonomisation économique des femmes

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
République démocratique du Congo	L'autonomisation économique des femmes est une priorité
Amérique latine et Caraïbes	
Mexique	La priorité est donnée à l'inclusion qui tient compte de toutes les communautés, en particulier les plus exposées, ainsi que des segments les plus vulnérables de la population (les peuples autochtones et les femmes)
Donateurs	
Agence des États-Unis pour le développement international	Mettre en œuvre les politiques en tenant compte des questions de genre La neutralité du point de vue du genre peut donner lieu à un parti pris involontaire contre les femmes
Allemagne	Soutient la facilitation des échanges à la frontière de Mwami Mchinji entre le Malawi et la Zambie dans le cadre d'un projet qui contribue à sensibiliser les agents des douanes aux questions de genre
Banque mondiale	Bien que les mesures de facilitation des échanges soient souvent considérées comme non discriminatoires et s'appliquent à tous les commerçants dans leur conception, les mesures pourraient affecter les commerçants ou leur profiter de différentes manières
Canada	Le soutien inscrit dans le contexte de la « politique étrangère féministe »

public-privé qui aide les gouvernements des pays en développement et des PMA à mettre en œuvre l'AFE, et évoquent son guide sur la mise en œuvre de l'AFE du point de vue de l'égalité hommes-femmes.

Une étude publiée en 2020 et financée par l'USAID examine l'autonomisation économique des femmes et l'égalité hommes-femmes en termes de facilitation des échanges (voir l'étude de cas de l'USAID). Parmi les recommandations formulées dans l'étude figure la mise en œuvre de politiques tenant compte des questions de genre (Singh *et al.*, 2020). L'étude souligne que la neutralité du point de vue du genre peut donner lieu à un parti pris involontaire contre les femmes. Ce point est également souligné dans la réponse au questionnaire donnée par la Banque mondiale, qui rappelle que les mesures

de facilitation des échanges sont souvent supposées non discriminatoires et s'appliquent à tous les commerçants dans leur conception. Néanmoins, il se peut que ces mesures n'entraînent pas les mêmes effets ou avantages pour tous les commerçants.

Il y a un manque de données au niveau mondial sur la manière dont les interventions pour la facilitation des échanges affectent les commerçants en fonction de leur genre au niveau des entreprises. Il y a également un manque de renseignements sur la proportion effective de commerçants transfrontières qui sont des femmes. Peu de pays savent combien de femmes pratiquent le commerce transfrontières.

Des commerçantes transfrontières attendent au poste frontière de Rubavu, entre la République démocratique du Congo et le Rwanda.



Étude de cas

USAID : Faciliter les politiques commerciales aux frontières en tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes

Le rapport de 2020 de l'USAID, intitulé *Women's Economic Empowerment and Gender Equality in Trade Facilitation : The Role of Customs and Border Services* (Autonomisation économique des femmes et égalité des genres dans le cadre de la facilitation des échanges : le rôle des douanes et des services à la frontière), présente des recommandations sur la mise en œuvre des politiques de facilitation des échanges aux frontières en tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes.

Avant même d'être confrontées aux autorités douanières, les femmes se heurtent à un nombre impressionnant d'obstacles entravant la création et la croissance de leurs entreprises :

- accès inégal aux services financiers ;
- coûts plus élevés pour leurs marchandises et services car leur activité est de plus petite taille et l'accès aux réseaux de distribution est inégal ;
- manque d'accès aux renseignements sur la législation, la commercialisation, les technologies de l'information et le commerce.

En raison de la charge disproportionnée qui pèse sur les femmes dans la prise en charge des enfants et des personnes âgées, malades et handicapées de leur famille, elles subissent des contraintes que les hommes ne connaissent pas. Les petites commerçantes sont aussi touchées par de faibles taux d'alphabétisation dus à une scolarisation insuffisante, ainsi qu'à un manque de compétences entrepreneuriales. Elles ont tendance à avoir un accès limité au capital, à l'influence sociale et politique et à la représentation. Elles exercent leurs activités dans des environnements dominés par les hommes, où elles ont peu de pouvoir en comparaison avec les fonctionnaires des douanes et les agents à la frontières masculins.

Dans le cadre de leurs activités, les fonctionnaires des douanes ont parfois beaucoup de contacts directs avec les commerçantes, en particulier dans les cas où l'automatisation n'existe pas ou est limitée. Dans ces cas, le comportement individuel peut considérablement influencer sur la facilité ou la difficulté éprouvée par les commerçantes, notamment les petites commerçantes transfrontières. Même lorsque les processus douaniers sont automatisés et que l'interaction personnelle avec les organismes est minime (et se fait principalement à travers des courtiers en douane et des juristes), les commerçantes peuvent se heurter à d'autres obstacles, qui vont de l'accès inégal à l'information, aux réseaux et au capital, aux normes sociales qui favorisent le leadership masculin.

Les politiques de facilitation des échanges et les mesures de mise en œuvre doivent prendre en compte et soutenir les besoins des femmes, y compris de celles qui pratiquent le microcommerce transfrontières et autre. Une mise en œuvre neutre du point de vue du genre n'est pas suffisante. Les progrès réalisés pour soutenir les besoins et les expériences des commerçantes deviennent plus durables lorsqu'ils sont réalisés dans le cadre de cultures et de processus organisationnels (c'est-à-dire des architectures institutionnelles) qui sont conçus pour prendre en compte et faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Dans ce contexte, les autorités douanières peuvent et devraient créer des environnements de travail à la fois plus diversifiés (qui renforcent la confiance et la légitimité institutionnelle en reflétant les populations qu'elles servent) et plus favorables pour les commerçantes (en réduisant la corruption et le harcèlement sexuel).

Source : Texte adapté de Singh et al. (2020).

Intégration régionale

Une priorité en matière d'Aide pour le commerce qui se dégage de l'exercice de suivi et d'évaluation, pour les pays partenaires comme pour les donateurs, est l'intégration régionale (voir le tableau 6 pour plus de détails).

Afrique

Plusieurs pays africains ont désigné la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme étant un moteur du changement dans leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce. Par exemple, le Mali souligne que pour pouvoir participer au commerce continental dans le cadre de la ZLECAf, il doit renforcer la compétitivité de ses entreprises et éliminer les obstacles au commerce. Il doit aussi encourager ses entreprises à innover et à investir davantage dans de nouvelles techniques de production modernes, ainsi que promouvoir les échanges de produits à forte valeur ajoutée.

En outre, divers donateurs soulignent leur soutien à la mise en œuvre de la ZLECAf dans leurs réponses au questionnaire, par exemple :

- l'Union européenne soutient la mise en œuvre de la ZLECAf dans le cadre de l'initiative de l'Équipe Europe et de l'outil de suivi de la programmation conjointe ;⁵
- le Centre du commerce international soutient l'inclusion des questions d'égalité hommes-femmes dans le cadre du projet SheTrades intitulé « Autonomiser les femmes dans la ZLECAf » ;⁶
- le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutient une ZLECAf inclusive à travers des programmes d'action spécifiques en faveur des MPME (en particulier celles qui sont dirigées par des femmes et des jeunes) ;⁷
- le Royaume-Uni soutient les négociations relatives à la ZLECAf et la mise en œuvre de celles-ci grâce à un ensemble de mesures pouvant représenter jusqu'à 35 millions de livres sterling.⁸

Région du Pacifique

Le soutien à la mise en œuvre de l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques Plus (PACER-Plus) est mis en avant dans la réponse de l'Australie au questionnaire. L'Australie souligne que l'accord offre un nouveau cadre pour le dialogue sur les politiques et la prise de décisions concernant les priorités en matière d'Aide pour le commerce et fait référence à l'Unité de mise en œuvre⁹, établie pour contribuer à la mise en œuvre du PACER-Plus et organiser des activités d'Aide pour le commerce régionales dans le cadre du nouveau Programme de travail pour le développement et la coopération économique au titre du PACER-Plus.

Région arabe

Dans sa réponse au questionnaire, la Société internationale islamique de financement du commerce mentionne les approches régionales concernant l'Aide pour le commerce et la reprise après la COVID-19. La phase 2 du Programme AfTIAS (Initiative Aide pour le commerce pour les États arabes) vise à accroître le commerce intrarégional à travers :

- l'élimination des obstacles à l'accès aux marchés ;
- la consolidation du rôle des États arabes dans les CVM ;
- la garantie que les avantages du commerce sont partagés de manière plus inclusive par l'ensemble des catégories de population, et notamment par les catégories vulnérables comme les femmes et les jeunes.

Asie

Dans sa réponse au questionnaire, la Banque asiatique de développement (BAsD) affirme que l'un des enseignements de la pandémie de COVID-19 est la nécessité d'élargir, d'approfondir et d'ouvrir la coopération et l'intégration régionales. Elle indique des possibilités de coopération et d'intégration régionales concernant de nouveaux sujets clés qui soutiennent l'objectif de relance inclusive, durable et résiliente (BAsD, 2022). La BAsD plaide pour que la coopération et l'intégration

régionales soient étendues à de nouveaux domaines émergents, notamment :

- la mise en place d'une connectivité régionale de grande qualité qui soit résiliente et contribue à une transition vers des émissions nettes nulles, y compris pour les chemins de fer et les ports, et d'une infrastructure commerciale utilisant de l'énergie propre ;
- la facilitation des échanges et un financement pour rendre les chaînes d'approvisionnement plus résilientes ;
- un commerce des services reposant sur les TIC, la numérisation et le commerce électronique ;
- une croissance écologiquement durable.



Un commerçant présente fièrement ses épices sur un marché en Tanzanie.

Tableau 6 : Priorité en matière d'Aide pour le commerce – Intégration régionale

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	Renforcer l'intégration régionale avec la ZLECAf, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe
Mali	Pour participer à la ZLECAf, la compétitivité des entreprises doit être améliorée et les obstacles au commerce doivent être éliminés Les entreprises doivent innover, investir davantage dans de nouvelles techniques de production modernes et promouvoir les échanges de produits à forte valeur ajoutée
Donateurs	
Australie	Le PACER-Plus offre un nouveau cadre pour le dialogue politique et la prise de décisions concernant les priorités en matière d'Aide pour le commerce Création d'une Unité de mise en œuvre pour mettre en œuvre le Programme de travail pour le développement et la coopération économique au titre du PACER-Plus, dotée d'un budget de 25 millions d'AUD (2021-2025) Une stratégie régionale d'Aide pour le commerce pour le Pacifique, coordonnée par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, et une évaluation des besoins dans le cadre du PACER-Plus menée en 2021 contribueraient à éclairer et à définir l'approche et les activités régionales de l'Australie au titre de l'Aide pour le commerce
Canada	Encourage les flux commerciaux de marchandises et de services intra-africains respectueux de l'environnement en menant des évaluations environnementales stratégiques pour examiner les potentiels points d'entrée et les possibilités pour les considérations relatives aux changements climatiques
Société internationale islamique de financement du commerce	La phase 2 de l'AfTIAS vise à accroître le commerce intrarégional à travers : ▪ l'élimination des obstacles à l'accès aux marchés ▪ la consolidation du rôle des États arabes dans les CVM ▪ la garantie que les avantages du commerce sont partagés de manière plus inclusive par l'ensemble de la population, et notamment par les catégories vulnérables comme les femmes et les jeunes

Effet de la pandémie de COVID-19 sur les priorités en matière d'Aide pour le commerce

L'impact économique de la pandémie de COVID-19 est le principal facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce. Près de la moitié des réponses au questionnaire font état de changements opérés dans les priorités depuis la réalisation de la dernière enquête en 2019 – l'année qui a

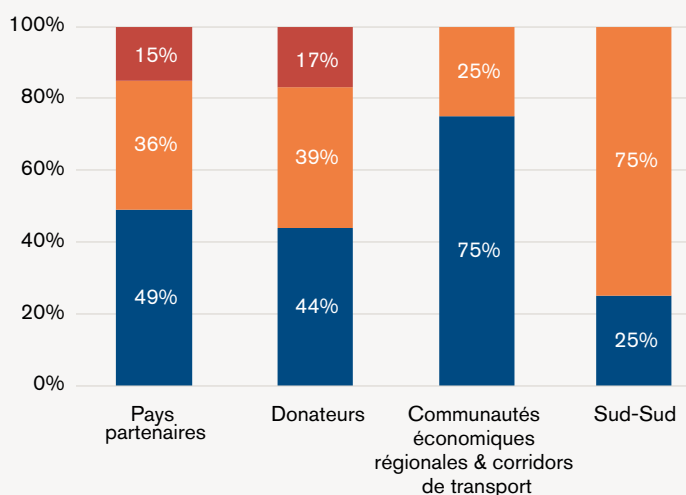
« L'impact économique de la pandémie de COVID-19 est le principal facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce. »

précédé la pandémie de COVID-19. Ce sont les pays en développement qui enregistrent le taux le plus élevé de changement: dans 26 de leurs 53 réponses (49%), ces pays ont rapporté que leurs priorités en matière d'Aide pour le commerce avaient évolué; on observe la même tendance du côté des donateurs, dans 16 de leurs 36 réponses (44%) (voir la figure 3).

Comme le montre la figure 4, les quatre principaux facteurs de changement dans les stratégies de développement des pays en développement partenaires et donateurs sont les suivants :

- l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et le commerce ;
- le développement du commerce électronique (et la transformation numérique) ;
- les objectifs en matière de croissance et de développement des MPME ; et
- la croissance écologiquement durable (ou verte), y compris l'économie circulaire.

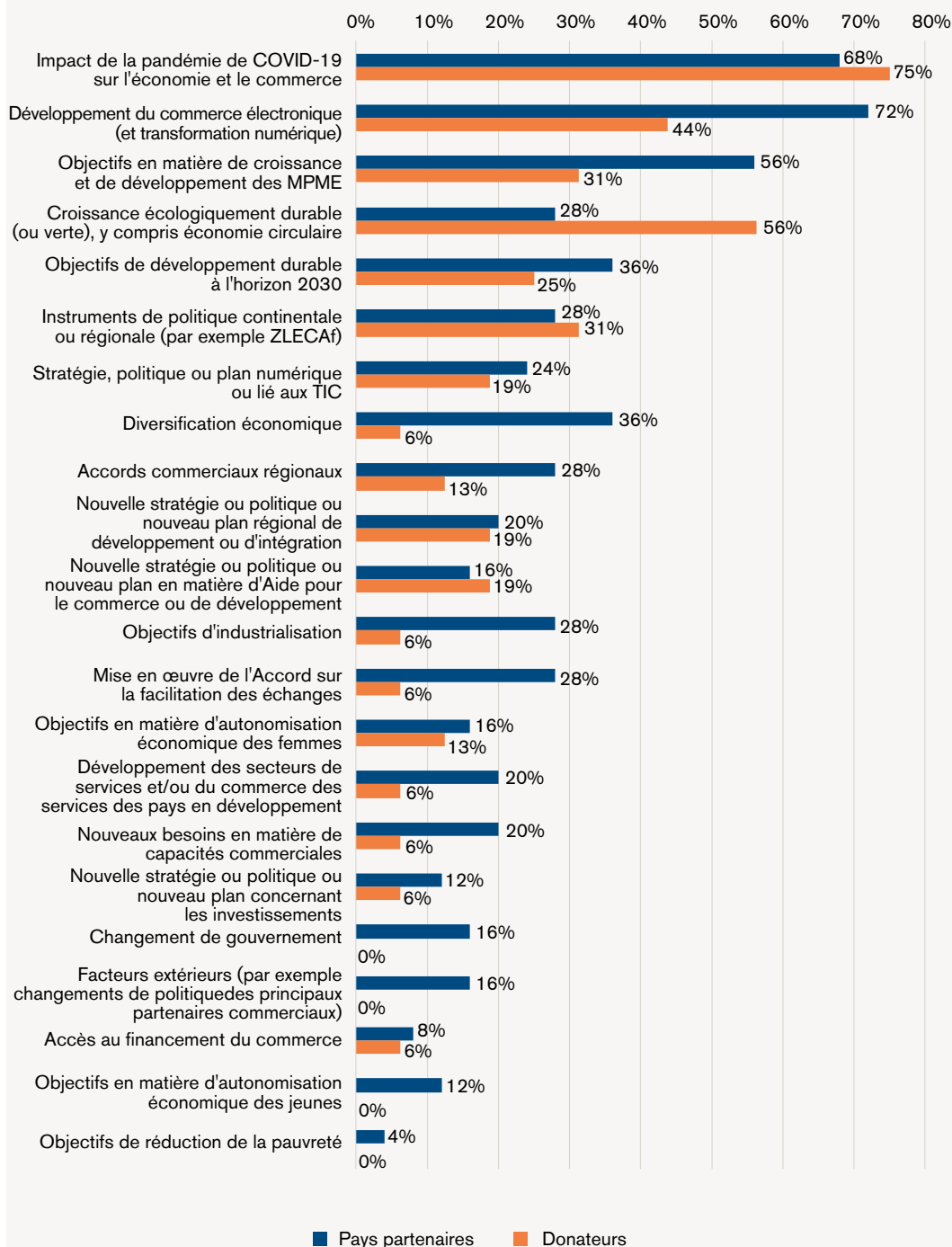
Figure 3 : Changement des priorités en matière d'Aide pour le commerce



Source : Secrétariat de l'OMC.

■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

Figure 4 : Facteurs de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce indiqués par les pays en développement partenaires et donateurs



Source : Secrétariat de l'OMC.

Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et le commerce

De nombreuses réponses au questionnaire font référence à des stratégies adoptées pour soutenir la reprise économique face à la pandémie de COVID-19 : 39 pays en développement (74%) ont mis en avant les stratégies spécifiques qu'ils avaient déployées pour faire face aux incidences économiques et commerciales de la pandémie.

Maurice mentionne les mesures adoptées par l'État, la Banque de Maurice et d'autres organismes du secteur public pour atténuer les effets de la pandémie sur l'économie et la population. Sainte-Lucie souligne que la stratégie de développement à moyen terme a été modifiée pour faire face à la pandémie et que les ressources ont été réaffectées pour répondre aux difficultés en matière de santé et de sécurité et à d'autres problèmes émergents. Sainte-Lucie indique également qu'il est nécessaire de mobiliser les donateurs pour refinancer les dettes existantes et obtenir des financements supplémentaires pour répondre aux besoins immédiats. La pandémie de COVID-19 a également fortement touché les PMA (voir l'encadré 3).

La réponse au questionnaire fournie par la BID indique que l'Amérique latine et les Caraïbes ont été confrontées à la crise socioéconomique la plus grave depuis la création de la Banque, il y a 61 ans. La région se trouve actuellement dans une situation critique en raison de la pandémie de COVID-19. Les faiblesses

structurelles de longue date et les récentes catastrophes naturelles ont creusé les écarts de développement déjà existants.

En 2020, le PIB a diminué de 7,4% en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui représente la plus forte baisse enregistrée depuis 1821, et l'emploi total a reculé de 10%. Il a été estimé que 44 millions de personnes de la région étaient tombées dans la pauvreté et que 52 millions de personnes étaient sorties de la classe moyenne. La plupart des pays ne retrouveront pas leur niveau de PIB d'avant la pandémie avant 2023 ou leur niveau de revenu réel par habitant avant 2025. La BID relève en outre que l'élément le plus préoccupant pour la région est le niveau croissant de la dette publique.

La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation rapide de la dette souveraine dans la plupart des régions, les gouvernements ayant cherché à amortir son impact. Selon les estimations de l'OMC, la dette publique moyenne a augmenté d'environ 9 points de pourcentage du PIB dans les pays à revenu faible et à revenu moyen au cours de la première année de la pandémie, contre une progression moyenne de 1,9 point de pourcentage durant la décennie qui l'a précédée.

La pandémie de COVID-19 a eu des effets délétères similaires sur les perspectives de croissance et de développement d'autres régions. Selon la Banque africaine de développement, elle a entraîné la première récession en Afrique depuis 50 ans ; le PIB s'est ainsi contracté de 2,1% en 2020, 38,7 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté et les déficits budgétaires ont doublé pour passer à 8,4% du PIB (BAfD, 2021).



La pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture d'écoles et d'entreprises à Madagascar.

Encadré 3

Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et le commerce des PMA

La capacité des PMA à se relever de la pandémie actuelle est fortement compromise par les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans le domaine du commerce. Leurs résultats commerciaux sont pénalisés par plusieurs facteurs, dont les suivants :

- la faiblesse des capacités productives et institutionnelles ;
- l'étroitesse de la base d'exportation et le nombre limité de marchés de destination ;
- l'aggravation du déficit commercial ;
- la vulnérabilité à la forte volatilité des prix des produits primaires ; et
- la baisse de la demande et les contractions économiques mondiales dues à la pandémie de COVID-19.

Exportations de services

Les PMA représentaient 1,15% du commerce mondial en 2020, et 1,14% en 2021. Au deuxième trimestre de 2020, lorsque l'impact de la COVID-19 s'est fait ressentir, les exportations de marchandises des PMA ont reculé de 30% en glissement annuel, par rapport à une baisse de 21% au niveau mondial. En valeur, les exportations de marchandises des PMA se sont contractées de près de 12% en 2020, par rapport au repli d'à peine plus de 7% enregistré au niveau mondial. Les exportations de services de voyage des PMA ont chuté de 88% en glissement annuel au deuxième trimestre de 2020 du fait des restrictions de voyage et des confinements.

Services exports

Les exportations de services des PMA ont été très durement touchées par la COVID-19. En 2020, elles ont reculé de 40%, soit plus du double du repli enregistré par les exportations de services mondiales. La COVID-19 met en évidence le fait qu'il est nécessaire que les PMA renforcent leurs capacités du côté de l'offre pour les services afin de diversifier leurs économies.

Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031

Le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031* des Nations Unies reconnaît ce qui suit :

« En dépit de l'expansion massive des échanges commerciaux et des investissements observée ces dernières décennies, les pays les moins avancés se heurtent à des défis considérables pour s'intégrer de manière effective dans les systèmes commerciaux mondiaux et tirer parti des possibilités offertes par le commerce international et les chaînes de valeur mondiales. »

L'un des objectifs du Programme est d'accroître notablement l'appui apporté aux PMA au titre de l'initiative Aide pour le commerce, les montants alloués à celle-ci devant doubler, selon les prévisions, d'ici à 2031 par rapport aux montants comptabilisés en 2018.

Source : OMC (2022).

* Voir document de l'ONU A/76/L.47.

Les économies africaines les plus durement touchées par la pandémie ont été celles qui dépendaient du tourisme. Ces économies ont connu une contraction de 11,5% de l'activité économique en 2020, alors que les économies exportatrices de pétrole ont enregistré un recul de 1,5% du PIB (BAfD, 2021).

Au niveau sectoriel, le tourisme a été l'un des secteurs qui a le plus souffert de la pandémie. L'arrêt du tourisme provoqué par la pandémie a entraîné de graves récessions dans les économies qui dépendaient de ce secteur, y compris en Asie. Dans sa réponse au questionnaire, le Samoa souligne que les secteurs du tourisme et des services hôteliers connaissent une grave pénurie de travail en raison de la COVID-19.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines indique que, en raison de sa forte dépendance à l'égard des services (en particulier du tourisme) comme source de revenus et d'emplois, l'impact de la COVID-19 a porté un coup dur à l'économie du pays. La contribution au revenu du seul secteur

des voyages et du tourisme est passée de 41,7% du PIB à 16,4% du PIB seulement, et de 44,8% à 38,2% de l'emploi total, dont une grande part dans le secteur informel.

Toutefois, les réponses au questionnaire ne mentionnent aucune tentative de réduire la dépendance à l'égard de ce secteur. Ainsi, le Samoa note que sa direction nationale du tourisme a besoin d'assistance technique et de renforcement des capacités pour former davantage de cadres et de superviseurs dans l'industrie du tourisme, afin d'être à même de tirer profit de la reprise du secteur. De même, Sainte-Lucie, tout en soulignant l'impact de la COVID-19 sur le secteur du tourisme, rappelle également ses projets visant à augmenter l'investissement et à renforcer les capacités dans le secteur grâce à de nouveaux ports et chambres d'hôtel.

Les stratégies pour favoriser la reprise économique après la pandémie de COVID-19 ont également occupé une place prépondérante dans les réponses des donateurs (voir le tableau 7 pour plus de détails).

Tableau 7 : Pandémie de COVID-19 : impact économique et commercial

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Asie et Pacifique	
Samoa	Grave pénurie de travail dans les secteurs du tourisme et des services hôteliers en raison de la COVID-19
Amérique latine et Caraïbes	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Forte dépendance à l'égard des services (en particulier du tourisme) comme source de revenus et d'emplois, de sorte que l'impact de la COVID-19 a porté un coup dur à l'économie
Sainte-Lucie	Projets visant à augmenter l'investissement et à renforcer les capacités dans le secteur du tourisme grâce à de nouveaux ports et chambres d'hôtel
Donateurs	
Banque asiatique de développement	L'aide aux pays en développement Membres comprend un soutien à la vaccination et a dépassé les 20 milliards de dollars EU en septembre 2021
Banque islamique de développement	Ensemble de mesures visant à atténuer l'impact de la pandémie, d'une valeur de 4,6 milliards de dollars EU
États-Unis	Cadre mondial pour la réponse et la reprise face à la COVID-19, afin de mettre fin à pandémie à l'échelle mondiale
Union européenne	Aux côtés des États membres et des institutions financières européennes, l'UE a fourni plus de 46 milliards d'euros de financement dans le cadre de sa riposte mondiale à la COVID-19



Le secteur du tourisme du Vanuatu a été durement touché par la pandémie de COVID-19.

Développement du commerce électronique et transformation numérique

Le développement du commerce électronique et la transformation numérique constituent le facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce le plus fréquemment mentionné par les pays en développement partenaires depuis 2019 (voir l'encadré 4). D'après les réponses au questionnaire, la priorité a été accordée à ce domaine suite à l'apparition de la COVID-19, ce qui (voir le tableau 8 pour plus détails) :

- a mis en évidence l'importance du commerce électronique (Mali) et de la numérisation de l'économie (République de Moldova, Philippines) ;

Encadré 4

Rôle du commerce électronique dans la relance des pays en développement

Selon une note d'orientation établie conjointement par la Banque mondiale et l'OMC, la numérisation crée de nouvelles possibilités commerciales en donnant accès à des marchés éloignés et étrangers aux entreprises de toutes tailles et en tout lieu, en abaissant les coûts du commerce et en diversifiant la gamme des produits et services pouvant être commercialisés.

Les nouvelles technologies ont pour effet de transformer le commerce international en alimentant le commerce numérique. Cela étant, il demeure difficile de créer des conditions favorables au commerce numérique. Les fondements du commerce numérique dépendent de l'existence d'infrastructures de télécommunications modernes, de conditions de l'activité économique propices et d'une population éduquée. En outre, le commerce numérique suppose des conditions favorables particulières telles que des compétences numériques et d'entrepreneuriat spécifiques pour participer au commerce numérique.

Les transactions transfrontières nécessitent des systèmes efficaces de paiement électronique. Un cadre réglementaire solide est également nécessaire pour renforcer la confiance envers les marchés numériques et offrir les outils nécessaires aux transactions à distance, y compris la gouvernance des données transfrontières, la réglementation des plates-formes, la protection des consommateurs en ligne et la signature des documents électroniques. En outre, les marchandises vendues dans le cadre du commerce électronique transfrontières supposent une facilitation efficace des échanges et une logistique adaptée aux livraisons du commerce en ligne. Des règles internationales claires et substantielles seraient bénéfiques au commerce numérique mondial.

Source : Texte adapté de la Banque mondiale et de l'OMC (2022).

Tableau 8 : Pandémie de COVID-19 : développement du commerce électronique et transformation numérique

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	Les restrictions en matière de voyages imposées durant la pandémie ont entraîné le développement du commerce électronique
Mali	L'apparition de la COVID-19 a mis en évidence l'importance du commerce électronique
Togo	La Feuille de route pour 2020-2025 vise à rendre le pays plus attractif pour les investisseurs grâce des réformes destinées à numériser les services publics et à établir une infrastructure pour l'hébergement des données
Zambie	Élaboration d'une stratégie de commerce électronique
Asie et Pacifique	
Philippines	La pandémie a mis en évidence l'importance de la numérisation de l'économie
Europe	
République de Moldova	La pandémie a mis en évidence l'importance de la numérisation de l'économie

- a stimulé le développement du commerce électronique compte tenu des restrictions en matière de voyages imposées (Madagascar) ;
- a encouragé l'élaboration d'une stratégie de commerce électronique (Zambie) ; et
- a donné lieu à des réformes pour numériser les services publics (Togo).

Objectifs en matière de croissance et de développement des MPME

La croissance et le développement des MPME constituent également un facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce mis en avant par certains pays dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Les réponses au questionnaire comprennent les éléments suivants (voir le tableau 9 pour plus de détails) :

- améliorer les compétences en matière d'exportation et les résultats à l'exportation des MPME (Fidji, Pakistan, Sainte-Lucie, Sénégal) ;
- redynamiser le secteur des MPME ainsi que les capacités numériques et liées aux TIC afin de remédier aux conséquences négatives de la pandémie (Pakistan) ;
- renforcer les connaissances informatiques



Une entrepreneuse verse du métal en fusion dans des moules recouverts de terre pour fabriquer 120 à 130 marmites par jour, Kampala (Ouganda).

des propriétaires des MPME afin qu'ils puissent utiliser le matériel et les logiciels numériques et de commerce électronique efficacement (Samoa) ; et

- accorder la priorité aux MPME en tant qu'objectif des stratégies de développement actualisées (Gambie, Pérou, Togo).



OPINION D'EXPERT

Une Aide pour le commerce durable dans un monde confronté à des crises simultanées

Par Mona Haddad, Directrice mondiale du pôle Commerce, investissement et compétitivité, Banque mondiale

L'Examen global de l'Aide pour le commerce de cette année se déroule dans un contexte de crises mondiales simultanées. L'économie mondiale est confrontée à des situations d'urgence concomitantes, dont la pandémie de COVID-19 en cours, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les risques de stagflation liés à l'accélération de l'inflation et à la décélération de la croissance, le surendettement croissant dans les pays en développement, la persistance des défis liés au changement climatique et à la biodiversité et, de plus en plus, des situations de fragilité et de conflit. Les retombées du conflit en Ukraine se font sentir dans le monde entier, alors que la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires affecte les segments de population les plus vulnérables (Banque mondiale, 2022).

Selon les estimations du Programme alimentaire mondial, 44 millions de personnes dans 38 pays sont menacées par la famine, tandis que 276 millions d'autres ont sombré dans l'insécurité alimentaire.* Les arguments en faveur d'un commerce des produits agricoles ouvert pourraient difficilement être plus convaincants.

Les dommages provoqués en Ukraine viendront inéluctablement alourdir la charge qui pèse sur les ressources des donateurs, déjà mises à rude épreuve par les mesures de soutien liées à la COVID-19. Le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé 3 milliards de dollars EU pour soutenir l'Ukraine et prépare une augmentation du financement de 170 milliards de dollars EU pour aider ses pays clients à faire face aux crises qui se chevauchent.

Le défi sous-jacent des inégalités ne fait qu'accroître l'urgence qu'il y a à renforcer la coopération et la solidarité, y compris en matière de commerce. La pandémie a aggravé les inégalités en raison de l'accès limité aux vaccins pour les populations des pays pauvres et de l'incapacité des gouvernements de ces pays à

s'aligner sur le soutien budgétaire et monétaire déployé dans les économies avancées.

Il reste essentiel de répondre à la crise de la COVID-19.** La Banque mondiale s'est engagée à verser 11 milliards de dollars EU pour l'achat et la distribution de vaccins au cours du dernier exercice, en faveur de 81 pays. Nous avons fourni 204 milliards de dollars EU de soutien sur mesure à nos pays clients en 2020 et 2021, y compris pour la santé, l'éducation et la protection sociale, afin de remédier aux dommages causés au capital humain par la pandémie de COVID-19 dans les pays en développement à revenu faible ou intermédiaire.

Il est primordial de maintenir l'ouverture des marchés et de faciliter les échanges transfrontières pour atténuer les contraintes du côté de l'offre qui freinent la reprise, favorisent l'inflation et aggravent les inégalités. Malheureusement, certains pays font l'opposé dans leurs politiques – notamment avec des restrictions à l'exportation – qui peuvent amplifier les difficultés d'approvisionnement et l'inflation. D'après nos recherches, les restrictions à l'exportation ont à elles seules fait augmenter le prix du blé de sept points de pourcentage (Banque mondiale, 2022). Les mesures de ce type, qui risquent de déclencher une escalade des représailles susceptible d'engendrer une grave crise alimentaire, devraient être réexaminées de toute urgence.

La pandémie a mis en lumière le rôle que peuvent jouer les technologies numériques pour soutenir le développement économique et renforcer la résilience et la préparation aux crises. Le Groupe de la Banque mondiale intensifie sa collaboration avec les partenaires publics et privés pour aider les pays en développement à tirer pleinement parti du potentiel de la transformation numérique. Les Membres de l'OMC peuvent contribuer à ces efforts en se mettant d'accord sur des règles du commerce numérique qui suscitent un intérêt mondial, soutenues par l'Aide pour le commerce.

Enfin, le changement climatique reste un défi mondial majeur pour lequel les Membres de l'OMC sont appelés à élaborer une réponse commerciale de soutien. Le *Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025* du Groupe de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2021a) s'aligne sur l'Accord de Paris en renforçant les efforts visant à promouvoir la biodiversité, à améliorer l'accès aux sources d'énergie verte et à l'eau potable et à soutenir une transition vers une économie sobre en carbone qui soit juste et adaptée aux

circonstances de chaque pays. Nous avons fourni un financement record de 26 milliards de dollars EU en faveur du climat en 2021. Nous attendons avec intérêt de partager, dans le cadre de l'Examen global de l'Aide pour le commerce de cette année, les idées issues de nos travaux analytiques*** sur le rôle clé que peut jouer le commerce pour aider les pays à atteindre leurs objectifs d'émissions nettes nulles et à profiter des possibilités offertes par une transition vers un monde sobre en carbone.

* Voir <https://press.un.org/fr/2022/cs14894.doc.htm>.

** Voir www.banquemondiale.org/fr/who-we-are/news/coronavirus-covid19.

*** Voir Brenton et Chemutai (2021).

Les MPME représentent 95% de l'ensemble des entreprises et 60% de l'emploi total ; elles comptent pour 50% du PIB dans les pays développés et 35% dans les pays en développement.¹⁰ Des recherches donnent à penser que la pandémie a encore accentué la plus grande fragilité des MPME par rapport aux grandes entreprises, en raison de leur accès limité à l'infrastructure financière, physique et numérique et à l'information relative à la gestion des risques (OMC, 2021b).

Les recherches menées par le Centre du commerce international indiquent que les entreprises de plus petite taille ont moins bien résisté aux chocs économiques causés par la pandémie de COVID-19 que les entreprises de plus grande taille (ITC, 2021). Elles ont par ailleurs montré qu'au-delà de la taille, d'autres facteurs ont également eu une influence sur la résilience des entreprises. Les MPME qui ont fait preuve d'une grande capacité de résilience pendant la pandémie sont celles qui ont su appliquer un ensemble de principes commerciaux fondamentaux.

Tableau 9 : Pandémie de COVID-19 – Objectifs en matière de croissance et de développement des MPME

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Gambie	Priorité accordée aux MPME en tant qu'objectif des stratégies de développement
Togo	La contribution des MPME au développement et à la croissance est considérable et constitue un domaine prioritaire de l'Aide pour le commerce
Asie et Pacifique	
Pakistan	Volonté de redynamiser le secteur des MPME ainsi que les capacités numériques et liées aux TIC afin de remédier aux conséquences négatives de la pandémie
Samoa	Nécessité de renforcer les connaissances informatiques des propriétaires des MPME afin qu'ils puissent utiliser les logiciels et les matériels numériques et de commerce électronique efficacement
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Priorité accordée aux MPME en tant qu'objectif dans les stratégies de développement

Croissance écologiquement durable (ou verte), y compris économie circulaire

La durabilité environnementale est le deuxième facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce le plus fréquemment mentionné par les donateurs. La Banque mondiale est l'un des nombreux donateurs qui préconisent une approche visant à « reconstruire mieux » dans le cadre du soutien en faveur de la reprise après la COVID-19, sous la forme d'une stratégie de développement verte, résiliente et inclusive.

Les réponses au questionnaire laissent également transparaître que la durabilité environnementale est une priorité établie pour les pays en développement (voir le tableau 10 pour plus de détails). Cinquante et un gouvernements de pays en développement (96%) ayant répondu au questionnaire d'autoévaluation indiquent que le développement durable constitue une priorité dans le plan ou la stratégie de développement de leur pays.



Récolte de bananes encore sur pied au Bangladesh.

Tableau 10 : Pandémie de COVID-19 : Croissance écologiquement durable (ou verte), y compris économie circulaire

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Comores	Stratégie visant à favoriser un développement résilient au changement climatique et aux catastrophes, à tous les niveaux de développement
Zambie	Création du Ministère de l'économie verte et de l'environnement
Asie et Pacifique	
Bangladesh	La priorité est de surmonter les difficultés commerciales après la sortie de la catégorie des PMA
Fidji	Les petits États insulaires en développement traversent une crise existentielle en raison du changement climatique La stratégie de développement encourage le commerce de marchandises et de services environnementaux et favorise une économie circulaire
Vanuatu	De nombreux changements dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce sont dus aux catastrophes naturelles et au changement climatique Les conséquences de plus en plus graves des cyclones, des sécheresses, des inondations, des éruptions volcaniques et de l'élévation du niveau de la mer ont gravement entravé les exportations de biens et de services vers les marchés étrangers Renforcement des capacités de production nationales en accordant une plus grande priorité au secteur agricole et aux MPME et en recentrant l'attention sur eux
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie, Guatemala	La plus grande importance accordée à la durabilité, au respect des engagements environnementaux et au développement de l'économie circulaire est un facteur de changement dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce

Importance croissante de l'Aide pour le commerce

L'Aide pour le commerce est devenue de plus en plus importante pour les pays partenaires et constitue désormais pour les donateurs un outil de premier plan pour promouvoir la cohérence des politiques. Les parties prenantes qui ont répondu au questionnaire en indiquant que l'Aide pour le commerce avait gagné en importance depuis 2019 comprenaient :

- 38 des 53 pays en développement partenaires (72%) ;
- 2 des 4 communautés régionales (Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et UEMOA) ; et
- 1 partenaire Sud-Sud (Chine).

« L'Aide pour le commerce est devenue plus importante pour les bénéficiaires et constitue désormais pour les donateurs un outil de premier plan pour promouvoir la cohérence des politiques. »

Un agriculteur du Burkina Faso cultive des bananes, des choux, des laitues, des pommes de terre et des oignons.



En revanche, 26 des 36 donateurs (72%) ont estimé qu'il n'y avait eu aucun changement depuis 2019 au niveau de l'importance de l'Initiative Aide pour le commerce.

Dans leurs réponses au questionnaire, la plupart des pays en développement partenaires mettent en avant les répercussions économiques et commerciales de la pandémie de COVID-19 pour expliquer l'importance croissante de l'Aide pour le commerce, en donnant notamment les exemples suivants (voir le tableau 11 pour plus de détails) :

- la nécessité de renforcer l'Aide pour le commerce pour augmenter les budgets nationaux, suite à l'impact budgétaire négatif de la COVID-19 (Lesotho, Pakistan) ;
- les restrictions budgétaires résultant de la pandémie de COVID-19, qui ont nécessité un renforcement de la coopération internationale pour certains projets de commerce extérieur (Pérou) ;
- les effets défavorables de la COVID-19 qui ont touché les PMA de manière disproportionnée (Zambie) ;
- l'importance accrue de l'Aide pour le commerce dans le cadre de la lutte contre les effets du réchauffement de la planète et du changement climatique (Zambie) et des conséquences des catastrophes naturelles (Saint-Vincent-et-les-Grenadines) ;
- la nécessité d'accroître l'Aide pour le commerce après un conflit, pour reconstruire les infrastructures et les capacités de production et soutenir les segments vulnérables de la population, en particulier les femmes et les jeunes (Yémen) ;
- la nécessité de maintenir l'Aide pour le commerce en vue de la mise en œuvre de mesures découlant de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (Grenade, Mozambique) ;
- le besoin de l'Aide pour le commerce pour mettre en œuvre l'Accord portant création de la ZLECAf (Gambie, Mali) ;



Des agriculteurs éthiopiens trient des tomates avant leur mise sur le marché.

- le besoin général de l'Aide pour le commerce pour soutenir la réalisation des objectifs de politique générale (par exemple, faire des Comores un pays émergent d'ici à 2030, soutenir les efforts déployés par l'Ouganda pour devenir une économie orientée vers l'exportation tout en poursuivant sa diversification économique et aider le Vanuatu à s'adapter à un environnement commercial national et international qui évolue rapidement).

Plusieurs donateurs partagent ces points de vue. L'Aide pour le commerce reste un élément fondamental de la réponse de l'Australie à la COVID-19 dans le domaine du développement, dans le cadre de la politique de reprise économique de la région indo-pacifique.

De la même manière, la Nouvelle-Zélande souligne que si la pandémie de COVID-19 a fait croître les besoins en matière d'Aide pour le commerce, les financements alloués n'ont pas augmenté, de sorte que fondamentalement, la demande a connu une hausse mais le soutien est resté le même.

Plusieurs donateurs mettent en avant le potentiel que représente l'Aide pour le commerce pour réduire la fragmentation de l'aide et la rendre

plus cohérente. Ils indiquent dans les réponses au questionnaire que les buts de leurs stratégies étaient notamment les suivants (voir le tableau 11 pour plus de détails) :

- accroître l'effet de levier de l'Aide pour le commerce pour une mise en œuvre mieux éclairée et coordonnée (Union européenne) ;
- utiliser l'Aide pour le commerce pour assurer une plus grande cohérence dans les efforts déployés par les donateurs et pour permettre une plus grande efficacité opérationnelle en ce qui concerne la promotion d'une croissance inclusive (Canada) ;
- utiliser les programmes d'Aide pour le commerce pour éliminer les obstacles au commerce au niveau international et permettre aux pays en développement d'accéder aux marchés (Royaume-Uni).

Dans leur réponse au questionnaire, les États-Unis soulignent aussi que les liens fondamentaux entre questions commerciales et programmes de développement nécessitaient un niveau plus élevé d'intégration et de coordination intersectorielles. Les activités de renforcement des capacités liées au commerce des États-Unis sont axées sur la mise en œuvre des accords commerciaux, la facilitation des flux commerciaux et l'amélioration de la réactivité économique.

Les États-Unis ont également indiqué qu'ils tenaient compte de l'environnement en évolution, caractérisé par l'essor du commerce électronique, l'expansion du commerce des services et la fragmentation de la production dans de nombreux pays disposant de CVM intégrées. Ils prennent en compte d'autres facteurs qui évoluent, notamment les suivants :

- la tendance croissante au régionalisme ;
- le nombre croissant d'accords commerciaux internationaux ;
- la plus grande priorité accordée à l'environnement, au travail et à l'égalité hommes-femmes ; et
- le rôle plus important du secteur privé.

Tableau 11 : Pandémie de COVID-19 – Importance croissante de l'Aide pour le commerce

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Lesotho	Nécessité de renforcer l'Aide pour le commerce pour augmenter les budgets nationaux, suite à l'impact budgétaire négatif de la COVID-19
Maurice	Plus grande importance de l'Aide pour le commerce après la pandémie
Zambie	Plus grande importance de l'Aide pour le commerce car la pandémie touche les PMA plus durement que d'autres pays Plus grande importance de l'Aide pour le commerce pour la gestion des effets du réchauffement de la planète et du changement climatique
Asie et Pacifique	
Pakistan	Nécessité de renforcer l'Aide pour le commerce pour augmenter les budgets nationaux, suite à l'impact budgétaire négatif de la COVID-19
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Les restrictions budgétaires résultant de la pandémie ont nécessité un renforcement de la coopération internationale pour mener à bien des projets de commerce extérieur
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Plus grande importance de l'Aide pour le commerce en raison de l'incidence des catastrophes naturelles sur l'économie (c'est-à-dire l'effet combiné de l'éruption volcanique de La Soufrière et d'un ouragan en 2021) Besoin de l'Aide pour le commerce pour reconstruire les infrastructures endommagées, reconstituer les capacités économiques, moderniser les secteurs des services et utiliser les infrastructures des TIC pour améliorer la compétitivité et faciliter le commerce
Moyen-Orient	
Yémen	Nécessité d'accroître l'Aide pour le commerce dans un contexte d'après conflit pour reconstruire les infrastructures et les capacités de production et soutenir les segments vulnérables de la population (femmes, jeunes) En raison du conflit, les infrastructures liées au commerce ont été endommagées ou détruites et les opérations commerciales normales ont été perturbées ; le soutien a été axé sur l'aide humanitaire
Donateurs	
Australie	L'Aide pour le commerce est un élément fondamental de la réponse à la COVID-19 dans le domaine du développement dans le cadre de la politique « Partnerships for Recovery » dans la région indo-pacifique
Canada	L'Aide pour le commerce a permis une plus grande cohérence dans les efforts déployés et une meilleure position pour une implication avec une plus grande efficacité opérationnelle dans la promotion d'une croissance inclusive
Nouvelle Zélande	La pandémie a accru les besoins en termes d'Aide pour le commerce Toutefois, le financement au titre de l'Aide pour le commerce n'a pas augmenté, de sorte que la demande a connu une hausse alors que le soutien est resté le même
Royaume-Uni	Les programmes d'Aide pour le commerce aident à éliminer les obstacles au commerce international et à permettre aux pays en développement d'accéder aux marchés

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Union européenne	La stratégie de 2017 visait à accroître l'effet de levier de l'Aide pour le commerce pour une mise en œuvre mieux éclairée et coordonnée, encore approfondie par l'approche « Team Europe ». Cette approche consistait à renforcer l'impact en tirant le meilleur parti des instruments dans les politiques extérieures de l'UE, en particulier : ▪ le plan d'investissement extérieur de l'UE ▪ les accords commerciaux (accords de partenariat économique, accords de libre-échange, accords de libre-échange approfondis et complets) ▪ les régimes commerciaux (systèmes généralisés de préférences, « Tout sauf les armes »)

Notes finales

1. Voir <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/getting-goods-across-borders-in-times-of-covid-19-972ada7a>.
2. Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/gr21_f/gr21_f.htm.
3. Voir https://www.wto.org/french/news_f/events_f/gscforum2022_f.htm.
4. Voir <https://ariseplus-indonesia.org/en>.
5. Voir <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/tei/support-african-continental-free-trade-area>.
6. Voir <https://www.shetrades.com>.
7. Voir https://www.undp.org/africa/press-releases/afcfta-and-undp-announce-new-partnership-support-largest-trade-area-towards-inclusive-growth-africa?utm_source=EN&utm_medium=GSR&utm_content=US_UNDP_PaidSearch_Brand_English&utm_campaign=CENTRAL&c_src=CENTRAL&c_src2=GSR&gclid=EAlaIQobChMI5iYgv6a-AIV0o1oCR1t4AsDEAAYASAAEgI_v_D_BwE.
8. Voir <https://www.gov.uk/government/news/uk-backs-africas-ambitious-continental-free-trade-initiative>.
9. Voir <https://pacerplus.org>.
10. Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/msmesandtra_f/msmesday20_f.htm.

Irrigation fonctionnant
à l'énergie solaire au
Zimbabwe



**Environnement,
commerce et
développement
durable**



52

Atténuation des effets du changement climatique

57

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies visant à atténuer le changement climatique

59

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies visant à incorporer les ODD

61

Obstacles à l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies

62

Intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies des pays en développement

65

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales

67

Intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies des donateurs

69

Intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes

71

Intégration des objectifs de l'économie circulaire

72

Transition vers une économie durable

79

Financement des objectifs environnementaux

L'environnement dans les stratégies commerciales



86%

des pays en développement ont des objectifs commerciaux qui prennent en compte les questions environnementales

Le commerce dans les stratégies environnementales



88%

des pays en développement ont des objectifs commerciaux dans leurs stratégies de développement durable



96%

des pays en développement citent l'agriculture comme étant un secteur qui présente un potentiel pour la diversification de l'économie et des exportations



66%

des pays en développement mentionnent l'industrie comme étant le secteur confronté aux plus grandes difficultés

Économie circulaire



43%

des pays en développement ayant répondu sont dotés de stratégies relatives à l'économie circulaire

Autonomisation économique des femmes



79%

des pays en développements ayant répondu ont des politiques pour protéger l'environnement et soutenir l'autonomisation économique des femmes

Hausse des financements pour l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique depuis l'Accord de Paris



14%

des financements en faveur du climat provenaient du secteur privé en 2019



35%

de l'Aide pour le commerce est destinée à l'atténuation et à l'adaptation face au changement climatique

La prise de conscience croissante des effets du changement climatique incite les parties prenantes de l'Aide pour le commerce à agir maintenant pour intégrer les objectifs environnementaux dans leurs stratégies de développement durable. Dans le même temps, des objectifs commerciaux apparaissent maintenant plus fréquemment dans les stratégies de développement durable des gouvernements, de même que les stratégies commerciales font de plus en plus souvent référence aux objectifs environnementaux.

Toutefois, ce processus commence à peine à prendre forme. Souvent, les objectifs environnementaux et commerciaux ne sont décrits que de manière générale, avec peu de détails et peu d'objectifs à l'aune desquels mesurer les progrès. Il peut être difficile de comparer les différentes stratégies pour atteindre les objectifs.

Des donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des partenaires Sud-Sud ont pris des engagements de politique générale dans le cadre de la vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) pour aligner l'aide publique au développement (APD) sur l'Accord de Paris et pour accroître le financement de l'action climatique. L'Initiative Aide pour le commerce a un lien avec ces plans de financement, compte tenu du rôle que le commerce des biens et services environnementaux joue dans le transfert de technologie, de compétences et de savoir-faire.

L'exercice de suivi et d'évaluation 2022 de l'Aide pour le commerce mené conjointement par l'OCDE et l'OMC tente d'aborder la question au moyen d'un questionnaire qui a été envoyé aux participants de l'Aide pour le commerce. En s'appuyant sur les réponses au questionnaire, ce chapitre présente une analyse des données, des tendances générales qui ressortent des constatations et des exemples explicites tirés des renseignements additionnels fournis par les participants dans le questionnaire. Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation ont été divisés en sections, comme suit :



Des femmes récoltent du lemon-grass qui sera distillé pour produire de l'huile essentielle (Chisapani, Népal).

- atténuation des effets du changement climatique sur l'environnement, le commerce et le développement durable ;
- intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour atténuer les effets du changement climatique et incorporer les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ;
- obstacles à l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable ;
- intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies de développement durable des pays en développement ;
- intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales ;
- intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies d'Aide pour le commerce des donateurs ;
- intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans les stratégies de développement durable ;
- intégration des objectifs de l'économie circulaire dans les stratégies de développement durable ;
- transition vers une économie durable ;
- financement des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales et de développement durable.

Atténuation des effets du changement climatique sur l'environnement, le commerce et le développement durable

Les réponses des pays en développement au questionnaire accompagnant l'exercice de suivi et d'évaluation soulignent la difficulté de définir des objectifs sans avoir de connaissances suffisantes sur les effets attendus du changement climatique sur le commerce.

En outre, les pays en développement identifient la difficulté d'accéder au financement comme un obstacle à la poursuite de l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales et de développement durable.

Parvenir à la neutralité carbone

Les émissions de gaz à effet de serre, dont les niveaux sont déjà les plus élevés de l'histoire de l'humanité, continuent d'augmenter.

La dernière évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut que si des mesures ne sont pas prises pour éviter un réchauffement de la planète supérieur à 3°C d'ici à 2050, il y aura inévitablement des conséquences irréversibles sur les systèmes naturels et humains, poussant les sociétés au-delà de leur capacité d'adaptation (GIEC, 2022).

Des réductions immédiates et drastiques des émissions de gaz à effet de serre sont nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète, comme le prévoit l'Accord de Paris qui a été conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et vise à limiter les hausses de température à moins de 2°C, avec un objectif de 1,5°C d'ici à 2050.

Centrale éolienne et solaire de Burgos (Philippines).



Une étude de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) conclut qu'atteindre la neutralité carbone exige une « concentration ciblée et sans faille de tous les gouvernements » et une coopération avec le secteur privé, ce qui dépend des décisions des pouvoirs publics (AIE, 2021) :

« Élaborer des feuilles de route nationales et régionales pour atteindre, à moindre coût, la neutralité carbone exige, entre tous les niveaux de gouvernement, une coopération qui éradique les silos et intègre l'énergie dans les politiques formulées par tous les pays dans les domaines de la finance, du travail, de la fiscalité, des transports et de l'industrie. À eux seuls, les ministères de l'énergie et de l'environnement ne peuvent pas mettre en œuvre les actions nécessaires pour parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. »

Dans un discours d'avril 2022 à l'Institut Rio Branco au Brésil, la Directrice générale Ngozi Okonjo Iweala a dit que les Membres de l'OMC pouvaient faire davantage pour parvenir, à moindre coût, à des émissions nettes nulles et que supprimer les obstacles au commerce des biens et des services environnementaux était un bon point de départ.¹

« Les Membres de l'OMC peuvent faire davantage pour parvenir, à moindre coût, à des émissions nettes nulles. La réduction des obstacles au commerce des biens et des services environnementaux est un bon point de départ. »

Ngozi Okonjo-Iweala,
Directrice générale



Forêt pluviale amazonienne, près de Manaus au Brésil

Vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

La COP26, qui s'est tenue fin 2021 à Glasgow au Royaume-Uni, a appelé à renforcer les efforts pour atteindre les objectifs de neutralité carbone de l'Accord de Paris. Le projet de décision de la COP26, aussi appelé Pacte de Glasgow pour le climat², souligne :

« l'urgence d'intensifier l'action et le soutien, y compris pour le financement, le renforcement des capacités et le transfert de technologie, afin d'accroître la capacité d'adaptation, de renforcer la résilience et de réduire la vulnérabilité face au changement climatique, conformément aux meilleures données scientifiques et en tenant compte des priorités et des besoins des pays en développement Parties. »

Cette urgence apparaît dans les réponses au questionnaire, qui reconnaissent la nécessité d'agir et font référence aux plans actuels sur la transition vers la neutralité carbone. Les participants interrogés soulignent également que les résultats livrables convenus à la COP26 s'appuient sur le travail déjà mené au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Nations Unies, 2015).

Engagements de politique souscrits à la COP26

Des engagements de politique ont été pris à l'approche de la COP26 pour aligner l'APD sur l'Accord de Paris. Les donateurs se sont engagés à appuyer la transition vers une économie sobre en carbone en développant le financement consacré à l'atténuation des effets du changement climatique et à l'adaptation à ce changement, que l'on appelle communément le financement de l'action climatique (voir l'encadré 1).

Bien que les financements accordés par les pays en développement en faveur du climat aient augmenté régulièrement depuis 2013, les 79,6 milliards d'USD déployés en 2019 (OCDE, 2021a) restent insuffisants pour respecter l'engagement de lever 100 milliards de dollars EU par an. *Le Pacte de Glasgow pour le climat* adopté à la COP26 appelle à mobiliser

davantage les ressources, y compris en mettant le secteur privé à contribution pour aider à atteindre les objectifs de neutralité carbone.

L'Aide pour le commerce peut aider les pays à construire des économies résilientes face au climat et à promouvoir la diversification des exportations dans les secteurs verts pour soutenir les ODD et les efforts de relance après la COVID-19 (PNUE, 2020). L'Aide pour le commerce peut également contribuer à promouvoir la mise en place de solutions intelligentes face au climat dans les infrastructures et la production d'énergie, et à résoudre les difficultés liées au transfert de technologie et à l'alignement de la réglementation commerciale sur les objectifs environnementaux.

Les divers engagements quant à l'accroissement des financements octroyés pour l'action climatique et de l'Aide pour le commerce figurent dans le questionnaire. Les engagements pris par les donateurs relèvent des grandes catégories suivantes (voir le tableau 1 pour plus de détails) :

- engagements visant des secteurs spécifiques (par exemple infrastructures, énergies renouvelables, agriculture, santé, éducation) ;
- engagements pour ce qui est de mettre l'accent sur la participation du secteur privé ;
- engagements pour ce qui est d'offrir des prêts à des conditions préférentielles aux projets et programmes dans le domaine des énergies renouvelables destinés à répondre au changement climatique ;
- engagements d'inclusion dans les accords commerciaux futurs des objectifs en matière d'environnement, de climat et d'énergie ;
- engagements concernant la mobilisation des investissements publics et privés.



La Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala s'adresse aux dirigeants et aux parties prenantes du monde entier lors du Sommet sur le climat de la COP26 des Nations Unies à Glasgow au Royaume-Uni.

Encadré 1

Déclaration du CAD de l'OCDE sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, 27 octobre 2021

En octobre 2021, avant la COP26, le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) a publié une déclaration sur l'alignement de la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris. La déclaration engage les membres du CAD à utiliser l'APD et à « mobiliser d'autres ressources pour aider les pays en développement à accéder à davantage d'opportunités techniques de façon à rendre possible et à accélérer une transition énergétique propre, durable et juste, sur la base du volontariat et dans des conditions arrêtées d'un commun accord. »

La déclaration dispose également :

« Nous accorderons la priorité au soutien à des technologies permettant d'accélérer les progrès vers des systèmes neutres en carbone, en particulier vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Nous pourrions également envisager le captage, l'utilisation et le stockage du carbone. Nous souscrivons tous au même engagement que celui du G-7, à savoir mettre fin à tout nouvel apport d'APD à l'appui de toute production thermique d'électricité à partir du charbon sans dispositif d'atténuation dans le monde d'ici à la fin de l'année 2021...

Nous, Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, et Union européenne, nous engageons en outre à limiter nos investissements dans les combustibles fossiles sous forme d'APD aux cas où il n'existe aucune autre source d'énergie propre économiquement ou techniquement exploitable; et aux cas où ils font partie d'un plan de transition du pays hôte compatible avec les engagements au titre de l'Accord de Paris et des CDN. L'APD pourra être utilisée pour soutenir l'amélioration des performances énergétiques d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles existantes, ou leur démantèlement, et nous notifierons le CAD des activités prévues à ce titre. Nous reconnaissons également que dans des situations bien circonscrites – telles que des crises humanitaires ou des situations d'urgence – où l'accès au réseau d'électricité n'est pas possible, la production d'électricité à partir de combustibles fossiles pourra encore justifier un soutien sous forme d'APD. »

.....

« Nous utiliserons le financement mixte et les instruments d'atténuation des risques pour stimuler encore l'investissement du secteur privé lié au climat. Pour attirer davantage de financements privés, de source nationale ou internationale, à l'appui de l'action pour le climat, il convient de mettre en place des cadres d'action et un contexte d'investissement favorables. Nous collaborerons avec les pays en développement pour les aider à accroître les possibilités d'investissement durable et à renforcer les conditions propices qui doivent être réunies. Avec la mise au point des vaccins contre la COVID-19, nous avons appris qu'investir tôt et être préparé à financer des innovations risquées – mais d'importance cruciale – pouvait donner des résultats significatifs, accroître l'accès à de nouvelles technologies et inciter les pays à investir dans de nouveaux mécanismes. L'APD et d'autres formes de financement public peuvent jouer un rôle déterminant. »

Tableau 1 : Engagements quant à l'accroissement des financements octroyés pour l'action climatique et de l'Aide pour le commerce

Donateurs	Réponses au questionnaire
Australie	La stratégie de lutte contre le changement climatique contient des engagements dans les secteurs des infrastructures, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, et met l'accent sur la participation du secteur privé Les engagements au titre du financement de l'action climatique pour la période 2020-2025 sont passés à 2 milliards de dollars australiens
Banque interaméricaine de développement	La BID souligne les objectifs commerciaux qui prennent en compte la dimension environnementale du développement durable (BID, 2019)
Canada	L'action pour le climat est un domaine clé de la stratégie de développement durable du Canada Le financement de l'action climatique a doublé pour atteindre 5,3 milliards de CAD pour la période 2021-2026
Commission européenne	L'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – « Europe dans le monde » couvre la coopération de l'UE avec les pays tiers (2021-2027) La nouvelle stratégie de développement détaille les stratégies de l'UE visant à protéger l'environnement, gérer les ressources naturelles et faire face au changement climatique (Union européenne, 2018) Le Pacte vert pour l'Europe (Commission européenne, 2019a) i) note le rôle important de la politique commerciale et de l'OMC pour atteindre des objectifs ambitieux en matière d'environnement, de climat et d'énergie, et ii) souligne les mesures spécifiques que proposera la Commission européenne pour faire du respect de l'Accord de Paris un élément essentiel de tous les accords commerciaux globaux futurs
République de Corée	La Korea International Cooperation Agency a adopté une stratégie en matière d'action pour le climat et d'énergie Le Fonds de coopération pour le développement économique (EDCF) donne la priorité aux projets portant sur les énergies renouvelables et les réponses au changement climatique, et prévoit un traitement préférentiel pour les conditions de prêt L'objectif consiste à augmenter de 40% le nombre de projets de l'EDCF
États-Unis	La stratégie de lutte contre le changement climatique définit les objectifs de haut niveau suivants que l'USAID devra réaliser d'ici à 2030 : ▪ mobiliser des financements publics et privés pour l'action climatique pour un montant de 150 milliards de dollars EU d'ici à 2030 ▪ réduire, éviter ou séquestrer 6 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ dans le cadre des activités de l'USAID ▪ améliorer la résilience de 500 millions de personnes face au climat
Fédération de Russie	Engagement en faveur de l'ensemble des 17 ODD et volonté de trouver un équilibre entre toutes les dimensions du développement durable
Royaume-Uni	À travers l'organisme British Investment International (BII), la priorité est donnée aux investissements dans les infrastructures durables dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le BII doit aider les pays en développement à tirer profit des technologies propres et à assurer une croissance durable de leurs économies

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour atténuer les effets du changement climatique

Les décideurs reconnaissent de plus en plus la nécessité d'inclure des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable. Ce mouvement a commencé depuis un certain temps, mais l'accumulation d'éléments qui témoignent des difficultés résultant des effets du changement climatique accroît le sentiment d'urgence.

Les réponses à l'exercice de suivi et d'évaluation soulignent les objectifs environnementaux différents que les donateurs et les bénéficiaires intègrent dans les stratégies de développement pour atténuer les effets du changement

climatique (voir le tableau 2 pour plus de détails). Parmi les catégories d'objectifs environnementaux que les donateurs et les bénéficiaires intègrent dans les stratégies de développement, on peut citer les exemples suivants :

- objectifs visant à augmenter la croissance et à réduire la pauvreté pour favoriser les secteurs et les moyens de subsistance résilients face au climat ;
- objectifs visant à renforcer les capacités nationales et locales pour améliorer la gestion du climat et des catastrophes ;
- objectifs tels que la décarbonation, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles dommageables pour l'environnement ;
- objectifs qui favorisent l'utilisation des technologies numériques pour une gestion durable de l'énergie.



Pompage d'eau souterraine avec l'énergie générée par des panneaux solaires, à Jagadhri en Inde.

Tableau 2 : Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour atténuer les effets du changement climatique

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Amélioration de la capacité d'adaptation des populations, de l'écologie et de l'économie pour atténuer les effets du changement climatique
Maurice	D'ici à 2030, 60% des besoins en énergie seront couverts par des sources renouvelables
République démocratique du Congo	Définir la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique comme des priorités pour parvenir à un modèle de développement vert, sobre en carbone et résilient face au climat dans l'ensemble des stratégies sectorielles

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Zambie	Les réformes nationales visant à atteindre les objectifs environnementaux doivent être soutenues par l'aide internationale
Asie et Pacifique	
Bangladesh	Les questions liées au changement climatique doivent être résolues grâce à la mise en œuvre des ODD
Fidji	Stratégie pour décarboner l'économie
Philippines	Renforcement des capacités nationales et locales pour améliorer la gestion du climat et des catastrophes
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Accent mis sur la décarbonation et l'adaptation au changement climatique
Donateurs	
Australie	La stratégie sur le changement climatique impose d'intégrer la lutte contre le changement climatique dans tous les programmes d'aide au développement
Banque asiatique de développement	Réalisation des objectifs centraux du développement de projets par le biais de solutions durables et axées sur la nature : ▪ atténuation du changement climatique ▪ santé des océans ▪ résilience face aux catastrophes Stratégie 2030 (BAsD, 2019a) visant à intensifier le soutien : ▪ pour faire face au changement climatique, aux risques de catastrophes et à la dégradation de l'environnement ▪ pour accélérer le développement de solutions à faibles émissions de gaz à effet de serre ▪ pour assurer une approche exhaustive du renforcement de la résilience face au climat et aux catastrophes, et mettre davantage l'accent sur les liens entre l'eau, l'alimentation et l'énergie
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	La BERD (2020a) « soutiendra l'accélération de la transition vers une économie verte, sobre en carbone et résiliente : ▪ en alignant ses activités sur les principes des accords internationaux sur le climat, ... ▪ en renforçant l'engagement pour l'élaboration de stratégies à long terme visant à réduire les émissions de carbone, ... ▪ en augmentant les investissements grâce à l'innovation ... dans des domaines tels que les solutions numériques vertes, la transition équitable, l'économie circulaire, le capital naturel et le financement des chaînes de valeur vertes »
Canada	La stratégie consiste à soutenir les efforts des pays en développement dans leur transition pour devenir des économies et des sociétés sobres en carbone, durables sur le plan environnemental et résilientes face au climat par le biais d'initiatives qui : ▪ réduisent les émissions globales de gaz à effet de serre ▪ améliorent la résilience face au climat ▪ protègent et gèrent de manière durable les ressources naturelles et les écosystèmes
Union européenne	L'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – « Europe dans le monde » traite : ▪ de la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles dommageables pour l'environnement ▪ de la stabilité et de la transparence des marchés de l'énergie ▪ du déploiement de réseaux intelligents ▪ de l'utilisation des technologies numériques pour une gestion durable de l'énergie

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable pour incorporer les ODD

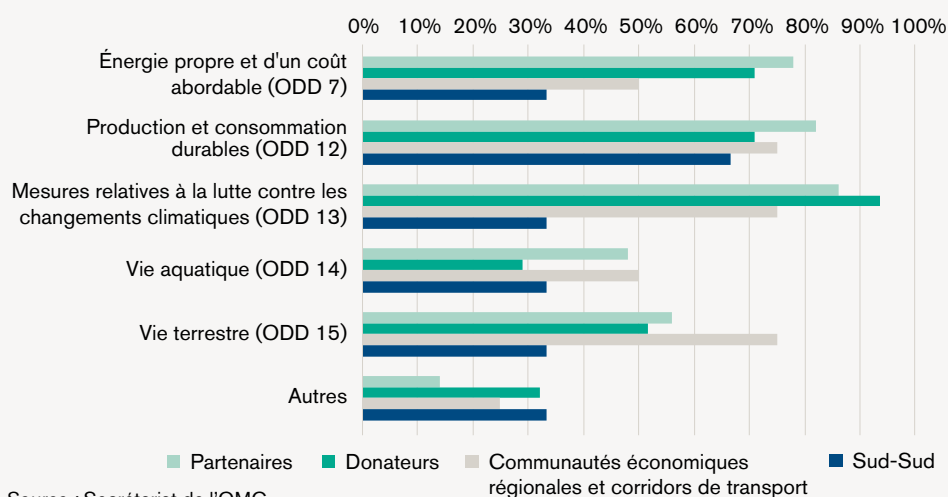
Bien que le changement climatique soit un moteur pour agir, l'accent mis sur les objectifs environnementaux dépasse la question du réchauffement de la planète. Comme indiqué à la figure 1, la plupart des réponses au questionnaire indiquent que les stratégies de développement durable ciblent explicitement les ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 12 (consommation et production durables) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Cette approche est en accord avec les recommandations du sixième Rapport d'évaluation du GIEC (à paraître) qui incite vivement à des actions majeures dans le secteur de l'énergie et à une transformation des pratiques de production et de consommation.

Les ODD sont incorporés dans les stratégies de développement durable de différentes manières, et notamment les suivantes :

- en intégrant des objectifs et des indicateurs fondés sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015) ;
- en intégrant des cibles et des dispositions visant à concrétiser les objectifs de l'Accord de Paris ;
- en intégrant des références spécifiques aux ODD.

Sur les 53 pays en développement qui ont répondu au questionnaire, 51 (96%) mentionnent la durabilité environnementale comme une priorité de leurs stratégies de développement. Toutes les réponses des petits États insulaires en développement et 27 des 29 réponses (93%) fournies par des pays les moins avancés (PMA) indiquent que les objectifs environnementaux sont une priorité essentielle de leurs stratégies de

Figure 1 : Pourcentage des participants à l'Aide pour le commerce dont les stratégies de développement durable ciblent explicitement les ODD, par catégorie de participant ayant répondu



développement durable. Au niveau régional, les objectifs environnementaux sont mis en avant comme une priorité clé dans toutes les réponses des participants d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Diverses réponses au questionnaire indiquent également que les considérations environnementales sont intégrées comme un domaine prioritaire dans les stratégies pour la reprise après la pandémie de COVID-19 (voir le tableau 3 pour plus de détails).

Tableau 3 : Intégration des objectifs environnementaux pour incorporer les ODD dans les stratégies de développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Bénin	ODD mentionnés spécifiquement : ▪ accélérer les transformations structurelles ▪ accroître la productivité totale des facteurs ▪ améliorer l'intégration des chaînes de valeur ▪ renforcer les perspectives du secteur agricole
Guinée-Bissau	La stratégie promeut une gestion durable du capital naturel grâce à la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel en faveur du développement durable, de la biodiversité et d'une gestion dualiste des écosystèmes
Mali	Prise en compte de la dimension environnementale du développement durable dans tous les aspects de la conception, de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des politiques de développement
Maurice	La stratégie souligne le caractère essentiel de la durabilité et de la transition verte
Zambie	Le programme pour la reprise économique vise à lancer l'économie sur une voie de développement qui met l'accent sur la durabilité dans un environnement monétaire, extérieur et budgétaire stabilisé
Asie et Pacifique	
Bangladesh	La stratégie prévoit des actions holistiques et intersectorielles pour améliorer la productivité et réduire au minimum les catastrophes dans les régions densément peuplées
Fidji	Cibles et dispositions visant à réaliser les objectifs de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015)
Népal	La stratégie cite les considérations environnementales comme une question essentielle
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tous les plans sectoriels font référence aux objectifs de développement durable
Philippines	La stratégie contient un chapitre spécifique sur l'environnement, qui mentionne des questions telles que la pollution de l'air, les déchets infectieux et l'agriculture urbaine
Sri Lanka	La stratégie intègre le développement durable dans l'ensemble des trois piliers
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	Les stratégies incorporent les ODD
Paraguay	Les objectifs et indicateurs stratégiques ciblent le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015) Création d'une commission des ODD
Pérou	La stratégie consiste à gérer les terres de manière durable pour prévenir et réduire les risques et les menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance
Donateurs	
République de Corée	La Korea International Cooperation Agency procède à des évaluations strictes de l'impact social et environnemental dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets

Obstacles à l'intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable

Sur la base des réponses au questionnaire, les principaux obstacles rencontrés par les pays en développement lorsqu'ils tentent d'intégrer des objectifs environnementaux dans les stratégies de développement durable sont notamment les suivants :

- un accès insuffisant aux financements ;
- un manque d'infrastructures pour mesurer les données ;
- des capacités institutionnelles insuffisantes pour affiner les liens entre environnement et développement ;
- un manque de possibilités en matière de transfert de technologie.

Les pressions budgétaires causées par la pandémie de COVID-19 créent des obstacles additionnels à la transition vers un développement durable (voir le tableau 4 pour plus de détails). Des recherches récentes révèlent que l'accès aux financements peut être particulièrement affecté. Les projections du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) font état d'une forte baisse du nombre de nouveaux projets sobres en carbone (par exemple concernant les énergies renouvelables) dans l'avenir proche, et cela, à la fois sur les marchés développés et émergents (PNUE/PNUD, 2020).

Tableau 4 : Obstacles à l'intégration des questions environnementales dans les cadres d'action

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Bénin	Le manque de données environnementales est considéré comme un obstacle à l'élaboration de stratégies de développement durable
Madagascar	La mise en place d'infrastructures comme des systèmes utilisant les énergies renouvelables est particulièrement coûteuse
Mali	La pandémie de COVID-19 a contribué à une contraction de l'économie, ce qui a affecté la capacité de mobiliser les ressources nationales nécessaires et compromis les progrès accomplis dans la réalisation des ODD
République démocratique du Congo	Le manque de financements et de connaissances scientifiques sur les effets attendus du changement climatique entrave la mise en œuvre de projets de développement durable nécessaires Le manque de financements pose des difficultés pour l'acquisition d'infrastructures modernes dans le domaine de la durabilité
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	L'Aide pour le commerce, l'investissement étranger direct et la coopération internationale peuvent contribuer à atténuer les problèmes liés au transfert de technologie en exploitant le renforcement des capacités technologiques nationales
Paraguay	Les engagements existants (par exemple les incitations fiscales pour favoriser l'investissement) imposent des contraintes financières qui restreignent les politiques publiques visant à promouvoir la transition vers un développement sobre en carbone

Intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies de développement durable des pays en développement

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015) considère le commerce international comme « un moteur de la croissance économique pour tous et un moyen de réduire la pauvreté ; il contribue au développement durable. » Le Programme identifie explicitement le commerce comme l'un des principaux éléments favorisant la mise en œuvre des ODD. Le commerce a également été reconnu comme étant une variable importante de la dimension environnementale du développement durable.

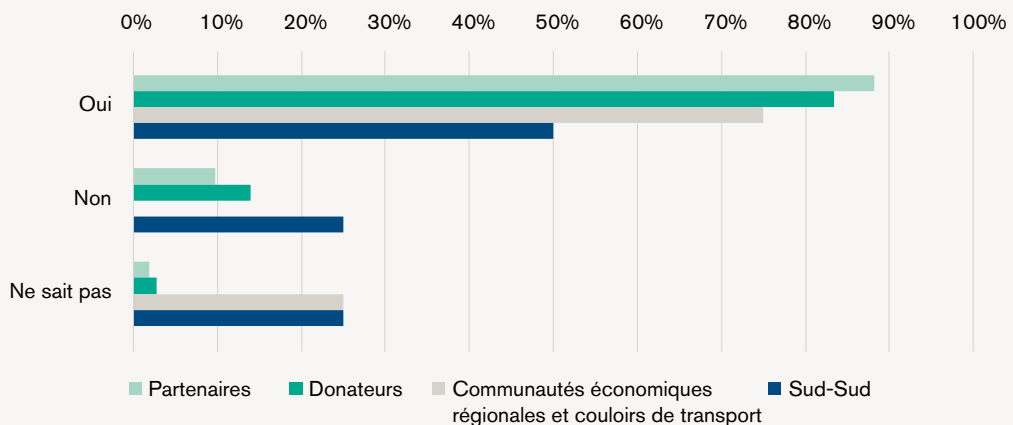
Dans une publication conjointe, l'OMC et le PNUE identifient le commerce comme un facilitateur essentiel dans la création et l'expansion de marchés pour les produits durables et notent que le « commerce peut accélérer la diffusion de biens et de services là où ils sont le plus nécessaires et stimuler les

capacités de production locales » (OMC/PNUE, 2018). Le rapport identifie également le commerce comme un facilitateur essentiel dans la création et l'expansion de marchés pour les produits durables.

L'exercice de suivi et d'évaluation montre que des progrès sont faits pour intégrer le commerce dans les politiques et les objectifs de développement durable. Sur les 51 pays en développement qui ont répondu au questionnaire, 45 indiquent que leurs stratégies, politiques ou plans nationaux de développement durable contiennent des objectifs commerciaux (voir la figure 2 et l'encadré 2).

Les réponses des partenaires au questionnaire établissent un lien entre le commerce et le développement durable, en particulier pour les pays dépendants des exportations dans les secteurs de la sylviculture, de la pêche de

Figure 2 : Pourcentage des participants à l'Aide pour le commerce dont les stratégies de développement durable contiennent des objectifs commerciaux



Source : Secrétariat de l'OMC.

Encadré 2

Perspectives de la Banque mondiale sur les liens entre la politique commerciale et le changement climatique

Puisque le commerce et les chaînes de valeur mondiales jouent un rôle majeur dans les changements d'affectation des terres et l'utilisation des ressources naturelles renouvelables, les pays exportateurs et importateurs doivent tous aligner leurs politiques commerciales sur les politiques nationales de développement durable. De nouvelles possibilités commerciales se présenteront pour les pays en développement dans un contexte d'adaptation du monde au changement climatique.

Si le commerce contribue au changement climatique, il peut également être une partie importante de la solution en facilitant l'atténuation et l'adaptation. Les échanges mondiaux de biens et services environnementaux atteignent déjà 1 000 milliards de dollars EU, et ils continuent d'augmenter. Libéraliser le commerce lors de crises résultant du changement climatique peut contribuer à la fourniture de biens essentiels dans les zones affectées par des catastrophes et soutenir la reprise.

Une multitude de mesures peuvent être prises, notamment :

- Réduire les coûts du commerce à la frontière pour promouvoir les échanges, abaisser les droits de douane et diminuer les obstacles non tarifaires visant les importations incorporant de nouvelles technologies peut favoriser l'augmentation de la productivité et l'adaptation.
- Identifier et développer des biens et des services à faibles émissions de carbone qui peuvent contribuer à réduire la dépendance à l'égard des avantages comparatifs vulnérables face au changement climatique.
- Conclure des accords d'intégration mondiaux et régionaux pour élaborer des normes communes concernant les biens et services environnementaux et pour résoudre les difficultés liées aux incidences transfrontalières (par exemple le déboisement).
- Soutenir un développement vert, résilient et inclusif au moyen de réformes commerciales qui réduisent le déséquilibre actuel en faveur des marchandises en amont à forte intensité de carbone. Ces mesures peuvent aussi soutenir une libéralisation du commerce respectueuse de l'environnement en mettant l'accent sur les biens et services présentant un intérêt prioritaire pour les exportateurs des pays en développement.
- Examen par les pays des mesures liées au commerce, comme les droits de propriété intellectuelle, susceptibles de restreindre la diffusion des technologies propres dans les pays en développement.

Il est essentiel pour les pays en développement de comprendre les risques et les possibilités que représente l'atténuation des effets du changement climatique pour leurs stratégies commerciales et de développement. Des études ciblées par pays sont un moyen utile pour avancer vers un dialogue plus vaste sur les manières d'accroître les capacités et pour identifier les possibilités à travers lesquelles la réduction des émissions de carbone peut accroître la compétitivité dans un monde soumis aux contraintes climatiques.

Ces études sont également essentielles pour comprendre les investissements dans les dispositifs de mesure du carbone, nécessaires pour vérifier l'efficacité des résultats en matière d'émissions de carbone. Elles permettront aussi de mener des réformes de politique commerciale et en matière de facilitation des échanges qui favoriseront l'adaptation et l'accès à des technologies et des techniques essentielles.

Source : Banque mondiale (2021b).

l'agriculture (voir le tableau 5 pour plus de détails). De manière générale, le questionnaire révèle les éléments suivants :

- Trois des quatre réponses fournies par des acteurs régionaux indiquent la présence d'objectifs commerciaux dans leurs stratégies de développement durable.
- Les réponses des pays en développement sans littoral mentionnent également des objectifs commerciaux dans les cadres nationaux pour la durabilité.
- Les réponses des participants d'Afrique (92%) et d'Asie et du Pacifique (78%) font état de l'intégration d'objectifs commerciaux dans leurs stratégies de développement durable.

Tableau 5 : Intégration d'objectifs commerciaux dans les stratégies de développement durable des pays en développement

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
République démocratique du Congo	Le Fonds forestier national finance le reboisement et mène des études pour promouvoir la durabilité et la légalité du commerce du bois avec les marchés européens
Sénégal	Mise en œuvre de pratiques commerciales durables dans le cadre du développement de circuits d'exportation pour le bois, le charbon de bois, les denrées sauvages, et les produits de l'agriculture et de l'élevage
Zambie	De nombreuses mesures d'intervention visent à mettre fin à l'utilisation non durable des ressources naturelles, y compris à travers le commerce
Amérique latine et Caraïbes	
Sainte-Lucie	Le plan national lancé en 2018 vise à faire face, de manière intégrée et coordonnée, aux risques critiques et aux priorités de développement liés au changement climatique Le commerce occupe une place importante dans le contexte du tourisme Les interventions vont dans le sens de la création d'un mécanisme de compensation du carbone pour annuler les émissions produites dans le cadre du transport aérien entrant et sortant, les fonds collectés par le biais de ce programme étant utilisés pour financer des initiatives locales pour le reboisement ou les énergies renouvelables

Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales

Les réponses au questionnaire indiquent que les parties prenantes de l'Aide pour le commerce reconnaissent l'importance d'intégrer une perspective environnementale dans les stratégies et les objectifs commerciaux :

- 35 pays en développement déclarent que leurs objectifs commerciaux tiennent compte de la dimension environnementale du développement durable ;
- 23 pays en développement déclarent que les stratégies, politiques et objectifs des pouvoirs publics en matière de développement durable reposent sur une coordination et un dialogue intenses ;
- 22 donateurs déclarent que leurs discussions avec les pays en développement tiennent compte de la dimension environnementale du développement durable.

Les réponses à l'exercice de suivi et d'évaluation indiquent également que les stratégies d'exportation des pays en développement reflètent leurs

préoccupations environnementales et mettent l'accent sur les interactions entre les préoccupations environnementales, le développement durable et les objectifs commerciaux (voir le tableau 6 pour plus de détails). Parmi les stratégies citées en exemple par les pays en développement dans leurs réponses, on peut citer :

- encourager les entreprises nationales à adopter les normes environnementales internationales qui renforcent la durabilité et augmentent la compétitivité des exportations ;
- promouvoir des comportements commerciaux respectueux de l'environnement et éthiques chez tous les acteurs de la chaîne de valeur des exportations ;
- mettre en place des mécanismes de coordination systématiques pour soutenir le développement durable ;
- inclure les questions commerciales dans les discussions ;
- créer des comités interministériels pour la coordination et la mise en œuvre.



Capter l'énergie géothermique à des profondeurs de 2 km contribuera aux objectifs d'atténuation du changement climatique, Muara Laboh (Indonésie).

Tableau 6 : Intégration des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	Les objectifs de développement durable sont désignés comme des priorités dans le Rapport national sur l'exportation de produits verts, qui examine principalement les chaînes de valeur du café et des légumes
Mali	La politique commerciale tient compte de la dimension environnementale dans son objectif général de créer un environnement propice au développement du commerce en vue de le voir contribuer à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté
Maurice, Zambie	Un comité interministériel chargé de la coordination et de la mise en œuvre a été créé
Asie et Pacifique	
Bangladesh	La politique d'exportation encourage les entreprises nationales à adopter les normes environnementales internationales qui renforcent la durabilité et augmentent la compétitivité des exportations
Fidji	Les objectifs environnementaux sont intégrés dans les politiques commerciales
Népal	L'un des principes directeurs de la politique commerciale consiste à assurer un développement durable, la protection de l'environnement et le respect des objectifs environnementaux, y compris le respect des accords environnementaux multilatéraux tels que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et le Protocole de Montréal
Pakistan	La politique commerciale fait référence à l'importance de la durabilité environnementale Un comité interministériel chargé de la coordination et de la mise en œuvre a été créé
Papouasie-Nouvelle-Guinée	La politique commerciale contient un chapitre qui souligne les interactions entre les objectifs du commerce et du développement durable pour faire respecter la législation environnementale dans un contexte commercial
Amérique latine et Caraïbes	
Guatemala	Le comité pour le commerce et le développement durable est l'organisme central chargé d'examiner les liens entre les engagements environnementaux et le commerce
Pérou	La politique d'exportation vise à promouvoir des comportements commerciaux respectueux de l'environnement et éthiques chez tous les acteurs de la chaîne de valeur des exportations La politique d'exportation promeut le développement d'une gamme d'exportations compétitives et durables : ▪ en gérant les normes internationales applicables à l'offre exportable ▪ en développant la capacité d'exportation de produits issus de la biodiversité ▪ en encourageant la durabilité dans le développement d'une offre exportable La politique d'exportation réduit au minimum l'utilisation des ressources et préserve la qualité des sols, de l'air et de l'eau, tout en assurant la compétitivité des exportations
Donateurs	
Banque interaméricaine de développement	Le Cadre sectoriel pour l'intégration et le commerce met en avant les objectifs commerciaux qui tiennent compte de la dimension environnementale (BID, 2019) Le dialogue régional annuel sur les politiques qui a eu lieu en 2021 a mis l'accent sur les considérations environnementales du programme sur le commerce de l'Amérique latine et des Caraïbes, et les membres ont discuté des mesures de politique commerciale adoptées pour faire avancer les objectifs de politique publique en matière d'environnement et de changement climatique

Intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies d'Aide pour le commerce des donateurs

Les réponses au questionnaire indiquent que des objectifs environnementaux sont intégrés dans les stratégies des donateurs en matière de développement durable et d'Aide pour le commerce :

- l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) est ciblé explicitement dans les stratégies de développement de 22 donateurs ;
- les ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et 12 (consommation et production responsables) sont des objectifs dans les efforts de développement de 22 donateurs.

Les réponses au questionnaire indiquent que les objectifs commerciaux de 36 donateurs font partie de leur politique stratégique en matière de développement durable (voir le tableau 7 pour plus de détails). Les ambitions suivantes en sont des exemples :

- un commerce transfrontières qui contribue à promouvoir le développement durable (en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation) ;
- une utilisation durable des services écosystémiques et des ressources naturelles ;
- une réglementation transparente et efficace des investissements et des échanges visant les ressources naturelles ;
- l'incorporation des principes de durabilité dans les accords commerciaux ;
- la construction et l'entretien d'infrastructures durables sur le plan social et environnemental ;
- l'intégration de clauses et de priorités axées sur la durabilité dans les objectifs commerciaux.

L'ostréiculture nécessite la surveillance de la température et de l'eau permettant la reproduction et la fertilisation, pour une maturation accélérée des huîtres (près de Fidji).





Préparation des carottes pour le marché à Chimaltenango (Guatemala).

Tableau 7 : Intégration des objectifs environnementaux et commerciaux dans les stratégies d'Aide pour le commerce des donateurs

Donateurs	Réponses au questionnaire
Allemagne	La stratégie d'Aide pour le commerce donne la priorité aux ODD pour parvenir à un développement durable
Banque asiatique de développement	Les objectifs institutionnels critiques sont notamment les suivants (BAsD, 2019a) : ▪ atténuer le changement climatique ▪ développer la résilience face au climat et aux catastrophes ▪ renforcer la durabilité environnementale Des clauses et des priorités axées sur la durabilité sont intégrées dans le Programme de financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement
Banque interaméricaine de développement	Le Cadre sectoriel pour l'intégration et le commerce donne la priorité à la construction et à l'entretien d'infrastructures durables sur le plan social et environnemental (BID, 2019)
Banque mondiale	La Banque mondiale souhaite soutenir les pays et les clients du secteur privé en maximisant les effets du financement de l'action climatique, tout en améliorant l'adaptation et la résilience, et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (Banque mondiale, 2021a)
Canada	La stratégie de développement préconise d'incorporer des objectifs de durabilité dans les accords de libre-échange
Suède	La politique de développement préconise une utilisation durable des services écosystémiques et des ressources naturelles, y compris grâce à une réglementation transparente et efficace des investissements et des échanges concernant les ressources naturelles
Suisse	Les principes de transparence et de durabilité (en particulier environnementale) constituent des piliers essentiels de la mise en œuvre du Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables (OCDE/FAO, 2016)
Union européenne	Les programmes prévoient : ▪ d'empêcher le commerce illicite des espèces sauvages ▪ de réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts ▪ de conclure des accords de partenariat volontaires pour remédier à l'exploitation forestière illégale et au commerce illicite de produits du bois Le Pacte vert pour l'Europe (Commission européenne, 2019a) souligne : ▪ l'objectif de faire de l'Accord de Paris un élément essentiel de tous les accords commerciaux globaux futurs ▪ le rôle important de la politique commerciale et de l'OMC pour faire progresser des objectifs ambitieux en matière d'environnement, de climat et d'énergie

Intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans les stratégies de développement durable

Les réponses au questionnaire viennent de 42 pays en développement et 28 donateurs, et indiquent que les politiques existantes qui tiennent compte de la dimension environnementale du développement durable promeuvent également l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes (voir le tableau 8 pour plus de détails). On peut citer les exemples de stratégies suivants :

- intégrer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes dans les objectifs environnementaux ;
- exiger des évaluations de la situation et des plans d'action en matière d'égalité des genres au niveau des projets ;
- intégrer l'égalité des genres dans les politiques et les normes ;
- donner la priorité à l'autonomisation économique des femmes dans les processus budgétaires.

On perçoit une tendance à examiner de manière plus approfondie la « qualité » du développement,

qui est valorisée, et la durabilité des chaînes d'approvisionnement, notamment de la part des donateurs bilatéraux. Une caractéristique essentielle de ce processus est que des efforts concertés sont faits par les pays en développement et leurs partenaires de financement pour intégrer les objectifs d'autonomisation économique des femmes dans les programmes de financement liés au climat.

« Des efforts concertés sont déployés pour intégrer les objectifs d'autonomisation économique des femmes dans les programmes de financement liés au climat. »

Tableau 8 : Intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans les stratégies de développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Guinée équatoriale	La stratégie de développement fait référence à l'autonomisation économique des femmes et à la durabilité
Madagascar	Mise en œuvre d'évaluations de la compatibilité des investissements au regard des questions environnementales, les questions de genre étant intégrées au processus
Mali	Les stratégies pour l'environnement et l'emploi énoncent des objectifs en matière d'autonomisation économique des femmes et de durabilité
Asie et Pacifique	
Indonésie	Mise en œuvre d'un suivi des dépenses budgétaires consacrées au climat axé sur les questions de genre pour donner la priorité à l'autonomisation des femmes dans le processus budgétaire

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	A ratifié ses engagements au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour intégrer les questions de genre à tous les niveaux de la gestion du changement climatique, conformément à la Décision n° 20 de la COP26 « Questions de genre et changements climatiques »
Guatemala	Le comité pour le commerce et le développement durable est l'organisme central chargé d'examiner les liens entre les engagements environnementaux et le commerce
Pérou	La stratégie environnementale intègre les priorités liées aux questions de genre et aux questions interculturelles dans les objectifs en matière de changement climatique
Donateurs	
Allemagne	La stratégie de développement cherche à faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement mondiales tiennent compte des questions de genre et de la durabilité écologique (BMZ, 2016)
Australie	Mène des activités d'Aide pour le commerce qui combinent l'autonomisation économique des femmes et les objectifs environnementaux : ▪ Programme d'accès aux marchés horticoles et agricoles du Pacifique (PHAMA) Plus ▪ Partenariat australien pour le financement de l'action climatique
Banque asiatique de développement	Gère le Partenariat australien pour le financement de l'action climatique, qui soutient l'égalité des genres et l'amélioration des possibilités économiques pour les femmes et les jeunes filles
Banque interaméricaine de développement	Parmi les projets approuvés en 2021 : ▪ 70% avaient au moins une composante visant à lutter contre le changement climatique ▪ 75% traitaient des questions de genre
Canada	A contribué à l'adoption d'une mise à jour de la politique relative à l'égalité des genres dans le cadre du Fonds vert pour le climat (FVC, 2019), qui impose des évaluations de la situation et des actions en matière d'égalité des genres au niveau des projets
États-Unis	Le modèle de l'USAID pour l'examen environnemental initial fournit des renseignements additionnels sur la manière dont ses processus obligatoires en matière de respect de l'environnement intègrent les questions de genre
Norvège	La stratégie de développement définit le cadre des efforts internationaux en matière d'égalité des genres et un nouveau plan d'action est en cours d'élaboration
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Le programme mondial pour l'autonomisation économique des femmes dans l'industrie verte (ONUFI, 2021) mène des études nationales pour aider les décideurs et les professionnels à mettre en place des cadres qui intègrent le genre dans les politiques de l'industrie verte
Suède	Soutient l'Organisation internationale de normalisation dans l'élaboration de normes volontaires qui intègrent à la fois la dimension environnementale et la dimension de genre, et de normes qui tiennent compte des questions de genre
Union européenne	L'autonomisation économique des femmes et la durabilité environnementale ont été intégrées à toutes les actions de l'UE

Intégration des objectifs de l'économie circulaire dans les stratégies de développement

En tout, 23 des pays en développement ayant répondu (dont 10 PMA) indiquent avoir des stratégies, des politiques ou des objectifs relatifs à l'économie circulaire dans leur cadre national de développement (voir le tableau 9 pour plus de détails). En outre, 22 donateurs, 2 communautés économiques régionales ou corridors de transport, et 1 partenaire Sud-Sud mentionnent également des objectifs relatifs à l'économie circulaire. Ci-après, quelques exemples d'initiatives :

- l'Alliance africaine pour l'économie circulaire est une coalition de nations africaines dirigée par les gouvernements, qui vise à promouvoir l'adoption sur tout le continent des pratiques

de l'économie circulaire et met l'accent sur les systèmes alimentaires, les plastiques et les emballages, l'électronique, la mode et les textiles, et l'environnement bâti ;

- le Programme d'infrastructure dans la région du Pacifique soutient le développement d'un réseau régional pour la circulation et le recyclage des ressources grâce à la récupération des ressources provenant des flux de déchets solides des économies des îles du Pacifique.

Une analyse des réponses au questionnaire montre que la plupart des parties prenantes de l'Aide pour le commerce associent les pratiques de l'économie circulaire et la gestion des déchets.

Tableau 9 : Intégration des objectifs de l'économie circulaire dans les stratégies de développement

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Côte d'Ivoire	Les politiques de recyclage des déchets et de récupération des eaux usées ont des objectifs relatifs à l'économie circulaire
Asie et Pacifique	
Philippines	Les politiques de gestion des déchets solides, telles que la Loi de 2000 sur la gestion écologique des déchets solides, la Loi de 1990 réglementant les substances toxiques et les déchets dangereux et nucléaires, ainsi que des marchés publics durables promeuvent les pratiques de l'économie circulaire
Donateurs	
Australie	Les projets soutiennent les collaborations avec le secteur privé et les entrepreneurs pour développer des solutions innovantes en vue d'une utilisation plus efficace des ressources
Banque asiatique de développement	La BASD est en train d'élaborer un cadre pour l'économie circulaire en vue de soutenir l'investissement et les activités d'assistance technique
Canada	Projets visant à soutenir les collaborations avec le secteur et les entrepreneurs privés afin de promouvoir l'économie circulaire dans l'utilisation des matières plastiques et des produits en plastique
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Soutient l'économie circulaire (ONUDI, 2019), y compris à travers l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources et des travaux de sa Division de l'utilisation rationnelle des ressources industrielles
Pays-Bas	La stratégie de développement et les objectifs de l'Aide pour le commerce relatifs à l'économie circulaire sont conformes à la feuille de route du gouvernement vers une économie circulaire d'ici à 2050 Membre de la plate-forme pour l'accélération de l'économie circulaire
Union européenne	Adoption de son Plan d'action pour une économie circulaire

Transition vers une économie durable

La transition vers une croissance sobre en carbone et des processus de production respectueux de l'environnement aura probablement des conséquences majeures sur le commerce. La transformation encouragera une modification de la structure de la demande, qui entraînera une hausse de la demande de nombreuses marchandises et ressources (par exemple les minéraux et les terres rares nécessaires à la transition énergétique), y compris pour les matériaux recyclés, tandis que d'autres connaîtront un déclin (par exemple les hydrocarbures). Cela ouvrira également la voie à une transformation accélérée vers un commerce qui donne davantage la priorité à l'examen des chaînes d'approvisionnement, au respect des normes et aux principes de l'économie circulaire.

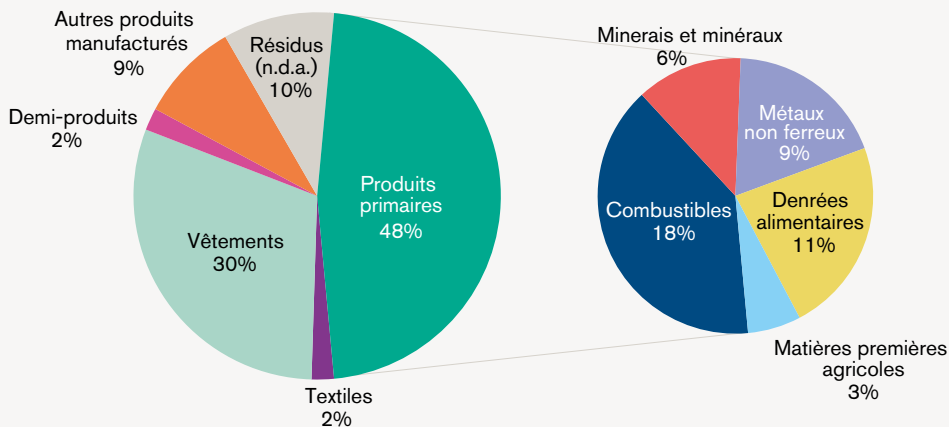
Les réponses au questionnaire révèlent le point de vue des parties prenantes sur la manière dont la transition vers un développement durable pourrait les affecter au niveau sectoriel, tant pour ce qui est des possibilités que des difficultés (voir le tableau 10 pour plus de détails).

Dépendance sectorielle

Pour certains pays en développement, cette évolution de la structure de la demande mondiale est source de préoccupation en raison de leur dépendance à l'égard des exportations d'une gamme restreinte de produits. Les statistiques de l'OMC indiquent que les produits primaires faisant intervenir des activités minières ou agricoles représentent près de la moitié de l'ensemble des exportations des PMA. Une forte concentration des produits dans les secteurs sensibles aux risques environnementaux expose les PMA à la volatilité des exportations causée par les effets du changement climatique et la transition vers une croissance sobre en carbone (voir la figure 3).

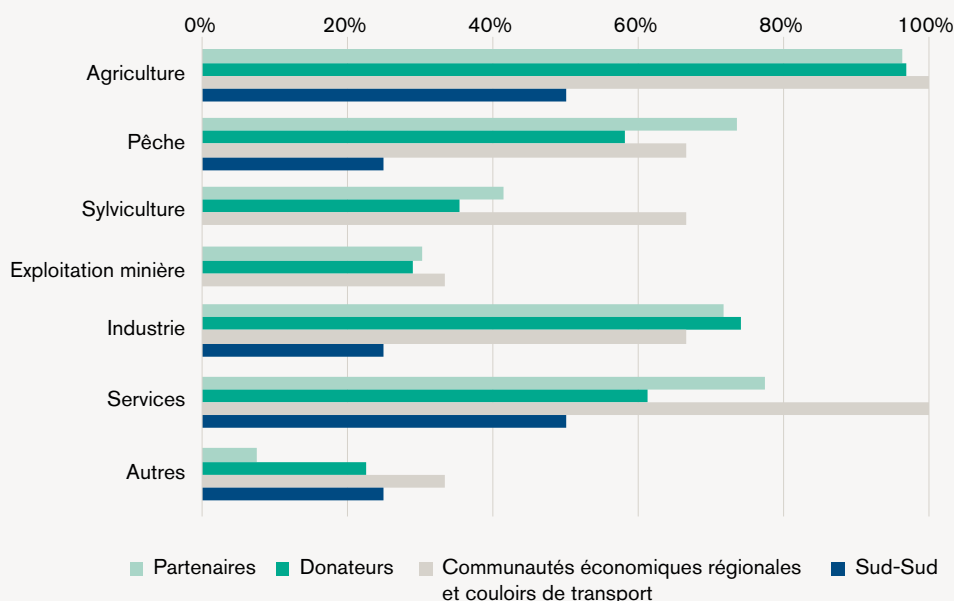
D'autres petites économies (par exemple la catégorie des petits États insulaires en développement) sont confrontées à des difficultés similaires, et pas seulement du côté des exportations. Par exemple, Sainte-Lucie a noté qu'elle était entièrement dépendante des importations de combustibles fossiles pour ses

Figure 3 : Dépendance des pays les moins avancés par rapport aux exportations d'une gamme restreinte de produits



Source : Base de données COMTRADE de l'ONU.

Figure 4 : Secteurs qui devraient bénéficier d'une transition vers un développement durable, par catégorie de participant ayant répondu



Source : Secrétariat de l'OMC.

besoins en énergie. Le coût annuel global de ses importations d'énergie est estimé à 513,9 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 23,9% des importations totales. Dans ce contexte, une transition verte réduirait la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et contribuerait dans le même temps à réduire les pressions sur la balance des paiements.

Au total, 51 des 53 partenaires (96%), 30 des 31 donateurs (97%) et plus de 95% des réponses des participants d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes, indiquent que l'agriculture présente un potentiel élevé pour la diversification de l'économie et des exportations dans le cadre d'une transition vers un développement durable (voir la figure 4).

La perception qu'ont les partenaires des possibilités des différents secteurs est corrélée aux facteurs dont ils sont dotés. Par exemple, la République démocratique du Congo note que déployer des pratiques agricoles durables lui

permet d'obtenir des avantages au niveau national en raison des grandes quantités de terres arables et de son climat favorable. Ces atouts devraient contribuer à stimuler la production agricole et procurer plusieurs avantages dans le contexte de la diversification de l'économie.

Le Yémen note que le secteur agricole est essentiel pour le développement durable car c'est le principal employeur. La Zambie exprime des vues similaires et fait part de la nécessité de soutenir ce secteur pour garantir les perspectives économiques et l'approvisionnement alimentaire, et pour renforcer le potentiel d'exportation du secteur. Pour promouvoir une agriculture durable et la diversification des exportations en Guinée équatoriale, le Cadre intégré renforcé (CIR) a financé un projet d'Aide pour le commerce (voir l'encadré 3).

Encadré 3

Promouvoir une agriculture durable et la diversification des exportations en Guinée équatoriale

La valeur de ce projet sur trois ans est d'environ 1,4 million de dollars EU; il est dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Ministère du commerce, avec le soutien du Ministère de l'agriculture. En coordination avec le CIR, le projet doit accroître la capacité de production de la Guinée équatoriale en appliquant des méthodes de production agroécologiques durables et des innovations après récolte :

- en introduisant des systèmes innovants et en permettant le transfert de technologie pour les systèmes de production et de commerce dans des secteurs sélectionnés (animaux, produits végétaux) ;
- en promouvant des sources de revenus sûres grâce au renforcement des chaînes de valeur agricoles et à une approche inclusive et participative de la formation.

Le projet bénéficiera directement à plus de 300 entrepreneurs agricoles, qui seront répartis en 10 groupes de 30 personnes (femmes, jeunes, mixte) et 25 techniciens, ainsi que de responsables gouvernementaux.



Secteurs de la pêche et du tourisme

Les secteurs de la pêche et du tourisme apparaissent également comme étant un domaine pour le développement durable. Les réponses des neuf petits États insulaires en développement soulignent l'importance du potentiel de diversification économique et d'exportation de ces secteurs dans la transition vers le développement durable, comprenant ce qui suit :

- poursuivre les principes de durabilité pour préserver les stocks de poissons et permettre un flux durable d'exportations de poisson ;

Propriétaire de l'entreprise de pêche Lady Edwina sur le marché aux poissons d'Apia (Samoa).

- créer une économie bleue durable, dans laquelle on favorise la croissance économique tout en garantissant la durabilité des ressources marines ;
- développer l'écotourisme en tant qu'outil pour atténuer la perte de biodiversité ;
- diversifier dans d'autres secteurs de services afin d'assurer la résilience et la croissance.

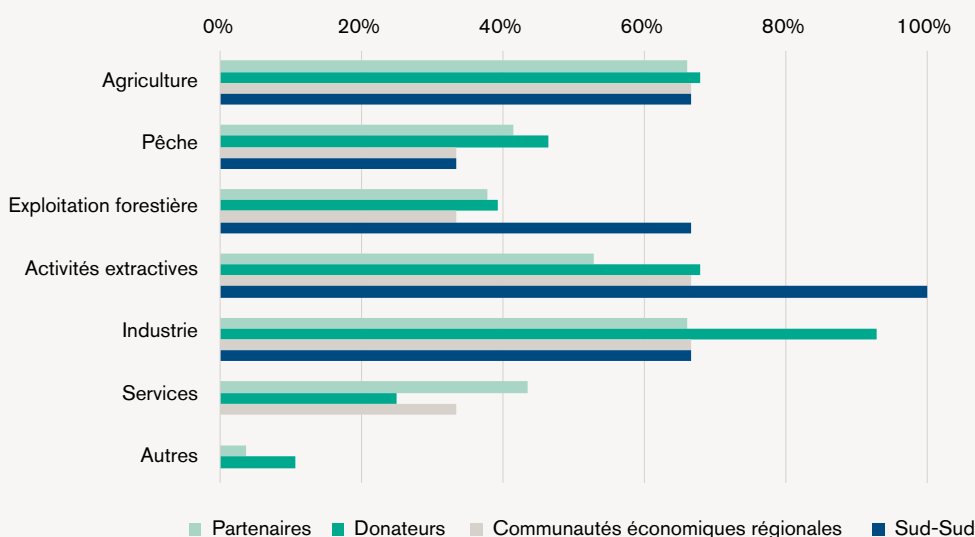
Les réponses au questionnaire indiquent que de nombreux donateurs ont intensifié leurs activités pour soutenir une transition vers le développement durable. Des initiatives récentes dirigées par l'Australie, avec des pays du Pacifique, des organisations régionales et des banques multilatérales de développement, ont été axées sur la durabilité des stocks de poissons. L'objectif consiste à garantir des flux de revenus à long terme et à améliorer l'accès aux marchés.

Secteur agricole et secteur industriel

Il y a une prise de conscience croissante quant aux possibilités commerciales et aux risques en jeu pendant la transition vers le développement durable. L'agriculture est un secteur qui tirerait parti de cette évolution et qui a un potentiel économique et de diversification des exportations, selon les participants. En revanche, parvenir à une industrialisation durable est reconnu par tous les participants comme une tâche plus difficile (voir la figure 5).

Les perceptions des pays en développement sont influencées par les avantages comparatifs existants et les empreintes commerciales. Parmi les pays en développement participants, 30 indiquent que les secteurs de l'agriculture et de l'industrie sont confrontés au défi le plus grand en ce qui concerne la transition vers le développement durable. Ils ont souligné ce qui suit :

Figure 5 : Secteurs économiques qui ont le plus de difficultés pour la transition vers le développement durable, par catégorie de participants



Source : Secrétariat de l'OMC.

- les petits exploitants peuvent avoir des difficultés à se conformer aux nouvelles réglementations agricoles introduites par les destinations d'exportation comme le marché de l'UE (voir l'encadré 4) ;
- il se peut que les études d'impact sur l'environnement pour les grandes exploitations minières et les investissements industriels doivent être revues pour une mise en conformité avec les nouvelles prescriptions ;
- les économies nationales qui dépendent fortement d'un secteur (par exemple les industries extractives pour la Zambie) peuvent faire face à des effets sociétaux graves si le volume des exportations se contracte ;
- trouver des investissements pour le passage à un développement durable est difficile pour les finances publiques.

Encadré 4

Mesures « De la ferme à la fourchette » au Pérou

Le Pérou s'attend à ce que les mesures « De la ferme à la fourchette » établies dans l'Union européenne réduisent les volumes d'exportation. Le marché de l'UE représente 55,7% des exportations totales de produits agricoles du Pérou. Ces mesures constituent des défis particuliers pour les entreprises et les chaînes d'approvisionnement péruviennes qui ne sont pas suffisamment familiarisées avec les nouvelles prescriptions relatives aux produits.

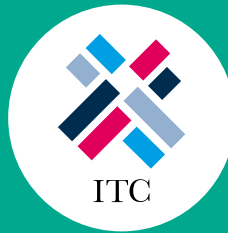
Étant donné que près de 97% de la main d'œuvre agricole du Pérou travaille dans de petites exploitations familiales, il y aura une incidence négative sur le développement.

Au Pérou, un producteur de cacao inspecte la qualité de la cabosse.



Tableau 10 : Défis sectoriels liés à la transition vers le développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Comores	Le plan de développement est la création d'une économie bleue durable et le développement de l'écotourisme en tant qu'outil pour atténuer la perte de biodiversité
Guinée équatoriale	Trouver des investissements pour le passage à un développement durable s'avère un défi en raison de l'épuisement des finances publiques après la COVID-19
Madagascar	Il se peut que les études d'impact sur l'environnement pour les grandes exploitations minières et les investissements industriels doivent être revues pour une mise en conformité avec les nouvelles prescriptions
Maurice	Poursuivre les principes de durabilité peut aider à préserver les stocks de poissons et permettre un flux durable d'exportations de poisson
Sainte-Lucie	Bien que le tourisme joue un rôle important, la diversification dans d'autres secteurs de services est essentielle pour assurer la résilience et la croissance (par exemple technologies de l'information et autres services professionnels) Le passage au développement durable dans le secteur industriel est entravé par le manque de capitaux pour moderniser les usines et réorganiser les processus de fabrication Manque de savoir-faire de compétences technologiques, en particulier dans les micro, petites et moyennes entreprises (représentant 80% des entreprises)
Zambie	La contraction des exportations minières aurait des effets sociétaux car le secteur contribue substantiellement à l'économie nationale
Amérique latine et Caraïbes	
Guatemala	Le manque de connaissances sur les nouvelles prescriptions pour le marché de l'UE (par exemple les pesticides soumis à des restrictions) va poser des problèmes en ce qui concerne le potentiel d'exportation si rien n'est fait pour y remédier
Pérou	Les entreprises et les chaînes d'approvisionnement ne sont pas suffisamment familiarisées avec les nouvelles prescriptions relatives aux produits pour le marché de l'UE
Donateurs	
Australie	Collaboration avec des pays du Pacifique, des organisations régionales et des banques multilatérales de développement pour assurer la durabilité des stocks de poissons, créer des flux de revenus à long terme et améliorer l'accès aux marchés Secteur de la pêche principalement soutenu par des partenariats avec la Communauté du Pacifique et l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique
Centre du commerce international	La stratégie GreenToCompete soutient les micro, petites et moyennes entreprises dans le cadre de la transition économique verte Les travaux sur l'efficacité des ressources et la production circulaire ont aidé plus de 400 entreprises à améliorer leur empreinte environnementale



AVIS D'EXPERT

Activités de GreenToCompete

Sarah Mohan, administratrice de projet adjointe, et Barbara Ramos, cheffe de la recherche et des stratégies pour les exportations, ITC

Les effets du changement climatique ne sont pas les mêmes pour tous. Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en développement sont confrontées à des menaces physiques liées au climat, comme des phénomènes météorologiques extrêmes. Elles sont aussi les destinataires des mesures actuellement négociées pour lutter contre les dommages liés au réchauffement de la planète. Les gouvernements élaborent des règlements visant à réduire les émissions. Les principaux acheteurs recherchent des fournisseurs offrant des garanties en termes de climat (Lund *et al.*, 2020). Les politiques commerciales liées au climat pourraient finir par affecter les exportations des pays en développement.*

Dans ce contexte, de nombreux MPME perçoivent les changements environnementaux comme un risque pour la compétitivité. En moyenne, 68% des entreprises interrogées pour les enquêtes du Centre du commerce international (ITC) sur la compétitivité des PME en Afrique subsaharienne ont cité des risques physiques importants pour leurs entreprises en ce qui concerne l'environnement, un taux plus élevé que les 54% enregistrés dans les pays développés (Groupe AXA et PNUE, 2015 ; ITC, 2019). La politique était également un sujet de préoccupation, un quart des MPME estimant que la réglementation environnementale constituait un obstacle à leurs activités commerciales.

Bien que de nombreuses MPME soient préoccupées par les conséquences du changement climatique, la plupart n'ont pas encore investi dans des mesures pour se préparer à ce changement. 60% des grandes entreprises ont indiqué qu'elles avaient investi dans au moins une mesure pour

réduire leur exposition aux risques environnementaux, d'après les données de l'ITC. En comparaison, seulement 38% des MPME avaient fait de même.

L'ITC s'efforce de placer les MPME dans la partie gagnante du bilan de l'avenir de la planète. GreenToCompete est la stratégie de l'ITC visant à aider les MPME des pays en développement à tirer parti du commerce pour une transition verte. Mettant l'accent sur le changement climatique, la circularité et la biodiversité, GreenToCompete soutient les pays à trois niveaux: l'entreprise, l'écosystème commercial et la politique générale.

Premièrement, l'ITC permet aux MPME de soutenir la concurrence à travers des pratiques commerciales et des financements verts qui permettent de trouver des solutions aux problèmes environnementaux. Deuxièmement, l'ITC collabore avec les parties prenantes de l'écosystème commercial, y compris les partenaires sur les marchés, pour débloquer les services et les connexions dont les MPME ont besoin pour créer des possibilités commerciales vertes. Enfin, le soutien de l'ITC renforce la capacité des parties prenantes des pays en développement de défendre les intérêts des MPME dans les cadres de politiques climatiques.

L'outil d'évaluation de la compétitivité climatique de l'ITC, son coaching sur l'efficacité des ressources et l'économie circulaire ainsi que Standards Map, entre autres, aident les MPME à renforcer leur compétitivité climatique. En plaçant les MPME au cœur d'une transition verte, on peut à la fois remédier à la crise climatique et renforcer la compétitivité des entreprises dont une grande partie de la population mondiale dépend.

* Ces mesures, connues sous le nom d'ajustements carbone aux frontières, ont à ce jour exclu la plupart des secteurs pertinents pour les MPME dans les pays en développement. Toutefois, il peut y avoir des conséquences à long terme pour les pays en développement et les MPME dans ces pays (voir PNUE/OMC (2009) et <https://intracen.org/news-and-events/events/demystifying-the-eus-carbon-policies-and-impact-on-trade>).

Financement des objectifs environnementaux dans les stratégies commerciales et de développement durable

Financement du climat

Le financement de l'action climatique est de plus en plus étroitement lié au financement de l'Aide pour le commerce, notamment dans le domaine des infrastructures pour les énergies renouvelables. La pauvreté énergétique est une contrainte majeure du côté de l'offre pour de nombreux pays en développement et l'un des nombreux points d'intersection entre l'Aide pour le commerce et le financement du climat.

Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour aider à financer la transition vers une économie sobre en carbone s'intensifie. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce et diverses parties prenantes clés peuvent jouer un rôle de catalyseur en aidant à mobiliser des financements pour les infrastructures vertes du côté de l'offre et en aidant le secteur privé à tirer parti des possibilités offertes par l'économie sobre en carbone.

Mobilisation du secteur privé

Le financement privé du climat est un domaine cible de croissance tel que défini dans le pacte de Glasgow pour le climat³, qui « appelle les banques multilatérales de développement, les autres institutions financières et le secteur privé à accroître la mobilisation des ressources financières afin de fournir les ressources nécessaires à la réalisation des plans climatiques, en particulier pour l'adaptation. »

La COP26 a également insisté sur les efforts croissants faits pour associer le secteur privé en tant qu'acteur pour atteindre les objectifs d'émissions nettes nulles et mobiliser des financements afin d'atteindre ces cibles, au moyen d'initiatives telles que la Glasgow

Financial Alliance for Net Zero, qui comprend plus de 450 entreprises de 45 pays contrôlant des actifs équivalents à 130 milliards de dollars EU. Elle engage les signataires à fixer des objectifs solides, fondés sur des données scientifiques et à court terme, en matière de changement climatique.

Divers résultats convenus à la COP26 portent sur des engagements du secteur privé, et les autres initiatives sont notamment les suivantes :

- la Global Energy Alliance for People and Planet, dirigée par la Fondation Rockefeller, qui a pour ambition d'étendre l'énergie propre à usage productif à 1 milliard de personnes mal desservies ;
- le Climate Finance Partnership Fund, géré par BlackRock, qui cherche activement à impliquer le secteur privé ;
- plus de 30 institutions financières, dotées de 8 700 milliards de dollars EU d'actifs mondiaux, qui se sont engagées à éliminer les investissements dans les activités liées à la déforestation ;
- six grands fabricants de véhicules et plus de 30 pays sont convenus d'accélérer la décarbonation du transport routier grâce au passage, au niveau mondial, à des véhicules à émissions nulles d'ici à 2040.

Selon la Climate Policy Initiative (Macquarie *et al.*, 2020), les activités liées au climat du secteur privé sont particulièrement courantes dans les domaines suivants :

- investissement dans les énergies renouvelables (principalement l'énergie éolienne terrestre et l'énergie solaire photovoltaïque, mais aussi la géothermie, la biomasse moderne, l'hydroélectricité de petite échelle et les biocarburants dans une moindre mesure) ;

- investissement dans l'efficacité énergétique (investissement dans les économies d'énergie pour les logements, les bâtiments, les transports et l'industrie) ; et
- gestion des déchets.

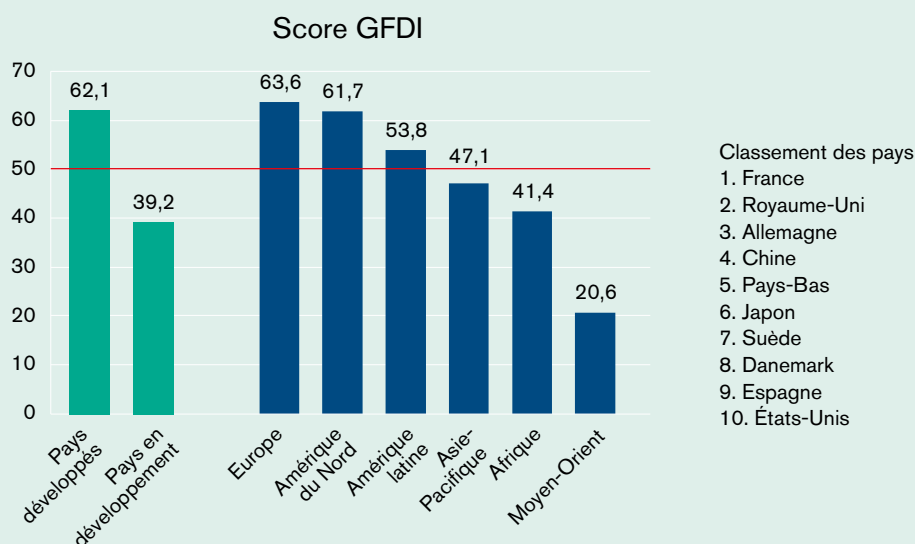
Indice mondial de développement de la finance verte

L'indice mondial de développement de la finance

verte, élaboré conjointement par l'International Finance Forum (IFF) et l'International Institute of Green Finance (IIGF) de la Central University of Finance and Economics (Beijing) est une mesure quantitative des progrès réalisés dans trois domaines: politique et stratégie; produit et marché; et coopération internationale. Il vise à fournir des renseignements cohérents sur le développement mondial de la finance verte (voir l'encadré 5).

Encadré 5

Indice mondial de développement de la finance verte (GFDI) et classement des pays



Les résultats montrent que le développement du financement vert est inégal, avec un GFDI moyen de 50 pour les 55 pays étudiés (voir la ligne rouge), et qu'il est plus élevé pour les pays développés et les régions d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'IFF indique un certain nombre de problèmes et de difficultés dans le développement mondial du financement vert, ainsi que certaines solutions possibles, notamment :

- la mise en place d'un cadre politique efficace ;
- la promotion de l'innovation financière en vue de développer des produits et des services de financement respectueux de l'environnement plus diversifiés ;
- la promotion de l'harmonisation des définitions et des normes de divulgation ;
- le renforcement de la coopération internationale pour le développement du financement vert.

Source : IFF (2021).

L'International Finance Forum (IFF, 2021) constate ce qui suit :

« Malgré les progrès encourageants, le développement du financement vert est confronté à de nombreux défis. Ceux-ci sont notamment un développement inégal d'un pays à l'autre, la diversité limitée des produits et des services, le manque de cohérence dans les définitions du financement vert et des normes de divulgation, et l'impact négatif de la pandémie de COVID-19. Pour relever ces défis, le rapport préconise un soutien continu à travers les politiques, plus d'innovations financières pour développer des produits et services de la finance verte diversifiés et une plus grande harmonisation des définitions de la finance verte et des normes de divulgation au niveau national et entre les pays. Il recommande aussi une coopération internationale plus étroite, en particulier pour l'harmonisation des définitions et des normes, la promotion de principes et de pratiques d'investissement sains, le développement du capital humain et le renforcement des capacités, la facilitation des flux financiers liés au climat vers les pays

à faible revenu et vulnérables, ainsi que l'amélioration des statistiques de la finance verte et de la collecte de données. »

Partenaires Sud-Sud et financement au titre de l'Aide pour le commerce

Les partenaires Sud-Sud intègrent également les préoccupations environnementales dans leur financement au titre de l'Aide pour le commerce. En 2021, la Chine a publié les *Green Development Guidelines for Overseas Investment and Cooperation*⁴ (Lignes directrices pour le développement vert concernant l'investissement à l'étranger et la coopération) (voir l'encadré 6) et un rapport sur l'initiative « Ceinture et route » de la Chine indique que 2020 a été la première année pour laquelle les investissements dans les énergies renouvelables dans les pays visés par cette initiative ont dépassé les investissements dans le charbon, et que, pendant le premier semestre de 2021, ces pays n'avaient reçu aucun financement lié au charbon (Nédopil Wang, 2022).

Panneaux solaires
photovoltaïques flottants
au Viet Nam.



Encadré 6

Lignes directrices pour le développement vert concernant l'investissement à l'étranger et la coopération

En 2021, le gouvernement chinois a publié une politique visant à encourager les entreprises chinoises à intégrer le développement vert dans l'ensemble du processus d'investissement à l'étranger et de coopération. Les lignes directrices pour le développement vert concernant l'investissement à l'étranger et la coopération* ont été publiées conjointement par le Ministère du commerce et celui de l'écologie et de l'environnement.

Les lignes directrices recommandent que les entreprises chinoises « suivent les règles internationales en matière d'environnement et encouragent les entreprises à adopter des normes internationales ou chinoises lorsqu'elles investissent dans des activités pour lesquelles les lois et réglementations locales sont inexistantes ou trop tolérantes ». Elles encouragent la pratique d'évaluations de l'impact sur l'environnement conformément aux normes acceptées au niveau international. En incluant les trois aspects environnementaux de la lutte contre la pollution, de la protection de l'environnement et du changement climatique, les lignes directrices innovaient en alignant l'investissement chinois à l'étranger sur l'Accord de Paris.

Elles recommandent que les entreprises chinoises soutiennent les investissements dans l'énergie solaire, l'énergie éolienne et d'autres formes d'énergie propre. Les lignes directrices portent également sur le commerce, exigeant des entreprises qu'elles accélèrent leur intégration dans la chaîne d'approvisionnement verte mondiale, procèdent à des achats verts et achètent des produits et des services respectueux de l'environnement. Elles s'adressent spécifiquement à certaines des plus grandes institutions financières : la Banque chinoise pour le développement, la Banque d'import-export de Chine et la Société chinoise d'assurance des exportations et du crédit (Sinosure).

En juin 2021, la Coalition pour le développement vert de l'initiative « Ceinture et route », ClientEarth et le Beijing Institute of Finance and Sustainability ont organisé un atelier de deux jours sur l'atténuation des risques environnementaux et climatiques avec les plus grandes institutions financières de l'initiative « Ceinture et route ». Bien que ce processus ne soit pas sans difficultés, ces institutions élaborent des politiques clés, comme la catégorisation de projets sur la base des risques pour l'environnement, des prescriptions relatives aux normes environnementales, des évaluations d'impact, des évaluations par des tiers, la divulgation de renseignements et la participation du public, des mécanismes de plainte et même les politiques d'exclusion des combustibles fossiles.

Source : Texte adapté de https://en.ndrc.gov.cn/news/mediarresources/202108/t20210810_1293453.html.

* Voir <https://www.clientearth.org/latest/documents/green-development-guidelines-for-overseas-investment-and-cooperation-english-translation>.

Gros plan : Travaux récemment menés à l'OMC en matière de commerce et d'environnement

La Décision ministérielle de 1994 sur le commerce et l'environnement* a établi le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) pour :

- « (a) identifier les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable ;
- (b) faire des recommandations appropriées pour déterminer s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire. »

Le CCE est ouvert à tous les Membres de l'OMC, et plusieurs organisations intergouvernementales y ont le statut d'observateur. Investi d'un large mandat, le CCE a contribué à définir et à comprendre la relation entre le commerce et l'environnement dans le but de favoriser le développement durable. Bien qu'il n'ait recommandé aucune modification des règles du système commercial multilatéral, ses travaux ont abouti à l'intégration de certaines questions relatives au commerce et à l'environnement dans les négociations.

Initiative conjointe de l'OMC sur le commerce et l'environnement

En novembre 2020, un groupe de 50 Membres de l'OMC ont annoncé leur intention d'intensifier les travaux sur le commerce et la durabilité environnementale à l'OMC, en organisant des "discussions structurées" pour les Membres intéressés ainsi qu'un dialogue avec les parties prenantes extérieures.** Les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale visent à compléter les travaux du CCE et des autres organes de l'OMC pertinents et à soutenir les objectifs de l'OMC, prévoyant un système commercial mondial qui protège et préserve l'environnement conformément à l'objectif de développement durable.

La Déclaration ministérielle dans le cadre des Discussions structurées***, adoptée en 2021, établit les travaux futurs dans des domaines tels que le commerce et le changement climatique, le commerce des biens et services environnementaux, l'économie circulaire et les chaînes d'approvisionnement durables. Actuellement, 71 Membres de l'OMC participent à l'initiative, y compris des Membres de toutes les régions et à tous les niveaux de développement.

* Voir l'Annexe II de la *Réunion à l'échelon ministériel*, document du GATT MTN.TNC/45(MIN), 6 mai 1994.

** *Communication sur le commerce et la durabilité environnementale*, document de l'OMC WT/CTE/W/249, 17 novembre 2020.

*** *Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale*, document de l'OMC WT/MIN(21)/6/Rev.2, 14 décembre 2021.



AVIS D'EXPERT

Développement industriel vert : des transitions justes vers les énergies vertes et les économies circulaires

Nilgün Tas, Directeur adjoint, Département de l'environnement et Chef de la Division de l'efficacité des ressources industrielles, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Les pays partenaires de l'Aide pour le commerce accordent la priorité à l'industrie et à l'Objectif de développement durable 9 des Nations Unies dans les efforts pour parvenir à une diversification économique et des exportations, et notent que l'industrie pourrait être confrontée au défi le plus grand en ce qui concerne le développement durable. Toutefois, l'ONUDI est convaincue que nous disposons de la plupart des technologies, connaissances et compétences pour maintenir la croissance économique et faire face à la triple crise mondiale – changement climatique, perte de la biodiversité et pollution. Des transitions justes vers des économies vertes sobres en carbone dans les pays les moins avancés et les pays en développement nécessiteront des partenariats, des collaborations, le renforcement des capacités et des financements pour aller vers des marchés de produits et d'énergies écologiques.

Une transition vers des énergies vertes est le mieux pour réduire environ de moitié les émissions de carbone. Le Programme mondial pour l'hydrogène vert dans l'industrie de l'ONUDI et le Partenariat y afférent* promeuvent l'hydrogène vert pour soutenir le développement industriel inclusif et durable et les engagements au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Des transitions justes vers les énergies vertes et les économies circulaires sont les faces d'une même pièce. L'autre moitié des émissions de carbone et 90% des pertes de biodiversité liées à la terre sont dues à l'utilisation des ressources pour les produits que nous consommons tous pour répondre aux besoins de la société : alimentation, logement, infrastructures, mobilité, transports, biens de consommation et biens d'équipement, communications et tous les autres services (IRP, 2019).

Le gaspillage d'un produit, d'une partie ou d'une matière pouvant être réutilisée, réparée, remise à neuf, remanufacturée, recyclée à de nombreuses reprises ou régénérée crée d'énormes pertes économiques, en plus des effets néfastes sur l'environnement et la santé.

Des industries et des entreprises qui améliorent l'efficacité des ressources et mettent en œuvre des pratiques d'économie circulaire produisent des produits durables et circulaires, réduisent les coûts, améliorent leur compétitivité et leur résilience et créent des emplois décents, tout en préservant l'environnement. Les programmes de l'ONUDI pour une production économe en ressources et plus propre (RECP) et le transfert de la technologie écologiquement rationnelle (TEST) qui existent au niveau mondial depuis 1994 témoignent amplement de ces avantages.

En Indonésie, 149 petites et moyennes entreprises (PME) économisent 19,6 millions de dollars EU par an, ainsi que 350 000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre, 2,6 millions de m³ d'eau et réduisent de 2,2 millions de m³ les émissions d'eaux usées par an.** Dans le cadre d'un programme TEST mené dans le Sud de la Méditerranée, 125 PME ont économisé 41,7 millions d'euros par an, avec des avantages environnementaux associés (ONUDI, 2020). Le Programme mondial des parcs éco-industriels (GEIPP) de l'ONUDI cible les parcs industriels existants et soutient les mesures des PME en faveur de la circularité qui y sont installées pour créer des avantages similaires.*

L'industrie est un acteur clé de la circularité du côté de l'offre, bien que les gouvernements jouent le rôle le plus important. Eux seuls peuvent créer des conditions favorables pour que les entreprises s'engagent dans des pratiques circulaires et faire en sorte que les consommateurs exercent une

pression sur la demande de produits circulaires et adoptent des modes de vie durables, comme l'ont démontré les membres de l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources (GACERE).⁺

Le commerce international peut devenir un vecteur clé des transitions justes vers les énergies vertes et l'économie circulaire. Des définitions et classifications communes pour les produits verts

et circulaires lorsqu'ils franchissent les frontières (par exemple les produits remanufacturés), la facilitation des échanges (par exemple la numérisation) pour améliorer la traçabilité et la transparence des réseaux d'approvisionnement, et l'intégration de la circularité dans les accords de coopération commerciale et économique contribueront grandement à fermer les cercles au niveau mondial.

* Voir <https://www.unido.org/green-hydrogen>.

** Voir https://www.unido.org/sites/default/files/files/2020-11/INS-100224_RECP_TE-2019.pdf.

+ Voir <https://hub.unido.org/about-eco-industrial-parks>.

++ Voir <https://www.youtube.com/watch?v=OYgasG8UWWo>.

Engagements des banques multilatérales de développement

Groupe de la Banque africaine de développement

Le Groupe de la Banque africaine de développement a lancé son Cadre pour le changement climatique et la croissance verte à la COP26. Ce cadre comprend une politique stratégique, une stratégie à long terme pour 2021-2030 et un plan d'action quinquennal pour 2021-2025. Les cibles sont, entre autres, les suivantes :

- attribuer 40% des approbations de projets au financement du climat d'ici à 2021, avec des proportions égales pour l'adaptation et l'atténuation ;
- inclure le financement du climat dans tous les investissements bancaires ;
- garantir un meilleur accès au financement du climat pour les pays Africains à faible revenu (cible de 25 milliards de dollars EU d'ici à 2025) et positionner le secteur financier de l'Afrique au premier plan pour les innovations en matière de financement.

Banque asiatique de développement

Les préoccupations environnementales constituent une priorité essentielle de la Stratégie à l'horizon 2030 (BAsD, 2019a) :

« Les principales réponses identifiées dans le cadre de la priorité opérationnelle 3 de la Stratégie à l'horizon 2030 incluent une augmentation du soutien pour lutter contre le changement climatique, les risques de catastrophe et la dégradation de l'environnement; l'accélération des efforts pour de faibles émissions de gaz à effet de serre; la mise en place d'une approche globale pour renforcer la résilience climatique et en cas de catastrophe; la garantie de la durabilité environnementale; et un poids plus important accordé aux activités relatives au lien entre l'eau et l'énergie. »

Dans le cadre de ses initiatives pour la durabilité, le Programme de financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement de la BAsD assure l'alignement sur les normes environnementales mondiales et contribue à la promotion des normes auprès des banques partenaires. Les dimensions environnementales sont également incorporées dans les plans de coopération et d'intégration régionaux et dans une note d'orientation de 2022 (BAsD, 2022).

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a annoncé un objectif: 50% de l'ensemble des financements approuvés

d'ici à 2025 seront dirigés vers le financement du climat, dans le cadre de son engagement d'alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris d'ici au 1^{er} juillet 2023.⁵ En octobre 2021⁶, elle a indiqué les éléments suivants :

- plus grande importance accordée à l'adaptation et à la résilience ;
- le financement du climat représentait 41% du portefeuille pour les infrastructures en 2020 ;
- des approbations cumulatives du financement du climat à hauteur de 50 milliards de dollars EU d'ici à 2030.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

La Transition vers une Économie verte de la BERD a pour but l'obtention d'un ratio du financement vert de plus de 50% dans les investissements annuels de la BERD d'ici à 2025 (BERD, 2020b), ce qui implique :

- « ▪ un alignement sur l'Accord de Paris
- un renforcement de l'engagement pour ce qui est de développer des stratégies sobres en carbone à long terme et des trajectoires résilientes au changement climatique
- des innovations dans des domaines thématiques, y compris les systèmes financiers verts, la décarbonation industrielle, des systèmes alimentaires durables, l'intégration des systèmes énergétiques, les villes et l'infrastructure environnementale, la connectivité durable, les bâtiments écologiques et le capital naturel. »

L'approche de la BERD vise à utiliser toute la gamme de ses instruments financiers et à travailler en étroite collaboration avec des donateurs tels que le Fonds d'investissement climatique, l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le Climat et d'autres donateurs bilatéraux.

Banque interaméricaine de développement

La BID présente Vision 2025 comme un exemple de stratégie institutionnelle donnant la priorité à la dimension environnementale (BID, 2021a), avec des mesures pour renforcer la résilience, favoriser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, comme l'une

des cinq voies pour accélérer la reprise après la pandémie de COVID-19.

De plus, le *Plan d'action sur le changement climatique pour 2021-2025* de la BID vise à attribuer 24 milliards d'USD à des projets liés au climat ou au financement vert dans le cadre de l'objectif de la BID d'un minimum annuel de 30% pour le financement du climat (BID; 2021b). Le plan d'action cherche à soutenir les membres à travers les éléments suivants :

- appui aux efforts visant à soutenir la révision des contributions déterminées au niveau national ;
- alignement de ses activités avec l'Accord de Paris ;
- objectifs d'atténuation et concernant la température axés sur la réalisation d'opérations compatibles avec les canaux de développement de solutions sobres en carbone des membres ;
- adaptation et résilience face au climat pour gérer les risques physiques liés au changement climatique ;
- identification des possibilités pour rendre les activités plus résilientes face au climat ;
- accroissement du financement en faveur du climat et mise en œuvre d'approches permettant de combler le déficit de financement du climat et d'aider efficacement les pays et les clients du secteur privé à accélérer la transition vers le développement durable ;
- établissement de rapports sur les réponses au changement climatique ;
- appui sur la méthode de financement en faveur du climat des banques multilatérales de développement ;
- actions internes visant à aligner ses activités sur les objectifs de décarbonation et de résilience climatique.

Banque islamique de développement

La Banque islamique de développement fait référence à son Plan d'action sur le changement climatique pour 2020-2025 (BIsD, 2020)⁷:

- « Le Plan d'action de 5 ans sur le changement climatique indique comment le mandat de la BIsD sur le changement climatique sera mis en œuvre avec ses

clients et diverses parties prenantes, conformément à l'Accord de Paris et au Cadre d'alignement sur l'Accord de Paris pour les Banques multilatérales de développement. Il énonce aussi les modalités pour atteindre la cible de la BIsD de 35% pour le financement du changement climatique d'ici à 2025.

La Banque intensifie ses efforts pour faire en sorte que toutes ses activités et opérations contribuent à la réalisation des objectifs mondiaux de Paris en intégrant systématiquement les possibilités d'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation dans ses investissements et opérations de prêt. Cela implique notamment de travailler avec d'autres banques multilatérales de développement pour une approche harmonisée concernant l'alignement sur l'Accord de Paris.

Pour créer des systèmes durables, les considérations climatiques ont été intégrées dans les différentes politiques sectorielles de la Banque et dans ses stratégies opérationnelles connexes, y compris pour l'agriculture et le développement rural, l'énergie, les transports, la santé, le développement urbain et les politiques en matière d'eau. »

Banque mondiale

Le Plan d'action sur le changement climatique pour 2021-2025 (Banque mondiale, 2021a) vise à faire progresser l'approche de la Banque mondiale concernant un développement vert, résilient et inclusif. À travers le plan d'action, le Groupe de la Banque mondiale « soutiendra les pays et les clients du secteur privé pour maximiser les effets du financement de l'action

Un commerçant dispose de l'électricité jusqu'à 23 heures dans son quartier, à la suite d'un projet communautaire à Port au Prince (Haïti).



climatique, visant des améliorations mesurables dans l'adaptation et la résilience, et des réductions mesurables des émissions de gaz à effet de serre (Banque mondiale, 2021a) :

« Le nouveau plan d'action représente un passage des efforts pour des projets "verts" à des efforts pour rendre vertes des économies entières, et d'un accent mis sur les intrants à un accent mis sur les impacts. ... Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à aligner ses flux de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris ... qui est compatible avec les voies d'action pour un développement sobre en carbone et résilient face au changement climatique. »

Le Groupe de la Banque mondiale procédera à l'alignement de toutes les nouvelles opérations à compter du 1er juillet 2023, une opération étant considérée comme alignée (Banque mondiale, 2021a) dans les cas suivants :

« (i) en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique, elle contribue

activement à la décarbonation (par exemple les énergies renouvelables) ou soutient des activités qui ne causent aucun dommage (par exemple la réforme du système d'éducation) ; et ii) en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique et la résilience, elle tient pleinement compte des risques climatiques. Les opérations qui ne causent pas de dommage et ne contribuent pas non plus aux résultats climatiques sont considérées comme alignées, pour autant qu'elles tiennent pleinement compte de l'exposition aux risques climatiques et ne sont pas incompatibles avec les politiques du pays concernant un développement sobre en carbone et résilient. Les opérations considérées comme universellement non alignées incluent l'extraction du charbon thermique, l'électricité produite à partir du charbon, l'extraction de la tourbe et l'électricité produite à partir de celle-ci. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé en 2017 qu'il ne financerait plus de projets pétroliers et gaziers en amont à partir de 2019 ; il n'a pas financé de gazoducs depuis 2014. »



Lors d'une réunion communautaire, des femmes discutent de la reconstruction de leur village, Yogyakarta (Indonésie).



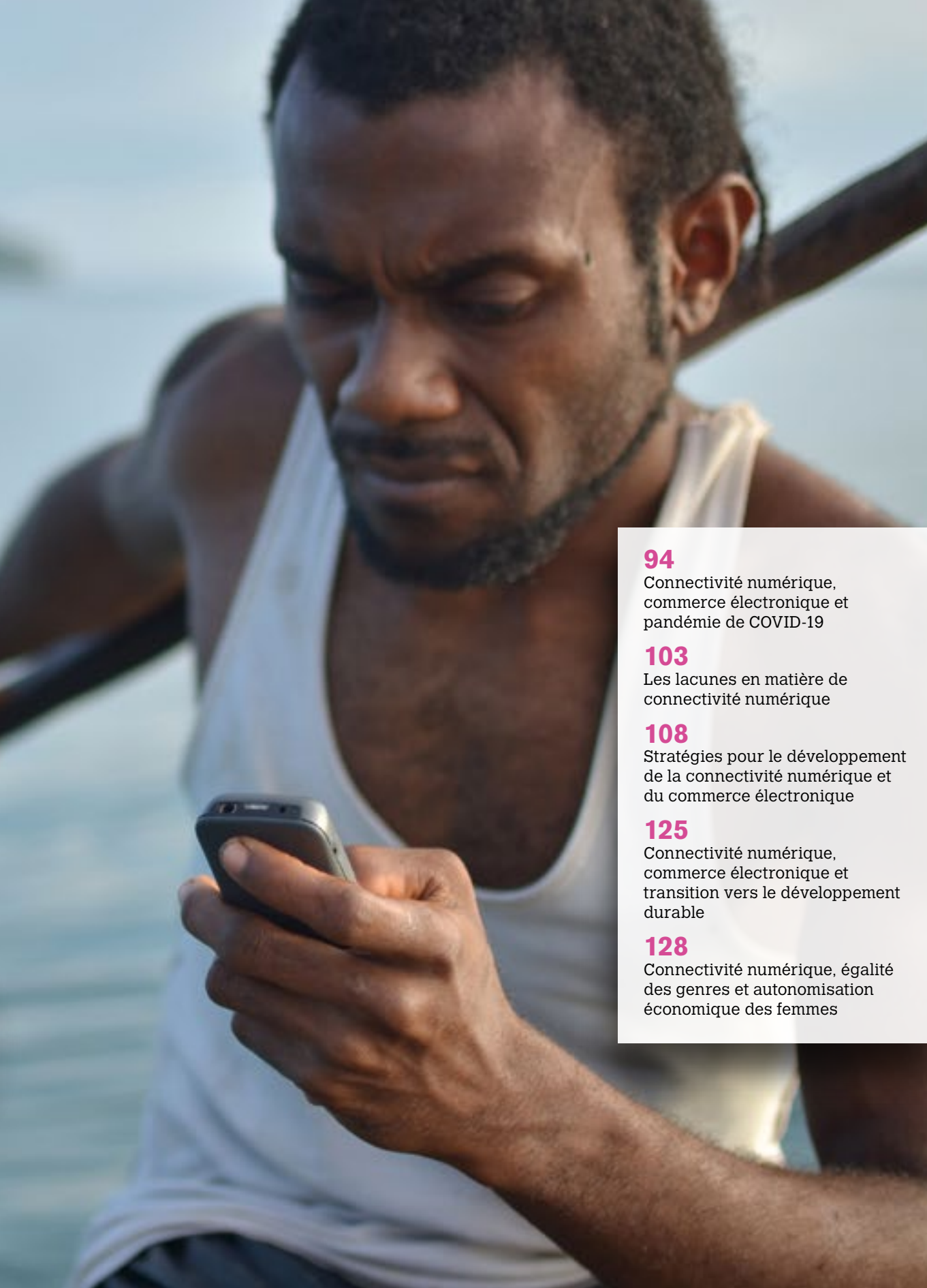
Connu pour sa résistance et son élégance, le teck est une ressource précieuse, Jepara (Indonésie).

Notes finales

1. Voir https://www.wto.org/french/news_f/spno_f/spno24_f.htm.
2. Voir https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_L16F.pdf.
3. *Ibid.*
4. Voir <https://www.clientearth.org/latest/documents/green-development-guidelines-for-overseas-investment-and-cooperation-english-translation>.
5. Voir <https://www.aiib.org/en/about-aiib/who-we-are/infrastructure-for-tomorrow/green-infrastructure/climate/index.html>.
6. Voir <https://www.aiib.org/en/news-events/news/2021/AIIB-to-Fully-Align-with-Paris-Agreement-Goals-by-Mid-2023.html>.
7. Voir <https://www.isdb.org/climate-change>.

Pêcheur, île de Malekula
(Vanuatu).

**Connectivité
numérique,
commerce
électronique
et commerce
durable**



94

Connectivité numérique, commerce électronique et pandémie de COVID-19

103

Les lacunes en matière de connectivité numérique

108

Stratégies pour le développement de la connectivité numérique et du commerce électronique

125

Connectivité numérique, commerce électronique et transition vers le développement durable

128

Connectivité numérique, égalité des genres et autonomisation économique des femmes

La pandémie de COVID-19 a donné un coup d'accélérateur à la connectivité



782 millions

de personnes supplémentaires en ligne dans les pays en développement depuis 2019

Utilisation d'Internet 2019-2021

-  Afrique **+23%**
-  Asie et Pacifique **+24%**
-  Pays les moins avancés (PMA) **+20%**



27%

de la population des PMA est désormais en ligne

Les contraintes en matière de connectivité restent...



- Une couverture Internet insuffisante/inégale
- Une infrastructure de réseau et une capacité de large bande inadéquates
- Un accès insuffisant aux services Internet
- Des compétences numériques et une maîtrise des TI insuffisantes

... mais la volonté de les surmonter est de plus en plus forte



80%

des pays en développement donnent la priorité aux questions numériques dans leurs stratégies de développement durable

Plus de financements disponibles



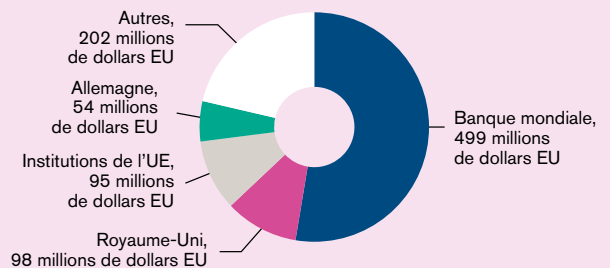
Le financement pour le développement des activités numériques a plus que triplé entre 2015 et 2019 pour atteindre

18,6 milliards de dollars des États-Unis (EU)

4,2 milliards de dollars EU

provenant de financements privés

Principaux bailleurs de fonds du financement numérique



Les domaines qui attirent le financement numérique



Les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle essentiel dans l'accélération de la connectivité numérique et la facilitation du commerce électronique, qui peuvent contribuer à répondre aux préoccupations climatiques et environnementales les plus pressantes dans le monde. En elle-même, l'amélioration de la connectivité numérique est fondamentale pour tenir la promesse des TIC en matière de commerce et de développement.

Les parties prenantes de l'Aide pour le commerce accordent davantage de financements aux programmes de connectivité numérique et de commerce électronique. Le financement pour le développement des activités numériques a plus que triplé entre 2015 et 2019, les prestataires ayant investi au total 18,6 milliards de dollars EU sur cette période.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une augmentation soudaine et sans précédent de la connectivité numérique et de la croissance du commerce électronique. Le passage à l'administration publique en ligne pendant la pandémie a été un moteur essentiel de ce processus.

Toutefois, la croissance rapide de la demande de connectivité et de services numériques a mis en évidence des lacunes, par exemple dans l'infrastructure des TIC, les cadres réglementaires, le caractère abordable des connexions et les compétences numériques. Ces facteurs font que la fracture numérique reste importante, tant au sein des pays qu'entre eux.

Bien que la connectivité numérique soit largement reconnue comme un moteur de l'émancipation économique des femmes, plus de 70% des personnes ayant répondu à un questionnaire publié dans le cadre de l'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce de 2022 soulignent que les femmes rencontrent des difficultés particulières pour accéder aux technologies numériques.

La connectivité numérique et le commerce électronique sont des domaines dans lesquels les partenariats public-privé sont florissants. En 2019, les institutions bilatérales et

« L'amélioration de la connectivité numérique est fondamentale pour tenir la promesse des TIC en matière de commerce et de développement. »

multilatérales ont attiré environ 700 millions de dollars EU de financements du secteur privé pour leurs projets numériques. La philanthropie privée a mobilisé 4,2 milliards de dollars EU supplémentaires.

Cependant, il existe encore beaucoup de possibilités d'accroître le financement, à travers l'Aide pour le commerce, de la connectivité numérique et du commerce électronique, en particulier en ce qui concerne les donateurs bilatéraux, les partenaires Sud-Sud et les partenariats public-privé.

À partir des réponses données dans le questionnaire, ce chapitre présente une analyse des tendances générales et fournit des exemples explicites basés sur les informations fournies par les participants dans le questionnaire. Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation ont été répartis dans les sections suivantes :

- la connectivité numérique, le commerce électronique et la pandémie de COVID-19 ;
- les lacunes de la connectivité numérique ;
- la connectivité numérique et les stratégies de développement du commerce électronique ;
- la connectivité numérique, le commerce électronique et la transition vers le développement durable ;
- la connectivité numérique, l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes.

Ce chapitre comprend également des études de cas fondées sur les travaux des organisations internationales suivantes :

- Banque asiatique de développement (BASD) : TIC et résilience économique pendant la pandémie de COVID-19 ;



Utilisation d'une technologie intelligente pour gérer les ventes dans une petite épicerie, Dakar (Sénégal).

- BAsD et Fonds monétaire international (FMI) : observations satellites et résultats en matière de développement durable ;
- Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) : compétences et fracture numérique ;
- OCDE : mesurer le financement officiel du développement ;
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) : pourquoi la fracture numérique entre les sexes existe-t-elle ?
- Banque mondiale : numérisation et nouvelles possibilités commerciales.

Connectivité numérique, commerce électronique et pandémie de COVID-19

La connectivité numérique est rapidement apparue comme un facteur important de résilience économique pendant la pandémie de COVID-19, les mesures de confinement ayant limité les contacts entre les personnes. Les recherches menées par la BAsD (voir l'étude de cas) montrent que les pays dotés d'une meilleure infrastructure TIC ont enregistré des baisses moins importantes de leur activité économique (BAsD, 2021).

En 2021, l'Union internationale des télécommunications (UIT) indique qu'un « coup d'accélérateur donné à la connectivité par la COVID »¹ a permis à 782 millions de personnes supplémentaires de se connecter depuis 2019 (UIT, 2021a) :

« Entre 2019 et 2021, l'utilisation d'Internet en Afrique et dans la région Asie-Pacifique a progressé de 23% et 24%, respectivement. Sur la même période, le nombre d'utilisateurs d'Internet dans les pays les moins avancés (PMA) a augmenté de 20% et représente désormais 27% de la population. »

Cette montée en puissance de la connectivité a des répercussions positives sur la croissance et la reprise économiques. Les recherches de l'UIT suggèrent qu'une augmentation de 10% du taux de pénétration des services mobiles à large bande entraîne une croissance de 1,5% du PIB par habitant (UIT, 2021b). Selon un rapport récent de Google et de la Société financière internationale de la Banque mondiale, l'économie liée à Internet en Afrique pourrait représenter 5,2% du PIB du continent d'ici à 2025, actuellement évalué à 180 milliards de dollars.² D'ici à 2050, cette valeur pourrait atteindre 712 milliards de dollars EU, selon leurs estimations.

« Une augmentation de 10% du taux de pénétration des services mobiles à large bande entraîne une croissance de 1,5% du PIB par habitant. » UIT (2021b)

Étude de cas

BAsD : TIC et résilience économique pendant la pandémie de COVID-19

Dans une analyse visant divers pays, la BAsD a cherché à savoir si les économies dotées d'une infrastructure TIC plus solide s'en sortaient mieux pendant la pandémie (BAsD, 2021). Elle a examiné 117 économies (86 marchés émergents et 31 économies avancées) et a constaté que pour les pays ayant connu des épidémies majeures de COVID-19, une meilleure infrastructure TIC réduisait l'impact négatif sur la croissance du PIB.

Dans l'ensemble, les résultats étaient conformes à leurs attentes et, surtout, ils confirmaient l'idée que les pays dotés d'une meilleure infrastructure TIC ont mieux réussi à amortir le choc économique de la pandémie de COVID-19 en transférant davantage d'activités économiques en ligne.

Dans un blog de la BAsD*, les économistes chargés de l'étude ont noté que la déduction naturelle est que les investissements dans l'infrastructure TIC rendent une économie plus robuste face aux pandémies et autres chocs. L'énorme coût économique de la COVID-19 met en évidence les énormes avantages potentiels de tels investissements. En plus de réduire le coût de l'information et de la communication, les TIC aident les économies à résister aux chocs, même les plus importants.

* Voir https://blogs.adb.org/blog/did-internet-access-improve-economic-resilience-during-covid-19?utm_source=weekly&utm_medium=email&utm_campaign=alert

Des fonctionnaires à Sri Lanka vérifient les détails financiers en se conformant aux mesures de sécurité liées à la COVID-19.



L'adoption croissante des technologies numériques a entraîné une réduction sans précédent du coût de la participation aux échanges internationaux, modifiant à la fois ce qui est échangé et la manière de le faire, contribuant ainsi à une compétitivité croissante (López González et Sorescu, 2021). Cela a créé de nouvelles possibilités de commercer pour les individus et les entreprises de toutes tailles dans divers pays, quel que soit leur niveau de développement, notamment dans le contexte de la lutte contre certaines des conséquences de la pandémie de COVID-19 et de l'aide à la reprise économique.

L'exercice de suivi et d'évaluation révèle que les parties prenantes de l'Aide pour le commerce accordent la priorité aux questions numériques dans les stratégies de développement et que le nombre de stratégies numériques et de commerce électronique est en augmentation. Le message clair est que la pandémie de COVID-19 a accéléré la croissance du commerce électronique dans les pays, quel que soit leur niveau de développement. Les réponses des PMA citent l'administration publique en ligne comme l'un des principaux moteurs de l'économie numérique nationale. Par exemple, la Guinée équatoriale répond que la pandémie a entraîné l'essor de l'économie numérique et qu'il n'y a certainement pas de retour en arrière.

Coup d'accélérateur donné à la connectivité par la COVID-19



Pérou

L'utilisation d'Internet a fait un bond de 7 points de pourcentage chez les 6-18 ans.*

* 1^{er} trimestre 2021 en glissement annuel, Instituto Nacional de Estadística e Informática.

Colombie

Le trafic Internet a augmenté de 75%.*

* Mars 2020 à avril 2021, Comisión de Regulación de Comunicaciones, Colombie.



L'infrastructure TIC est essentielle pour permettre le travail à domicile pendant la pandémie de COVID-19 à Madagascar.



Administration publique en ligne

Les réponses au questionnaire montrent que le passage à l'administration publique en ligne pendant la pandémie de COVID-19 a été un moteur important de la croissance des économies numériques, quel que soit le niveau de développement du répondant (voir l'encadré 1). Plusieurs PMA indiquent que le passage à l'administration publique en ligne s'est fait en réponse à la pandémie (voir le tableau 1 pour plus de détails) :

- Le Mali, l'Ouganda et la Zambie expliquent comment la mise en ligne des services d'éducation et des services publics contribue à la croissance de leurs économies numériques nationales.
- La Guinée-Bissau, Madagascar et la République démocratique du Congo indiquent que le télétravail, les téléconférences et les webinaires ont transformé les activités des administrations publiques.

Encadré 1

Les marchés publics en ligne et la pandémie de COVID-19

Les confinements dus à la COVID-19 ont accéléré l'introduction, l'expansion et le développement des systèmes de passation électronique des marchés publics. La passation de marchés publics par voie électronique offre divers avantages, tels que la réduction de la charge administrative et l'économie de ressources tant pour les entités adjudicatrices que pour les fournisseurs potentiels, ainsi qu'une plus grande transparence qui peut, entre autres, contribuer à la lutte contre la corruption.

La pandémie a conduit certains gouvernements à utiliser les technologies numériques pour améliorer la transparence, notamment dans les domaines de la gestion des données et des outils de visualisation des données :

- La République de Moldova a créé un tableau de bord de données ouvertes qui permet de visualiser toutes les transactions des marchés publics électroniques liées à la COVID.*
- Le Bangladesh, avec le soutien de la Banque mondiale, est en train d'étendre son système de passation de marchés en ligne pour y inclure de nouvelles fonctionnalités afin de répondre aux défis liés à la COVID-19.**
- La Colombie, le Costa Rica, le Pérou et l'Ukraine utilisent des outils électroniques pour publier des données sur les marchés publics et pour suivre les contrats signés pendant la pandémie (OCDE, 2020).
- Certains pays africains ont également introduit de nouvelles mesures pour publier par voie électronique (OCDE, 2020) :
 - des informations sur les marchés publics dépassant un seuil spécifique (par exemple, Eswatini, Malawi, Tchad) ;
 - le nom de l'entreprise à laquelle un contrat a été attribué (par exemple, Bénin, Madagascar, Mali) ;
 - des informations sur la propriété effective (par exemple, en Guinée et au Lesotho) ;
 - des rapports de dépenses (par exemple au Mozambique, en Namibie, au Sénégal) (CABRI, 2020).

* Voir https://content.unops.org/publications/The-future-of-public-spending-Responses-to-covid19_FR.pdf.

** Voir <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/02/06/world-bank-helps-bangladesh-expand-electronic-public-procurement>.

Les donateurs de l'Aide pour le commerce et les partenaires Sud-Sud soutiennent également l'administration publique en ligne et le domaine attire l'attention des donateurs. Le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), par exemple, dirige une initiative multipartite public-privé visant à numériser l'administration publique. À travers le programme GovStack, le BMZ spécifie et développe des modules TIC ouverts et interopérables, tels que des composants d'identification et d'authentification pour les identités numériques ou les services de

paiement électronique, afin de promouvoir les biens et infrastructures publics numériques.

Avant la pandémie, d'importants travaux avaient déjà commencé dans de nombreux pays en développement pour construire l'économie numérique, y compris dans les PMA (voir l'encadré 2). Parmi les pays à revenu intermédiaire, Maurice et le Pérou indiquent comment les entités publiques accélèrent la numérisation des services et des processus publics, notamment pour permettre le travail à domicile.

Encadré 2

Le voyage numérique de Madagascar

Madagascar prévoit de devenir un leader en matière de services TIC, selon Gil Razafintsalama, Président du conseil d'administration de l'École supérieure des technologies de l'information (ESTI). Pour atteindre cet objectif, Madagascar a mis en place un processus de transformation numérique à l'échelle nationale afin d'établir son mécanisme d'administration publique en ligne, la numérisation des procédures administratives et la fourniture d'Internet à un prix abordable au public.

Les services numériques emploient déjà environ 23 000 travailleurs formels et 85 000 travailleurs informels dans des secteurs tels que la création de sites, la rédaction, la traduction et la conception graphique liées au Web, entre autres. Le chiffre d'affaires du secteur s'élève à près de 417,5 millions de dollars EU, répartis entre les opérateurs téléphoniques (76%), la sous-traitance Web (17%) et les entreprises de services numériques (6%).

Madagascar a été connecté à plusieurs câbles sous-marins de fibre optique grâce à une série de partenariats public-privé. Ces consortiums d'infrastructure impliquaient la Banque africaine de développement, le partenariat Afrique-UE, la Banque mondiale et des partenaires commerciaux tels que France Telecom et Orange Madagascar, entre autres.*

La pandémie de COVID-19 a encore stimulé l'adoption de l'économie numérique, l'administration publique en ligne et les réseaux sociaux étant les principaux moteurs de la croissance. Cependant, diverses contraintes font encore obstacle à la réalisation du potentiel de l'économie numérique du pays, notamment l'accès à l'énergie, les compétences en TIC, les cadres législatifs et la lenteur de l'adoption des paiements électroniques. Madagascar doit former au moins 1 000 ingénieurs en TIC chaque année pour soutenir et stimuler la croissance. Un financement supplémentaire de l'Aide pour le commerce dans ces domaines est une priorité, a déclaré M. Razafintsalama.

Les violentes tempêtes qui ont frappé Madagascar en 2022 rappellent que la croissance du secteur numérique offre des possibilités d'alerte précoce et de résilience économique. Un soutien accru au titre de l'Aide pour le commerce contribuera à la réalisation de cet objectif.

* Voir <https://lion-submarinesystem.com> et <https://www.eassy.org>.

Commerce électronique

Les réponses au questionnaire ont mis en évidence que le commerce électronique s'était accéléré pendant la pandémie de COVID-19. Cette expansion du commerce électronique est évoquée dans les réponses du Bangladesh, de la Colombie et des Philippines. D'autres petites économies font état de résultats similaires, comme :

- l'émergence des entreprises de commerce électronique ;
- de nombreuses micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui ont été contraintes d'offrir des services via des plates-formes en ligne ;
- de nouvelles possibilités pour les entrepreneurs dans le domaine de la livraison et d'autres services ayant une dimension numérique.

Les statistiques de l'OMC soulignent comment le passage au travail à distance et la numérisation accrue se reflètent également dans les flux commerciaux. Selon les estimations de l'OMC, en avril 2022, les exportations mondiales cumulées de services TIC ont augmenté de 30% en 2021 par rapport aux niveaux prépandémiques de 2019.³

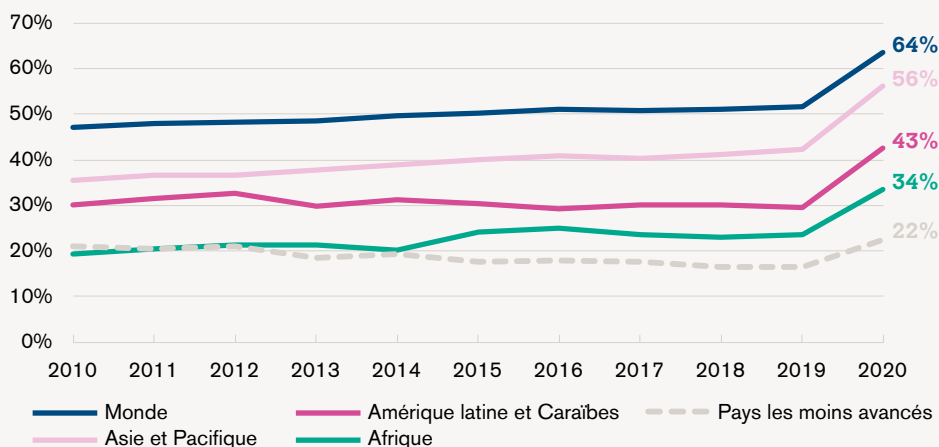
En outre, les exportations mondiales de services informatiques, en tant que sous-secteur des services TIC, ont augmenté de 38% en 2021 par rapport à 2019. Une croissance rapide des exportations de services informatiques a également été enregistrée au cours de la même période dans les pays en développement suivants :

- Maurice, 42% ;
- Bangladesh, 60% ;
- Indonésie, 65% ;
- Pakistan, 98%.⁴

Les données de la CNUCED montrent une forte augmentation de la part des services livrables numériquement dans les exportations mondiales de services en 2020 (voir la figure 1), ce qui indique l'effet d'accélérateur de la pandémie de COVID-19 pour ce qui est de la transformation numérique.

« La pandémie de COVID-19 a également accéléré la croissance des exportations mondiales de produits des TIC, dont la valeur s'élevait à 2 300 milliards de dollars EU en 2020. »

Figure 1 : Part des services fournis par voie numérique dans les exportations mondiales de services



Source : Voir <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx?ReportId=158358>.

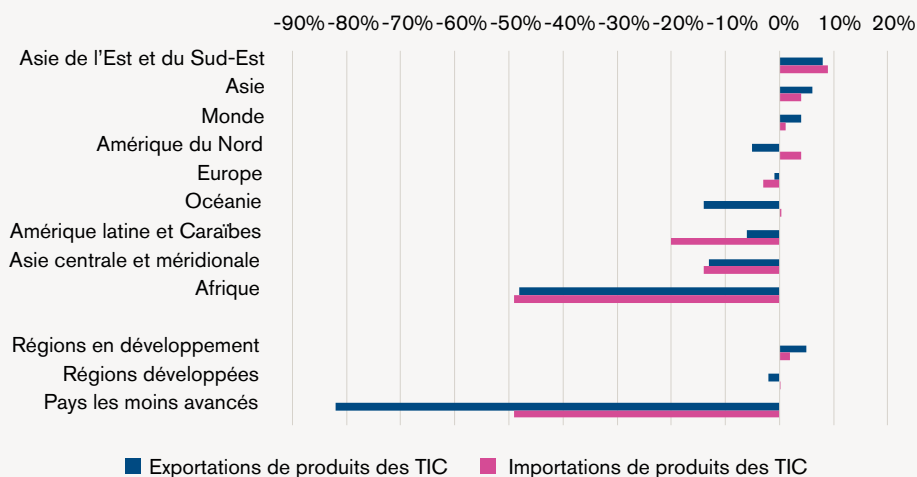


Démonstration pour l'utilisation d'une application sur téléphone mobile, agricultrices du Népal.

La pandémie de COVID-19 a également accéléré la croissance des exportations mondiales de produits des TIC, qui représentaient 2 300 milliards de dollars EU en 2020 (CNUCED, 2021). Les données de la CNUCED indiquent que cette croissance se concentrait particulièrement sur les fournisseurs asiatiques établis et que d'autres régions – notamment l'Afrique – et les PMA ont connu une forte baisse du commerce des TIC (voir la figure 2).

Cependant, les problèmes de mesure des données continuent d'entraver la recherche et l'élaboration de politiques relatives au commerce électronique. En réponse, la CNUCED travaille sur des projets pilotes avec un certain nombre de parties prenantes de l'Aide pour le commerce afin d'améliorer la collecte de données sur les services fournis par voie numérique (CNUCED, 2018).

Figure 2 : Evolution des exportations et des importations de produits des TIC, 2019-2020



Source : CNUCED (2021).

Étude de cas

Banque mondiale : Numérisation et nouvelles possibilités commerciales

La Banque mondiale indique dans sa réponse au questionnaire que la numérisation crée de nouveaux débouchés commerciaux en donnant accès à des marchés éloignés et étrangers à des entreprises de toutes tailles et de tous lieux, ainsi qu'en réduisant les coûts du commerce et en élargissant la variété des biens et services pouvant être échangés. Les nouvelles technologies ont un effet transformateur sur le commerce international en développant le commerce électronique.

Si le commerce électronique est actuellement dominé par des pays à revenu élevé, les pays en développement s'y engagent de plus en plus en tant qu'exportateurs de services numériques à forte valeur ajoutée. La mise en place d'un environnement propice au commerce électronique reste toutefois une tâche complexe.

Les fondements de l'économie numérique reposent sur une infrastructure des TIC moderne, un environnement commercial favorable et une population instruite. En outre, le commerce électronique exige des conditions favorables spécifiques reposant sur ces fondements :

- les sociétés ont besoin de compétences numériques spécifiques et d'esprit d'entreprise pour se lancer dans le commerce électronique ;
- les transactions transfrontières nécessitent des systèmes de paiement électronique efficaces ;
- un cadre réglementaire solide peut renforcer la confiance dans les marchés numériques et fournir des outils pour les transactions à distance, notamment la gouvernance des données transfrontières, la réglementation des plates-formes, la protection des consommateurs en ligne et les signatures numériques ;
- les marchandises vendues au-delà des frontières via le commerce électronique nécessitent une facilitation des échanges efficace et une logistique adaptée aux livraisons en ligne.

Le commerce électronique bénéficierait de règles internationales substantielles et claires. Les accords commerciaux ont été à l'avant-garde de la gouvernance numérique mondiale, avec les premières règles internationales contraignantes sur les flux de données transfrontières. Les règles relatives au commerce électronique gagnent en portée et en profondeur, ainsi qu'en importance dans les négociations commerciales, aux niveaux mondial, régional et bilatéral.

Des opérateurs travaillent sur le parquet de la Bourse du Ghana à Accra.

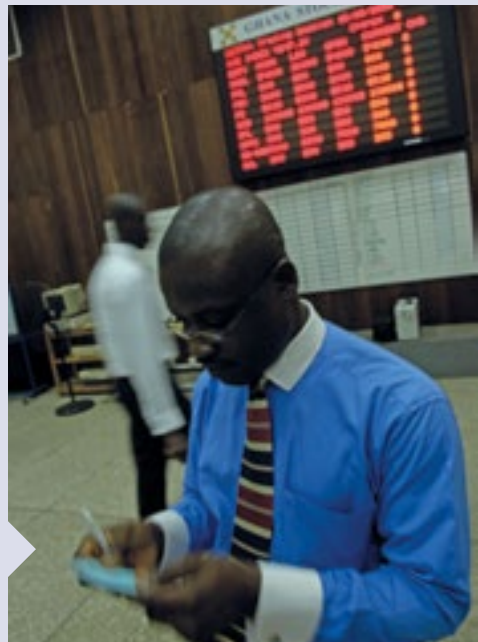


Tableau 1 : Croissance de l'économie numérique pendant la pandémie de COVID-19

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Comores	La pandémie a contribué à l'émergence des entreprises de commerce électronique
Guinée équatoriale	Le gouvernement est conscient que la pandémie a entraîné l'essor de l'économie numérique et qu'il n'y a pas de retour en arrière
Mali	Les vidéoconférences ont remplacé les réunions en présentiel Le commerce en ligne a augmenté Les exportateurs ont commencé à s'intéresser davantage aux ventes en ligne Les administrations ont réalisé des économies d'échelle grâce au télétravail
Ouganda	La plupart des réunions des administrations se déroulent en ligne Les services publics sont fournis en ligne (par exemple, les demandes de passeport et de carte d'identité nationale)
Zambie	Utilisation accrue des moyens électroniques d'approvisionnement, l'éducation et les services publics étant depuis peu fournis par voie électronique
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	Expansion constatée des secteurs du commerce électronique
Grenade	De nombreuses MPME obligées d'offrir des services via des plates-formes en ligne
Pérou	La pandémie a donné un coup d'accélérateur à la technologie numérique et à l'utilisation d'Internet Au premier trimestre de 2021, le pourcentage de jeunes de 6 à 18 ans ayant accès à Internet a augmenté de 7 points de pourcentage par rapport à 2020 Les entités publiques ont accéléré la numérisation des services et processus publics
Sainte-Lucie	Les effets de la pandémie ont ouvert des perspectives aux entrepreneurs dans le domaine des services de livraison et d'autres services ayant une dimension numérique
Donateurs	
Allemagne	La pandémie a démontré l'importance capitale de la transformation numérique pour le développement économique La numérisation offre une clé pour une activité économique tournée vers l'avenir, pour lutter contre le chômage (en particulier celui des jeunes) et pour améliorer la qualité du travail
Banque interaméricaine de développement	La pandémie a accéléré la numérisation mais a également mis en évidence et parfois même exacerbé les problèmes structurels de l'Amérique latine et des Caraïbes (chômage, pauvreté, inégalité, corruption) dans un contexte de marge de manœuvre budgétaire limitée
Canada	Du point de vue de la participation à l'UIT, la pandémie a mis en évidence les énormes défis résultant de l'inégalité de l'accès au numérique et de l'utilisation des TIC dans les pays en développement et les PMA
Union économique et monétaire ouest-africaine	L'ouverture aux services numériques peut améliorer les possibilités commerciales et faciliter les transactions de paiement

Les lacunes en matière de connectivité numérique

L'exercice de suivi et d'évaluation révèle des lacunes en matière de connectivité numérique mises en évidence par la pandémie de COVID-19 (voir la figure 3). Parmi les cinq principaux problèmes identifiés par les répondants, les lacunes concernant la couverture Internet et l'infrastructure de réseau arrivent en tête de liste, tant pour les pays en développement que pour les donateurs. Les compétences numériques, l'accès aux services et les problèmes de paiement numérique ressortent également beaucoup. Il importe de noter que cette liste n'est pas un classement par ordre de priorité, mais fait plutôt référence aux lacunes les plus fréquemment citées par les répondants. Les autres lacunes citées par les parties prenantes de l'Aide pour le commerce dans le questionnaire sont les suivantes (voir le tableau 2 pour plus de détails) :

- les infrastructures de base en tant qu'élément contraignant pour certains PMA ;
- des investissements continus nécessaires à

la modernisation des infrastructures TIC dans les pays en développement ;

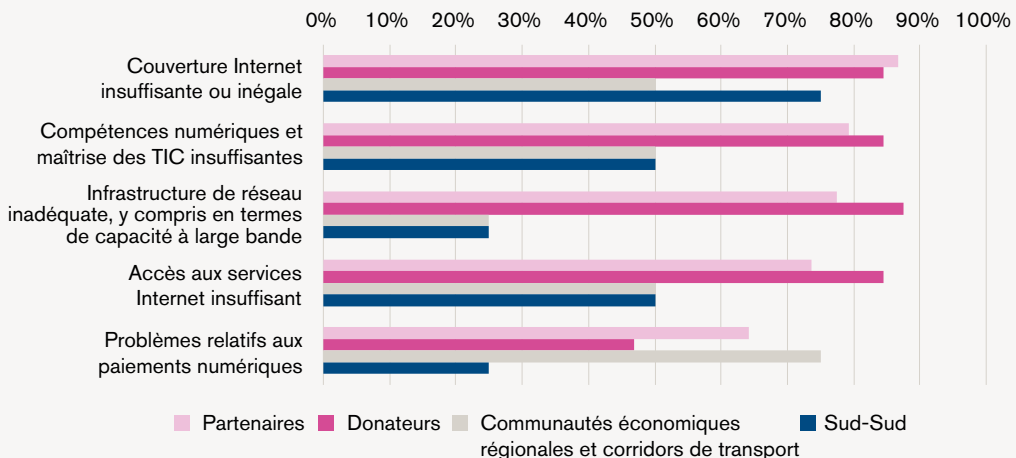
- des améliorations nécessaires dans la qualité et la portée des cadres réglementaires pour le commerce électronique ;
- des lacunes dans les compétences en matière de TIC.

La fracture numérique

Malgré le coup d'accélérateur donné à la connectivité par la COVID-19, la fracture numérique reste importante. Les réponses au questionnaire de nombreux PMA soulignent la nécessité de continuer à investir massivement dans la connectivité de base et dans le développement d'infrastructures et de services numériques de qualité (voir l'encadré 3).

La fracture numérique existe également à l'intérieur des pays, notamment entre les zones urbaines et rurales, les grandes entreprises et les MPME, et entre les hommes et les femmes

Figure 3 : Les problèmes les plus couramment cités pour lesquels la pandémie de COVID-19 a mis en évidence des lacunes en matière de connectivité numérique



Source : Secrétariat de l'OMC.

Encadré 3

Le déficit de couverture

Le déficit de couverture – c'est à dire les personnes vivant dans des zones non couvertes par les services mobiles à large bande – concerne 450 millions de personnes, soit 6% de la population mondiale. L'Afrique subsaharienne abrite 47% de la population mondiale non couverte, soit environ 210 millions de personnes en 2020. Le déficit de couverture de la région est plus de trois fois supérieur à la moyenne mondiale.

Source : Texte adapté de GSMA (2021a).

(voir l'encadré 4). Le bon déroulement de la numérisation et du déploiement des technologies dépend d'infrastructures clés telles que la couverture réseau, mais aussi de la nécessité de mettre davantage de personnes en ligne et de rendre les nouvelles technologies plus abordables.

Un obstacle à la numérisation est le manque de compétences numériques (Banque mondiale, 2021c) :

« Il y a aussi le défi d'amener plus de gens en ligne, surtout dans les pays où il y a un écart entre le nombre de personnes qui ont accès aux réseaux et celles qui sont en ligne. Cet écart est fonction de l'abordabilité, de l'existence de contenus locaux et des compétences numériques. »

En conséquence, 2,9 milliards de personnes dans le monde – en particulier les femmes et les filles – ne profitent pas des avantages de la transformation numérique (OCDE, 2021b).

Encadré 4

Païement numérique et inclusion financière

Les programmes de paiement numérique ont joué un rôle déterminant dans la distribution des secours et des salaires pendant la pandémie. Une étude de la Banque mondiale révèle que les systèmes de paiement numérique ont été utilisés à de nombreuses reprises pour verser d'une manière rapide et sécurisée les prestations de protection sociale (Gentilini et al., 2020).

Depuis la pandémie, 60% des autorités financières à travers le monde ont constaté une augmentation des transactions numériques. Les paiements numériques favorisent l'inclusion des femmes. La numérisation du paiement des salaires du secteur public et des prestations de protection sociale a incité des millions de femmes sans compte bancaire à ouvrir un compte ces dernières années.

Bien que les services financiers numériques offrent une passerelle vers l'inclusion financière, les femmes rencontrent encore des obstacles pour y accéder et les utiliser. L'OCDE recommande de donner la priorité à l'inclusion financière numérique des femmes pour garantir des économies plus fortes et plus résilientes. Les fournisseurs de coopération au développement devraient partager les bonnes pratiques et les enseignements acquis en matière de paiements numériques responsables afin de renforcer la protection des données et de construire des écosystèmes numériques inclusifs pour atteindre le nombre élevé de ménages mal desservis dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Source : Texte adapté du chapitre 28 de l'OCDE (2021b).

Étude de cas

BERD : Compétences et fracture numérique en Asie centrale, en Europe centrale et orientale et dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée

L'insuffisance des compétences numériques freine la numérisation dans de nombreuses économies de la BERD. Les retours sur investissement dans le capital à forte intensité numérique sont nettement plus élevés dans les économies dotées de solides compétences. Alors que les pays ayant un niveau moyen de numérisation ont rattrapé les économies avancées, les pays ayant les niveaux les plus bas accusent du retard.

Les personnes plus aisées et les citadins ont pu commander des biens et des services en ligne et même travailler à domicile. Cependant, beaucoup restent exclus de ces avantages de la numérisation. De même, si certaines entreprises ont tiré parti des nouvelles possibilités offertes par la numérisation, d'autres ont pris du retard. Les personnes ayant un niveau d'éducation et de revenu moyen et les personnes d'âge moyen ont rattrapé leur retard par rapport aux groupes les plus familiarisés avec le numérique. En revanche, les personnes âgées de 55 ans ou plus, les personnes n'ayant suivi qu'un enseignement secondaire inférieur et les personnes appartenant au quartile de revenus le plus faible n'ont réalisé que des progrès limités. Ces groupes risquent de prendre davantage de retard.

De nombreuses économies des régions de la BERD connaissent également une importante « fuite des cerveaux », les personnes dotées de solides compétences numériques partant à l'étranger. Le faible niveau de compétences numériques qui en résulte freine déjà l'utilisation des technologies numériques, même lorsque l'infrastructure et les services numériques pertinents sont disponibles. Les fractures numériques peuvent également contribuer à accroître les différences en termes de performances des entreprises, les entreprises plus grandes, mieux gérées et plus innovantes étant plus susceptibles de tirer parti de la numérisation. Ces entreprises sont également plus susceptibles d'avoir augmenté leur utilisation des technologies numériques pendant la pandémie de COVID-19, ce qui donne à penser que les fossés numériques entre les entreprises pourraient se creuser à l'avenir. Cette dispersion accrue de la productivité des entreprises pourrait, à son tour, peser sur la productivité moyenne de l'économie.

Source : Adapté du chapitre 1 de BERD (2021).



Un fabricant de meubles bénéficie d'un financement de la BERD pour la numérisation en République de Moldova.

Tableau 2 : Lacunes en matière de connectivité numérique

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	La fracture numérique existe en ce qui concerne : ▪ les infrastructures ▪ l'accès Internet à large bande ▪ la sécurité numérique des paiements électroniques
Mali	Absence de service de certification et de signature électronique opérationnel (ce qui handicape le développement des échanges et du commerce électronique) Infrastructure de connexion à large bande inadéquate Couverture médiocre et infrastructures d'accès aux connexions insuffisantes Mécanismes législatifs et réglementaires insuffisants en matière de connectivité et d'échanges électroniques Ressources humaines insuffisantes
Amérique latine et Caraïbes	
Pérou	Couverture Internet insuffisante : en 2021, seuls 52,5% de l'ensemble des ménages avaient accès à Internet et seulement 20% des ménages dans les zones rurales Pour promouvoir la connectivité numérique au niveau national, le gouvernement a travaillé en coordination avec les secteurs public et privé et le monde universitaire afin de définir une stratégie commune
Sainte-Lucie	Problèmes de paiements numériques: 80% des entreprises sont des MPME, dont la plupart n'ont pas de présence en ligne autre que les médias sociaux et sont incapables d'effectuer des transactions numériques Capacité insuffisante en matière de large bande: apparue dans les premières phases de la pandémie, elle a été traitée de manière adéquate par les fournisseurs de services et des efforts supplémentaires sont en cours Couverture Internet inégale: absence ou insuffisance d'accès pour les communautés et les ménages pauvres et vulnérables Manque de compétences numériques: courbe d'apprentissage des étudiants, enseignants et autres professionnels pour l'utilisation des différentes plates-formes en ligne, et les MPME ont besoin d'être formées à la présence et aux transactions en ligne Règles relatives au commerce électronique: accélération du projet DigiGov et de la capacité du gouvernement à fournir des services et à effectuer des transactions en ligne, et impulsion supplémentaire pour rédiger et ratifier la législation et les politiques relatives à la connectivité et au commerce électronique
Donateurs	
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	La pandémie de COVID-19 a démontré certaines limites importantes des environnements de connectivité numérique d'aujourd'hui : ▪ les personnes les moins connectées ont été moins à même de tirer parti du potentiel des TIC ▪ la demande accrue de connectivité a exercé une pression plus forte sur les réseaux et services de communication ▪ l'augmentation de la demande a rendu plus urgentes les mesures destinées à accroître la largeur de bande et à étendre la connectivité aux communautés mal desservies

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Donateurs	
Norvège	Filets de sécurité sociale et infrastructures publiques numériques sur lesquels d'autres prestataires de services peuvent s'appuyer pour améliorer la prestation de services, tels que les systèmes d'identification numérique, l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil
Société internationale islamique de financement du commerce	Les infrastructures et services liés aux TIC : - des infrastructures TIC abordables et fiables sont d'une importance capitale pour le commerce électronique - la couverture universelle à large bande et à haut débit, la mise à niveau régulière des infrastructures et la réduction des obstacles réglementaires artificiels doivent être poursuivies Logistique commerciale et facilitation des échanges : - un environnement commercial national et international efficace et compétitif est essentiel pour mettre en place un commerce électronique efficace - une logistique commerciale efficace et des mesures de facilitation des échanges transfrontières sont essentielles à la mise en place du commerce électronique de marchandises

Abordabilité

Le caractère abordable des appareils électroniques et leur connexion à Internet étouffent la demande de connectivité numérique dans de nombreux pays où la couverture numérique existe (voir l'encadré 5). Sur le continent africain, par exemple, l'abordabilité des appareils, le coût élevé des données et l'étendue de la couverture réseau restent des défis majeurs.

Un rapport de la GSM Association estime qu'à l'échelle mondiale, 3,4 milliards de personnes n'utilisent pas les services mobiles d'Internet, bien qu'elles vivent dans des zones où la couverture du réseau mobile à large bande est assurée (GSMA, 2021a). Cet écart – défini comme le déficit d'utilisation – est sept fois plus important que le déficit de couverture et représente 43% de la population mondiale.

Plus d'un milliard de personnes vivent dans des pays où 1 Go de données est tout simplement trop cher; et près de 2,5 milliards de personnes vivent dans des pays où le smartphone le plus abordable coûte plus du quart du revenu mensuel moyen (OCDE, 2021b ; Alliance for Affordable Internet et World Wide Web Foundation, 2020).

Encadré 5

Objectif d'abordabilité

L'objectif d'abordabilité fixé par la Commission des Nations Unies sur le large bande au service du développement durable, qui consiste à ramener le coût des services à large bande d'entrée de gamme à moins de 2% du RNB mensuel par habitant d'ici à 2025, n'est toujours pas atteint.

Les prix sont restés bien supérieurs à l'objectif de 2% dans la plupart des PMA. Sur les 18 économies où l'accès à Internet mobile à large bande coûtait plus de 10% du RNB par habitant, 16 étaient des PMA.

Source : Texte adapté de l'UIT (2022).



Une application mobile pour l'énergie solaire est disponible en Ouganda.

Les défis identifiés par les pays en développement et les pays partenaires dans l'exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce montrent que les avantages de la numérisation pour le commerce, et du commerce pour la numérisation, exigent une action dans un certain nombre de domaines différents si l'on veut que ces avantages se concrétisent. Cela nécessite des mesures dans un grand nombre de domaines – du renforcement des compétences numériques et de la lutte contre les fractures numériques à l'amélioration de l'accès aux biens et services relevant des TIC et à l'abordabilité et à la fiabilité des connexions Internet.

Stratégies pour le développement de la connectivité numérique et du commerce électronique

Dans la publication *Panorama de l'aide pour le commerce 2017* (OCDE/OMC, 2017), une fracture en matière de commerce numérique a été constatée car de nombreux répondants n'avaient manifestement pas connaissance des stratégies nationales en matière de connectivité numérique ou de développement du commerce électronique. Sur les 63 répondants au questionnaire relatif à l'exercice de suivi et d'évaluation de cette année, 33 ont dit que leur gouvernement n'avait pas de stratégie en matière de commerce électronique ou de technologie numérique.

Une analyse plus approfondie laissait toutefois penser que les répondants n'avaient peut-être simplement pas connaissance de ces stratégies. Seuls 10 répondants ont indiqué que leur ministère du commerce participait aux mécanismes de coordination nationale pour les TIC. Les autres ont indiqué que de tels mécanismes n'existaient pas.

Cinq ans plus tard, la fracture en matière de commerce numérique semble s'être réduite. Les réponses au questionnaire révèlent ce qui suit :

- 80% des participants de pays en développement ont souligné que la

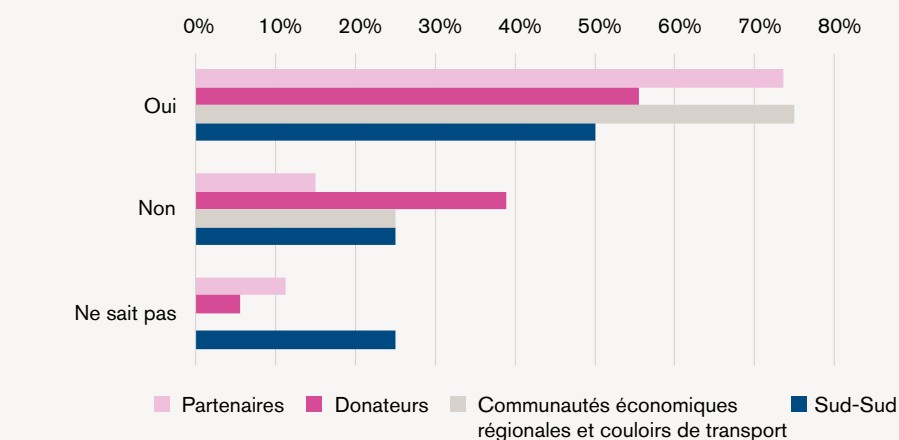
connectivité numérique était une priorité dans leurs stratégies de développement.

- 74% des réponses des pays en développement mentionnaient une stratégie en matière de connectivité numérique (à savoir, économie numérique, commerce électronique).

Les réponses au questionnaire laissent penser que la connectivité numérique et le commerce électronique sont inclus de manière plus systématique dans les stratégies nationales de développement (voir les encadrés 6 et 7) et que les participants à l'exercice de suivi et d'évaluation en ont de plus en plus connaissance (voir la figure 4). Les réponses au questionnaire comprenaient les mesures suivantes (voir le tableau 3 pour plus de détails) :

- adoption de nouvelles stratégies numériques et établissement de ministères dans le domaine ;
- développement de stratégies régionales ;
- création de documents stratégiques sur différents sujets allant de la connectivité numérique de base à des domaines plus spécifiques comme les politiques nationales sur l'intelligence artificielle et les chaînes de blocs.

Figure 4 : Existence de stratégies en matière de connectivité numérique et de développement du commerce électronique



Source : Secrétariat de l'OMC.

Encadré 6

Tirer parti du potentiel des nouvelles technologies : l'expérience de la Norvège

La Norvège a pris conscience que sa politique de coopération pour le développement ne tirait pas pleinement parti des nouvelles technologies en raison de la fragmentation et du manque de coordination de son approche du passage au numérique. Dans l'optique d'obtenir des résultats pérennes à long terme, la Norvège a entrepris d'élaborer une stratégie pour intégrer la transformation numérique dans sa politique de développement.

Après avoir consulté les milieux universitaires et les secteurs privé et public, 11 principes directeurs ont été définis à l'intention du gouvernement et ont été inclus dans la stratégie de développement numérique.* Ces principes visent à faciliter l'intégration des bonnes pratiques établies dans l'ensemble des programmes.

La Norvège et la Norad – l'Agence norvégienne de coopération pour le développement – participent également à l'initiative multipartite Digital Public Goods Alliance qui vise à accélérer la réalisation des ODD dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en facilitant la découverte, le développement et l'utilisation des biens publics numériques et l'investissement en faveur de ceux-ci.

Source : Texte adapté du chapitre 37, OCDE (2021b).

* Voir https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/utvpolitikk/digital_strategynew.pdf.

Encadré 7

Panorama de la politique numérique de la Colombie

La Colombie indique que sa stratégie de développement intitulée « Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité » porte sur tout un ensemble de questions, y compris un appel en faveur de la « Transformation numérique de la Colombie: les pouvoirs publics, les entreprises et les ménages connectés à l'ère du savoir. » La stratégie comprend une approche de la transformation numérique pour l'ensemble des pouvoirs publics et des mesures visant à garantir l'accès aux services à large bande et l'inclusion numérique pour tous les Colombiens.*

Afin de promouvoir la connectivité numérique, la Colombie a mis en œuvre les Plans Vive Digital I et II, le projet national de fibre optique et le projet national de connectivité à grande vitesse. Sa stratégie concernant les TIC consiste à accroître l'accès aux TIC et à améliorer la qualité des services dans ce secteur. L'objectif est de promouvoir l'accessibilité économique des services d'accès fixe à Internet pour les ménages à faible revenu grâce à des incitations du côté de la demande afin de développer les automatismes et les compétences dans le domaine des TIC.

La stratégie nationale concernant le développement numérique et la société a été exposée clairement et les politiques portent notamment sur les sujets suivants :

- la transformation numérique et l'intelligence artificielle**
- les technologies au service de l'apprentissage***
- la confiance et la sécurité dans le domaine numérique*
- le commerce électronique**

Les mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont encouragé l'utilisation des outils numériques pour les activités professionnelles, sociales et éducatives afin de prévenir la propagation du virus. La fourniture d'Internet a été déclarée service public universel à caractère essentiel.



Une école rurale
à La Ceja
(Colombie).

* Voir <https://www.dnp.gov.co/DNPN/Paginas/Plan-Nacional-de-Desarrollo.aspx>.

** Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/3975.pdf>.

*** Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/3988.pdf>.

+ Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/3995.pdf>.

** Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/4012.pdf>.

Gros plan : activités de l'OMC sur le commerce électronique

Pour répondre à l'importance croissante du commerce électronique, les Ministres ont adopté la Déclaration sur le commerce électronique mondial* à la deuxième Conférence ministérielle en mai 1998. La Déclaration préconisait :

- l'établissement d'un programme de travail ;
- un moratoire provisoire sur l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques.

En septembre 1998, le Conseil général a adopté le Programme de travail sur le commerce électronique** pour examiner les questions liées au commerce qui se rapportaient au commerce électronique mondial. Ce programme indiquait ce qui suit :

« Exclusivement aux fins du Programme de travail et sans préjudice de ses résultats, l'expression "commerce électronique" s'entendait de la production, de la distribution, de la commercialisation, de la vente ou de la livraison de marchandises et services par des moyens électroniques. »***

Dans le Programme de travail, les quatre organes de l'OMC suivants ont été chargés d'étudier le lien entre les Accords de l'OMC existants et le commerce électronique :

- Conseil du commerce des services ;
- Conseil du commerce des marchandises ;
- Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) ;
- Comité du commerce et du développement.

L'Initiative conjointe de l'OMC sur le commerce électronique

À la onzième Conférence ministérielle, en décembre 2017, un groupe de 71 Membres de l'OMC est convenu d'engager des travaux exploratoires en vue de futures négociations à l'OMC sur les aspects du commerce électronique liés au commerce. En janvier 2019, 76 Membres de l'OMC ont confirmé dans une déclaration conjointe leur intention d'engager ces négociations. Ils sont convenus de « [s'efforcer] d'obtenir un résultat de haut niveau qui s'appuie sur les Accords et cadres existants de l'OMC avec la participation du plus grand nombre possible de Membres de l'Organisation. »+

Depuis janvier 2021, 86 Membres de l'OMC, représentant 90% du commerce mondial, participent à ces discussions.

* Déclaration sur le commerce électronique mondial, document de l'OMC WT/MIN(98)/DEC/2, 25 mai 1998.

** Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/ecom_f/ecom_work_programme_f.htm.

*** Programme de travail sur le commerce électronique, document de l'OMC JOB/GC/73, 6 février 2015.

+ Pour en savoir plus, voir https://www.wto.org/french/tratop_f/ecom_f/xcom_f/joint_statement_f.htm.

Tableau 3 : Stratégies en matière de connectivité numérique et de développement du commerce électronique

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Bénin	La connectivité numérique en tant que priorité est décrite dans différents programmes d'action du gouvernement, en particulier, l'accélération des investissements massifs en faveur du développement d'infrastructures et de services numériques de qualité
Burkina Faso	Développement de stratégies nationales de commerce électronique
Comores	Stratégie numérique axée sur : ▪ le renforcement des cadres juridique et institutionnel ▪ la promotion de l'utilisation et de la diffusion des TIC ▪ le regroupement de l'infrastructure et la valorisation des investissements ▪ la diversification du secteur au-delà des activités de communication Ambition de devenir « une société de l'information, un acteur de la révolution numérique » d'ici à 2030
Éthiopie	Stratégie en place, mais pas encore mise en œuvre
Madagascar	Le secteur du commerce électronique commence à être structuré et l'essentiel des lois relatives à la protection des utilisateurs existe déjà Certaines lois doivent encore être promulguées sur les thèmes suivants : ▪ l'accréditation de certains centres pour les signatures électroniques ▪ l'établissement de la Commission malagasy sur l'informatique et les libertés (CMIL) pour la protection des données à caractère personnel ▪ l'établissement d'équipes d'intervention pour les incidents informatiques aux fins de la sécurité numérique
Mali	Établissement de la politique nationale pour le développement de l'économie numérique
Maurice	Le gouvernement investira davantage pour numériser les services publics et : ▪ créer un « e-Maurice » ▪ introduire la législation pertinente pour consolider la cybersécurité ▪ encourager les transactions en ligne et scripturales ▪ promouvoir une culture des données ouvertes ▪ améliorer l'accès à Internet à haut débit
Sénégal	Développement de stratégies nationales de commerce électronique
Zambie	Développement de stratégies nationales de commerce électronique, avec par exemple la création du Ministère des sciences et des technologies pour promouvoir une économie numérique durable
Asie et Pacifique	
Bangladesh, Cambodge, Népal	Rédaction de documents stratégiques pour la connectivité numérique et le commerce électronique
Philippines	Stratégies dans le contexte plus vaste de l'administration numérique
Sri Lanka	Élaboration d'une stratégie nationale de transformation numérique en cours
Europe	
République de Moldova	Création de stratégies numériques nationales
Amérique latine et Caraïbes	
El Salvador	Les travaux se concentrent sur des questions spécifiques comme les signatures électroniques et la numérisation des procédures
Mexique, Pérou	Création de stratégies numériques nationales

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Élaboration d'une stratégie nationale de transformation numérique en cours
Sainte-Lucie	La connectivité numérique est un domaine essentiel pour le développement, aussi bien comme secteur en tant que tel que comme facilitateur pour d'autres secteurs
Donateurs	
Australie	La connectivité est mise en avant à des degrés divers dans les plans d'intervention en faveur du développement face à la COVID-19 en fonction de la situation et des besoins des partenaires
Canada	Le statut de membre de l'UIT et les contributions du Canada à cette organisation s'inscrivent dans les efforts que le pays déploie pour promouvoir la connectivité dans le monde (4,8 millions de CAD par an) L'amélioration de la connectivité et de l'accès aux TIC est indispensable pour réaliser les ODD
Fédération de Russie	La connectivité numérique est couverte par les domaines prioritaires définis dans le concept d'aide internationale au développement
Japon	L'innovation scientifique et technologique est l'une des questions prioritaires qui figurent dans les Lignes directrices pour la réalisation des ODD, ainsi qu'une priorité du Plan d'action relatif aux ODD pour 2021
Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	Développement d'une stratégie régionale et sous-régionale de commerce électronique
TradeMark East Africa	Mettant l'accent sur la numérisation des procédures commerciales, elle consacre une très importante part de ses programmes à l'automatisation des agences commerciales (systèmes douaniers, normes, suivi du fret, guichets uniques, portails d'information en ligne) et à des programmes faisant la promotion du commerce électronique
Union européenne	Avec la stratégie « Global Gateway » (Commission européenne, 2019b), l'Union européenne vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements dans le développement des infrastructures au cours de la période 2021-2027 L'UE proposera des trains de mesures sur l'économie numérique qui combinent investissements dans les infrastructures et assistance au niveau national pour garantir la protection des données à caractère personnel, la cybersécurité et le droit à la vie privée, une IA digne de confiance ainsi que des marchés numériques équitables et ouverts

Parmi les autres donateurs ayant répondu, un tableau tout aussi varié se dégage. Des donateurs comme l'Allemagne, la BASD, la Banque mondiale, la CNUCED, les États-Unis, la Norvège (voir l'encadré 6), les Pays-Bas et l'Union européenne ont des stratégies spécifiques pour promouvoir la connectivité numérique.

D'autres donateurs comme l'Australie, la BERD, le Canada, la République de Corée, la Fédération de Russie, le Japon, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, le Taipei chinois cherchent à intégrer la connectivité numérique dans leurs stratégies de coopération pour le développement.



Utilisation d'un appareil mobile pour observer les caractéristiques de la perte de couvert forestier, San Cipriano (Colombie).

Étude de cas

OCDE : Évaluer le financement public du développement en faveur de la numérisation

Le financement du développement en faveur des activités numériques a plus que triplé entre 2015 et 2019 et les fournisseurs ont investi un total de 18,6 milliards d'USD et 4,2 milliards d'USD supplémentaires ont été mobilisés dans le secteur privé, d'après les estimations fondées sur le Système de notification des pays créanciers.

Il est difficile de suivre avec précision le financement en faveur du passage au numérique. Il n'existe pas de définition générale normalisée. Le financement peut prendre de nombreuses formes et soutenir diverses activités comme :

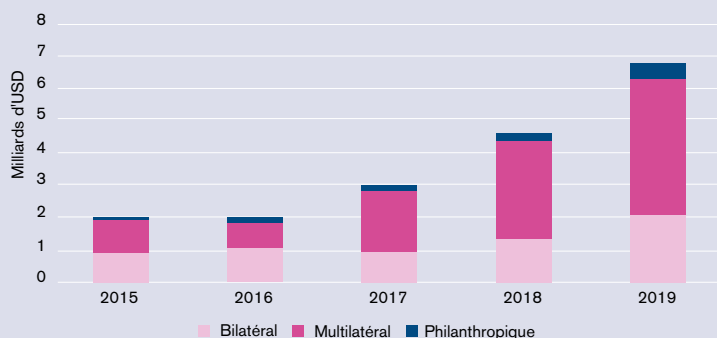
- la mise en place d'infrastructures numériques telles que des réseaux, des outils informatiques et des outils de communication ;
- le développement (au moyen d'activités théoriques et pratiques) de l'ensemble des compétences et des capacités techniques requis pour tirer parti des technologies numériques ;
- la mise en œuvre de changements organisationnels pour tirer parti des nouvelles technologies et permettre de nouvelles activités fondées sur ces technologies.

En dehors des investissements dans les infrastructures numériques matérielles, l'essentiel du soutien à la numérisation et à la transformation numérique est intersectoriel. En 2020, l'Union européenne a mis au point un système de repères pour suivre l'investissement en faveur de la numérisation.

Les fonds fournis par les institutions bilatérales et multilatérales de financement du développement et par les institutions philanthropiques privées ont augmenté, étant passées de 2 milliards d'USD en 2015 à 6,8 milliards d'USD en 2019. À titre de comparaison, en 2019, les fonds alloués à la numérisation par ces institutions sont du même ordre de grandeur que leurs engagements en faveur du développement du secteur industriel (7 milliards d'USD) et des sources d'énergie renouvelable (7,7 milliards d'USD).

Le financement du développement en faveur de la numérisation provenant uniquement des institutions multilatérales a plus que quadruplé, étant passé de 1,0 milliard d'USD en 2015 à 4,2 milliards d'USD en 2019. Le financement du développement provenant des institutions multilatérales représentait 62% du total des engagements des fournisseurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que des institutions philanthropiques en 2019.

Le financement du développement en faveur de la numérisation a plus que triplé entre 2015 et 2019



Source : Estimations de l'OCDE fondées sur les données disponibles dans la base de données du Système de notification des pays créanciers.

Institutions philanthropiques

Le soutien des institutions philanthropiques privées en faveur de la numérisation s'est élevé à 491 millions d'USD en 2019. En termes relatifs, les institutions philanthropiques privées consacrent une plus grande partie de leurs investissements au soutien à la numérisation que les institutions bilatérales et multilatérales. En 2018-2019, les activités relatives à la numérisation représentaient 4,6% du portefeuille des institutions philanthropiques privées, contre 2,7% pour les institutions multilatérales et 1% pour les fournisseurs bilatéraux. Il convient de relever que les fonds des institutions philanthropiques privées sont fournis uniquement sous forme de dons.

Le financement du développement en faveur de la numérisation provient uniquement de quelques institutions philanthropiques privées. En termes absolus, selon des estimations, la Fondation Bill et Melinda Gates est la plus grande institution philanthropique fournissant des fonds en lien avec le secteur numérique, représentant 4% des investissements, ou 556 millions d'USD au cours de la période 2015-2019. La Fondation Mastercard arrivait en deuxième position, consacrant 19% de son portefeuille (161,7 millions d'USD) à des projets numériques au cours de la période. Le Wellcome Trust était troisième avec 10% de son portefeuille (plus de 80 millions d'USD).

Institutions bilatérales et multilatérales

La connectivité numérique et l'économie numérique sont des domaines dans lesquels les institutions bilatérales et multilatérales nouent également des partenariats public-privé et mobilisent des fonds privés supplémentaires. En 2019, les institutions bilatérales et multilatérales ont attiré environ 700 millions d'USD, dont une grande partie au bénéfice du secteur financier.

Les données analysées rendent compte des activités relatives à la numérisation signalées par plus de 100 institutions bilatérales, multilatérales et philanthropiques au cours de la période 2015-2019. Parmi celles-ci, l'Allemagne, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale (par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale) la BAsD, les États-Unis, la France, les institutions de l'UE, la République de Corée, ont fourni 68% du soutien total.



Des étudiants de l'Institut des technologies et de l'information Khowaja (KIIT) acquérant des compétences informatiques, Hyderabad (Pakistan).

Étude de cas

OCDE : Évaluer le financement public du développement en faveur de la numérisation

Le soutien de la BASD concernant les technologies numériques porte sur plusieurs secteurs : l'agriculture et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'éducation, la santé, la gestion du secteur public et les télécommunications. La BASD incorpore des stratégies innovantes concernant les technologies numériques dans ses politiques relatives aux secteurs clés. Au cours de la période 2000-2015, elle a accordé 402 prêts, dons et fonds pour des projets d'assistance technique relatifs aux technologies numériques pour un montant de 11,9 milliards d'USD.

L'Afrique a bénéficié de plus de financement bilatéral du développement en faveur de la numérisation que toute autre région (37,9%); l'Afrique Sub-saharienne recevant à elle seule 27,5% du total (1,7 milliard d'USD) en 2015-2019.* L'Asie a reçu 25,0% du financement bilatéral du développement pour des activités de numérisation et les Amériques, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Océanie ont tous reçu environ 5%.

La répartition est différente pour le financement multilatéral en faveur du développement. Les Amériques ont reçu la plus grande part du financement multilatéral total en faveur de la numérisation – 36,6% (4,1 milliards d'USD). Cela résulte des investissements de la BID, qui ressort dans les estimations comme le plus grand fournisseur de financement pour le développement en lien avec la numérisation. Les fournisseurs bilatéraux semblent investir davantage dans des projets numériques en Afrique, mais aussi en Asie.

Répartition régionale du financement du développement en lien avec la numérisation par les institutions bilatérales et multilatérales (2015-2019)

	Part du financement bilatéral fourni à la région (%)	Part du financement bilatéral total (%)	Part du financement multilatéral fourni à la région (%)	Part du financement multilatéral total (%)
Afrique	5,5		1,0	
Nord du Sahara	4,9	37,9	8,9	25,2
Sud du Sahara	27,5		15,2	
Amérique	0,3		0,8	
Caraïbes et Amérique centrale	2,0	5,5	5,8	36,6
Amérique du Sud	3,2		30,1	
Asie	1,7		0,3	
Extrême-Orient	7,3	25,0	7,2	30,1
Asie du Sud et Asie centrale	15,9		22,6	
Europe	5,1		3,5	
Moyen-Orient	4,7		2,6	
Océanie	4,8		1,8	
Pays en développement non spécifiés	16,9		0,3	

Source : Texte adapté du chapitre 40 de OCDE (2021b).

* Voir l'encadré 8 pour plus de renseignements sur les pôles de jeunes entreprises en Afrique.

En 2020, l'Union africaine a adopté la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030)⁵ avec l'objectif suivant :

« Exploiter les technologies et l'innovation numériques pour transformer les sociétés et les économies africaines afin de promouvoir l'intégration de l'Afrique, de générer une croissance économique inclusive, de stimuler la création d'emplois, d'éliminer la fracture numérique et d'éradiquer la pauvreté pour le développement socioéconomique du continent et pour faire en sorte que l'Afrique s'approprie les outils modernes de gestion numérique. »

La Banque africaine de développement (BAfD) soutient cet agenda au moyen d'initiatives sur la connectivité numérique comme les projets sur le Réseau de base de l'Afrique centrale et de la Dorsale transsaharienne à fibre optique.

La Banque africaine a également lancé des programmes de développement des compétences

et de formation, notamment le programme « Codage pour l'emploi ». La BAfD est consciente du rôle essentiel que le secteur des TIC peut jouer dans la réalisation du potentiel d'industrialisation de la Zone de libre-échange continentale africaine.

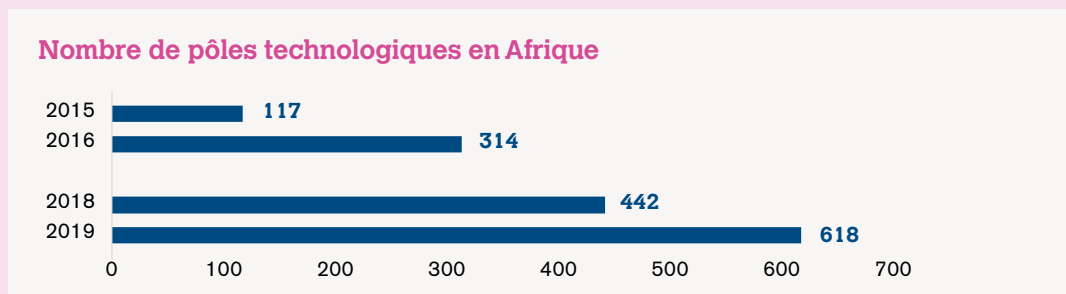
L'Union européenne est un partenaire de développement important pour la transition de l'Afrique vers l'économie numérique. Le Pont d'innovation numérique entre l'Afrique et l'Europe (AEDIB) a été lancé par des États membres de l'UE (Allemagne, Belgique et France) en collaboration avec la Commission européenne pour créer des possibilités d'emploi et ouvrir la voie vers la croissance économique et la reprise.⁶ L'AEDIB établira un réseau panafricain de pôles de l'innovation numérique pour encourager la création de coentreprises et fournira des compétences en matière d'innovation technique et des données d'expérience aux MPME tout en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes grâce à une académie spécialisée.

Encadré 8

Pôles de jeunes entreprises en Afrique

Un domaine dans lequel les institutions philanthropiques privées sont actives est le soutien aux pôles technologiques et à l'entrepreneuriat social en Afrique. Les pôles de jeunes entreprises stimulent l'innovation au service des jeunes entreprises spécialisées dans les technologies et aident les entreprises à renforcer et à atteindre leurs objectifs en leur fournissant des espaces de travail, de l'électricité, une connectivité Internet et d'autres formes d'aide.

La figure ci-dessous montre l'augmentation substantielle du nombre de pôles technologiques en Afrique depuis 2015.



Source : Texte adapté de <https://qz.com/africa/2130846/swedens-norrskan-foundation-is-creating-the-largest-startup-hub>.

La coopération Sud-Sud (autrement dit, entre pays en développement) et la coopération triangulaire (à savoir, en collaboration avec le gouvernement d'un pays développé ou d'une organisation internationale) jouent un rôle de plus en plus important (voir le tableau 4 pour plus de détails). On peut notamment citer les exemples suivants :

- Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et l'Association chinoise du commerce des services ont organisé des séminaires Web de renforcement des capacités sur le commerce électronique transfrontières.⁷
- Les fonds d'affectation spéciale Sud-Sud comme le Dispositif IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud) pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim et le Fonds Inde-ONU pour le partenariat au développement jouent également un rôle clé dans le renforcement des innovations numériques.
- Par l'intermédiaire du Plan de partenariat Chine-Afrique sur l'innovation numérique, la Chine cherche à renforcer l'infrastructure numérique de l'Afrique en partageant sa technologie numérique et en promouvant l'interconnectivité de l'infrastructure numérique (voir l'encadré 9).⁸

Encadré 9

Plan de partenariat Chine-Afrique sur l'innovation numérique

Le Plan de partenariat Chine-Afrique sur l'innovation numérique a été annoncé à l'occasion du Forum Chine-Afrique sur le développement d'Internet et la coopération dans ce domaine tenu le 24 août 2021. Dans le cadre de ce plan, la Chine cherche à renforcer l'infrastructure numérique de l'Afrique en partageant sa technologie numérique et en promouvant l'interconnectivité de l'infrastructure numérique. Les entreprises chinoises sont encouragées à travailler avec leurs homologues africains pour établir l'infrastructure numérique, y compris des réseaux de base pour la fibre optique, la connectivité transfrontières, le réseau mobile de nouvelle génération et la connexion du « dernier kilomètre ».

La Chine a également convenu de soutenir l'Afrique en améliorant la numérisation des secteurs public et privé, en accélérant l'industrialisation de l'Afrique grâce à des technologies de pointe comme l'informatique en nuage, l'intelligence artificielle, Internet des objets et le paiement mobile. La coopération en matière de commerce électronique afin de faciliter l'accès des produits de marque africains au marché chinois grâce au commerce électronique transfrontières a été identifiée comme domaine de coopération essentiel.

Des mesures sont proposées pour briser le goulet d'étranglement qui touche les talents dans l'innovation numérique, y compris grâce à la coopération renforcée entre la Chine et l'Afrique concernant l'enseignement à distance. L'inclusion numérique est un autre domaine de coopération qui implique l'utilisation des technologies numériques aux fins du bien-être des personnes, comme la gestion du trafic, la santé et la finance, les villes intelligentes, la gouvernance et la lutte contre la COVID-19. Les entreprises chinoises sont encouragées à soutenir l'administration en ligne, les paiements en ligne et les monnaies numériques.

La nécessité de renforcer la sécurité numérique et d'améliorer les capacités numériques de gouvernance en Afrique est également reconnue dans le cadre d'initiatives sur le cyberspace et la sécurité des données**.

Source : Texte adapté de <https://www.mfa.gov.cn/ce/ceme/mon/wjbxw/t1901752.htm>.

* Voir <https://www.fmprc.gov.cn/ce/ceka/rus/sgxx/sgdt/t1842433.htm>.

** Voir <https://www.mfa.gov.cn/ce/ceus/eng/zgyw/t1812951.htm>.



AVIS D'EXPERT

Le commerce numérique, la connectivité et le développement durable

Par Torbjörn Fredriksson,
Chef du Service du commerce électronique et de
l'économie numérique, Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement (CNUCED)

La pandémie de COVID-19 a stimulé la transformation numérique dans le monde entier et a notamment accéléré le passage à un commerce davantage numérique. Alors que les solutions numériques ont offert une bouée de sauvetage à de toutes entreprises au milieu des restrictions de voyages et des autres restrictions, elles n'ont clairement pas pu en tirer profit. Les différences qui subsistent dans de nombreux domaines en matière de préparation au numérique font qu'il est encore plus important de renforcer la fourniture d'un soutien effectif aux pays qui sont à la traîne afin d'éviter que les inégalités ne se creusent. L'initiative Commerce électronique pour tous menée par la CNUCED devrait être exploitée efficacement dans ce contexte.

Dans le domaine du commerce, si le commerce mondial des produits des technologies de l'information et de la communication (TIC) a progressé pendant la pandémie, les pays les moins avancés (PMA) et les pays africains ont vu leurs exportations et leurs importations de produits des TIC chuter fortement. De la même manière, la part des services pouvant être fournis par voie numérique dans l'ensemble des services exportés était considérablement plus réduite dans les pays à faible revenu que dans les pays plus avancés (CNUCED, 2021). En d'autres termes, les pays à faible revenu et qui sont moins préparés au numérique ont davantage perdu du terrain pendant la pandémie, augmentant le risque de voir les inégalités se creuser. Il sera très difficile de multiplier par deux la part des PMA dans le commerce mondial – comme indiqué dans la cible 17.11 des Objectifs de développement durable des Nations Unies, à moins que des efforts supplémentaires ne soient faits pour renforcer leur capacité de participer au commerce numérique et d'en tirer parti.

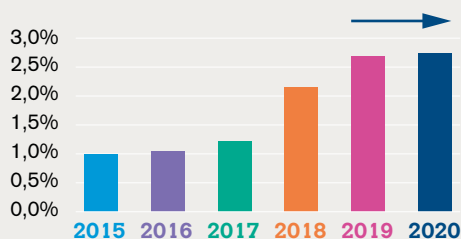
Malheureusement, d'après les données disponibles, la part des fonds de l'Aide pour le commerce allouée au domaine des TIC n'a pas poursuivi sa croissance et s'est stabilisée à 2,7% en 2020 (voir la figure). Toutefois, en termes absolus, les ressources allouées au domaine des TIC ont augmenté de 300 millions d'USD en 2020 (CNUCED, 2022).

Compte tenu de l'urgence qu'il y a à remédier aux lacunes en matière de préparation au numérique et des niveaux insuffisants de l'assistance au développement, les membres de la communauté internationale, y compris les donateurs bilatéraux doivent travailler ensemble de manière innovante. Il faut du temps pour élaborer et mettre en place des solutions en vue d'améliorer les cadres juridiques et réglementaires dans le but d'accroître la confiance en ligne, de renforcer les compétences en matière d'économie numérique, de développer l'entrepreneuriat des femmes en ligne et de faciliter l'inclusion financière numérique.

L'initiative Commerce électronique pour tous offre des solutions pratiques que les partenaires internationaux de développement peuvent utiliser lorsqu'ils cherchent à établir des priorités pour des fonds limités dans le domaine du numérique aux fins du développement. Sa plate-forme en ligne fournit une multitude de renseignements sur 34 organisations partenaires et leurs forces qui peuvent être exploitées pour avoir un effet plus large. Sa liste des activités d'assistance technique disponibles et des produits et programmes existants peut aider à identifier les domaines qui ne sont pas bien couverts et dans lesquels des investissements et des initiatives catalytiques pourraient être particulièrement utiles.

Pour ce qui est de l'avenir, il est encore possible de renforcer la coordination. Compte tenu de l'énorme demande d'assistance, il sera important d'éviter le chevauchement des activités lorsque cela est possible de chercher plutôt à mettre en œuvre le soutien nécessaire grâce à des efforts conjoints. Ainsi, il serait fait bon usage de l'argent des contribuables et la charge pour les gouvernements des pays bénéficiaires serait réduite en ce qui concerne la gestion des relations avec les partenaires de développement. Il est probable que les partenariats et les collaborations efficaces feront écho chez les donateurs, ce qui, espérons-le, contribuera à mobiliser des ressources supplémentaires et à produire de meilleurs résultats.

Part de toutes les ressources de l'Aide pour le commerce (2015-2020)



Source : Analyse de la CNUCED fondée sur des données de l'OCDE concernant les dépenses de l'Aide pour le commerce.

Tableau 4 : Projets et programmes de l'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique et du commerce électronique

Donateurs	Réponses au questionnaire
Projets et programmes bilatéraux	
Allemagne	L'initiative Make-IT soutient la création d'innovation numérique à l'échelle locale pour un développement inclusif et durable permettant aux acteurs locaux de participer à l'économie mondiale
Australie	Un domaine prioritaire fondamental de sa stratégie d'Aide pour le commerce en faveur du Pacifique est le commerce électronique : - le Fonds d'aide pour le commerce électronique contribue à développer les capacités en matière de commerce électronique en Asie et dans le Pacifique en promouvant la participation des MPME et des femmes - un soutien est fourni au développement de la stratégie et de la feuille de route concernant le commerce électronique dans le Pacifique, qui accompagne l'investissement dans des câbles sous-marin dans la région
République de Corée	Le Fonds de coopération pour le développement économique (EDCF) contribue avec des prêts à des conditions libérales, la priorité étant donnée aux secteurs de l'écologie, du numérique et de la santé Des améliorations ont été apportées à la connectivité numérique des institutions publiques et des ménages en El Salvador, avec 35 millions d'USD en faveur de la résilience des infrastructures numériques et des compétences numériques

Donateurs	Réponses au questionnaire
États-Unis	La stratégie numérique quinquennale de l'USAID dont les objectifs sont les suivants a été soulignée : ▪ améliorer les résultats en matière de développement et d'assistance humanitaire grâce à une utilisation responsable des technologies numériques ▪ accroître l'ouverture, la sécurité et le caractère inclusif des écosystèmes numériques nationaux
Union européenne	Lancement de la plate-forme Digital for Development (D4D) en décembre 2020 – une plate-forme multipartite mondiale : ▪ de nombreuses initiatives numériques rassemblées pour un effet coordonné ▪ 11 membres de l'UE ont signé une lettre d'intention pour coopérer en vue d'une stratégie européenne unique en matière de développement numérique ▪ la plate-forme D4D établira des branches régionales en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans le voisinage oriental de l'UE
Projets et programmes multilatéraux	
Centre du commerce international	La stratégie de transformation numérique relative aux marchandises a pour but d'utiliser les technologies numériques aux fins de la croissance inclusive et d'aider les clients en ce qui concerne l'innovation numérique en lien avec le commerce
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Mise au point de l'initiative Commerce électronique pour tous et des évaluations de la préparation au commerce avec les pays en développement, en particulier les PMA en vue d'élaborer des plans d'action visant à renforcer le développement numérique
Groupe de la Banque mondiale	La priorité du soutien au commerce porte sur la mise au point de cadres réglementaires qui facilitent le commerce numérique et le soutien aux pays en développement pour : ▪ mieux faire comprendre les cadres réglementaires en vigueur dans le domaine du commerce électronique ▪ évaluer les pratiques réglementaires dans les différents secteurs de la réglementation du commerce numérique ▪ examiner comment mieux prendre en compte les intérêts et préoccupations stratégiques des pays en développement dans les règles internationales relatives au commerce numérique
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Des cours de formation au commerce électronique sont proposés aux MPME et un Cadre stratégique pour la quatrième révolution industrielle (2022-2030) est à disposition
Programme des Nations Unies pour le développement	Sa stratégie numérique vise à renforcer le soutien au commerce électronique en tant qu'outil de résilience des MPME face à la pandémie de COVID-19

Étude de cas

Observation par satellite et résultats en matière de développement durable

Banque asiatique de développement

La « Earth Observation for a Transforming Asia and Pacific » est une initiative de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de la BASD. Les informations environnementales obtenues par satellite fournissent de nouvelles manières de relever les défis liés au développement (ESA/BASD, 2017).

Le recours à l'observation par satellite a progressé de manière considérable pour de nombreuses applications environnementales. Les satellites offrent un moyen non-intrusif, objectif et constant de recueillir des renseignements. De plus en plus d'importance est accordée à l'utilisation de la technologie au service des défis sociétaux (par exemple, démographie, alimentation, eau, énergie).

L'ESA a renforcé le projet en 2016 pour mettre l'accent sur 10 priorités : le développement urbain ; le développement agricole et rural ; la gestion des ressources hydrologiques ; les ressources marines ; la gestion des risques et la réduction des catastrophes ; l'énergie ; la gestion des forêts ; les services écosystémiques ; les états fragiles et en conflit ; et la résilience face aux changements climatiques et la protection contre ceux-ci.

Fonds monétaire international

Le 26 mai 2022, une équipe travaillant sur une plate-forme qui utilise les observations par satellite et l'analyse des mégadonnées pour suivre les perturbations du commerce causées par des catastrophes naturelles liées au climat a remporté le *Climate Innovation Challenge* du FMI.* Le financement initial accordé à l'équipe lui permettra de développer sa plate-forme PortWatch pour permettre aux responsables politiques de suivre les retombées locales et mondiales des phénomènes météorologiques extrêmes et d'étudier les risques de fermeture de ports qui pèsent sur la chaîne d'approvisionnement mondiale. Les petits États en développement feront partie des principaux bénéficiaires de ces travaux compte tenu de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles, de leur forte dépendance au commerce international et de leurs capacités limitées en matière de statistiques.

* Voir <https://www.imf.org/en/Topics/innovation-at-the-imf/imf-climate-innovation-challenge>.



Le cyclone Idai, à l'ouest de Madagascar et se dirigeant vers le Mozambique, 13 mars 2019.



AVIS D'EXPERT

Saisir les avantages du commerce numérique aux fins du développement durable.

Javier Lopez Gonzalez, Analyste principal des politiques commerciales et Silvia Sorescu, Analyste des politiques commerciales, Direction du commerce et de l'agriculture, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le passage au numérique offre aux pays en développement et aux entreprises de toutes tailles de nouvelles possibilités pour surmonter les désavantages existants en matière de coût du commerce et de livrer leurs produits sur un éventail plus large de marchés. Plus de numérisation signifie plus d'échanges : une augmentation de 10% de la connectivité numérique entre des pays augmente le commerce de marchandises de près de 2%, les envois de colis de 4% et le commerce des services de plus de 3%. Il importe de noter que ces effets positifs sont constatés dans tous les secteurs.

L'accès à des intrants numériques moins chers, plus sophistiqués et plus variés, y compris des logiciels améliorant la productivité, des technologies de la communication ou des services de règlement en ligne, peut aider les entreprises à livrer leur produits à une base de clients plus large. L'accès par voie numérique à des services fournis aux entreprises, comme les services bancaires sur Internet ou les services de comptabilité en ligne, aide également à stimuler la compétitivité des exportations, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à faible revenu.

Les outils numériques de facilitation des échanges peuvent contribuer à réduire les coûts du commerce à différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement. Une meilleure utilisation de ces outils, y compris grâce à la mise en œuvre soutenue de l'Accord de l'OMC sur la facilitation

des échanges peut aider les MPME dans les pays en développement à exercer une activité commerciale et à accroître la valeur de leurs exportations et de leurs importations de plus de 4,5%.

Toutefois, les avantages de la numérisation du commerce et du commerce au service de la numérisation ne sont pas automatiques. Tout un ensemble de leviers politiques sont nécessaires pour promouvoir une participation et des avantages accrus, y compris au moyen de nouvelles approches en matière d'ouverture des marchés, et ce également pour les pays en développement.

Des mesures sont nécessaires dans plusieurs domaines d'action, allant du renforcement des compétences numériques à la réduction des fractures numériques en passant par l'amélioration de l'accès aux biens et services des TIC et par l'accessibilité financière et la fiabilité des connexions à Internet. Adopter une approche holistique concernant l'ouverture du marché implique de comprendre comment les questions de politique commerciale interagissent avec d'autres domaines d'action comme le respect de la vie privée et la protection des données, l'innovation, la concurrence, l'infrastructure, la connectivité, la fiscalité ou les compétences.

L'ouverture du marché doit également prendre en compte l'ensemble des mesures qui touchent chaque transaction particulière. Par exemple, si

l'accès à Internet est une condition indispensable au succès du commerce électronique de marchandises, d'autres conditions doivent également être remplies. Si les services de transport, de logistique ou de paiement en ligne dans le pays de réception ou de livraison sont onéreux en raison de restrictions au commerce des services, ou si les marchandises sont retenues à la frontière par des procédures inefficaces, alors les avantages du commerce numérique risquent de ne pas se concrétiser.

Pour garantir que les avantages se concrétisent et soient plus largement répartis, un cadre réglementaire permettant aussi bien aux pouvoirs publics des pays développés qu'à ceux des pays en développement de répondre aux nouveaux défis posés par la numérisation est nécessaire. Des discussions sur le commerce numérique sont en cours, par exemple dans le cadre de l'initiative de l'OMC liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique, ainsi que de différents accords commerciaux. Dans son Inventaire du commerce numérique réalisé récemment, l'OCDE souligne qu'une utilisation substantielle des instruments est déjà discutée dans le cadre de l'initiative dans de nombreux pays en développement. En outre, dans le cadre de certains accords commerciaux régionaux ou de certaines

instances de coopération qui comprennent des économies en développement, de nouvelles règles de diverses portée et intensité sont envisagées dans des domaines importants pour le commerce numérique.

Il est important que les pays en développement participent aux discussions en cours sur le commerce numérique et contribuent à l'élaboration des règles sur lesquelles se fonderont une part croissante de leurs économies, car des divergences réglementaires transfrontières et un manque d'interopérabilité peuvent donner lieu à des coûts de transaction supplémentaires lorsque des activités doivent être mises en conformité avec de multiples cadres réglementaires.

Le renforcement des engagements relatifs à l'Aide pour le commerce dans des domaines comme les communications, la politique et la réglementation commerciales peut jouer un rôle clé pour aider les pays à combler les lacunes en matière de connectivité numérique et de compétences, et relever les défis techniques et réglementaires.

Le commerce numérique permet à une propriétaire au Kenya de développer son activité en ligne.



Connectivité numérique, commerce électronique et transition vers le développement durable

D'après l'UIT, les TIC peuvent aider à remédier aux préoccupations climatiques les plus pressantes, ainsi qu'à opérer la transition réellement nécessaire vers une économie circulaire (UIT, 2019). Les TIC peuvent être utilisées pour suivre les changements climatiques (par exemple, l'observation de l'espace peut être utilisée pour surveiller la déforestation) et atténuer leurs effets – et s'adapter à ceux-ci (par exemple, en développant des réseaux électriques intelligents ou en améliorant les systèmes d'alerte rapide pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents).

L'adoption d'approches numériques peut favoriser l'accessibilité, l'efficacité et la durabilité. Les réponses au questionnaire montrent en quoi la connectivité numérique et les TIC peuvent soutenir les résultats en matière de développement durable, notamment, (voir le tableau 5 pour plus de détails) :

- fournir des données climatiques, hydrométéorologiques et de météorologie marine pour les alertes rapides en cas de phénomènes météorologiques extrêmes ;
- permettre aux agriculteurs de consulter les prévisions météorologiques sur des appareils cellulaires ;
- augmenter la productivité agricole en utilisant des capteurs pour surveiller l'humidité relative et la fertilité des sols ;
- utiliser la numérisation pour fournir des services qui offrent un ensemble d'autres avantages (par exemple, une meilleure mobilité dans les transports qui réduit la consommation énergétique, les services de santé et d'enseignement en ligne ou le commerce électronique dans les zones rurales grâce à la connectivité numérique) ;
- utiliser la connectivité numérique pour contribuer à réduire l'empreinte carbone

relativement importante dans la fourniture de services, les transactions économiques, la logistique et l'utilisation de l'énergie.

Une application importante des technologies numériques dans le domaine du développement durable mentionnée dans le questionnaire est la traçabilité. L'Open Timber Portal est une initiative lancée par l'Institut des ressources mondiales pour créer une plate-forme de données en libre accès qui fournit des renseignements sur les producteurs forestiers. Les données peuvent être utilisées, par exemple, pour suivre l'application du Règlement de l'UE sur le bois⁹ dans le cadre du processus d'accord de partenariat volontaire¹⁰ entre le pays producteur et l'Union européenne.

D'après les réponses au questionnaire, le secteur des services est celui dans lequel la connectivité numérique pourrait le mieux soutenir la transition vers le développement durable (voir la figure 5). Tout en reconnaissant que les réponses dépendent du contexte, l'Union européenne relève qu'une plus grande connectivité numérique pourrait améliorer la productivité, la création d'emplois et la transition vers le développement durable dans tous les secteurs; toutefois, certains secteurs ressortent davantage que d'autres. C'est le cas en particulier du secteur des services, qui englobe les services informatiques et l'accès aux services financiers numériques, lesquels sont des facteurs de compétitivité pour d'autres secteurs.

Maurice souligne le rôle que les plates-formes numériques peuvent jouer pour informer le public au sujet des produits respectueux de l'environnement et durables. Le public peut modifier ses habitudes de consommation en choisissant le produit le plus respectueux de l'environnement. Toutefois, dans les réponses au questionnaire, il est également question des effets négatifs sur l'environnement qu'ont la

connectivité numérique et les produits des TIC, comme évoqué par l'UIT (2019) :

« Les TIC consomment également de l'énergie et sont par conséquent susceptibles de contribuer aux émissions et aux déchets mondiaux dans le cadre de leur production, de leur utilisation et de leur obsolescence et elles dépendent de la source d'énergie utilisée. Par exemple, les progrès technologiques – et la prolifération des technologies de pointe (comme

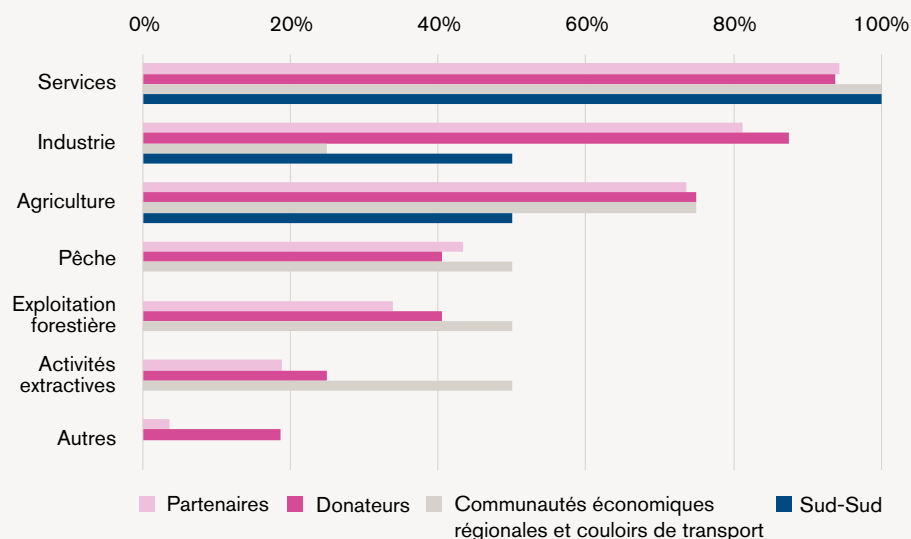
l'intelligence artificielle, Internet des objets, la 5G, les jumeaux numériques, la robotique, etc.), en particulier – contribuent à l'augmentation du nombre de centres de données et aux préoccupations quant à leur consommation d'énergie, qui augmente à un rythme alarmant. Le nombre croissant de services liés aux TIC augmente également l'empreinte environnementale du secteur des TIC, ce qui appelle à prendre des mesures pour surveiller cette tendance. »

Tableau 5 : Connectivité numérique, commerce électronique et transition vers le développement durable

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Madagascar	La connectivité numérique est prometteuse dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche
Mali	L'introduction des TIC peut stimuler la productivité agricole grâce : ▪ à l'utilisation de capteurs pour surveiller l'humidité relative et la fertilité des sols ▪ à l'utilisation de sondes pour mesurer la densité de poissons ou de ressources halieutiques ▪ à l'automatisation des moyens de production industrielle et agricole ▪ au développement du commerce électronique
Maurice	La plate-forme de l'Office du développement économique peut faciliter la conduite des activités commerciales pour attirer des investisseurs potentiels dans le domaine du recyclage Le système d'information des consommateurs est une plate-forme numérique destinée à renseigner le public sur les produits respectueux de l'environnement et durables.
Asie et Pacifique	
Indonésie	Les jeunes entreprises permettent de fournir des financements et de dispenser des formations dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche sur l'utilisation de la technologie et permettent également aux pêcheurs locaux d'accéder à un marché plus vaste grâce à l'utilisation des technologies numériques Des services fournis via la numérisation et la connectivité numérique peuvent permettre : ▪ de réduire la consommation d'énergie dans les transports publics et donc réduire la dépendance aux combustibles fossiles non durables ▪ de fournir des services de santé et d'éducation aux populations rurales ▪ de faire connaître le commerce électronique dans les zones rurales ▪ de favoriser la numérisation des MPME à titre de transformation numérique Le pays vise à devenir le « grenier alimentaire du monde » d'ici à 2045 et dispose de plusieurs politiques visant à maintenir la stabilité de la chaîne de sécurité alimentaire

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Pakistan	Les agriculteurs peuvent consulter les prévisions météorologiques sous forme numérique sur leurs appareils cellulaires Les bénéficiaires de programmes gouvernementaux sont identifiés grâce au système de cartes reposant sur une base de données de Kissan
Amérique latine et Caraïbes	
Colombie	La stratégie d'adaptation aux changements climatiques a pour objectif d'utiliser la connectivité numérique et de promouvoir les outils des TIC pour atténuer les effets du changement climatique et s'adapter à celui-ci, notamment en mettant à disposition les renseignements climatiques, hydrométéorologiques et de météorologie marine pour l'alerte rapide en cas de phénomènes météorologiques extrêmes
Donateurs	
Australie	L'adoption d'approches numériques pourrait favoriser l'accessibilité, l'efficacité et la durabilité
Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	La connectivité numérique peut : - être utilisée pour suivre les activités qui menacent d'épuiser les ressources naturelles (par exemple, la pêche, l'exploitation forestière, les activités extractives) - favoriser le tourisme durable à petite échelle - aider les agriculteurs dans les zones rurales isolées à mettre en œuvre des pratiques agricoles durables
Suède	L'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) soutient les initiatives du Centre du commerce international comme les projets GreenToCompete et SheTrades
Taïpei chinois	Développement du système de traçabilité des produits iFarm en cours

Figure 5 : Secteurs dans lesquels la connectivité numérique pourrait le mieux soutenir la transition vers un développement durable



Source : Secrétariat de l'OMC.

Connectivité numérique, égalité des genres et autonomisation économique des femmes

La connectivité numérique en tant que moteur de l'autonomisation économique des femmes est le message qui ressort fortement des réponses au questionnaire. Là où les TIC et les technologies numériques sont mises en place pour répondre aux besoins des femmes et des filles, elles offrent un important potentiel de réduction des inégalités hommes-femmes (BAsD, 2016a) :

« Le secteur est une source croissante d'emplois à plein temps et à temps partiel, en particulier pour les jeunes femmes et hommes des centres urbains. Si les postes de supervision et de gestion sont

généralement à dominante masculine, la part des femmes dans les emplois des TIC augmente à tous les niveaux. »

D'après un rapport de la GSM Association, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, 112 millions de femmes supplémentaires ont commencé à utiliser Internet mobile en 2020 (GSMA, 2021b). Ces dernières années, peu de changements ont été constatés au sujet de l'écart entre les hommes et les femmes concernant Internet mobile, à l'exception de l'Asie du Sud, où l'écart qui était très prononcé a été réduit.

Des étudiants au Tailulu College profitent de services à large bande à haute vitesse, Nuku'alofa (Tonga)



Les réponses au questionnaire renvoient à l'écart entre les genres dans un contexte national (voir la figure 6). Parmi les principales difficultés rencontrées par les femmes pour accéder aux technologies numériques, citons les suivantes (voir le tableau 6 pour plus de détails) :

- de faibles taux de scolarisation pour les filles ;
- un faible pouvoir d'achat des femmes pour l'achat d'appareils ;
- des difficultés pour les femmes peu instruites concernant les fonctionnalités et l'utilisation des technologies relatives au numérique ;
- une attitude négative des membres de la famille envers les femmes qui accèdent aux technologies numériques ;
- l'absence de contenu pertinent pour les femmes ;
- la vulnérabilité en ligne et hors ligne ressentie par les femmes ;
- les obstacles socioculturels ;
- le manque de confiance de certaines femmes dans l'utilisation des technologies numériques ;

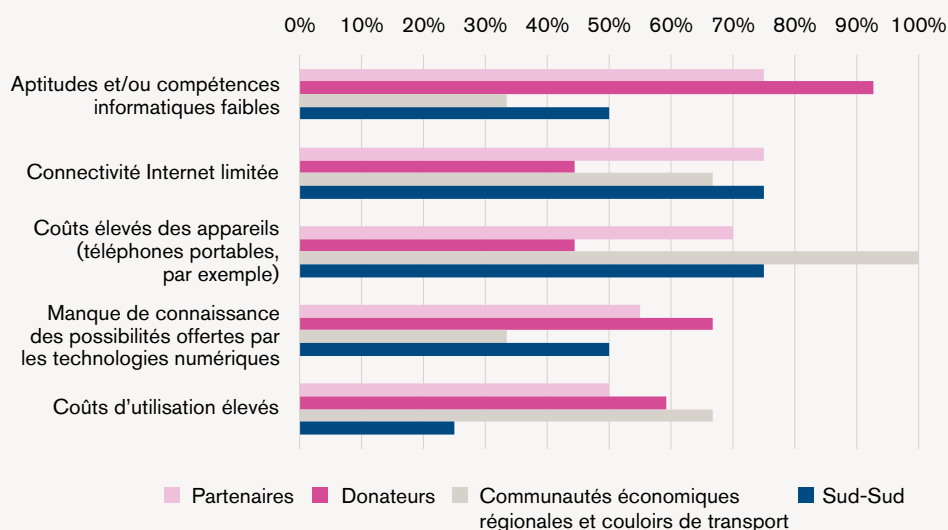
- une infrastructure des TIC de qualité moindre dans les zones rurales, où résident de nombreuses femmes.

Il est souligné dans plus de 70% des réponses au questionnaire que les femmes rencontrent des difficultés particulières pour accéder aux technologies numériques. Cela concorde avec les résultats d'études sur la fracture numérique à laquelle sont confrontées les femmes pour accéder à Internet :

« D'après les données les plus récentes de l'UIT, la part des femmes qui utilisent Internet dans le monde s'élève à 48%, contre 55% pour les hommes. En termes relatifs, cela signifie que l'écart entre les genres concernant l'utilisation d'Internet dans le monde est de 12,5%. »¹¹

Dans certaines régions, cet écart est plus prononcé. Par exemple, la BAsD constate que les écarts entre les genres concernant le numérique sont plus importants en Asie et dans le Pacifique

Figure 6 : Obstacles les plus fréquemment cités par les participants comme empêchant les femmes d'accéder aux technologies numériques



Source : Secrétariat de l'OMC.

avec une différence de 17% entre les femmes et les hommes concernant l'utilisation d'Internet. En 2020, la Banque interaméricaine de développement a rendu compte de recherches sur l'exclusion numérique des femmes dans les zones rurales (Rotundi *et al.*, 2020) :

« Dans 17 des 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes examinés, moins de femmes

que d'hommes indiquent posséder un téléphone portable. Plus l'écart entre les genres est grand en ce qui concerne la possession de téléphones portables, plus la participation des femmes à la population active est faible. Les femmes rurales constituent le groupe le moins connecté. »¹²

Tableau 6 : Connectivité numérique, égalité des genres et autonomisation économique des femmes

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	Les trois principales difficultés rencontrées par les femmes pour accéder aux technologies numériques sont les suivantes : ▪ faibles taux de scolarisation ▪ faible pouvoir d'achat pour l'achat d'appareils ▪ difficultés concernant les fonctionnalités et l'utilisation des technologies connexes Le soutien apporté correspond bien aux objectifs et aux priorités des femmes en matière de commerce, à savoir : ▪ renforcer l'autonomisation économique des femmes ▪ promouvoir l'intégration socioéconomique des femmes avec un accès égal aux possibilités d'emploi et aux facteurs de production ▪ améliorer l'environnement institutionnel, juridique et organisationnel ▪ promouvoir la productivité et la compétitivité des entreprises dirigées par des femmes
Ouganda	Les obstacles émanent en grande partie : ▪ d'attitudes patriarcales et d'éthiques professionnelles institutionnalisées ▪ de limites physiques des équipements liés aux TIC ▪ de particularités, de perceptions et d'attitudes individuelles
Asie et Pacifique	
Pakistan	La mise en conformité avec les priorités et les objectifs commerciaux est démontrée par l'incorporation de plans nationaux sur l'égalité des genres et l'autonomisation comme le cadre stratégique de la politique commerciale, la politique en matière de commerce électronique et la politique concernant les MPME
Sri Lanka	Les obstacles supplémentaires qui empêchent les femmes d'accéder aux technologies numériques sont notamment les suivants : ▪ une attitude négative des membres de la famille envers les femmes qui accèdent aux technologies numériques ▪ l'absence de contenu pertinent ▪ la vulnérabilité en ligne et hors ligne ▪ les obstacles socioculturels ▪ le manque de confiance ▪ des connaissances informatiques moins développées

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Amérique latine et Caraïbes	
Mexique	Il ressort du recensement économique de 2019, en ce qui concerne la fracture numérique entre les genres et les femmes d'affaires dans plus de 4 millions d'entreprises examinées, que : ▪ 10,3% des entreprises détenues par des femmes disposaient de matériels informatiques (contre 20,3% pour celles détenues par des hommes) ▪ 8,7% des entreprises détenues par des femmes utilisaient Internet (contre 17,5% pour celles détenues par des hommes)
Pérou	Le manque de compétences numériques est un obstacle dans l'accès aux TIC et les femmes sont touchées dans une plus large mesure, ce qui conduit également à la ségrégation en ce qui concerne aussi bien le type d'emplois occupés par les hommes et les femmes que les raisons qui les conduisent à rechercher un emploi dans les plates-formes numériques
Donateurs	
Allemagne	Les obstacles sont interdépendants et comprennent : ▪ les préjugés socioculturels sexistes limitatifs ▪ le manque de connaissances informatiques et de compétences numériques (y compris les connaissances concernant les services financiers numériques) ▪ la sous-représentation des femmes dans le secteur des TI ▪ un accès limité à Internet et l'accessibilité financière d'Internet
Australie	Les femmes et les filles ont un accès moindre ou restreint aux technologies numériques en raison de normes socioculturelles qui influencent les décisions en matière d'éducation, de ressources et d'emploi
Banque mondiale	Dans le cadre de son étude sur le commerce et le genre dans la région des îles du Pacifique, la Banque mondiale a constaté que, parmi les femmes interrogées dans les cinq pays examinés, peu savaient que les déclarations d'importation et d'exportation pouvaient être présentées par voie électronique Les avantages pour les négociants sont notamment des délais de dédouanement raccourcis, des processus transparents et prévisibles et moins de bureaucratie Les négociantes ont tendance à avoir plus de mal à trouver des renseignements sur les réglementations et procédures à la frontière que leurs homologues masculins

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Canada	Un projet mené par le Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies met en exergue le volume croissant d'abus et de désinformation en ligne fondés sur le genre et que ces contenus préjudiciables visent à menacer et à déshumaniser les femmes et constituent un obstacle à la participation politique des femmes La sous-représentation des femmes dans les secteurs de la science et des technologies pourrait avoir un effet sur la conception des technologies et créer un biais en faveur des hommes concernant la manière dont les technologies gèrent les renseignements Avec la Politique d'aide internationale féministe, le Canada cherche à remédier à la fracture numérique entre les genres, y compris en ce qui concerne l'accès physique, la formation théorique et pratique sur les écosystèmes numériques et l'expérience particulière des femmes et des filles en ligne
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Le secteur numérique demeure largement à dominance masculine et les femmes rencontrent toujours des obstacles pour ce qui est de tirer parti de la transformation numérique Des inégalités de genres préexistantes compliquent l'accès des femmes aux technologies numériques : ▪ les préjugés sexistes ▪ une plus faible participation aux processus de prise de décision ▪ des compétences numériques plus limitées ▪ un manque de confiance ▪ un accès inégal au financement La pandémie de COVID-19 a accéléré la numérisation et exacerbé la nécessité de remédier aux goulets d'étranglement persistants et d'accorder une plus grande importance aux questions de genre dans l'économie numérique
Japon	Obstacles et contraintes plus importants rencontrés par les femmes et les filles : ▪ pour accéder à Internet (y compris l'accessibilité financière des technologies) ▪ pour développer les compétences numériques ▪ pour trouver un emploi dans le secteur des TIC Des inquiétudes en matière de sécurité et de respect de la vie privée en lien avec le harcèlement et la violence dans le cyberspace découragent les femmes de devenir actives sur Internet D'après l'Agence japonaise de coopération internationale, il est essentiel de remédier à la fracture numérique entre les genres pour garantir que les femmes et les filles aient un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi et pour améliorer leur participation civique
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Comblant la fracture numérique entre les genres est une condition préalable à la réalisation d'une croissance économique durable et à la prospérité

Étude de cas

USAID : Pourquoi la fracture numérique entre hommes et femmes existe-t-elle?

Les principales raisons de l'accès limité des femmes et des filles aux technologies mobiles et à Internet et de leur faible utilisation de ces ressources sont interdépendantes et complexes, mais elles sont ancrées dans les inégalités mondiales entre les genres. Les principaux obstacles peuvent être regroupés en quatre grandes catégories.

Accessibilité financière

À cause des normes sociales, les femmes sont souvent moins indépendantes financièrement que les hommes et ont des revenus plus faibles. Étant donné que les femmes sont donc davantage sensibles aux prix que les hommes elles ont généralement des appareils moins sophistiqués et moins d'expérience en tant qu'utilisatrices. Elles ont également un revenu disponible inférieur à consacrer aux services mobiles ou à Internet.

Disponibilité

Une qualité de réseau inférieure et une couverture moindre créent des obstacles supplémentaires pour les femmes et les filles. Le choix en termes de réseau fait par les femmes est souvent restreint par des facteurs comme des téléphones plus basiques (ou des smartphones plus bas de gamme), le coût des données et un choix de fournisseurs plus limité.



Des jeunes femmes suivent un cours sur les TIC (Maurice).

Capacité

L'utilisation des plates-formes mobiles et d'Internet par les femmes est souvent limitée par leurs plus faibles compétences techniques et numériques, ainsi que par leur manque de confiance dans l'utilisation de la technologie et le manque de contenu répondant aux besoins des femmes, en particulier dans les langues locales. Il est clairement démontré que l'accès aux services mobiles et à Internet et l'utilisation de ces technologies suivent des caractéristiques sociales plus larges d'exclusion sociale profonde des femmes et des filles ; les femmes sont défavorisées en ce qui concerne l'accès à la technologie et l'utilisation de celle-ci en raison de conditions sociales sous-jacentes, y compris un niveau d'instruction moins élevé.

Intérêt

Plus que pour les hommes, les problèmes de sûreté, de sécurité et de harcèlement sont une source de préoccupation croissante pour les femmes et cela dissuade fortement les femmes et les filles d'utiliser les technologies. Il s'agit notamment de la peur d'être harcelée par des étrangers (par exemple, la cyberintimidation ou le harcèlement, les appels, textos et messages en ligne non sollicités), ainsi que des préoccupations concernant la sécurité des données et le respect de la vie privée en ligne. Il apparaît qu'en règle générale, les femmes saisissent moins bien le potentiel d'Internet et semblent lui accorder moins de valeur.

Source : Adapté de Tyers (2020).

Notes finales

1. Voir <https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/PR-2021-11-29-FactsFigures.aspx>.
2. Voir <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/e358c23f-afe3-49c5-a509-034257688580/e-Conomy-Africa-2020.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nmuGYF2>.
3. Voir https://www.wto.org/french/news_f/news22_f/serv_01feb22_f.htm.
4. *Ibid.*
5. Voir https://au.int/sites/default/files/documents/38507-doc-dts_-_french.pdf.
6. Voir <https://futurium.ec.europa.eu/en/Digital4Development/discussion/flagship-african-european-digital-innovation-bridge-aedib>.
7. Voir <https://www.southsouth-galaxy.org/blog/accelerating-digital-transformation-through-south-south-and-triangular-cooperation>.
8. Voir <https://www.mfa.gov.cn/ce/ceme//mon/wjbxw/t1901752.htm>.
9. Voir le règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché, 12 novembre 2010.
10. Un accord de partenariat volontaire est un accord commercial légalement contraignant entre l'Union européenne et un pays exportant du bois en dehors de l'UE garantissant que tout le bois et tous les produits dérivés destinés au marché de l'UE respectent la législation du pays exportateur.
11. Voir <https://www.itu.int/fr/mediacentre/backgrounders/Pages/bridging-the-gender-divide.aspx>.
12. Voir <https://www.iadb.org/en/news/digital-exclusion-obstacle-hinders-rural-womens-work>.

Cultivatrice de maïs,
Mawathawewa (Sri Lanka).

A woman with a joyful expression is carrying a large, full sack of harvested corn on her back. She is wearing a light-colored cap and a vibrant, multi-colored patterned scarf. The background shows a field of corn stalks under a bright, slightly cloudy sky. The image is partially overlaid with a large, white, stylized number '4' on the left side.

**Égalité des
genres,
autonomisation
économique
des femmes
et commerce
durable**



140

Intégration des politiques d'égalité des genres dans les stratégies de développement et les instruments juridiques

147

Promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce

152

Catégories des programmes d'Aide pour le commerce liées à l'égalité des genres

161

Contraintes en matière d'Aide pour le commerce et alignement des donateurs et des partenaires

164

Défis concernant l'intégration des questions de genre dans l'Aide pour le commerce



L'Aide pour le commerce contribue à faire progresser l'autonomisation économique des femmes

96%

des pays en développement reconnaissent le rôle qu'elle peut jouer pour remédier aux contraintes liées au commerce auxquelles les femmes sont confrontées

La question de l'autonomisation économique des femmes est intégrée dans les stratégies d'Aide pour le commerce...

92%

des pays en développement intègrent la question de l'autonomisation économique des femmes dans leurs stratégies de développement

...et dans les stratégies de développement du commerce

42%

des pays en développement intègrent des considérations liées à l'autonomisation économique des femmes dans leurs stratégies de développement du commerce et d'exportation



83%

des projets financés par des donateurs en faveur de l'autonomisation économique des femmes **mettent l'accent sur le renforcement des capacités des femmes à participer au commerce**



92%

des pays en développement indiquent que le soutien futur en faveur de l'autonomisation économique des femmes devrait être axé sur les secteurs des services et de l'agriculture, et



75%

des donateurs ont financé des programmes de formation et des activités de soutien destinés aux entrepreneuses



83%

mentionnent les secteurs industriels

La collecte de données reste un défi...



62%

des pays en développement recueillent des données ventilées par genre relatives au commerce, mais pas de façon systématique

Seulement



50%

des parties interrogées disposent d'un cadre de suivi et d'évaluation des résultats des programmes d'Aide pour le commerce en faveur des femmes

Principales contraintes auxquelles se heurtent les femmes dans les pays en développement :

- difficultés d'accès aux services financiers, **87%**
- emploi informel, **75%**
- accès insuffisant aux services numériques, **49%**

La question de l'égalité des genres fait partie intégrante de l'initiative Aide pour le commerce depuis sa création. Le rapport final¹ de l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce, publié en 2006, contenait la recommandation suivante: « L'Aide pour le commerce devrait être fournie de façon cohérente en tenant pleinement compte, entre autres, des considérations de genre et de l'objectif global de développement durable. »

Le Secrétariat de l'OMC, chargé de mener l'exercice conjoint OCDE-OMC de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce de 2022, a remanié pour la première fois le questionnaire d'enquête visant à recueillir des données afin de mieux faire apparaître les effets que l'Aide pour le commerce avait eus sur l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes, ainsi que de rassembler de nouvelles données qui ne figuraient pas dans les exercices de suivi et d'évaluation précédents.

Dans l'ensemble, les données recueillies montrent comment l'Aide pour le commerce favorise l'autonomisation économique des femmes, comment les objectifs et les priorités des donateurs et des pays partenaires en matière d'Aide pour le commerce se rejoignent s'agissant des questions de genre (ce qui n'était pas le cas auparavant) et en quoi l'intégration des questions de genre reste un défi, notamment parce que les données commerciales ventilées par genre et les capacités en matière de collecte des pouvoirs publics sont insuffisantes, et parce que la plupart de ces derniers n'évaluent pas l'impact de leurs programmes d'Aide pour le commerce.

Élaboré à partir des réponses au questionnaire, ce chapitre présente une analyse des nouvelles données et informations recueillies dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation, examine comment les questions de genre ont été intégrées aux programmes d'Aide pour le commerce et souligne les tendances générales qui ressortent des constatations et des exemples tirés des renseignements supplémentaires.

Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation ont été divisés en différentes sections, comme suit :

- intégration des politiques d'égalité des genres dans les stratégies de développement et les instruments juridiques ;
- promotion de l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce ;
- catégories du programme d'Aide pour le commerce liées à l'égalité des genres ;
- contraintes en matière d'Aide pour le commerce et alignement des donateurs et des partenaires ;
- défis concernant l'intégration des questions de genre dans l'Aide pour le commerce.

Ce chapitre contient également les études de cas suivantes :

- Bénin : méthodes d'évaluation tenant compte de l'égalité des genres dans le cadre des programmes d'Aide pour le commerce ;
- Colombie : intégration des questions de genre dans les instruments de politique générale ;
- Union européenne : évaluation de l'impact en fonction du genre de l'UE – ce qui est mesuré peut être géré ;
- Pérou : intégration des questions de genre dans les politiques commerciales et liées au commerce.

Récolte de riz
à Ngazi (République
démocratique du Congo).



Intégration des politiques d'égalité des genres dans les stratégies de développement et les instruments juridiques

Les donateurs comme les pays partenaires élaborent des programmes d'Aide pour le commerce spécifiquement axés sur l'égalité des genres. Sur les 53 pays en développement participants, 92% environ considèrent l'autonomisation économique comme une priorité dans leurs plans et objectifs de développement. Ce taux était de 100% pour l'Afrique et pour l'Asie et le Pacifique.

De même, 90% des donateurs ont intégré les questions de genre dans leur aide au développement liée au commerce, comme en témoignent les réponses des parties régionales interrogées et des partenaires Sud-Sud.

Cette tendance positive se poursuit depuis l'exercice de suivi et d'évaluation de 2019, qui avait permis de constater que l'autonomisation économique des femmes figurait en bonne place dans l'ordre du jour tant des donateurs (84%) que des pays participants (85%). De fait, les recherches menées par l'OMC confirment que l'accent mis sur l'autonomisation économique des femmes dans le cadre de l'Aide pour le commerce n'a cessé de s'accroître depuis 2007 (der Boghossian, 2019).

Une étude réalisée par la Banque mondiale en 2011 a également démontré que les interventions au titre de l'Aide pour le commerce pouvaient contribuer à soutenir les commerçantes et les entrepreneuses. Cette étude a permis de définir les principaux obstacles au commerce que rencontrent les femmes lorsqu'elles souhaitent améliorer leur accès aux marchés et ainsi leurs revenus (Gamberoni et Guilherme, 2011).

Plus particulièrement, les volets de l'Aide pour le commerce qui soutiennent la facilitation des échanges pourraient aider les entrepreneuses

à accroître leur participation au commerce mondial. Lorsque l'étude de la Banque mondiale a été publiée, les pays commençaient à intégrer davantage les questions de genre à leurs objectifs en matière d'Aide pour le commerce et à réorienter leurs programmes vers l'égalité des genres (der Boghossian, 2019).

Les pays intègrent les questions de genre dans un large éventail d'instruments et de politiques, à commencer par leurs stratégies globales de développement. Ils élaborent des instruments spécifiques qui mettent l'accent sur l'égalité des genres et tiennent compte des questions en la matière dans le cadre d'un champ d'action donné, en accordant la priorité à certaines mesures comme les suivantes (voir le tableau 1 pour plus de détails) :

- soutenir la reprise après la COVID-19 ;
- aborder les questions de genre relatives aux changements climatiques, à l'environnement et aux ressources naturelles ;
- promouvoir le commerce électronique et la numérisation ;
- intégrer les questions de genre dans le développement du secteur des services ;
- favoriser la finance inclusive et la microfinance en faveur des femmes au niveau local ;
- soutenir les commerçants transfrontières du secteur informel ;
- renforcer le développement industriel et l'entrepreneuriat féminin.

Des pays comme la Guinée-Bissau et la Zambie intègrent les questions de genre dans leurs stratégies qui ont un impact au niveau local. De fait, de nombreux pays associent leurs stratégies de développement à une politique en faveur de l'égalité des genres, renforçant ainsi les deux instruments. Par exemple, la Colombie combine deux ou trois types d'instruments afin

Tableau 1 : Intégration des politiques d'égalité des genres dans les stratégies de développement

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Guinée-Bissau	Données ventilées par genre intégrées dans la stratégie de développement du commerce
République démocratique du Congo	Question de l'égalité des genres intégrée dans la Constitution
Zambie	Questions de genre figurant dans les stratégies et politiques ayant une incidence au niveau local
Asie et Pacifique	
Pakistan	Aide pour le commerce perçue comme une variable de grande importance pour l'intégration des femmes dans la structure actuelle du marché, et comme : ▪ susceptible d'ouvrir, pour les jeunes femmes en particulier, des segments plus récents de l'économie (comme le commerce électronique), qui peuvent apporter des gains plus importants et améliorer la mobilité sociale ▪ susceptible de combler les déficits techniques ou de connaissances que les pays en développement peuvent avoir pour que les femmes réalisent leur véritable potentiel économique
Amérique latine et Caraïbes	
Sainte-Lucie	Stratégie de prise en compte des questions de genre visant à soutenir la prise en compte des perspectives liées au genre dans l'élaboration des politiques Les Ministères et Départements se tournent vers une culture transparente et fondée sur les données qui recourt à l'analyse des questions de genre dans le cadre de la planification Le développement des capacités constituera un moyen d'arriver à une fin ; les possibilités pratiques en matière de commerce devront ainsi être intégrées à l'aide de façon à accroître la viabilité des formations

d'intégrer les questions de genre dans ses stratégies et programmes d'Aide pour le commerce (voir l'étude de cas).

Maurice, le Pakistan et le Vanuatu font partie des rares pays qui intègrent directement les questions de genre dans leurs politiques commerciales et dans leurs stratégies d'exportation. Cependant, l'intégration des questions de genre dans la politique commerciale demeure un défi pour de nombreux pays. Lorsqu'ils le font, les pays intègrent généralement les questions liées au commerce et à l'égalité des genres dans des stratégies relatives à l'entrepreneuriat et dans des activités de soutien aux exportatrices (comme c'est le cas du Guatemala, de l'Ouganda et du Paraguay).



Dans la province de Tbong Khmum (Cambodge), de petites exploitantes agricoles génèrent davantage de revenus grâce à un plus grand nombre de produits agricoles.

Étude de cas

Colombie : Intégration des questions de genre dans les instruments de politique générale

Plan national de développement

La Colombie intègre les questions de genre à plusieurs instruments de politique générale. Le plan national de développement pour la période 2018-2022 contient un chapitre consacré à l'autonomisation économique des femmes.* Il garantit l'égalité des genres et la non-discrimination au moyen de stratégies ad hoc et dans différents domaines (comme l'éducation ou l'emploi).

La Colombie reconnaît également que les femmes des zones rurales jouent un rôle en faveur d'une transformation structurelle, et elle soutient un développement rural équitable en favorisant la formation de revenu et un meilleur accès au financement, et en créant des conditions plus propices à l'employabilité et à l'entrepreneuriat.

Programme Equipares

En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Colombie a mis sur pied le programme Equipares :

- pour éliminer les discriminations fondées sur le genre s'agissant de l'emploi et des salaires ;
- pour promouvoir des conditions garantissant l'égalité des genres ;
- pour prévenir, éliminer et sanctionner toutes les formes de violence à l'encontre des femmes dans les micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Le programme Equipares promeut également des conditions de travail flexibles pour les femmes (heures de travail réduites, prolongation volontaire des congés maternité et paternité, télétravail, etc.).



Une agricultrice élève des volailles dans le cadre d'une association de producteurs à La Eugenia, en Colombie.

Politique publique nationale en faveur de l'égalité des genres

En 2012, la Colombie a adopté sa politique publique nationale sur 10 ans en faveur de l'égalité des genres, afin d'orienter les mesures relatives aux droits des femmes dans le pays, y compris en matière d'autonomisation économique.** La Colombie travaille actuellement à l'élaboration d'une nouvelle politique nationale qui sera axée sur les questions de développement social et productif liées au genre, visant notamment à :

- éliminer les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes sur le marché du travail ;
- encourager le développement des activités commerciales et le commerce extérieur ;
- promouvoir l'entrepreneuriat féminin ;
- améliorer l'accès des femmes au financement ;
- réduire la fracture numérique.

Questions de genre intégrées dans d'autres politiques publiques

Les questions de genre sont intégrées dans d'autres politiques publiques intègrent, en particulier pour ce qui est de l'autonomisation économique des femmes, par exemple :

- la politique nationale pour l'entrepreneuriat***, qui contient une stratégie globale d'assistance technique destinée à soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin ;
- le Fonds pour les entrepreneuses+, qui vise à financer et à renforcer les capacités des entrepreneuses ;
- la politique en faveur de la relance, de la redynamisation et d'une croissance durable et inclusive**, qui est axée sur la formation de revenu pour les femmes des communautés rurales, l'accent étant mis sur la viabilité des entreprises rurales et la création de programmes de formation.

L'égalité des genres est également un objectif central qui est intégré de manière transversale dans d'autres politiques sectorielles, par exemple dans le cadre des programmes menés à bien par le Bureau de la Vice-Présidence et le Bureau consultatif présidentiel chargé de l'équité pour les femmes, qui portent principalement sur :

- des conditions de travail décentes pour les femmes salariées ;
- la promotion du renforcement des capacités pour les entrepreneuses et de la participation des femmes dans des secteurs où elles sont traditionnellement peu présentes, comme les transports et les infrastructures, les mines et l'énergie, et l'économie verte.

La Colombie a également hissé l'équité entre les genres au rang d'objectif central dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en définissant des indicateurs et des cibles spécifiques portant sur l'employabilité des femmes, les écarts de revenus et l'accès à la technologie.

* Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Prensa/BasesPND2018-2022n.pdf>.

** Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/cdt/conpes/social/161.pdf>.

*** Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/4011.pdf>.

+ Voir <https://www.apccolombia.gov.co/proyectos/fondo-mujer-emprende>.

++ Voir <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/4023.pdf>.

Étude de cas

Pérou : Intégration des questions de genre dans les politiques commerciales et liées au commerce

Politique nationale pour l'égalité des genres

Le Pérou a adopté une série d'instruments afin de mieux remédier aux inégalités entre les genres et de soutenir l'autonomisation économique des femmes au moyen du commerce. Par exemple, la politique nationale pour l'égalité des genres de 2019* aborde les discriminations structurelles à l'encontre des femmes. L'un des objectifs prioritaires consiste à garantir l'exercice des droits économiques et sociaux des femmes, en passant notamment par :

- la mise place d'un système national d'aide et de soins qui met l'accent sur les questions de genre ;
- l'amélioration de l'accès des femmes aux ressources naturelles et productives et le renforcement de leur pouvoir dans ce domaine ;
- l'accroissement de la participation des femmes sur le marché du travail formel ;
- des mesures visant à garantir les droits sociaux des femmes.

Directives techniques pour la promotion de l'autonomie économique des femmes

En 2021, le Pérou a élaboré des directives techniques afin de promouvoir l'autonomie économique des femmes dans toute leur diversité**, le principal objectif étant d'établir des dispositions qui permettent aux institutions publiques et privées de mettre en œuvre des stratégies favorisant l'autonomisation économique des femmes et l'égalité des droits, ainsi que des possibilités dans l'emploi et dans la sphère sociale, portant par exemple sur :

- la production de plus de renseignements sur l'autonomisation économique des femmes ;
- la promotion de programmes de formation pour les travailleuses ;
- l'élimination des discriminations fondées sur le genre dans l'emploi ;
- la conciliation des responsabilités familiales et des perspectives de carrière pour les femmes ;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin ;
- la garantie d'un accès égal aux terres et aux ressources pour les femmes ;
- l'amélioration de l'accès des femmes au financement.

PROMPERU

Dans la même veine que les instruments susmentionnés, la Commission péruvienne pour la promotion des exportations et du tourisme (PROMPERU)*** met en œuvre le programme Ella Exporta, qui vise à renforcer les capacités des entrepreneuses en matière de gestion d'entreprises et d'exportations. Depuis 2017, plus de 100 entrepreneuses ont participé à des formations sur la réglementation relative aux exportations, les procédures et les coûts, l'accès au financement, la responsabilité sociale des entreprises, la sécurité sur le lieu de travail, la commercialisation numérique et les négociations. Le Pérou a également assuré un suivi de l'intégration des participantes dans le commerce afin d'évaluer l'efficacité du programme, dont les résultats sont positifs.

Soutien au titre de l'Aide pour le commerce

Le Pérou a demandé à recevoir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce afin de renforcer la participation des femmes au commerce. Par exemple, il met en œuvre un programme financé par le Programme d'aide directe de l'Australie afin de développer le secteur de la mode dans le centre de textiles et de vêtements de Gamarra et de renforcer les capacités des entreprises dirigées par des femmes dans ce domaine. Dans le cadre de ce programme, les entrepreneuses bénéficient de formations sur les techniques de conception et de gestion afin d'améliorer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

Le programme « Les femmes dans le commerce pour une croissance inclusive et durable », financé par le Bureau de promotion du commerce Canada et l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, vise à accroître la participation des femmes au commerce au moyen des trois mesures suivantes :

- renforcer les capacités de PROMPERU dans le domaine de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale ;
- renforcer les capacités de 113 entreprises du secteur agricole, dont 86 sont dirigées par des femmes ;
- inviter 40 de ces entreprises à des foires internationales ou à des missions commerciales au Canada.

Dans le but d'intégrer les questions de genre à l'ensemble des politiques et programmes du Pérou, le gouvernement, avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID), réfléchit actuellement à la façon de tenir compte de ces questions dans le cadre de son plan national d'exportation afin de favoriser l'accès des femmes aux possibilités commerciales.

* Voir https://cdn.www.gob.pe/uploads/document/file/305292/ds_008_2019_mimp.pdf.

** Voir https://cdn.www.gob.pe/uploads/document/file/2035718/rm_196_2021_mimp.pdf.

*** Voir <https://institucional.promperu.gob.pe>.



Une agricultrice andine partage son savoir sur les tubercules indigènes au Pérou.

Gros plan : Travaux en cours des Membres de l'OMC sur l'Aide pour le commerce et l'égalité des genres

Au cours des 5 dernières années, dans le cadre de leurs travaux à l'OMC, les Membres ont examiné les questions de genre liées à l'Aide pour le commerce au sein du Groupe de travail informel de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres, établi le 23 septembre 2020, qui réunit les Membres de l'OMC et les observateurs souhaitant intensifier leurs efforts pour accroître la participation des femmes dans le commerce mondial.

Le Groupe de travail informel reconnaît le rôle essentiel que l'Aide pour le commerce joue dans l'autonomisation économique des femmes et a fait de cette question l'un de ses quatre axes de travail, à savoir :

- partager les meilleures pratiques pour éliminer les obstacles à la participation des femmes au commerce ;
- échanger des vues sur la manière d'intégrer la perspective de l'égalité des genres dans les travaux de l'OMC ;
- examiner les rapports sur les disparités entre les genres établis par le Secrétariat de l'OMC ;
- discuter des possibilités offertes aux femmes par l'initiative Aide pour le commerce.

La participation au Groupe de travail informel ne se limite pas au recueil de meilleures pratiques et au partage de données d'expérience. Les travaux menés conjointement par les Membres de l'OMC et les observateurs visent à intégrer les questions liées au genre dans l'initiative Aide pour le commerce afin de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes.

Lors de discussions spécifiques en 2021, les Membres de l'OMC se sont penchés sur :

- l'accroissement actuel de l'aide au développement axée sur le commerce de la part de certains donateurs ;
- les domaines prioritaires de l'Aide pour le commerce qui ont trait aux questions de genre (comme les programmes ciblant l'agriculture) ;
- des groupes cibles spécifiques des programmes d'Aide pour le commerce (comme les entrepreneuses) ;
- les processus de suivi et d'évaluation des programmes d'Aide pour le commerce liés à l'égalité des genres ;
- les pratiques visant à intégrer les questions de genre dans les programmes d'Aide pour le commerce.



Entreprise de construction immobilière, Addis-Abeba (Éthiopie).

Actuellement, le Groupe de travail informel est composé de 125 Membres de l'OMC et de 7 gouvernements observateurs.

* Pour en savoir plus, voir https://www.wto.org/french/tratop_f/womenandtrade_f/iwg_trade_gender_f.htm.

Promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce

Les pays reconnaissent largement que l'Aide pour le commerce peut soutenir et renforcer l'indépendance économique et financière des femmes, ce qui contribue ensuite à la croissance économique à travers la création d'emplois, l'augmentation des revenus, les activités entrepreneuriales et la diversification économique. Des recherches menées par la Banque mondiale et l'OMC montrent également l'existence de ce lien et établissent que les entreprises qui participent au commerce mondial ou aux chaînes de valeur mondiales emploient davantage de femmes et les rémunèrent mieux dont les activités porte uniquement sur les marchés nationaux (Banque mondiale/OMC, 2020). Dans ce cadre, l'Aide pour le commerce a un rôle à jouer.

« L'Aide pour le commerce peut soutenir et renforcer l'indépendance économique et financière des femmes, ce qui contribue ensuite à la croissance économique. »

De nombreux programmes d'Aide pour le commerce sont axés sur les domaines suivants (voir le tableau 2 pour plus de détails) :

- domaines spécifiques (comme le développement des infrastructures, la facilitation des échanges, la préparation des entreprises à l'exportation, l'accès au financement du commerce, l'élimination des violences à l'encontre des femmes, l'adaptation aux changements climatiques, la mise à disposition de plates-formes numériques) ;

- secteurs économiques comptant une proportion élevée de travailleuses (comme les vêtements et les textiles, le tourisme, l'agriculture) ;
- groupes ciblés de femmes (comme les entrepreneuses, les agricultrices).

La grande majorité des programmes d'Aide pour le commerce comportant un volet consacré au genre sont axés sur les entrepreneuses et les agricultrices, et soutiennent en particulier les propriétaires et les gérantes de MPME (der Boghossian, 2019).

Parmi les bénéficiaires cibles mis en avant dans l'exercice de suivi et d'évaluation figuraient les entrepreneuses, les petites exploitantes agricoles et les productrices de denrées alimentaires transformées, ainsi que les commerçantes transfrontières de produits alimentaires du secteur informel. Par exemple, l'Allemagne soutient des programmes encourageant des innovations soucieuses de l'égalité des genres et durables dans le secteur agroalimentaire, ce qui aide les agricultrices à développer leurs activités et stimule leurs capacités commerciales.

Cette priorité accordée aux petites entreprises et au secteur agricole n'est pas surprenante. D'après les données tirées d'études régionales menées par l'OMC concernant 800 entrepreneuses en Afrique de l'Est, en Asie du Sud et en Amérique latine en 2019 et 2020, 46% des entreprises détenues par des femmes sont en général des microentreprises employant moins de 10 personnes, et 47% des entrepreneuses travaillent dans l'agriculture.²

Les femmes jouent un rôle central dans l'agriculture : en Afrique, 53% d'entre elles sont employées dans ce secteur et, en Asie du Sud, cette proportion atteint 57%.³ Dans les zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes, la sécurité alimentaire et la préservation de la

biodiversité dépendent d'environ 58 millions de femmes.⁴

En outre, certains pays en développement abordent le soutien futur de manière plus novatrice, en y associant les femmes d'affaires exerçant des activités à petite échelle. Dans le secteur de la pêche, par exemple, Madagascar accorde la priorité à la transformation artisanale des produits de la pêche; dans le secteur minier, le soutien aux activités extractives devrait être orienté vers des mines de taille restreinte et artisanales, et les MPME gérées par des femmes devaient être encouragées.

Le développement des activités menées par des femmes fait également partie des prochains axes

établis par les pays partenaires. Par exemple, le Lesotho a indiqué que l'Aide pour le commerce devrait mettre davantage l'accent sur le soutien des femmes pour le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale, et leur donner les moyens de participer aux chaînes d'approvisionnement.

Renforcement des capacités

Tout en ciblant les entrepreneuses et les agricultrices, les programmes d'Aide pour le commerce mettent l'accent sur un renforcement des capacités qui réponde aux besoins en matière de développement des compétences des femmes (voir l'encadré 1).

Encadré 1

TradeMark East Africa

Créée en 2010, TradeMark East Africa, qui est une organisation à but non lucratif dédiée à l'Aide pour le commerce, a élaboré des programmes pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Est par l'intensification des échanges commerciaux.

Sur un total de financements de 80 millions de dollars EU, l'organisation a consacré autour de 15 millions de dollars EU à des entrepreneuses, en se concentrant sur des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. Ses projets ont notamment pour objectif :

- de renforcer les compétences numériques et la gestion d'entreprises ;
- d'améliorer l'accès aux marchés des entrepreneuses ;
- de fournir des renseignements sur les prescriptions et les procédures commerciales ;
- d'aider les commerçantes à obtenir des certifications relatives aux normes ;
- de plaider pour des mesures de facilitation des échanges.



Commerçante de produits frais à Arusha (Tanzanie).

En vue d'améliorer la productivité, les programmes visent avant tout à :

- garantir la conformité avec les normes de produit ;
- améliorer la qualité des produits ;
- relever le niveau des connaissances financières et numériques ;
- enseigner des compétences en matière de gestion d'entreprises et montrer comment accéder aux renseignements sur les procédures de dédouanement à la frontière et les prescriptions en matière de licences.

L'intégration des questions de genre dans les stratégies de développement est un processus continu, et les politiques sont souvent mises à jour. Certains des plans ou des stratégies en faveur de l'égalité des genres mentionnés par les parties interrogées sont récemment arrivés à terme ou prendront fin prochainement. Ainsi, il reste à savoir comment l'incidence de ces mesures est évaluée et comment les enseignements tirés sont intégrés aux futurs plans et stratégies (objet de la dernière section).

Secteurs spécifiques

De nombreux programmes d'Aide pour le commerce sont axés sur des secteurs spécifiques à forte main-d'œuvre féminine, comme les vêtements et les textiles au Pérou, les graines et le beurre de karité au Mali, le miel en Zambie et les noix de cajou au Burkina Faso.

Il est intéressant de noter que les programmes mettent moins l'accent sur le secteur des services, dans lequel travaillent la plupart des femmes⁵; certains pays africains ont toutefois l'intention d'accroître la participation des femmes dans ce secteur au moyen de l'Aide pour le commerce.

Le tourisme fait figure d'exception et compte parmi les priorités des programmes d'Aide pour le commerce liés aux questions de genre. Les pays partenaires comme les donateurs ont identifié comme un secteur essentiel dans lequel l'Aide pour le commerce pouvait aider les femmes.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, 54% des personnes employées dans le tourisme sont des femmes, et celles-ci sont nettement plus nombreuses que les hommes dans certains secteurs (comme l'hôtellerie-restauration ; OMT, 2019). Une étude de la Banque mondiale (2017) a établi des constatations à ce sujet :

« En Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, plus de la moitié des entreprises de tourisme sont dirigées par des femmes. En Amérique latine, 51% des entreprises de tourisme sont gérées par des femmes, soit plus du double que dans d'autres secteurs. Au Nicaragua et au Panama, plus de 70% des propriétaires d'entreprises [dans le secteur du tourisme] sont des femmes, contre à peine plus de 20% dans les autres secteurs. »

La pandémie de COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur ce secteur. De fait, les secteurs ayant enregistré le plus grand nombre de fermetures d'entreprises au niveau mondial en raison de la pandémie de COVID-19 étaient ceux des voyages et du tourisme (54%) et ceux des services d'hôtellerie et d'organisation d'événements (47%), qui sont souvent liés au tourisme (Facebook, 2021).

Les femmes ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, étant donné qu'elles sont propriétaires d'entreprises ou travaillent dans des secteurs qui nécessitent des interactions directes, ainsi que dans des secteurs où la demande a fortement diminué, comme le tourisme, les textiles ou les travaux domestiques. Les femmes sont également plus susceptibles d'occuper des emplois informels moins rémunérés et pour lesquels la probabilité de recevoir une aide pendant la pandémie était moindre. L'Aide pour le commerce peut constituer un outil efficace pour favoriser l'autonomisation économique des femmes et ainsi accélérer la reprise après la pandémie.

Dans ce contexte, certains pays soutiennent des projets tournés vers l'avenir et novateurs dans le secteur du tourisme. Par exemple, un projet de tourisme dans un village de Sainte-Lucie vise à diversifier les activités touristiques pour les

réorienter vers les communautés rurales, en tirant parti des écosystèmes naturels existants et en les valorisant. Le projet a pour objectif de fournir des moyens de subsistance aux femmes et aux jeunes tout en renforçant leurs capacités et leurs compétences dans le secteur des services.

Le leadership féminin dans la conception des programmes d'Aide pour le commerce

Élaborer des programmes tenant compte des questions de genre ne suffit pas. Pour tirer le meilleur parti des initiatives liées aux questions de genre de l'Aide pour le commerce, les femmes doivent être impliquées dans le processus de prise de décisions pour ce qui est de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation, et de l'analyse de l'impact des programmes.

L'exercice de suivi et d'évaluation de 2022 souligne ce point pour la première fois. Il est essentiel de faire progresser les femmes vers des postes de direction dans les secteurs public et privé afin de garantir que l'égalité des genres soit véritablement intégrée dans les politiques et

la prise de décisions. Dans les organes décisionnels, la diversité des genres permet de mieux promouvoir les intérêts des femmes et des enfants, et a pour effet une plus grande confiance du public (OCDE/CAWTAR, 2014). L'égalité et la diversité des genres peuvent également apporter d'autres avantages aux organisations, en contribuant à améliorer leurs résultats et leur productivité.

« Pour tirer le meilleur parti des initiatives liées aux questions de genre dans le cadre de l'Aide pour le commerce, les femmes doivent être impliquées dans le processus de prise de décisions. »

Aux Comores, des femmes d'affaires dirigent une distillerie d'ylang-ylang et fabriquent des produits respectueux de l'environnement comme des huiles essentielles, des lotions et des toniques.



Tableau 2 : Promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Bénin	L'Aide pour le commerce peut promouvoir l'autonomisation économique des femmes à travers un commerce inclusif au service du développement durable, et par : ▪ la mise en place d'infrastructures et d'une logistique adaptées ▪ le renforcement des capacités productives et commerciales ▪ la facilitation des échanges et de l'investissement
Lesotho	L'Aide pour le commerce devrait davantage viser à soutenir les femmes pour le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale et à leur donner les moyens de participer aux chaînes d'approvisionnement
Madagascar	Le soutien devrait être accordé en priorité à la transformation artisanale des produits de la pêche et des industries extractives et il devrait promouvoir les MPME gérées par des femmes
Togo	De nombreux programmes comportent des volets liés à l'autonomisation économique des femmes (par exemple le Fonds national de la finance inclusive) Des initiatives sont lancées dans le but de renforcer le dialogue public-privé et de soutenir ainsi des projets axés sur l'égalité des genres qui comportent un mécanisme de suivi et d'évaluation assorti d'indicateurs spécifiques
Asie et Pacifique	
Fidji	L'Aide pour le commerce peut soutenir l'autonomisation économique par l'instauration de conditions favorisant la participation des femmes à l'économie
Indonésie	Les questions liées à l'égalité des genres et à l'autonomisation économique des femmes sont intégrées dans la stratégie de développement En vertu de l'Instruction présidentielle n° 9/2000 sur la prise en compte des questions de genre, les ministères et les autorités locales sont chargés d'intégrer la dimension de genre dans leurs stratégies de développement Une stratégie nationale pour la prise en compte des questions de genre est en cours d'élaboration; elle contiendra une planification et une prévision budgétaire intégrant la dimension de genre
Pakistan	L'Aide pour le commerce peut combler les insuffisances techniques ou le manque de connaissances que les pays en développement peuvent avoir pour que les femmes réalisent leur véritable potentiel économique
Amérique latine et Caraïbes	
Sainte-Lucie	Le développement des capacités doit constituer un moyen d'arriver à une fin; les possibilités pratiques en matière de commerce doivent ainsi être intégrées à l'aide de façon à accroître la viabilité des formations
Donateurs	
Allemagne	Le pays soutient des programmes encourageant des innovations soucieuses de l'égalité des genres et durables dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation Il aide les agricultrices à développer leurs activités grâce à l'innovation et renforce leurs capacités commerciales
République de Corée	L'autonomisation économique des femmes fait partie des questions les plus importantes et prioritaires pour parvenir à l'égalité des genres Le commerce est l'un des moyens les plus importants et concrets pour parvenir à l'autonomisation économique des femmes

Catégories des programmes d'Aide pour le commerce liées à l'égalité des genres

Dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2022, les programmes d'Aide pour le commerce sont actuellement divisés en deux catégories de projets: ceux qui comptent les considérations de genre parmi d'autres objectifs et ceux qui sont principalement axés sur l'autonomisation des femmes. La grande majorité des projets relève de la première catégorie.

La réponse du Royaume-Uni à l'exercice de suivi et d'évaluation résume la façon dont les pays en développement et les donateurs intègrent les questions de genre dans leur programme. Le pays indique que l'Aide pour le commerce contribue sans conteste à la mobilisation de fonds en faveur de l'autonomisation économique des femmes, et il fait valoir que tous les financements effectués au titre de l'Aide pour le commerce doivent prendre en compte au moins une considération relative à l'égalité des genres. En ce sens, même s'ils ne sont pas entièrement axés sur l'autonomisation économique des femmes (ce qui est le cas de certains financements), ils doivent au moins compléter les activités menées aux fins de l'autonomisation économique des femmes.

Cependant, l'Aide pour le commerce englobe une vaste gamme de programmes. Certains sont menés en collaboration avec les pouvoirs publics, comme c'est le cas de nombreux projets concernant l'infrastructure liée au commerce ; d'autres ciblent des groupes de femmes, souvent les entrepreneuses, comme les programmes qui aident les entreprises dirigées par des femmes dans la préparation de produits en vue de l'exportation. Dans le cadre d'autres programmes, des partenariats sont établis avec des entreprises du secteur privé des pays donateurs afin d'exécuter des projets.

Une meilleure compréhension et un meilleur classement des types de programmes d'Aide

pour le commerce axés sur les femmes aideraient les pays à mieux cibler leurs programmes. Les catégories de programmes habituelles sont notamment :

- le développement des infrastructures ;
- la facilitation des échanges ;
- la préparation des entreprises à l'exportation ;
- l'accès au financement du commerce ;
- l'élimination des violences à l'encontre des femmes ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la mise à disposition de plates-formes numériques.

Outre ces catégories, les éléments qui définissent les programmes d'Aide pour le commerce sont présentés dans le tableau 3.

Développement des infrastructures

Certains pays partenaires associent l'Aide pour le commerce au développement des infrastructures, l'influence indirecte de celles-ci sur le développement économique des femmes pouvant s'avérer importante (voir l'encadré 2). Les exemples suivants ont été mentionnés dans les réponses au questionnaire (voir le tableau 4 pour plus de détails) :

- faire progresser l'autonomisation économique des femmes en fournissant un accès permanent aux services publics de base comme l'eau, l'électricité et des sanitaires sur le lieu de travail (Mali) ;
- accroître la participation des femmes aux services numériques fournis aux entreprises en établissant des infrastructures numériques adaptées (Lesotho) ;
- favoriser le commerce inclusif en développant des infrastructures au moyen de l'Aide pour le commerce (Mexique).

Facilitation des échanges

Faciliter les échanges en simplifiant les procédures peut aider les entrepreneuses. Si les procédures à la frontière sont claires et prévisibles, la marge d'appréciation des fonctionnaires des douanes est alors réduite.

Les procédures à la frontière contraignantes et non transparentes pèsent davantage sur les petites entreprises que sur les grandes lorsqu'il s'agit de naviguer dans une réglementation complexe et opaque. Les femmes étant surreprésentées parmi les propriétaires et gérants de MPME, elles sont souvent en situation défavorable pour faire face aux exigences élevées en termes de coûts et de délais résultant de prescriptions commerciales complexes (Korinek *et al.*, 2021).

De nombreux donateurs font porter l'essentiel de leurs programmes d'Aide pour le commerce sur la facilitation des échanges. Par exemple, l'Allemagne soutient la facilitation des échanges à la frontière de Mchinji-Mwami entre le Malawi et la Zambie dans le cadre d'un projet qui contribue à sensibiliser les agents des douanes aux questions de genre. Certains pays partenaires, comme la République démocratique du Congo, ont également l'intention d'adopter une approche tenant compte des questions de genre en axant le soutien futur en matière d'autonomisation économique des femmes sur le renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges.

Tableau 3 : Classement des programmes d'Aide pour le commerce

Catégorie	Exemples de programmes d'Aide pour le commerce existants
Secteur d'activité	Agriculture Vêtements et textiles Tourisme Divers secteurs
Domaine d'intervention	Infrastructures commerciales et économiques Facilitation des échanges Préparation des entreprises à l'exportation Accès au financement Plates-formes numériques de réseaux Violence contre les femmes Leadership féminin
Groupes cibles	Entrepreneuses Agricultrices Femmes et filles
Calendrier	Période visées par l'activité d'Aide pour le commerce
Donateur	Pays Organisation internationale Organisme
Partenaire	Pays Groupe de pays Entité infranationale
Mode de décaissement de l'aide	Don Prêt Assistance technique

Encadré 2

Projet « Marchés pour le changement » (M4C)

M4C est un projet mené par ONU-Femmes en partenariat avec le PNUD. Principalement financé par l'Australie, il a été élargi pour recevoir un soutien de la part du Canada.

L'objectif de cette initiative, qui a duré 6 ans (de 2014 à 2020), était de garantir la sécurité, l'inclusion et la non-discrimination sur les marchés des zones rurales et urbaines aux Fidji, aux Îles Salomon et au Vanuatu, en favorisant l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes.

Les vendeurs sont principalement des femmes sur ces marchés, et ils sont des lieux importants en termes de possibilités d'emplois productifs et stables pour les femmes.

Source : Texte adapté de <https://www.undp.org/pacific/projects/markets-change-project>.

Préparation des entreprises à l'exportation

Certains programmes remédient au déficit de connaissances des entrepreneuses en leur donnant accès à des renseignements sur les procédures de dédouanement à la frontière, les prescriptions en matière de licences et les moyens de tirer avantage de l'accès aux marchés prévu par les accords commerciaux. Dans certains cas, cela implique de rendre les produits locaux conformes aux normes internationales et d'aider les entreprises à obtenir des certifications (voir l'encadré 3).

D'autres programmes proposent des services visant à promouvoir les exportations de commerçantes à l'étranger en faisant participer celles-ci aux chaînes d'approvisionnement et aux circuits de distribution. Par exemple, le Forum de coopération économique Asie-Pacifique a conçu une boîte à outils pour que les organismes de promotion des exportations prennent davantage conscience des questions liées à l'égalité des genres.

Accès au financement du commerce

Les entrepreneuses sont confrontées à des obstacles s'agissant de l'accès au financement du commerce, comme les garanties et les lettres de crédit. Le financement du commerce comble le déficit de financement entre le moment où un contrat d'achat de marchandises ou de services est conclu et le moment où le paiement est effectué, après exécution du contrat.⁶

Bien que 100% des entreprises dirigées par des femmes qui demandent un financement du commerce aient accès à des établissements financiers formels (par l'intermédiaire de comptes bancaires, par exemple), seulement 18% d'entre elles obtiennent un financement du commerce suffisant (BAsD, 2016b). D'après les estimations de la Société financière internationale (SFI), qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale, l'écart entre les crédits demandés par des MPME détenues par des femmes et les financements reçus est d'environ 1 700 milliards de dollars EU.⁷

De fait, d'après les constatations de Kim *et al.* (2019) :

« Les entreprises détenues par des femmes ont encore plus de difficultés à accéder au financement. Parmi les entreprises détenues par des femmes visées par l'enquête, le taux moyen de refus de leurs propositions était de 44%, contre 38% pour les entreprises détenues par des hommes. Après un refus, les entreprises détenues par des femmes étaient moins susceptibles de rechercher d'autres sources de financement – qu'elles soient formelles ou informelles. »

L'Aide pour le commerce peut être un outil important pour mobiliser des fonds en vue d'appuyer l'autonomisation économique des femmes, mettant en contact de manière fructueuse les entrepreneuses et les bailleurs de fonds (voir l'encadré 4).

Élimination des violences à l'encontre des femmes

Pour de nombreux pays, l'élimination de la violence fondée sur le genre est un objectif clé en matière de développement. Les violences

contre les femmes en général, y compris le mariage des enfants et les pratiques préjudiciables, en particulier dans l'exercice d'activités commerciales (par exemple aux frontières), sont intégrées en tant que problème majeur dans les stratégies nationales.

La République démocratique du Congo a clairement établi comme objectif de développement d'éliminer les violences et les sévices sexuels que subissent les femmes, en particulier aux frontières. Dans le cadre de sa stratégie pour l'égalité des genres, Madagascar cherche à renforcer l'autonomisation des femmes et à mieux les protéger contre la violence fondée sur le genre. Au Pakistan, des dispositions juridiques sont prises pour garantir la non-discrimination sur le lieu de travail, comme la création du poste de médiatrice et l'adoption de la Loi contre le harcèlement au travail et de la Loi sur la protection des femmes contre la violence. La Tanzanie dispose d'un service de messagerie qui permet aux commerçantes de signaler les cas de harcèlement fondé sur le genre (les études de cas sur la Colombie et le Pérou fournissent d'autres exemples).

Encadré 3

Programme d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP)

Créé et financé par l'Union européenne, MARKUP est une initiative régionale de développement relevant de l'Aide pour le commerce qui fournit un soutien aux PME de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Il a pour objectifs d'accroître les exportations de produits agroalimentaires et horticoles et de favoriser l'intégration régionale et l'accès au marché européen.

Ce programme aide les PME à améliorer la qualité de leurs produits en les rendant conformes aux normes internationales et aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Les entreprises agro-industrielles de la CAE peuvent ainsi bénéficier de meilleurs débouchés commerciaux sur les marchés est-africains et européens. L'inclusion des femmes et des jeunes dans le commerce est un élément essentiel de la réussite de MARKUP.

Source : Texte adapté de <https://www.eacmarkup.org>.

Plusieurs donateurs reprennent également cette question dans leurs programmes et projets liés au commerce. Les Pays-Bas ont mis sur pied un programme au Soudan du Sud, qui comprend des activités de renforcement des capacités visant à augmenter les revenus des femmes liés au commerce et à accroître leur capacité de participer aux échanges, tout en défendant leurs droits et en réduisant leur vulnérabilité face à la violence et à l'exploitation.

Le Mécanisme de financement de l'infrastructure australien pour le Pacifique établit un lien entre développement des infrastructures et autonomisation économique des femmes et exige que les projets mettent en place des mesures pour détecter et éliminer les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées en cherchant, entre autres objectifs, à mettre fin à toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, en particulier au moyen d'emplois et de services exempts de tout harcèlement sexuel.

Cette approche, qui est apparue dans le cadre du dernier exercice de suivi et d'évaluation, peut trouver son origine dans la recrudescence des violences à l'encontre des femmes au cours des deux dernières années, marquées par la pandémie de COVID-19 et son coût économique colossal.

D'après la base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker du PNUD, 17% de l'ensemble des mesures d'aide prises par les gouvernements afin d'atténuer l'incidence de la COVID-19 sur les femmes ciblait spécifiquement la violence à leur encontre.⁸ Selon ONU-Femmes, le coût de la violence contre les femmes au niveau mondial représentait 1 500 milliards de dollars EU, soit environ 2% du PIB mondial.⁹ Dans une étude publiée par le Fonds monétaire international, portant essentiellement sur l'Afrique subsaharienne, Ouedraogo et Stenzel (2021) ont constaté « [qu']une augmentation d'un point de

Encadré 4

Initiative « Banking on Women » du Programme de financement du commerce mondial (BOW-GTFP)

Dans le but d'accroître le financement du commerce pour les entreprises détenues et dirigées par des femmes dans les pays en développement, un partenariat a été noué entre le programme « Banking for Women » (BOW) de la SFI et Goldman Sachs, donnant naissance à l'initiative BOW-GTFP.

Ce programme vise à remédier aux disparités entre les genres en matière de financement du commerce :

- en incitant plus de 240 banques partenaires exerçant sur plus de 80 marchés émergents à accroître le financement accordé aux entrepreneuses exportatrices et importatrices ;
- en encourageant les banques partenaires à mieux appréhender les PME détenues par des femmes et à mieux répondre à leurs besoins*, ce qui a des retombées commerciales positives pour les établissements financiers.

Depuis le lancement de l'initiative BOW-GTFP en 2019, des prêts et des garanties de prêt ont été octroyés pour un montant de 120 millions de dollars EU. Pour les prêts qu'elles accordent à des PME détenues ou dirigées par des femmes**, les banques des pays émergents reçoivent,

de la part de la SFI, un rabais de 20 points de base sur les fonds qu'elles empruntent (pour les prêts financés au-delà de 100 points de base par an).

L'initiative BOW-GTFP a permis de révéler un certain nombre de difficultés dans le financement du commerce pour les PME détenues par des femmes, en particulier :

- Les banques ne sont pas nécessairement spécialisées dans le financement du commerce et n'assurent pas toujours les services liés à ces prêts à court terme. Elles s'en tiennent généralement à un ensemble conventionnel de prescriptions en matière de garanties qui peut s'avérer plus approprié pour des prêts à plus long terme. Souvent, les femmes ne peuvent fournir les garanties nécessaires pour ces emprunts, ce qui est dû, dans certains pays, à des obstacles juridiques et réglementaires comme des titres fonciers ou autres qui ne rendent pas compte de ce qu'elles possèdent.
- De nombreux cas de préjugés sexistes de la part de certains employés de banques ont été rapportés, en particulier lorsque l'entrepreneuriat féminin remet en cause les normes sociétales traditionnelles.
- Les entreprises détenues et dirigées par des femmes sont souvent plus petites et les banques ne disposent pas toujours des outils appropriés pour octroyer les prêts de faible montant destinés au financement du commerce que ces femmes souhaitent obtenir.

En outre, il semblerait que les établissements financiers aient davantage d'aversion pour les risques depuis le début de la pandémie de COVID-19. L'initiative BOW GTFP a également contribué à des travaux de recherche sur l'ampleur de l'écart de financement selon les genres et sur les obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour avoir accès au financement du commerce.***

* Définies selon les critères suivants: le montant de la garantie accordée par la SFI est inférieur ou égal à 2 millions de dollars EU; ou, si la garantie de la SFI est supérieure à 2 millions de dollars EU, les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes bénéficiaires/candidates remplissent 2 conditions sur 3 (moins de 300 employés; total des actifs inférieur à 15 millions de dollars EU; ventes annuelles inférieures à 15 millions de dollars EU).

** Définies selon les critères suivants: l'entreprise est détenue à 51% ou plus par une ou plusieurs femmes, ou à 20% ou plus si au moins un poste de direction de l'administration/des opérations (présidence/vice présidence) est occupé par une femme et si le conseil d'administration est composé d'au moins 30% de femmes, lorsqu'un tel conseil existe.

*** Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/womenandtrade_f/think_up_1_f.htm.

pourcentage de la proportion de femmes victimes de violence peut entraîner une contraction des activités économiques... allant jusqu'à 8%. »

Pour lutter contre les violences faites aux femmes qui participent à des activités commerciales et travaillent aux frontières, l'Organisation mondiale des douanes a élaboré un programme de formation qui comprend un module d'apprentissage en ligne destiné aux agents des douanes et dont l'objectif est de sensibiliser l'opinion publique à l'égalité des

genres et à la façon d'intégrer une perspective tenant compte du genre dans les pratiques quotidiennes.¹⁰

Adaptation au changement climatique

De nombreux donateurs intègrent les questions de genre dans leurs programmes relatifs aux énergies renouvelables et au changement climatique. Pour certains pays partenaires fortement touchés par les perturbations environnementales comme le Samoa, l'Aide pour

le commerce peut contribuer à l'adaptation aux changements climatiques en soutenant les entrepreneuses et les petits exploitants agricoles.

Mise à disposition de plates-formes numériques

La pandémie de COVID-19 a fait ressortir l'importance des plates-formes numériques et du commerce électronique. Au cours de la pandémie, les PME « dont la proportion de ventes numériques était plus importante étaient également davantage susceptibles d'afficher des ventes plus vigoureuses » (Facebook, 2021).

Les réseaux formels et informels peuvent offrir de précieux renseignements ainsi que la possibilité de rencontrer des clients et des fournisseurs. Ces connaissances sont particulièrement utiles pour participer à des activités commerciales dans un environnement étranger régi par des conditions réglementaires différentes. Cependant, les réseaux professionnels des entrepreneuses sont généralement moins nombreux et moins

approfondis. Fournir aux entrepreneuses une plate-forme leur permettant d'être en relation avec des clients et des fournisseurs de marchandises et de services peut permettre de remédier à certaines de ces disparités.

Certains programmes d'Aide pour le commerce mettent à disposition des plates-formes de travail en réseau et numériques proposant divers services au-delà de la mise en relation avec des acheteurs et des fournisseurs. Des cours sont également organisés en matière de compétences numériques, un domaine dans lequel les disparités entre les genres persistent, en particulier sur les marchés en développement et émergents.

De fait, une plate-forme numérique de travail en réseau peut être un outil intégré dans les programmes d'Aide pour le commerce, ou constituer en soi un projet d'Aide pour le commerce. Le réseautage n'étant pas un exercice facile pour de nombreuses entrepreneuses, la mise à disposition de ce type de réseaux numériques résout ainsi un problème pour l'exportation (voir l'encadré 5).



Discussions sur les considérations liées au genre dans le cadre d'un programme de développement communautaire destiné aux agriculteurs en Indonésie.

Tableau 4 : Catégories du programme d'Aide pour le commerce liées à l'égalité des genres

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Lesotho	Infrastructures numériques utilisées comme un moyen de renforcer l'autonomisation économique des femmes, en particulier en renforçant leur participation aux services numériques fournis aux entreprises
Madagascar	Stratégie pour l'égalité des genres et le développement visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes et à améliorer la protection des femmes contre la violence fondée sur le genre
Mali	L'Aide pour le commerce peut faire progresser l'autonomisation économique des femmes en fournissant un accès permanent aux services publics de base sur le lieu de travail (comme l'eau, l'électricité et des sanitaires), ce qui améliore la production et la productivité concernant les femmes
République démocratique du Congo	Objectif d'élimination des violences et des sévices sexuels que subissent les femmes, en particulier aux frontières
Asie et Pacifique	
Pakistan	Dispositions juridiques prises pour garantir la non-discrimination en ce qui concerne les conditions d'emploi ou de travail
Donateurs	
Banque interaméricaine de développement	La plate-forme ConnectAmericas for Women permet aux femmes d'affaires de créer des contacts, d'explorer les débouchés commerciaux et d'échanger des renseignements pertinents
Forum de coopération économique Asie-Pacifique	Boîte à outils élaborée pour que les organismes de promotion des exportations prennent davantage conscience des questions liées à l'égalité des genres
Pays-Bas	Élaboration d'un programme mis en œuvre au Soudan du Sud, qui comprend des activités de renforcement des capacités visant à accroître les revenus des femmes issus du commerce et leur capacité de participer aux échanges, et de promouvoir leurs droits tout en réduisant leur vulnérabilité face à la violence et à l'exploitation
TradeMark East Africa	En Tanzanie, mise en place d'un service de messagerie qui permet aux commerçantes de signaler les cas de harcèlement fondé sur le genre

Encadré 5

Plate-forme ConnectAmericas for Women

La plate-forme commerciale en ligne ConnectAmericas a été créée par la BID en 2014 pour aider les MPME à accéder aux marchés internationaux et à de nouveaux débouchés commerciaux.* Les entreprises du monde entier peuvent rejoindre ConnectAmericas. Cependant, la plate-forme a été créée afin d'appuyer l'internationalisation d'entreprises établies en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les participants sont en majorité des sociétés établies en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Mexique et au Pérou. La plupart des sociétés de ConnectAmericas exercent leurs activités dans les secteurs des services, des produits alimentaires et boissons, et des textiles, bijoux et accessoires.

Dans le cadre de ce programme général, la BID a mis au point la plate-forme ConnectAmericas for Women, qui est avant tout consacrée aux femmes propriétaires et dirigeantes d'entreprises et à la réduction des disparités entre les genres dans l'accès aux marchés internationaux. Sur cette plate-forme, certains milieux d'affaires ciblent spécifiquement des sous-groupes d'entrepreneuses, comme la communauté des entrepreneuses de l'Alliance du Pacifique (plus de 1 200 participants) et la communauté « Women in Business » (plus de 650 participants).

La part des entreprises détenues par des femmes qui participent à la plate-forme est passée de 30% en 2014 à près de 45% en 2021, avec 10 millions d'utilisateurs uniques, basés dans plus de 200 pays. La plate-forme a notamment pour objectifs :

- le renforcement des capacités et l'amélioration de la production pour faciliter l'accès des entrepreneuses au commerce extérieur et aux chaînes de valeur ;
- l'utilisation et l'adoption de technologies de l'information et de la communication pour transformer et optimiser les méthodes de travail ;
- l'amélioration de la gestion financière afin de faciliter l'accès au financement pour les entreprises.

Les entreprises détenues par des femmes sont plus nombreuses en ligne sur ConnectAmericas que dans des entités comparables hors ligne. Cela fait écho à des constats semblables, tirés de recherches menées dans les pays de l'OCDE, selon lesquels les entreprises dirigées par des femmes utilisent les pages commerciales de Facebook/Meta au moins autant que les hommes (Korinek *et al.*, 2021).

En plus de fournir une plate-forme de réseaux commerciaux qui met en relation des entreprises et des éventuels clients et fournisseurs, ConnectAmericas for Women propose des formations en ligne et des ressources destinées aux entreprises. Plus de 100 000 femmes ont suivi des formations grâce aux ressources en ligne; 49% des participants aux 12 activités de rapprochement d'entreprises organisées en 2021 étaient des femmes.

Dans le cadre de ConnectAmericas for Women, la BID a également lancé le programme « Women Growing Together in the Americas », qui propose des formations en ligne et des ressources pour le développement des entreprises, ainsi qu'un mentorat assuré par des partenaires du secteur privé et des spécialistes des branches d'activité. Des histoires et des réussites d'entrepreneuses sont également mises en avant. Ce programme a été élaboré pendant la pandémie de COVID-19 :

- pour faciliter les échanges et la participation aux chaînes de valeur mondiales ;
- pour appuyer l'utilisation et l'adoption de technologies numériques afin d'optimiser les méthodes de travail, d'améliorer la gestion financière et de faciliter l'accès au financement.

La plate-forme ConnectAmericas for Women est également une source de renseignements sur les entrepreneuses et les défis auxquels elles sont confrontées, qui pourraient être utilisés par les gouvernements pour la conception et la mise en œuvre de politiques plus efficaces en ce qui concerne le commerce et l'égalité des genres.

* Voir <https://blogs.iadb.org/integration-trade/en/can-online-platforms-encourage-women-owned-firms-in-international-trade-in-the-case-of-connectamericas-yes/>.

Contraintes en matière d'Aide pour le commerce et alignement des donateurs et des partenaires

Le financement au titre de l'Aide pour le commerce est aligné sur les priorités et les objectifs des pays en développement en matière d'autonomisation économique des femmes tels qu'adoptés dans leurs stratégies de développement et instruments de politique générale (voir le tableau 5 pour plus de détails).

« Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce qui comptent l'égalité des genres parmi leurs objectifs sont passés de 4 milliards de dollars EU en 2011 à 18 milliards de dollars EU en 2020. »

D'après les recherches préliminaires en vue de la publication conjointe OCDE-OMC intitulée « Panorama de l'Aide pour le commerce 2022 », les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce effectués par les donateurs bilatéraux qui comptent l'égalité des genres parmi leurs principaux objectifs sont passés de 4 milliards de dollars EU en 2011 à 18 milliards de dollars EU en 2020.

Les réponses au questionnaire ont permis de relever que les quatre contraintes rencontrées par les femmes les plus couramment constatées et traitées dans le cadre des programmes étaient les suivantes :

- l'accès au financement ;
- l'emploi informel ;
- l'accès aux services numériques ;
- l'accès à l'information.

Selon les donateurs, les activités de soin non rémunérées et les emplois non rémunérés font également partie des obstacles auxquels se heurtent les femmes. Cependant, les pays partenaires ne placent pas ce problème en tête de leur liste d'obstacles. De même, 70% des donateurs considèrent l'écart salarial entre les genres comme un obstacle, contre 30% des partenaires.

Les disparités entre les interventions des pouvoirs publics et l'établissement des programmes de l'Aide pour le commerce pourraient affaiblir l'efficacité d'une initiative, étant donné que les programmes sont déterminés par la demande. Le Bénin souligne que l'Aide pour le commerce découle des principes contenus dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide¹¹ et des priorités figurant dans les stratégies de développement des pays. Si les disparités ne sont pas traitées de manière appropriée, les pays partenaires pourraient chercher ailleurs les moyens de résoudre certains des problèmes qu'ils considèrent comme les plus importants – et les donateurs prendraient une autre direction.

Tableau 5 : Contraintes en matière d'Aide pour le commerce et alignement des donateurs et des partenaires

Régions et donateurs	Réponses au questionnaire
Afrique	
Mali	La mobilisation de fonds en faveur de l'autonomisation économique des femmes vise principalement à lutter contre la pauvreté des femmes, à renforcer la coopération commerciale internationale et à promouvoir le leadership féminin et les partenariats public-privé Le soutien apporté correspond bien aux objectifs et aux priorités des femmes en matière de commerce
Donateurs	
Slovénie	Conformément aux principes d'efficacité en matière de coopération pour le développement, le soutien aux projets découle des besoins des partenaires et il est mis en œuvre en étroite coopération avec les partenaires locaux, de manière à garantir une appropriation
Union européenne	Les priorités peuvent uniquement être définies après une analyse contextuelle approfondie et des interventions ciblées selon les principes d'efficacité du développement, comme l'alignement sur les priorités nationales et la coordination des donateurs

Cependant, ce chapitre montre que les questions de genre sont largement intégrées dans les stratégies d'Aide pour le commerce, et que le lien entre Aide pour le commerce et égalité des genres est solidement ancré du point de vue des donateurs comme des partenaires. La plupart des pays en développement s'accordent à dire que l'Aide pour le commerce peut contribuer à éliminer les obstacles qu'ils détectent. Les donateurs comme les partenaires estiment que l'Aide pour le commerce peut aider les femmes à accéder au financement et au crédit, renforcer l'entrepreneuriat féminin et le développement des entreprises au moyen de liens commerciaux, et promouvoir l'accès des femmes au développement des compétences et au renforcement des capacités dans le domaine du commerce.

Néanmoins, quelques donateurs ont d'autres points de vue. L'Autriche, par exemple, explique que l'Aide pour le commerce a un rôle à jouer

très limité en ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes, mais qu'elle pourrait promouvoir un meilleur accès aux capitaux.

Les perspectives pour l'avenir de l'Aide pour le commerce et de l'égalité des genres sont également semblables pour les pays partenaires et les donateurs. S'agissant du soutien sectoriel, la plupart des pays ont indiqué que l'Aide pour le commerce devrait être axée sur l'agriculture, la pêche, le mode d'artisanat et les vêtements ainsi que le commerce électronique et les services numériques. Certains ont également mentionné le tourisme. Le taux d'emploi des femmes est élevé dans beaucoup de ces secteurs.

Cependant, les pays partenaires mentionnent également, parmi leurs priorités pour l'avenir, l'approvisionnement en énergie, les infrastructures de communication et l'éducation et la formation dans le domaine du commerce, qui ne sont pas cités par les donateurs.



AVIS D'EXPERT

L'importance de la collecte de données pour appuyer les politiques commerciales tenant compte des questions de genre

Par Annette Ssemuwemba, Directrice exécutive adjointe du Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé (CIR)

La programmation inclusive a été essentielle pour les interventions du CIR dans le cadre de l'Aide pour le commerce dans les pays les moins avancés (PMA). Cela fait suite au constat selon lequel les bénéfices du commerce sont amplifiés lorsqu'ils créent des possibilités pour les femmes et pour les jeunes et qu'ils permettent aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de s'intégrer dans le commerce mondial.

L'initiative du CIR intitulée « Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges », lancée en 2019, démontre notre engagement en faveur de l'autonomisation économique des femmes au travers d'un ensemble de résultats définis dans le domaine de la politique générale et des capacités de production. Cette initiative est motivée par la volonté de constituer une base de données factuelles pour appuyer les politiques tenant compte des questions de genre.

L'exercice de suivi et d'évaluation mené par l'OCDE et l'OMC a montré que l'intégration des questions de genre dans les stratégies nationales était un processus continu. Cela reflète les efforts que nous déployons actuellement en faveur d'une collaboration avec les gouvernements des PMA pour formuler et mettre en œuvre des politiques et des réglementations commerciales tenant compte des questions de genre, et pour collecter des données commerciales ventilées par genre.

Les meilleures politiques sont celles qui s'appuient sur des éléments factuels, mais leur élaboration peut s'avérer difficile dans des contextes où les données n'existent pas. Depuis 2019, l'analyse selon le genre a été intégrée dans les travaux analytiques phares du CIR, à savoir les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce, servant de base aux données commerciales ventilées par genre qui permettent d'éclairer les processus de formulation des politiques commerciales dans les pays eux-mêmes.

Les données ne sont pas seulement collectées à partir des activités de recherche et d'analyse ; elles proviennent également de l'échange d'expériences. Par exemple, le soutien du CIR a été apporté aux principaux secteurs d'activité des femmes, l'objectif étant que celles-ci puissent développer leurs

activités et pénétrer de nouveaux marchés régionaux et mondiaux. Les réponses fournies dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation montrent qu'il y a un large consensus sur le fait que ces efforts permettent de renforcer l'indépendance économique et financière des femmes.

Ces données sont utiles lorsque les gouvernements des PMA doivent élaborer des politiques et des cadres réglementaires liés au commerce. L'exercice souligne toutefois que ce processus est continu.

Le commerce électronique est apparu comme un domaine particulièrement important pour rendre le commerce plus inclusif et a continué de se développer, en particulier ces deux dernières années en raison de la COVID-19. La transformation numérique peut éventuellement avoir les mêmes effets transformateurs sur les entrepreneuses. Les faits montrent déjà qu'au cours de ces dernières années les femmes et les jeunes ont réalisé des progrès considérables sur le plan du commerce électronique. La formation au commerce électronique pour les entrepreneuses d'Asie du Sud mise en place par le CIR et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique va notamment dans ce sens. Les décideurs politiques doivent donc être attentifs à ces résultats, mais les chercheurs et les partenaires de développement ont également un rôle à jouer en partageant leurs données et les enseignements tirés.

Cet exercice de suivi et d'évaluation piloté par l'OMC et l'OCDE est un très bon exemple de la production de tels éléments factuels afin de contribuer à orienter les politiques relatives à l'Aide pour le commerce ; il permet également d'informer les pays les moins avancés et les pays développés de ce qui a fonctionné ou pas, dans d'autres pays et contextes.

Pour l'avenir, la poursuite de la collecte de données factuelles en vue d'intégrer la question du genre dans les politiques et les cadres réglementaires liés au commerce devrait rester un domaine prioritaire pour tous. De son côté, le CIR continuera de partager des résultats et des enseignements, fera en sorte que la collecte de données ventilées par genre constitue le fondement de l'apprentissage et renforcera les partenariats qui permettent aux femmes de tirer des avantages du commerce.

Défis concernant l'intégration des questions de genre dans l'Aide pour le commerce

Manque de données commerciales ventilées par genre

Certains donateurs et pays partenaires ont indiqué que le manque de données commerciales ventilées par genre était un obstacle majeur à la conception de projets d'Aide pour le commerce axés sur les femmes. De nombreux pays n'ont pas encore collecté de telles données. Néanmoins, la situation commence à évoluer. Les réponses au questionnaire indiquent que, dans l'ensemble, les États recueillent des données ventilées par genre dans divers domaines d'intervention et auprès des sources ci-après, entre autres (voir le tableau 6 pour de plus amples informations).

- rapports périodiques émanant des ministères s'occupant des questions relatives aux femmes ;
- documents relatifs aux activités de renforcement des capacités ;
- enquêtes nationales sur la productivité et la compétitivité des MPME ;
- documents sur le financement des entreprises, le microfinancement, l'emploi et le niveau de revenus; dossiers fiscaux ;
- registres d'entreprises du secteur formel.

Les données collectées portent souvent sur les femmes entrepreneurs plutôt que sur les travailleuses, et les enquêtes se concentrent parfois sur des questions très localisées et spécifiques, comme les revenus des femmes ayant des difficultés économiques dans les villages.

Bien souvent, la méthode et la fréquence des collectes de données ne sont pas systématiques. De nombreux pays recueillent des données de manière ad hoc lorsque le besoin s'en fait sentir (par exemple au cours

d'ateliers de formation) ou s'appuient sur des organisations internationales telles que l'OCDE ou la Banque mondiale.

Même lorsque les États recueillent des données ventilées par genre, celles-ci portent rarement sur le commerce. Il convient toutefois de signaler quelques exceptions, notamment la Guinée-Bissau, qui intègre des données ventilées par genre dans sa stratégie de développement des exportations, et le Mexique, dont le Bureau des statistiques mène des enquêtes spécifiques sur les femmes dans le commerce. Pour combler les déficits d'information, la BID recueille et analyse des données ventilées par genre dans le milieu des affaires et le profil commercial des entreprises dirigées par des femmes à travers son Cadre sectoriel pour l'intégration et le commerce.

Les initiatives en matière d'Aide pour le commerce peuvent servir à la collecte de données sur la participation des femmes au commerce. TradeMark East Africa utilise des évaluations des besoins basées sur des données pour développer des programmes nationaux et régionaux en collaboration avec les donateurs et les États.

Dans le cadre de ces travaux, un système de suivi a été mis en place avec les partenaires pour rendre compte régulièrement des progrès et de l'impact de ses programmes. Toutefois, il est difficile de regrouper des informations provenant de pays et de contextes différents, et de recueillir des données sur les vastes secteurs informels, dans lesquels les femmes évoluent le plus souvent.

Les systèmes de collecte de données de certains donateurs recueillent souvent des informations non seulement à des fins de suivi et d'évaluation, mais également pour sélectionner les projets pour lesquels l'Aide pour le commerce serait



Usine de confection de textiles au Lesotho.

bénéfique. La SFI et la BID ont fait du soutien à l'élaboration des politiques un objectif explicite de la collecte de données.

Incidence du manque de données sur l'élaboration des politiques

Le manque de collecte régulière de données sur les femmes dans le commerce a provoqué des lacunes statistiques qui ont un impact sur l'efficacité des politiques commerciales et des stratégies de développement. Le manque de données entrave la recherche et donc l'élaboration des politiques, étant donné que les résultats des travaux de recherche peuvent être utilisés pour élaborer des politiques commerciales tenant compte du genre et pour promouvoir la participation des femmes au commerce.

Cette question a été abordée par les Membres de l'OMC dans le Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres : ils ont échangé des renseignements sur leurs méthodes de collecte de données dans le cadre de leurs travaux techniques sur le commerce et le genre.¹² Les Membres de l'OMC ont également accordé la priorité au développement et à l'amélioration de la collecte de données ventilées par genre, et ont indiqué que ce domaine d'intervention était fondamental pour faire progresser l'égalité des genres dans le commerce.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'OMC a créé le Centre de recherche de l'OMC sur l'égalité des genres¹³ en mai 2021, afin d'encourager les efforts de recherche et de collecte de données au moyen d'une plate-forme de partage d'informations et de collecte de

connaissances, permettant de diffuser à l'échelle mondiale les dernières découvertes des chercheurs et des experts.

Les recherches menées par le Centre de recherche de l'OMC sur l'égalité des genres confirment le manque de données sur les femmes dans le commerce. Pour y remédier, l'OMC a élaboré un questionnaire de collecte de données, que les Membres peuvent utiliser à titre de guide. Ce questionnaire est l'un des outils favorisant l'égalité des genres mis au point par l'OMC à l'intention des décideurs pour intégrer ces questions dans les politiques commerciales. Ces outils sont incorporés dans le cours de formation de l'OMC sur le commerce et le genre.¹⁴

Le manque de données entrave la recherche et donc l'élaboration des politiques, étant donné que les résultats des travaux de recherche peuvent être utilisés pour élaborer des politiques commerciales tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes et pour promouvoir la participation des femmes au commerce.

Nécessité d'une évaluation de l'impact

L'exercice de suivi et d'évaluation révèle que l'impact des programmes d'Aide pour le commerce sur les questions de genre n'est pas systématiquement évalué et que peu de pays disposent de mécanismes d'évaluation de l'impact. Cependant, certains donateurs rendent ces derniers obligatoires.

La prise en compte du genre dans les stratégies nationales est un processus continu. Les cadres d'actions sont fréquemment actualisés. Certains des plans ou des stratégies en faveur de l'égalité des genres mentionnés par les parties interrogées sont arrivés à expiration récemment ou prendront fin prochainement. À cet égard, il convient de s'interroger sur la manière dont l'impact de ces actions est évalué et dont les enseignements tirés sont intégrés dans les stratégies futures.

L'évaluation des programmes d'Aide pour le commerce est une question essentielle. Il est nécessaire de comprendre pourquoi certains programmes sont plus efficaces que d'autres pour aider les pays à concevoir des politiques et des initiatives éclairées en faveur des femmes.

Les réponses au questionnaire indiquent que seul un tiers des pays en développement partenaires évaluent leurs programmes d'Aide pour le commerce; toutefois, les PMA sont plus enclins à recourir à des processus d'évaluation car ils ont adopté le mécanisme de suivi et d'évaluation du CIR. En revanche, plus de deux tiers des donateurs disposent de processus de suivi, et les évaluations de l'impact sont obligatoires pour certains.

Lorsqu'ils évaluent leurs programmes, la plupart des pays se servent d'indicateurs et de cibles spécifiques liés au genre qu'ils évaluent par rapport aux objectifs des programmes afin de constater les progrès réalisés dans la mise en œuvre, et les intègrent ensuite dans les mécanismes de suivi et d'évaluation. Certains pays s'appuient sur l'Examen national volontaire des ODD pour évaluer leurs programmes d'Aide pour le commerce.¹⁵

Les processus d'évaluation doivent être associés à des mécanismes de collecte de données ventilées par genre. Les données recueillies dans le cadre des mécanismes de suivi et d'évaluation des programmes d'Aide pour le commerce axés sur le genre et les enseignements qui en sont tirés devraient être communiqués et faire l'objet de discussions, éventuellement au sein d'une instance telle que le Groupe de travail informel de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres.

Les Membres de l'OMC échangent des informations techniques sur l'égalité des genres dans le commerce au sein du Groupe de travail informel. L'Australie et le Royaume-Uni ont souligné que les travaux du Groupe servaient de catalyseur pour l'intégration des questions de genre dans l'Aide pour le commerce et, plus largement, à l'OMC.

Tableau 6 : Défis concernant l'intégration des questions de genre dans l'Aide pour le commerce

Régions	Réponses au questionnaire
Afrique	
Togo	Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) renforcera le dialogue public privé afin de mobiliser davantage de ressources pour suivre et évaluer les indicateurs spécifiques des initiatives axées sur le genre
Asie et Pacifique	
Sri Lanka	Des activités de suivi sont menées sur le terrain par des agents de terrain relevant des districts et des divisions, qui sont rattachés au Ministère de la femme et de l'enfant, et des activités de suivi et d'évaluation sont menées à travers un système de suivi, d'évaluation, de responsabilité et d'apprentissage mis en place par le Ministère
Vanuatu	La collecte de données reste un problème en raison du manque de capacités et des problèmes de financement
Amérique latine et Caraïbes	
Mexique	L'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) réalise des enquêtes ventilées par genre qui fournissent des indicateurs sur le genre, le commerce et le développement
Pérou	L'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI) publie des rapports annuels sur les disparités entre les genres
Sainte-Lucie	Il est toujours difficile de collecter des données ventilées par genre et des données commerciales en raison de l'importance du secteur informel et du pourcentage élevé de MPME Tous les projets gouvernementaux comportent un volet Suivi et évaluation, conformément aux prescriptions formulées par les donateurs

Récolte dans une rizière
(Cambodge).



Étude de cas

Bénin : méthodes d'évaluation tenant compte de l'égalité des genres dans le cadre des programmes d'Aide pour le commerce

Les questions de genre sont intégrées à toutes les étapes des programmes d'Aide pour le commerce, de la formulation au suivi et à l'évaluation, en commençant par la nomination de points focaux pour l'égalité des genres dans les ministères, la société civile et le secteur privé. Le gouvernement a adopté un guide méthodologique* qui prescrit ce qui suit :

- les questions de genre sont systématiquement intégrées au niveau du diagnostic de chaque programme ;
- les disparités entre les genres et les besoins des femmes sont évalués à partir des données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ;
- les données sont complétées par des enquêtes et des entretiens sur des questions spécifiques menés par le Ministère du commerce ;
- les objectifs doivent tenir compte des questions de genre ;
- les plans d'action doivent également inclure des mesures spécifiques pour réduire les inégalités de genre et prévoir un cadre de suivi et d'évaluation comprenant des indicateurs relatifs à l'égalité des genres ;
- les points focaux pour l'égalité des genres de chaque ministère concerné sont consultés pour s'assurer que les programmes répondent aux besoins des femmes et s'alignent pleinement sur la politique nationale de promotion de l'égalité des genres.

Le gouvernement met également en œuvre un guide méthodologique d'évaluation de l'égalité des genres** qui fournit un cadre complet pour évaluer l'impact des programmes et des politiques sur l'autonomisation économique des femmes et l'égalité des genres. Ce guide comprend une série d'indicateurs pour réaliser une évaluation *ex-ante* et *post-ante* de l'impact sur l'égalité des genres.

Une évaluation à mi-parcours de l'impact est également réalisée pour pouvoir réviser les programmes lorsque les objectifs ne sont pas atteints, notamment ceux relatifs à l'égalité des genres. Par exemple, l'évaluation de l'impact examine la part des ressources du programme

allouée pour répondre aux besoins des femmes, l'incidence sur les disparités sociales par genre et la comparaison des inégalités de genre dans des secteurs spécifiques avant et après le programme.

* Voir <https://justice.gouv.bj/documents/politiques-strategies>.

** Voir <https://evaluation.gouv.bj/uploads/Guidemetodologiquedevaluationsensib leaugenreVFOctobre2020.pdf>.



À Ankouamon, au Bénin, un groupe de 40 femmes produit 5 tonnes de beurre de karité par mois.

Étude de cas

Union européenne : évaluation de l'impact selon de genre de l'UE – ce qui est mesuré peut être géré

Les travaux de l'Union européenne en matière de promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes reposent en grande partie sur le suivi de ses interventions extérieures en matière d'égalité des genres, y compris les dépenses. Selon un rapport sur le Plan d'action II de l'UE sur l'égalité des sexes (Commission européenne, 2020a) :

« On estime que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes ont été appuyées par un budget de 8,7 milliards d'EUR pour le financement du développement en 2019 (soit 56,95% du financement total). Les financements qui visent spécifiquement l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes... se sont élevés à 643 millions d'EUR (4,21% du total). »

En ce qui concerne les actions ciblées plus directement sur l'autonomisation économique des femmes, 1 853 mesures indiquées étaient axées sur l'autonomisation économique et sociale, ce qui a contribué à faire progresser plusieurs ODD.

S'appuyant sur sa Stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025, l'Union européenne a lancé le Plan d'action III de l'UE sur l'égalité des sexes pour 2021-2025, qui vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde entier et à faire en sorte que 85% des nouvelles mesures extérieures tiennent compte de la dimension de genre d'ici à 2025 (Commission européenne, 2020b). Cet objectif est inclus dans l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI) – L'Europe dans le monde pour la période 2021-2027 – dont le financement est estimé à plus de 78 milliards d'euros, précisant également qu'« [a]u moins 5% des actions [tenant compte des questions de genre] doivent avoir pour objectif principal l'égalité des genres, le respect des droits des femmes et des filles et leur autonomisation. »*

Le Plan d'action III sur l'égalité entre les hommes et les femmes instaure des règles strictes pour l'application et le suivi de l'intégration des questions de genre dans tous les secteurs et est contraignant pour toutes les actions extérieures de l'UE, y compris les programmes d'Aide pour le commerce. L'autonomisation économique des femmes est l'un des principaux domaines thématiques prioritaires.

Aligné sur la stratégie de l'UE en matière d'Aide pour le commerce**, le Plan d'action III sur l'égalité entre les hommes et les femmes recommande une évaluation systématique du genre, des données ventilées par genre et des indicateurs pour l'évaluation de l'impact sur le genre. L'unité opérationnelle de chaque programme est responsable du suivi et de l'évaluation réguliers de toute intervention. Cela implique d'évaluer la façon dont le programme est mis en œuvre, de recenser les problèmes potentiels et de prendre les mesures correctives nécessaires pour optimiser les effets positifs sur l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes. Dans cette optique, les unités opérationnelles doivent systématiquement collecter, analyser et utiliser les informations liées à la gestion pour favoriser une prise de décision efficace.

En plus de soutenir les partenaires dans le suivi des programmes, l'UE a également développé un cadre pour le suivi des résultats du Plan d'action III sur l'égalité entre les hommes et les femmes au moyen des objectifs et indicateurs destinés à encadrer la mise en œuvre de ce plan d'action (Commission européenne, 2020c). Un rapport annuel relatif à l'application des instruments de l'UE pour le financement des actions extérieures fournit des informations complètes sur les activités menées et les résultats obtenus en matière d'égalité des genres.***

* Voir https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/about_the_european_commission/eu_budget/programme_and_performance_-_ndici.pdf.

** Voir https://ec.europa.eu/international-partnerships/topics/trade_en.

*** Pour consulter la version la plus récente, voir https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/2021-annual-reportimplementation-european-unions-external-action-instruments-2020_en.

Notes finales

1. *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*, document de l'OMC WT/AFT/1, 27 juillet 2006.
2. Environ 800 femmes entrepreneurs ont été interrogées en Amérique latine, en Asie du Sud et en Afrique de l'Est entre 2019 et 2020.
3. Voir <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.FE.ZS>.
4. « Des agricultrices d'Amérique latine et des Caraïbes témoignent de leurs efforts et de leur lutte contre les inégalités à l'occasion de la journée internationale des femmes rurales » webinar organisé par l'IICA-Inter American Institute for Cooperation in Agriculture (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture) le 18 octobre 2021.
5. Les données issues des enquêtes régionales de l'OMC menées en Afrique de l'Est, en Asie du Sud et en Amérique latine en 2019 et 2020 montrent que 58% des femmes entrepreneurs travaillent dans le secteur des services.
6. La majorité des prêts de financement du commerce sont donc à court terme (moins de 180 jours). Néanmoins, étant donné que le commerce international est considéré comme une activité plus risquée que le commerce intérieur, les établissements financiers imposent à leurs clients des obligations en matière de solvabilité, de diligence raisonnable, de garantie et de finances qui sont généralement plus strictes que pour l'accès aux services bancaires de base (Banque mondiale/OMC, 2020).
7. Voir https://www.smefinanceforum.org/sites/default/files/IFC_MSME_Factsheets_Global_2019.pdf.
8. Voir <https://data.undp.org/gendertracker>.
9. Voir <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/issue-briefcovid-19-and-ending-violence-againstwomen-and-girls>.
10. Voir <https://www.wcoomd.org/fr/topics/capacity-building/activities-and-programmes/gender-equality.aspx>.
11. Voir l'annexe 1 aux *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*, document de l'OMC WT/AFT/1, 27 juillet 2006.
12. Voir *Rapport de situation sur les travaux techniques réalisés par les Membres de l'OMC et observateurs concernant l'autonomisation économique des femmes*, document de l'OMC INF/TGE/R/1, 9 novembre 2021.
13. Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/womenandtrade_f/iwg_trade_gender_f.htm.
14. Pour en savoir plus sur les travaux du Secrétariat de l'OMC concernant les femmes et le commerce, voir https://www.wto.org/french/tratop_f/womenandtrade_f/womenandtrade_f.htm.
15. Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs>.

Conclusion

Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation OCDE-OMC 2022 soulignent qu'il est nécessaire de renforcer l'Aide pour le commerce et de mieux cibler les financements. Ils confirment que la pandémie de COVID-19 a constitué un revers important pour l'intégration de nombreux pays en développement dans le commerce mondial et pour leurs perspectives de développement, notamment pour les pays les moins avancés (PMA).

Les conséquences de la pandémie continuent d'affecter les perspectives commerciales de nombreux pays en développement, souvent de manière imprévisible. Beaucoup de pays à faible revenu sont accablés par la dette et les pressions inflationnistes qui freinent les importations de produits essentiels. Ces pressions ont été exacerbées par la crise en Ukraine.

C'est dans ce contexte sombre que l'Initiative "Aide pour le commerce" cherche à remédier aux contraintes liées au commerce auxquelles sont confrontés les pays en développement et les PMA et à les aider à passer à une énergie propre et durable dans une économie sobre en carbone.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière bon nombre des difficultés que rencontraient les pays en développement et les PMA en matière de commerce et de développement. La promotion de la diversification des exportations, l'amélioration de la compétitivité internationale, le renforcement des capacités de production et la connexion aux chaînes de valeur mondiales restent des priorités de l'Aide pour le commerce pour les pays partenaires. Toutefois, les perspectives économiques mitigées ne facilitent pas la mise en œuvre de ces objectifs, en particulier lorsque les budgets d'aide des donateurs sont soumis à une pression financière.

Malgré la pandémie de COVID-19, le commerce reste une priorité de développement tant pour les pays partenaires que pour les donateurs, ce

qui souligne qu'il est nécessaire d'accroître l'Aide pour le commerce et de mieux cibler les financements. Le commerce fait partie intégrante du soutien au relèvement économique après la pandémie et de la croissance économique et du développement à moyen et long terme. La facilitation des échanges est par conséquent l'élément le plus souvent cité en tant que priorité dans l'Aide pour le commerce par tous les participants à l'exercice de suivi et d'évaluation 2022.

Cependant, la nature du commerce évolue, car la numérisation stimule la croissance du commerce électronique. La pandémie de COVID-19 a accéléré le développement de la connectivité numérique et la croissance du commerce électronique, donnant un coup d'accélérateur à la connectivité des pays en développement et des PMA. Toutefois, la



croissance rapide de la demande de connectivité et de services numériques a mis en évidence des lacunes en matière de connectivité de base, de couverture, d'accessibilité financière de la connexion et de niveaux de compétences techniques. La fracture numérique reste importante, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, et les femmes et les entreprises appartenant à des femmes sont particulièrement touchées, ce qui conduit à l'exclusion sociale et à une perte de possibilités commerciales.

L'exercice de suivi et d'évaluation 2022 révèle une prise de conscience croissante, tant parmi les pays partenaires que parmi les donateurs, des risques liés aux changements climatiques. Les stratégies de développement et de commerce des pays en développement font de plus en plus référence à l'environnement. Toutefois, la transition vers une croissance écologiquement durable (verte) en est encore à ses débuts.

Les engagements pris par les donateurs et les partenaires Sud-Sud en faveur de la transition vers une économie sobre en carbone

permettront d'accroître le financement de l'Aide pour le commerce en vue d'atténuer les effets du changement climatique et d'aligner l'aide publique au développement sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

L'Aide pour le commerce jouera un rôle de plus en plus important pour aider les pays à lutter contre les effets du réchauffement de la planète.

Plus de financements sont disponibles, notamment sous la forme de partenariats public-privé. Néanmoins, il est encore largement possible d'accroître le financement de l'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique et du commerce électronique, y compris pour la numérisation de l'administration publique, des services, de l'économie et de l'industrie, et l'enseignement des compétences et des connaissances numériques.

L'Aide pour le commerce est un excellent outil pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes. Les initiatives de l'Aide pour le commerce s'améliorent en ce qui concerne la manière dont les programmes répondent aux nouveaux défis et surmontent les obstacles traditionnels auxquels les femmes sont confrontées. Pour optimiser l'efficacité des programmes d'Aide pour le commerce liés au genre, les femmes doivent jouer un rôle dans leur conception, leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation. Il est essentiel de mettre en avant les femmes à des postes de direction dans les secteurs public et privé afin de garantir que l'égalité des genres soit véritablement intégrée aux politiques et à la prise de décisions. L'égalité des genres peut également apporter d'autres avantages aux organisations, en contribuant à améliorer leurs résultats et leur productivité.

L'Aide pour le commerce peut renforcer l'accès des femmes aux débouchés commerciaux. Il est donc crucial de s'attaquer aux obstacles rencontrés par les femmes dans le commerce et de relever les nouveaux défis liés à la pandémie de COVID-19 et au changement climatique. Les programmes d'Aide pour le commerce liés au genre pourraient également associer l'évaluation de l'impact à des données ventilées par genre afin de mieux cerner leurs propres résultats.



Les marchandises destinées à l'exportation sont chargées sur le ferry de l'après-midi, île de Tanna (Vanuatu).

Priorités futures en matière d'Aide pour le commerce

Sur la base de l'analyse des réponses au questionnaire de suivi et d'évaluation, les domaines et questions ci-après sont prioritaires pour l'Initiative Aide pour le commerce pour 2022 et les années à venir.



Facilitation des échanges

La facilitation de la circulation des marchandises de part et d'autre des frontières est la priorité la plus fréquemment citée. L'Aide pour le commerce qui soutient la facilitation des échanges, notamment avec la dématérialisation des procédures douanières, la coordination de la gestion des frontières et l'amélioration de la transparence, est essentielle pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et les économies – un impact qui a lourdement frappé les MPME.



Croissance durable

L'exercice de suivi et d'évaluation 2022 révèle une prise de conscience croissante des risques liés au changement climatique, les stratégies commerciales des pays en développement faisant de plus en plus référence aux questions environnementales. Toutefois, la transition vers une croissance écologiquement durable (verte), y compris une économie circulaire, en est encore à ses débuts. L'Initiative Aide pour le commerce peut jouer un rôle essentiel en aidant les pays en développement et les PMA à intégrer les questions environnementales dans leurs objectifs commerciaux et à poursuivre leur transition vers une économie sobre en carbone.



Croissance sobre en carbone

Les engagements pris par les donateurs et les partenaires Sud-Sud en faveur de la transition vers une économie sobre en carbone permettent d'aligner l'aide publique au développement sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques. L'Aide pour le commerce devra se focaliser davantage sur l'atténuation des effets du réchauffement climatique et l'adaptation à ces derniers.



Autonomisation économique des femmes

L'Aide pour le commerce est un excellent outil pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes. Alors que les programmes d'Aide pour le commerce s'intéressent de plus en plus aux questions de genre, il reste encore beaucoup à faire pour s'attaquer aux obstacles que rencontrent les femmes pour ce qui est de participer au commerce international.



Diversification des exportations

Les programmes d'Aide pour le commerce qui se concentrent sur l'amélioration de la diversification des exportations dans des secteurs spécifiques, tels que l'agriculture, sont particulièrement bénéfiques pour les pays en développement sans littoral et les PMA. Ces programmes devront se montrer plus soucieux des questions climatiques.



Chaînes de valeur mondiales

Les chaînes de valeur mondiales sont un facteur essentiel de prospérité économique et de réduction de la pauvreté, mais elles ont été particulièrement touchées par la pandémie de COVID-19. Aider les pays en développement à participer aux chaînes de valeur mondiales est un élément clé de l'Aide pour le commerce.



Commerce électronique

Les donateurs de l'Aide pour le commerce fournissent de plus en plus de financements pour les programmes liés à la connectivité numérique et au commerce électronique. La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation sans précédent de la connectivité numérique et de la croissance du commerce électronique. L'Aide pour le commerce peut aider les pays en développement à intégrer la connectivité numérique et le commerce électronique dans leurs stratégies nationales de développement.



Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

Les MPME représentent 95% de l'ensemble des entreprises. L'Aide pour le commerce peut jouer un rôle dans l'amélioration de la résilience économique des MPME et les aider à accéder aux marchés internationaux et à de nouveaux débouchés commerciaux.



Dialogue entre le secteur public et le secteur privé

Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour aider à financer la transition vers une économie sobre en carbone s'intensifie. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle de catalyseur en

aidant à mobiliser des financements pour les infrastructures vertes et en aidant le secteur privé à tirer parti des possibilités offertes par l'économie sobre en carbone. On retrouve les mêmes tendances et conclusions dans l'économie numérique – un domaine dans lequel l'administration en ligne a également un rôle important à jouer pour agir sur la croissance du commerce électronique.



Financement du développement

Plus de financements sont disponibles, notamment sous la forme de partenariats public-privé. Néanmoins, les donateurs et les partenaires Sud-Sud ont encore une marge importante pour ce qui est d'accroître le financement des partenariats public-privé. Le financement de l'action climatique est de plus en plus étroitement lié au financement de l'Aide pour le commerce, notamment dans le domaine des infrastructures pour l'énergie renouvelable.



Programmes liés à l'égalité des genres

Les femmes doivent faire partie du processus de décision dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de l'Aide pour le commerce liés au genre.



Données sur le commerce ventilées par genre

L'Aide pour le commerce peut renforcer l'accès des femmes aux possibilités offertes par le commerce. Il est crucial de remédier aux obstacles que rencontrent les femmes dans le commerce, notamment aux nouveaux défis liés à la pandémie de COVID-19. Les programmes d'Aide pour le commerce, qui fournissent des données ventilées par genre, permettent de mieux cerner les résultats des financements ciblés.

Abbreviations

AFE	Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges
AfTIAS	Initiative Aide pour le commerce pour les États arabes
APD	aide publique au développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COP26	Vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
CVM	chaînes de valeur mondiales
FMI	Fonds monétaire international
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IFF	International Finance Forum
MPME	micro, petites et moyennes entreprises
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PACER-Plus	Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques Plus
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SFI	Société financière internationale
TIC	technologies de l'information et de la communication
TMEA	TradeMark East Africa
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Bibliographie

Agence internationale de l'énergie (AIE) (2021), *Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector*, Paris : AIE.

Agence spatiale européenne (ESA) et Banque asiatique de développement (BAsD) (2017), *Earth Observation for a Transforming Asia and Pacific: A Portfolio of Twelve Earth Observation Projects Supporting Asian Development Bank Activities*.

Alliance for Affordable Internet et World Wide Web Foundation (2020), *From Luxury to Lifeline: Reducing the Cost of Mobile Devices to Reach Universal Internet Access*, World Wide Web Foundation.

Banque africaine de développement (BAfD) (2021), *Perspectives économiques en Afrique 2021 : de la résolution de la dette à la croissance : une feuille de route pour l'Afrique*, Abidjan : BAfD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2016a), *Vision for Gender Equality in Asia and the Pacific by 2030: Possible Future Directions for Asian Development Bank's Gender Work*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2016b), "2016 Trade Finance Gaps, Growth, and Jobs Survey", *ABD Briefs no 64*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2019a), *Aid for Trade in Asia and the Pacific: Promoting Economic Diversification and Empowerment*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2021), *Asian Development Outlook 2021: Financing a Green and Inclusive Recovery*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2022), *Fostering Regional Cooperation and Integration for Recovery and Resilience*, Manille : BAsD.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (2020a), *Green Economy Transition Approach 2021-2025*, Londres : BERD.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (2020b), *Sustainability Report 2020*, Londres : BERD.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (2021), *Transition Report 2021-22: System Upgrade - Delivering the Digital Dividend*, Londres : BERD.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2019), *Integration and Trade Sector Framework Document*, Washington : BID.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2021a), *Vision 2025 - Reinvest in the Americas: A Decade of Opportunity*, Washington : BID.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2021b), *Climate Change Action Plan*, Washington : BID.

Banque islamique de développement (BIsD) (2020), *2020-2025 Climate Change Action Plan*, Djedda : BIsD.

Banque mondiale (2017), *Women and Tourism: Designing for Inclusion*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2021a), *Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025: Soutenir un développement vert, résilient et inclusif*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2021b), *Green Resilient, and Inclusive Development*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2021c), *World Development Report 2021: Data for Better Lives*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2022), *The Impact of the War in Ukraine on Global Trade and Investment*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2022), *The Role of Trade in Developing Countries' Road to Recover: Joint Policy Note*.

Brenton, P. et Chemutai, V. (2021), *The Trade and Climate Change Nexus: The Urgency and Opportunities for Developing Countries*, Washington : Banque mondiale.

Brenton, P., Ferrantino, M. J. et Maliszewska, M. (2022), *Reshaping Global Value Chains in Light of COVID-19: Implications for Trade and Poverty Reduction in Developing Countries*, Washington : Banque mondiale.

Centre du commerce international (ITC) (2019), *Promoting SME Competitiveness in Botswana: A Bottom-up Approach to Economic Diversification*, Genève : ITC.

Centre du commerce international (ITC) (2021), *SME Competitiveness Outlook 2021: Empowering the Green Recovery*, Genève : UIT.

Centre du commerce international (ITC) (2022), *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, Genève : UIT.

Commission européenne (2019a), *Le pacte vert pour l'Europe*, document COM(2019) 640 final, Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne (2019b), *La stratégie "Global Gateway"*, document JOIN(2021) 30 final, Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne (2020a), *EU Gender Action Plan II: Annual Implementation Report 2019*, document SWD(2020) 299 final, Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne (2020b), *Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne*, SWD(2020) 299 final, Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne (2020c), *Objectives and Indicators to Frame the Implementation of the Gender Action Plan III (2021-25)*, document SWD(2020) 284 final, Bruxelles : Commission européenne.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2018), "Implementing a Survey on Exports of ICT-enabled Services", *UNCTAD Technical Notes on ICT for Development n° 11*, Genève : Nations Unies.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2021), "Impacts of the COVID-19 Pandemic on Trade in the Digital Economy", *UNCTAD Technical Notes on ICT for Development n° 19*, Genève : Nations Unies.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2022), *E-commerce and Digital Economy Programme: Year in Review 2021*, Genève : Nations Unies.

der Boghossian, A. (2019), "Women's Economic Empowerment: An Inherent Part of Aid for Trade", *WTO Staff Working Paper ERSD-2019-08*, Genève : OMC.

Facebook (2021), *Global State of Small Business: Insights into Women-led and Minority-led Businesses in Early 2021*, Facebook.

Fonds vert pour le climat (FVC) (2019), *Updated Gender Policy and Gender Action Plan 2020-2023*, GCF/B.24/15, Incheon : FVC.

Gamberoni, E. et Guilherme Reis, J. (2011), "Gender-Informing Aid for Trade: Entry Points and Initial Lessons Learned from the World Bank", *Economic Premise* 62:1-4.

Gentilini, U., et al. (2020), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*, Washington : Banque mondiale.

Groupe AXA et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2015) *Face au changement climatique, quelle nouvelle donne pour les villes et les entreprises*, Paris et Genève : Groupe AXA et PNUE.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2022), *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*, Cambridge University Press.

Groupe international d'experts sur les ressources (IRP) (2019), *Global Resources Outlook 2019: Natural Resources for the Future We Want*, Paris : PNUE.

GSM Association (GSMA) (2021a), *The State of Mobile Internet Connectivity 2021*, Londres : GSM Association.

GSM Association (GSMA) (2021b), *Connected Women: The Mobile Gender Gap Report 2021*, Londres : GSM Association.

Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI) (2020), *Moniteur africain des mesures en finances publiques COVID-19*, Centurion : Secrétariat de CABRI.

International Finance Forum (IFF) (2021), *Global Finance and Development Report 2021*, Beijing : IFF.

Kim, K., Tayag, M.C., Beck, S. et Latoja, M.C. (2019), "2019 Trade Finance Gaps, Growth, and Jobs Survey", *ADB Briefs n° 113*, Manille : BASD.

Korinek, J., Moisé, E., et Tange, J. (2021), "Trade and Gender: A Framework of Analysis", *OECD Trade Policy Paper n° 246*, Paris : Éditions OCDE.

López González, J. et Sorescu, S. (2021), "Saisir les possibilités favorables aux échanges numériques", *Coopération pour le développement 2021: Pour une transformation numérique juste*, Paris : Éditions OCDE, 187-196.

Lund, S., Manyika, J., Woetzel, J. et al. (2020), *Risk, Resilience and Rebalancing in Global Value Chains*, McKinsey Global Institute.

Macquarie, R., Naran, B., Rosane, P., Solomon, M. et Wetherbee, C. (2020), *Updated View of the Global Landscape of Climate Finance 2019*, Londres : Climate Policy Initiative.

Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ) (2016), "Development Policy Action Plan on Gender Equality 2016-2020", BMZ Paper 03, Bonn : BMZ.

Nations Unies (2015), *Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030*, New York : Nations Unies.

Nedopil Wang, C. (2022), *China Belt and Road Initiative (BRI) Investment Report 2021*, Shanghai : Green Finance and Development Center.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2020), *Public Procurement and Infrastructure Governance: Initial Policy Responses to the Coronavirus (COVID-19) Crisis*, Paris : Éditions OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2021a), *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019*, Paris : Éditions OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2021b), *Coopération pour le développement 2021 : Pour une transformation numérique juste*, Paris : Éditions OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Centre de recherche et de formation pour les femmes arabes (CAWTAR) (2014), *Women in Public Life: Gender, Law and Policy in the Middle East and North Africa*, Paris : Éditions OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2016), *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables* Paris : Éditions OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2017), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2017: Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour un développement durable*, Paris : Éditions OCDE.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (2019), *Industrial Resource Efficiency Division and Circular Economy*, Vienne : ONUDI.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2020), *Rapport annuel 2019*, Vienne : ONUDI.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (2021), *Policy Assessment for the Economic Empowerment of Women in Green Industry: Synthesis Report of the Country Assessments in Cambodia, Peru, Senegal and South Africa*, Vienne : ONUDI.

Organisation mondiale du commerce (OMC) (2021a), *Atténuer les goulots d'étranglement d'ordre commercial dans les pays en développement sans littoral*, Genève : OMC.

Organisation mondiale du commerce (OMC) (2021b), *Rapport sur le commerce mondial 2021 : Résilience économique et commerce*, Genève : OMC.

Organisation mondiale du commerce (OMC) (2022), *Promouvoir les possibilités commerciales des pays les moins avancés: Progrès accomplis ces 10 dernières années et priorités actuelles*, Genève : OMC.

Organisation mondiale du commerce (OMC) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2018), *Mettre le commerce au service de l'environnement, de la prospérité et de la résilience*, Genève : OMC.

Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2019), *Global Report on Women in Tourism: Second Edition*, Madrid : OMT.

Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2021), *The Economic Contribution of Tourism and the Impact of COVID-19*, Madrid : OMT.

Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2022), *World Tourism Barometer*, mai, Madrid : OMT.

Ouedraogo, R. et Stenzel, D. (2021), "The Heavy Economic Toll of Gender based Violence: Evidence from Sub-Saharan Africa", *IMF Working Paper* n° 277, Washington : FMI.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2020), *Implications of the COVID-19 Pandemic for Global Sustainable Finance: An Initial Framework for Response Strategies*, PNUE.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2020), "Aid for Trade: A Vehicle to Green Trade and Build Climate Resilience" (*Issue Brief*, avril 2020).

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2009), *Commerce et changement climatique*, Genève : OMC.

Rotundi, V., Billari, F., Pesando, L. M. et Kashyap, R. (2020), *Digital Rural Gender Divide in Latin America and the Caribbean*, San José : Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.

Singh, S., Lepillez, K. et Banyan Global (2020), *Women's Economic Empowerment and Gender Equality in Trade Facilitation: The Role of Customs and Border Services*, USAID.

Tyers, A. (2020), *USAID Gender Digital Divide: Desk Review Report*, Washington : Agence des États-Unis pour le développement international.

Union européenne (2018), *The New European Consensus on Development: "Our World, Our Dignity, Our Future"*, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.

Union internationale des télécommunications (UIT) (2019), *Turning Digital Technology Innovation into Climate Action*, Genève : UIT.

Union internationale des télécommunications (UIT) (2021a), *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2021*, Genève : UIT.

Union internationale des télécommunications (UIT) (2021b), *The Economic Impact of Broadband and Digitization Through the COVID-19 Pandemic: Econometric Modelling*, Genève : UIT.

Union internationale des télécommunications (UIT) (2022), "The Affordability of ICT Services 2021", *Policy Brief*, Genève : UIT.

Crédits photo :

Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre en commençant en haut à gauche) :

© Stephan Gladieu/Banque mondiale ;

© Seersa Abaza/IWMI ;

© Prashanth Vishwanathan/IWMI.

Page 2 : © Chhor Sokunthea/Banque mondiale.

Page 4 : © OMC/Jay Louvion.

Page 7 : © Irina Mosel/ODI.

Pages 13, 33, 165, 168 : © CIR/Simon Hess.

Pages 14, 15 : © Mokhamad Edliadi/CIFOR.

Pages 17, 67 : © BAsD.

Page 22 : © 2015 BAsD/Madiha Aijaz.

Page 28 : © TMEA.

Pages 29, 44 : © Ollivier Girard/CIFOR.

Page 30 : © Simone D. McCourtie/Banque mondiale.

Page 36 : © Banque mondiale/Henitsoa Rafalia.

Pages 39, 172, 173 : © CIR/José Carlos Alexandre.

Pages 40, 146 : © Stephan Gladieu/Banque mondiale.

Page 43 : © Terry Sunderland/CIFOR.

Page 45 : © Stephan Bachenheimer/Banque mondiale.

Pages 48, 49 : © David Brazier/IWMI.

Page 51 : © Chandra Shekhar Karki/CIFOR.

Page 52 : © 2019 Al Benavente/BAsD.

Page 53 : © Neil Palmer/CIAT.

Page 54 : © OMC.

Page 57 : © Prashanth Vishwanathan/IWMI.

Pages 65, 81 : © Gerhard Joren/BAsD.

Page 68 : © Maria Fleischmann/Banque mondiale.

Página 74 : © Luis Enrique Ascui/BAsD.

Page 76 : © Marlon del Aguila Guerrero/CIFOR.

Page 87 : © Dominic Chavez/Banco Mundial.

Page 88 : © Nugroho Nurdikiawan Sunjoyo/Banque mondiale.

Page 89 : © Murdani Usman/CIFOR.

Pages 90, 91, 128 : © Tom Perry/Banque mondiale.

Page 94 : © Vincent Tremeau/Banque mondiale.

Page 95 : © M.A. Puspha Kumara/BAsD.

Page 96 : © Banque mondiale/Henitsoa Rafalia.

Page 100 : © C. De Bode/CGIAR.

Page 101 : © Jonathan Ernst/Banque mondiale.

Page 105 : © BERD/Nina Tsintsadze.

Page 108 : © UIT/Trans.Lieu.

Pages 110, 142 : © Charlotte Kesl/Banque mondiale.

Page 113 : © James Anderson/WRI.

Page 115 : © Visual News Associates/Banque mondiale.

Page 122 : © ESA.

Page 124 : © Aaron Minnick/WRI.

Pages 133 : © UIT/D.Woldu.

Pages 136, 137 : © Hamish John Appleby/IWMI.

Page 139 : © Axel Fassio/CIFOR/CIRAF.

Page 141 : © Chor Sokunthea/BAsD.

Page 145 : © FAO/Liana John.

Page 148 : © Rob Beechey/TMEA.

Page 150 : © Ollivier Girard/CIR.

Page 158 : © Aris Sanjaya/CIFOR.

Page 167 : © CIR.

Organisation mondiale du commerce
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 21
Suisse
Tél. : +41 (0)22 739 51 11
Adresse électronique :
publications@wto.org
www.wto.org

Librairie en ligne de l'OMC
<http://onlinebookshop.wto.org>

© Organisation mondiale du commerce 2022

ISBN (version imprimée) : 978-92-870-7331-0

ISBN (version électronique) : 978-92-870-7332-7

Rapport conçu par Triptik.

Imprimé par l'Organisation mondiale du commerce.

L'Aide pour le commerce vise à permettre aux pays en développement, et en particulier aux pays les moins avancés (PMA), d'utiliser le commerce comme moyen de promouvoir la croissance économique, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Elle favorise l'intégration des pays en développement, en particulier les PMA, dans le système commercial multilatéral et vise à stimuler le soutien pour renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure liée au commerce dans ces pays afin d'améliorer les résultats commerciaux.

Cette publication s'appuie sur les réponses au questionnaire fournies par les personnes interrogées dans le cadre de l'exercice 2022 de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce de l'OCDE et de l'OMC, qui sert de base à l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2022 de l'OMC.

Elle présente une analyse des réponses au questionnaire de suivi et d'évaluation et détaille les domaines et questions prioritaires pour l'Initiative Aide pour le commerce pour 2022 et les années à venir.